JOURNAL D'UN VOYAGEUR

PENDANT LA GUERRE

DEUXIÈME PARTIE (1).

La Châtre, 10 octobre 1870.

Abandonner Paris, ce serait s'abandonner soi-même. Je ne crois pas que personne en doute. Je trouve à notre petite ville une bonne physionomie. Elle a pris l'allure militaire qui convient. Ces bourgeois et ces ouvriers avec le fusil sur l'épaule n'ont rien de ridicule. Le cœur y est. Si on les aidait tant soit peu, ils défendraient au besoin leurs foyers; mais, soit pénurie, soit négligence, soit désordre, loin de nous armer, on nous désarme, on prend les fusils des pompiers pour la garde nationale, et puis ceux de la garde sédentaire pour la mobilisée, en attendant qu'on les prenne pour la troupe, et quels fusils! Pour toutes choses, il y a gâchis de mesures annoncées et abandonnées, d'ordres et de contre-ordres. Je vois partout de bonnes volontés paralysées par des incertitudes de direction que l'on ne sait à qui imputer. Tout le monde accuse quelqu'un, c'est mauvais signe. Nous trompe-t-on quand on nous dit qu'il y a de quoi armer jusqu'aux dents toute la France? J'ai bien peur des illusions et des fanfaronnades. Certains journaux le prennent sur un ton qui me fait trembler. En attendant, l'inaction nous dévore : écrire, parler, ce n'est pas là ce qu'il nous faudrait.

Nous allons au Coudray à travers des torrens de pluie. La Vallée noire, que l'on embrasse de ce point élevé, est toujours belle. Ce n'est pas le paysage fantaisiste et compliqué de la Creuse, c'est la

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

grande ligne, l'horizon ondulé et largement ouvert, *le pays bleu*, comme l'appelle ma petite Aurore. Les arbres me paraissent énormes, le ciel me paraît incommensurable; chargé de nuages noirs avec quelques courtes expansions de soleil rouge, il est tour à tour sombre et colère. J'aperçois au loin le toit brun de ma pauvre maison encore fermée à mes petites-filles, à moi par conséquent : enterrée dans les arbres, elle a l'air de se cacher pour ne pas nous attirer trop vite; la variole règne autour et nous barre encore le chemin.

Qui sait si nous y rentrerons jamais? L'ennemi n'est pas bien loin, et nous pouvons le voir arriver avant que la contagion nous permette de dormir chez nous une dernière nuit. Les paysans ont l'air de ne pas mettre au rang des choses possibles que le Berry soit envahi, sous prétexte qu'en 1815 il ne l'a pas été. Moi, je m'essaie à l'idée d'une vie errante. Si nous sommes ruinés et dévastés, je me demande en quel coin nous irons vivre et avec quoi? Je ne sais pas du tout; mais la facilité avec laquelle on s'abandonne personnellement aux événemens qui menacent tout le monde est une grâce de circonstance. On dit le pour et le contre sur la guerre actuelle. Tantôt l'ennemi est féroce, tantôt il est fort doux : on n'en parle qu'avec excès en bien ou en mal, c'est l'inconnu. Si j'étais seule, je ne songerais pas seulement à bouger : on tient si peu à la vie dans de tels désastres! mais dans le doute j'emporterai mes enfans ou je les ferai partir.

De retour à La Châtre, je revois d'anciens amis qui, de tous les côtés menacés, sont venus se réfugier dans leurs familles. J'apprends avec douleur que Laure *** est malade sans espoir, qu'on ne peut pas la voir, qu'elle est là et que je ne la reverrai probablement plus! Autre douleur : il faut voir partir notre jeune monde, comme nous l'appelions, mes trois petits-neveux et les fils de deux ou trois amis intimes; c'était la gaîté de la maison, le bruit, la discussion, la tendresse. Et moi qui leur disais les plus belles choses du monde pour leur donner de la résolution, je ne me sens plus le moindre courage. N'importe, il faudra en montrer.

Mardi 11 octobre.

Voici une grande nouvelle : deux ballons nommés *Armand Barbès* et *G. Sand* sont sortis de Paris; l'un (mon nom ne lui a pas porté grand bonheur) a eu des avaries, une arrivée difficile, et a pourtant sauvé les Américains qui le montaient; *Barbès* a été plus heureux, et, malgré les balles prussiennes, a glorieusement touché terre, amenant au secours du gouvernement de Tours un des membres du gouvernement de Paris, M. Gambetta, un remarquable orateur, un homme d'action, de volonté, de persévérance, nous

dit-on. Je n'en sais pas davantage, mais cette fuite en ballon, à travers l'ennemi, est héroïque et neuve; l'histoire entre dans des incidens imprévus et fantastiques.

Des personnes qui connaissent Gambetta nous disent qu'il va tout sauver. Que Dieu les entende! Je veux bien qu'il en soit capable et que son nom soit béni; mais n'est-ce pas une tâche au-dessus des forces d'un seul homme? Et puis ce jeune homme connaît-il la guerre, qui est, dit-on, une science perdue chez nous?

Mercredi 12 octobre.

On n'a pas le cœur à se réjouir ici aujourd'hui; c'est la révision, c'est-à-dire la levée sans révision des gardes mobilisées : elle se fait d'une manière indigne et stupide; on prend tout, on ne fait pas déshabiller les hommes; on ne leur regarde pas même le visage. Des examinateurs crétins et qui veulent faire du zèle déclarent bons pour le service des avortons, des infirmes, des borgnes, des phthisiques, des myopes au dernier degré, des dartreux, des fous, des idiots, et l'on veut que nous ayons confiance en une pareille armée! Un bon tiers va remplir les hôpitaux ou tomber sur les chemins à la première étape. Les rues de la ville sont encombrées de parens qui pleurent et de conscrits ivres-morts. On va leur donner les fusils de la garde nationale sédentaire, qui était bien composée, exercée et résolue; le découragement s'y met. Les optimistes, ils ne sont pas nombreux, disent qu'il le faut. S'il le faut, soit; mais il y a manière de faire les choses, et, quand on les fait mal, il ne faut pas se plaindre d'être mal secondé. On se tire de tout en disant : Le peuple est lâche et *réactionnaire*. — Mon cœur le défend; il est ignorant et malheureux; si vous ne savez rien faire pour l'initier à des vertus nouvelles, vous les lui rendrez odieuses.

Les nouvelles du dehors sont sinistres. Orléans serait au pouvoir des Prussiens; les gardes mobiles se seraient bien battus, mais ils seraient écrasés; on accuse Orléans de s'être rendu d'avance. Il faudrait savoir si la ville pouvait se défendre; on dit qu'elle ne l'a pas voulu, on entre dans des détails révoltans. Les habitans, qui d'abord avaient refusé de recevoir nos pauvres enfans, auraient cette fois fermé leurs portes aux blessés. Le premier fait paraît certain, le second est à vérifier. Nos jeunes troupes civiles sont redoutées autant que l'ennemi : elles sont indisciplinées, mal commandées ou pas commandées du tout; je crois qu'on leur demande l'impossible. Si toutes les administrations sont dans l'anarchie comme celle des intendances auxquelles nos levées et nos soldats ont affaire, ce n'est pas une guerre, c'est une débandade.

13, jeudi.

L'affaire Bourbaki reste mystérieuse. On dit que tout trahit, même Bazaine, ce grand espoir, ce rempart dont l'écroulement serait notre ruine. Trahir! l'honneur français serait aux prises dans les faibles têtes avec l'honneur militaire! Celui-ci serait la fidélité au maître qui commandait hier; l'autre ne compterait pas! Le drapeau représenterait une charge personnelle, restreinte à l'obéissance personnelle! La patrie n'aurait pas de droits sur l'âme du soldat!

L'anarchie est là comme dans tout, l'anarchie morale à côté de l'anarchie matérielle. Le véritable honneur militaire ne semble pas avoir jamais été défini dans l'histoire de notre siècle. C'est par le résultat que nous jugeons la conduite des généraux, et chaque juge en décide à son point de vue. En haine de la république, Moreau passe à l'ennemi; mais il se persuade que c'était son devoir, et il le persuade aux royalistes. Il croyait sauver la bonne cause, le pays par conséquent! Il y a donc deux consciences pour le militaire? Moreau a eu son parti, qui l'admirait comme le type de la fidélité et de la probité. Napoléon a été trahi ou abandonné par ses généraux. Ils ont tous dit pour se justifier : « Je servais mon pays, je le sers encore, je n'appartiens qu'à lui. » Bien peu d'officiers supérieurs ont brisé leur épée à cette époque en disant : « Je servais cet homme, je ne servirai plus le pays qui l'abandonne. » La postérité les admire et condamne les autres.

A qui donc appartient le militaire, au pays ou au souverain du moment? Il serait assez urgent de régler ce point, car il peut arriver à chaque instant que le devoir du soldat soit de résister à l'ordre de la patrie, ou de manquer à la loi d'obéissance militaire par amour du pays. Rien n'engage en ce moment le soldat envers la république; il ne l'a pas légalement acceptée. Avez-vous la parole des généraux? Je ne sache pas qu'on ait celle de Bazaine, et le gouvernement ignore probablement s'il se propose de continuer la guerre pour délivrer la France ou pour y ramener l'empire au moyen d'un pacte avec la Prusse.

Un général n'est pas obligé, dit-on, d'être un casuiste. Il semble que le meilleur de tous serait celui qui ne se permettrait aucune opinion, qui ne subirait aucune influence, et qui, faisant de sa parole l'unique loi de sa conscience, ne céderait devant aucune éventualité. Si Bazaine se croit lié à son empereur et non à son pays, il prétendra qu'il peut tourner son épée contre un pays qui repousse son empereur. Je ne vois pas qu'on puisse compter sur lui, puisqu'on n'a pu s'assurer de lui, puisqu'il est maître absolu dans une place assiégée où il peut faire la paix ou la guerre sans savoir si la république existe, si elle représente la volonté de la France. S'il a l'âme d'un héros, il se laissera emporter par le souvenir de nos an-

ciennes gloires, par l'amour du pays, par la fierté patriotique; sinon, un de ces matins, il se rendra en disant comme son maître à Sedan : « Je suis las; » ou il fera une brillante sortie au cri de « mort à la république! » Et s'il avait la chance de gagner quelque grande victoire sur l'Allemagne, que ferait la république? Elle a cru l'avoir dans ses intérêts, parce qu'elle a désiré lui voir prendre le commandement, parce qu'elle a placé en lui sa confiance. Il ne lui en a pas su gré, il la trahit; mais je suppose qu'il délivre la France! Comment sortir de cette impasse? Nous battrions-nous contre ces soldats qui battraient l'étranger? y aurait-il un gouvernement pour les mettre hors la loi et les accuser de trahison?

Notre situation est réellement sans issue, à moins d'un miracle. Nous nous appuyons pour la défense du sol sur des forces encore considérables, mais qui combattent l'ennemi commun sous des drapeaux différens, et qui ne comptent pas du tout les abandonner après la guerre. Le gouvernement a fait appel à tous, il le devait; mais a-t-il espéré réussir sans armée à lui, avec des armées qui lui sont hostiles, et qui ne s'entendent point entre elles? Ceci ressemble à la fin d'un monde. Je voudrais pouvoir ne pas penser, ne pas voir, ne pas comprendre. Heureux ceux dont l'imagination surexcitée repousse l'évidence et se distrait avec des discussions de noms propres! Je remercierais Dieu de me délivrer de la réflexion; au moins je pourrais dormir. Ne pas dormir est le supplice du temps. Quand la fatigue l'emporte, on se raconte le matin les rêves atroces ou insensés qu'on a faits.

14 octobre.

Les Prussiens ne sont pas entrés à Orléans; mais ils y entreront quand ils voudront, ils ont fait la place nette. Le général La Motte-rouge est battu et privé de son commandement pour avoir manqué de résolution, disent les uns, pour avoir manqué de munitions, disent les autres. Si on déshonore tous ceux qui en seront là, ce n'est pas fini!

15.

Pas de nouvelles. La poste ne s'occupe plus de nous; tout se désorganise. Je suis étonnée de la tranquillité qui règne ici. La province consternée se gouverne toute seule par habitude.

Dimanche 16.

J'aurais voulu tenir un journal des événemens; mais il faudrait savoir la vérité, et c'est souvent impossible. Les rares et courts journaux qui nous parviennent se font la guerre entre eux et se contredisent ouvertement. « Les mobiles sont des braves. — Non, les mobiles faiblissent partout. — Mais non, c'est la troupe régu-

lière qui lâche pied. — Non, vous dis-je, c'est elle qui tient! » Le plus clair, c'est qu'une armée sans armes, sans pain, sans chaussures, sans vêtemens et sans abri, ne peut pas résister à une armée pourvue de tout et bien commandée.

On agite beaucoup la question suivante, et on nous rapporte fidèlement, *de auditu*, l'opinion de M. Gambetta. — L'armée régulière est détruite, démoralisée, perdue; elle ne nous sauvera pas. C'est de l'*élément civil* que nous viendra la victoire, c'est le citoyen improvisé soldat qu'il faut appeler et encourager.

La question est fort douteuse, et, si d'avance elle est résolue, elle devient inquiétante au dernier degré. On peut improviser des soldats dans une localité menacée, et les mobiliser jusqu'à un certain point; mais leur faire jouer le rôle de la troupe exercée au métier et endurcie à la fatigue, c'est un rêve, l'expérience le prouve déjà. Les malades encombrent les ambulances. On parle d'organiser une Vendée dans toute la France. Organise-t-on le désordre? Ces résultats fructueux que suscitent parfois des combinaisons illogiques s'improvisent et ne se décrètent pas. M. Gambetta a pu jeter les yeux sur la carte du Bocage et sur la page historique dont il a été le théâtre; mais recommencer en grand ces choses et les opposer à la tactique prussienne, c'est un véritable enfantillage. On assure que M. Gambetta est un habile organisateur; qu'il réorganise donc l'armée au lieu de la dédaigner comme un instrument hors de service, alors que tout lui manque ou la trahit! Si l'on veut introduire des catégories, scinder l'élément civil et l'élément militaire, froisser les amours-propres, réveiller les passions politiques, je ne dis pas à la veille, mais au beau milieu des combats, j'ai bien peur que nous ne soyons perdus sans retour.

Quelqu'un, qui est renseigné, nous avoue que nos dictateurs de Tours sont infatués d'un optimisme effrayant. Je ne veux pas croire encore qu'ils soient insensés... Quelquefois une grande obstination fait des miracles. Qui se refuse à espérer quand on sent en soi la volonté du sacrifice? Mais la volonté nous donnera-t-elle des canons? On avoue que nous en avons qui tirent un coup pendant que ceux de l'ennemi en tirent dix. — En fait-on au moins? — On dit qu'on en fait *beaucoup*. Nous savons, hélas! qu'on en fait fort peu. En fait-on de pareils à ceux des Prussiens? — On ne peut pas en faire. — Alors nous serons toujours battus? — Non! nous avons l'élément civil, une arme morale que les étrangers n'ont pas. — Ils ont bien mieux, ils ont un seul élément, leur arme est à deux tranchans, militaire et civile en même temps. — On le sait; mais le moral de la France!

Oh! soit! Croyons encore à sa virilité, à sa spontanéité, à ses grandes inspirations de solidarité; mais, si nous ne les voyons pas

se produire, puisons notre courage dans un autre espoir que celui de la lutte. Après la résistance que l'honneur commande, aspirons à la paix et ne croyons pas que la France soit avilie et perdue parce qu'elle ne sait plus faire la guerre. Je vois la guerre en noir. Je ne suis pas un homme, et je ne m'habitue pas à voir couler le sang; mais il y a une heure où la femme a raison, c'est quand elle console le vaincu, et ici il y aura bien des raisons profondes et sérieuses pour se consoler.

Pour faire de l'homme une excellente machine de combat, il faut lui retirer une partie de ce qui le fait homme. « Quand Jupiter réduit l'homme à la servitude, il lui enlève une moitié de son âme. » L'état militaire est une servitude brutale qui depuis longtemps répugne à notre civilisation. Avec des ambitions ou des fantaisies de guerre, le dernier règne était si bien englué dans les douceurs de la vie, qu'il avait laissé pourrir l'armée. Il n'avait plus d'armée, et il ne s'en doutait pas. Le jour où, au milieu des généraux et des troupes de sa façon, Napoléon III vit son erreur, il fut pris de découragement, et ce ne fut pas le souverain, ce fut l'homme qui abdiqua.

Les douceurs de la vie comme ce règne les a goûtées, c'était l'œuvre d'une civilisation très corrompue; mais la civilisation, qui est l'ouvrage des nations intelligentes, n'est pas responsable de l'abus qu'on fait d'elle. La moralité y puise tout ce dont elle a besoin; la science, l'art, les grandes industries, l'élégance et le charme des bonnes mœurs ne peuvent se passer d'elle. Soyons donc fiers d'être le plus civilisé des peuples, et acceptons les conditions de notre développement. Jamais la guerre ne sera un instrument de vie, puisqu'elle est la science de la destruction; croire qu'on peut la supprimer n'est pas une utopie. Le rêve de l'alliance des peuples n'est pas si loin qu'on croit de se réaliser. Ce sera peut-être l'œuvre du xxe siècle. On nous dit que le colosse du nord nous menace. A jamais, non! Aujourd'hui il nous écrase la poitrine, mais il ne peut rien sur notre âme. On peut être lourd comme une montagne et peser fort peu dans la balance des destinées. En ce moment, l'Allemagne s'affirme comme pesanteur spécifique, comme force brutale, — tranchons le mot, comme barbarie. Sur quelque mode éclatant qu'elle chante ses victoires, elle n'élèvera que des arcs de triomphe qui marqueront sa décadence. Au front de ses monumens nouveaux, la postérité lira *1870*, c'est-à-dire guerre à mort à la civilisation! O noble Allemagne, quelle tache pour toi que cette gloire! L'Allemand est désormais le plus beau soldat de l'Europe, c'est-à-dire le plus effacé, le plus abruti des citoyens du monde; il représente l'âge de bronze; il tue la France, sa sœur et sa fille; il l'égorge, il la détruit, et, ce qu'il y a de plus honteux, il la vole!

Chaque officier de cette belle armée, orgueil du nouvel empire prussien, est un industriel de grande route qui *emballe* des pianos et des pendules à l'adresse de sa famille attendrie!

Ce sont des représailles, disent-ils, c'est ainsi que nous avons agi chez eux; nous y avons mis moins d'ordre, de prévoyance et de cynisme, voilà tout. — C'est déjà quelque chose, mais nous n'en avons pas moins à rougir d'avoir été hommes de guerre à ce point-là. Si quelque chose peut nous réhabiliter, c'est de ne plus l'être, c'est de ne plus savoir obéir à la fantaisie belliqueuse de nos princes. Nous avons encore l'élan du courage, la folie des armes, la tradition des charges à la baïonnette. Nous savons encore faire beaucoup de mal quand on nous touche; nous pourrions dire aux Allemands : Supprimons les canons, prenez-nous corps à corps, et vous verrez! Mais vous ne vous y risquez plus, vous reculez devant l'arme des braves, vous avez vos machines, et nous ne les avons pas; nous faisons la guerre selon l'inspiration du point d'honneur, nous ne sommes pas capables de nous y préparer pendant vingt ans; nous sommes si incapables de haïr! On nous surprend comme des enfans sans rancune qui dorment la nuit parce qu'ils ont besoin d'oublier la colère du combat. Nous tombons dans tous les piéges; notre insouciance, notre manque de prévision, nos désastres, vous ne les comprenez pas! Vous les comprendrez plus tard, quand vous aurez effacé la tache de vos victoires par le remords de les avoir remportées. Vous pénétrerez un jour l'énigme de notre destinée, quand vous passerez à votre tour par le martyre qu'il faut subir pour devenir des hommes. Nous ne le sommes pas encore, nous qui, depuis un siècle, souffrons tous les maux des révolutions; mais voici que, grâce à vous, nous allons le devenir plus vite, et vous rougirez alors d'avoir porté la main sur la grande victime! Encore un siècle, et vous serez honteux d'avoir servi de marchepied à l'ambition personnelle. Vous direz de vous-mêmes ce que nous disons de notre passé : la folie du génie militaire nous a déchaînés sur l'Europe, et nous avons été asservis. Nous avons, de nos propres mains, creusé les abîmes, et nous y sommes tombés.

Mais nous nous relèverons avant toi, fière Allemagne! Dût cette guerre, pour laquelle évidemment nous ne sommes pas prêts, aboutir à un désastre matériel immense, nos cœurs s'y retremperont, et plus que jamais nous aurons soif de dignité, de lumière et de justice. Elle nous laissera sans doute irrités et troublés; les questions politiques et sociales s'agiteront peut-être tumultueusement encore. C'est précisément en cela que nous vous serons supérieurs, sujets obéissans, militaires accomplis! et que cette âme française éprise d'idéal, luttant pour lui jusque sous l'écrasement du fait, offrira au monde un spectacle que vous ne sauriez comprendre aujourd'hui,

mais que vous admirerez quand vous serez dignes d'en donner un semblable.

Allez, bons serviteurs des princes, admirables espions, pillards émérites, modèles de toutes les vertus militaires, levez la tête et menacez l'avenir! Vous voilà ivres de nos malheurs et de notre vin, gras de nos vivres, riches de nos dépouilles! Quelles ovations vous attendent chez vous quand vous y rentrerez tachés de sang, souillés de rapts! Quelle belle campagne vous aurez faite contre un peuple en révolution, que de longue date vous saviez hors d'état de se défendre! L'Europe, qui vous craignait, va commencer à vous haïr! Quel bonheur ce sera pour vous d'inspirer partout la méfiance et de devenir l'ennemi commun contre lequel elle se ligue peut-être déjà en silence!

Mais quel réveil vous attend, si vous poursuivez l'idéal stupide et grossier du caporalisme, disons mieux, du *krupisme!* Pauvre Allemagne des savans, des philosophes et des artistes, Allemagne de Goethe et de Beethoven! Quelle chute, quelle honte! Tu entres aujourd'hui dans l'inexorable décadence, jusqu'à ce que tu te renouvelles dans l'expiation qui s'appelle 89!

Lundi 17 octobre.

Le froid se déclare, et nous entrons en campagne. Pourvu qu'après la chaleur exceptionnelle de l'été nous n'ayons pas un hiver atroce! Ils auront aussi froid que nous, disent les optimistes; c'est une erreur : ils sont physiquement plus forts que nous, ils n'ont pas nos douces habitudes, notre bien-être ne leur est pas nécessaire. L'Allemand du nord est bien plus près que nous de la vie sauvage. Il n'est pas nerveux, il n'a que des muscles; il a l'éducation militaire, qui nous a trop manqué. Il pense moins, il souffrira moins.

Ils approchent, on dit qu'ils sont à La Motte-Beuvron. On a peur ici, et c'est bien permis, on a emmené tout ce qui pouvait se battre ou servir à se battre. Les vieillards, les enfans et les femmes resteront comme la part du feu! Et puis elle est toute française, cette terreur qui suit l'imprévoyance; elle n'est même pas bien profonde. Nous ne pouvons pas croire qu'on haïsse et qu'on fasse le mal pour le mal. Moi-même j'ai besoin de faire un effort de raison pour m'effrayer de l'approche de ces hommes que je ne hais point. J'ai besoin de me rappeler que la guerre enivre, et qu'un soldat en campagne n'est pas un être jouissant de ses facultés habituelles.

On dit qu'ils ne sont pas tous méchans ou cupides, que les vrais Allemands ne le sont même pas du tout et demandent qu'on ne les confonde pas avec les Prussiens, *tous voleurs!* Vous réclamez en vain, bonnes gens; vous oubliez qu'il n'y a plus d'Allemagne, que vous êtes Prussiens, solidaires de toutes leurs exactions, puisque

vous allez en profiter, et que dans cette guerre vous êtes pour nous non pas des Badois, des Bavarois, des Wurtembergeois, mais à tout jamais, dans la réprobation du présent et la légende de l'avenir, des Prussiens, bien et dûment sujets du roi de Prusse! Vous ne reprendrez plus votre nom; allez! c'en est fait de votre nationalité comme de votre honneur. Le châtiment commence!

Je n'ai pas de vêtemens d'hiver, ils sont à Paris, dont les Prussiens ont maintenant la clé. Je me commande ici une robe qui fera peut-être son temps sur les épaules d'une Allemande, car ils volent aussi des vêtemens et des chaussures pour leurs femmes, ces parfaits militaires!

Mardi 18 octobre.

Passage de troupes qui vont d'un dépôt à l'autre. Depuis les pauvres troupes espagnoles que j'ai rencontrées en 1839 dans les montagnes de Catalogne, je n'avais pas vu des soldats dans un tel état de misère et de dénûment. Leurs chevaux sont écorchés vifs de la tête à la queue. Les hommes sont à moitié nus, on dit qu'ils ont presque tous déserté avant Sedan. Ils sont tous grands et forts, et ne paraissent point lâches. On les aura laissés manquer de pain et de munitions. Le désordre était tel qu'on ne sait plus si on a le droit de mépriser les fuyards. Malheureusement ce désordre continue.

Mercredi 19.

Depuis deux jours, nous sommes sans nouvelles de notre armée de la Loire. Est-elle anéantie? Nous ne sommes pas bien sûrs qu'elle ait existé!

Jeudi 20.

Eugénie a affaire au Coudray. J'y vais avec elle; c'est une promenade pour mes petites-filles. Il fait un bon soleil. La campagne reverdit au moment où elle se dépouille. Il y a des touffes de végétation invraisemblable au milieu des massifs dénudés. A Chavy, nous descendons de voiture pour ramasser de petits champignons roses sur la pelouse naturelle, cette pelouse des lisières champêtres qu'aucun jardinier ne réalisera jamais; il y faut la petite dent des moutons, le petit pied des pastours et le grand air libre. L'herbe n'y est jamais ni longue ni flétrie. Elle adhère au sol comme un tapis éternellement vert et velouté. Nous faisons là et plus haut, dans les prés du Coudray, une abondante récolte. Aurore est ivre de joie. Je n'ai pas fermé l'œil la nuit dernière; pendant qu'on remet les chevaux à la voiture, je dors dix minutes sur un fauteuil. Il paraît que c'est assez, je suis complétement reposée. Au retour, pluie et soleil, à l'horizon monte une gigantesque forteresse crénelée, les nuages qui la forment ont la couleur et l'épaisseur du plomb,

les brèches s'allument d'un rayonnement insoutenable. — Un bout de journal, ce soir récit d'un drame affreux. A Palaiseau, le docteur Morère aurait tué quatre Prussiens à coups de révolver et aurait été pendu! Je ne dormirai pas encore cette nuit.

Vendredi 21 octobre.

Trois lettres de Paris par ballon! Enfin, chers amis, soyez bénis! Ils vivent, ils n'y a pas de malheur particulier sur eux. Ils sont résolus et confians, ils ne souffrent de rien matériellement; mais ils souffrent le martyre de n'avoir pas de nouvelles de leurs absens. L'un nous demande où est sa femme, l'autre où est sa fille; chacun croyait avoir mis en sûreté les objets de sa tendresse, et l'ennemi a tout envahi; comment se retrouver, comment correspondre? Nous écrirons partout, nous essaierons tous les moyens. Quelle dispersion effrayante! que de vides nous trouverons dans nos affections! — Encore une fois, qu'ils soient bénis de nous donner quelque chose à faire pour eux!

On dit que l'ennemi s'éloigne de nous pour le moment; il lui plaît de nous laisser tranquilles, car les chemins sont libres, il n'y a pas ou il n'y a plus d'armée entre lui et nous; on vit au jour le jour. Le danger ne cause pas d'abattement, on serait honteux d'être en sûreté quand les autres sont dans le péril et le malheur. Mon pauvre Morère! sa belle figure pâle me suit partout; la nuit, je vois ses yeux clairs fixés sur moi. C'était un ami excellent, un habile médecin, un homme de résolution, d'activité, de courage; agile, infatigable, il était plus jeune avec ses cheveux blancs que ne le sont les jeunes d'aujourd'hui. Je le vois et je l'entends encore à un dîner d'amis à Palaiseau, où nous admirions la netteté de son jugement, l'énergie de ses traits et de sa parole. Le soir, on se reconduisait par les ruelles désertes de ce joli village, et chacun rentrait dans sa petite maison, d'où l'on entendait les pas de l'ami qui vous quittait résonner sur le gravier du chemin. Dans le beau silence du soir, on résumait tranquillement les idées qu'on avait échangées avec animation. On pensait quelquefois aux Allemands; on parlait de leurs travaux, on s'intéressait à leur mouvement intellectuel. Que l'on était loin de voir en eux des ennemis! Comme la porte eût été ouverte avec joie à un botaniste errant dans la campagne! Comme on lui eût indiqué avec plaisir les gîtes connus des plantes intéressantes! Certes on n'eût pas songé que ce pouvait être un espion, venant étudier les plis du terrain pour y placer des batteries ou pour prendre les habitans par surprise, et pourtant la carte des moindres localités était peut-être déjà dressée, car ils ont étudié la France comme une proie que l'on dissèque, et ils connaissaient peut-être aussi bien que moi le sentier perdu dans les bois où je me

flattais de surprendre l'éclosion d'une primevère connue de moi seule. — Je me souviens d'avoir eu de saintes colères en trouvant bouleversés par des enfans certains recoins que j'espérais conserver vierges de dégâts. Je m'indignais contre l'esprit de dévastation de l'enfance. Pauvres enfans, quelle calomnie! — Et à présent ce charmant pays est sans doute ravagé de fond en comble, puisque Morère... Mon fils me trouve navrée et me dit qu'il ne faut rien croire de ce qui s'imprime à l'heure qu'il est; il a peut-être raison!

Samedi 22 octobre.

Promenade aux Couperies et au gué de Roche avec ma belle-fille et nos deux petites; elles font plus d'une lieue à pied. Le temps est délicieux, ce ravin est fin et mignon. La rivière s'y encaisse le long d'une coupure à pic, les arbres de la rive apportent leurs têtes au rez du sentier que nous suivons. On tient la main des petites, qui voudraient bien, que nous devrions bien laisser marcher seules. Dans mon enfance, on nous disait : Marche, et nous risquions de rouler en bas. Nous ne roulions pas et nous n'avons pas connu le vertige; mais je n'ai pas le même courage pour ces chers êtres qui ont pris une si grande place dans notre vie. On aime à présent les enfans comme on ne les aimait pas autrefois. On s'en occupe sans cesse, on les met dans tout avec soi à toute heure, on n'a d'autre souci que de les rendre heureux. C'est sans doute encore une supériorité des Prussiens sur nous d'être durs à leurs petits comme à eux-mêmes. Les loups sont plus durs encore, supérieurs par conséquent aux races militaires et conquérantes. J'avoue pourtant qu'à certains égards nous avons pris en France la puérilité pour la tendresse, et que nous tendions trop à nous efféminer. Notre sensibilité morale a trop réagi sur le physique. Messieurs les Prussiens vont nous corriger pour quelque temps d'avoir été heureux, doux, aimables. Nous organiserons des armées citoyennes, nous apprendrons l'exercice à nos petits garçons, nous trouverons bon que nos jeunes gens soient tous soldats au besoin, qu'ils sachent faire des étapes et coucher sur la dure, obéir et commander. Ils y gagneront, pourvu qu'ils ne tombent pas dans le caporalisme, qui serait mortel à la nature particulière de leur intelligence, et qui va faire des vides profonds dans les intelligences prusso-allemandes. Pourtant ces choses-là ne s'improvisent pas dans la situation désespérée où nous sommes, et c'est avec un profond déchirement de cœur que je vois partir notre jeune monde, si frêle et si dorloté.

Ils partent, nos pauvres enfans! ils veulent partir, ils ont raison. Ils avaient horreur de l'état militaire, ils songeaient à de tout autres professions; mais ils valent tout autant par le cœur que ceux de 92, et à mesure que le danger approche, ils s'exaltent. Ceux qui étaient

exemptés par leur profession la quittent et refusent de profiter de leur droit; ceux que l'âge dispense ou que le devoir immédiat retient parlent aussi de se battre et attendent leur tour, les uns avec impatience, les autres avec résignation. Il en est très peu qui reculeraient, il n'y en a peut-être pas. Tout cela ne ravive pas l'espérance; on sent que l'on manque d'armes et de direction. On sent aussi que l'élément sédentaire, celui qui produit et ménage pour l'élément *militant*, est abandonné au hasard des circonstances. Il faudrait que la France non envahie fût encouragée et protégée pour être à même de secourir la France envahie. On vote des impôts considérables, c'est très juste, très nécessaire; mais on laisse tant d'intérêts en souffrance, on enlève tant de bras au travail, qu'après une année de récolte désastreuse et la suspension absolue des affaires, on ne sait pas avec quoi on paiera.

Le gouvernement de la défense semble condamné à tourner dans un cercle vicieux. Il espère improviser une armée; il frappe du pied, des légions sortent de terre. Il prend tout sans choisir, il accepte sans prudence tous les dévoûmens, il exige sans humanité tous les services. Il a beaucoup trop d'hommes pour avoir assez de soldats. Il dégarnit les ateliers, il laisse la charrue oisive. Il établit l'impossibilité des communications. Il semble qu'il ait des plans gigantesques, à voir les mouvemens de troupes et de matériel qu'il opère; mais le désordre est effroyable, et il ne paraît pas s'en douter. Les ordres qu'il donne ne peuvent pas être exécutés. Le producteur est sacrifié au fournisseur, qui ne fournit rien à temps, quand il fournit quelque chose. Rien n'est préparé nulle part pour répondre aux besoins que l'on crée. Partout les troupes arrivent à l'improviste; partout elles attendent, dans des situations critiques, les moyens de transport et la nourriture. Après une étape de dix longues lieues, elles restent souvent pendant dix heures sous la pluie avant que le pain leur soit distribué; elles arrivent harassées pour occuper des camps qui n'existent pas, ou des gîtes déjà encombrés. Nulle part les ordres ne sont transmis en temps opportun. L'administration des chemins de fer est surmenée en certains endroits. On met dix heures pour faire dix lieues, le matériel manque, le personnel est insuffisant. Les accidens sont de tous les jours. Les autres moyens de transport deviennent de plus en plus rares; on ne peut plus échanger les denrées. Tous les sacrifices sont demandés à la fois, sans qu'on semble se douter que les uns paralysent les autres. On s'agite démesurément, on n'avance pas, ou les résultats obtenus sont reconnus tout à coup désastreux. L'action du gouvernement ressemble à l'ordre qui serait donné à tout un peuple de passer à la fois sur le même pont. La foule s'entasse, s'étouffe, s'écrase, en attendant que le pont s'effondre.

A qui la faute? Cette déroute générale pourrait-elle être conjurée? le sera-t-elle? Ne faudrait-il, pour opérer ce miracle, que l'apparition d'un génie de premier ordre? Ce génie présidera-t-il à notre salut? va-t-il se manifester par des victoires? Aurons-nous la joie d'avoir souffert pour la délivrance de la patrie? Nos soldats d'hier seront-ils demain des régimens d'élite? S'il en est ainsi, personne ne se plaindra; mais si rien n'est utilisé, si l'état présent se prolonge, nous marchons à une catastrophe inévitable, et notre pauvre Paris sera forcé de se rendre.

Dimanche 23 octobre.

Il pleut à verse. Les nouvelles sont insignifiantes. Quand chaque jour n'apporte pas l'annonce d'un nouveau désastre, on essaie d'espérer. Les enfans qui partent volontairement sont gais. Les ouvriers chantent et font le dimanche au cabaret, comme si de rien n'était.

Je tousse affreusement la nuit; c'est du luxe, je n'avais pas besoin de cette toux pour ne pas dormir. Toute la ville se couche à dix heures. Je prolonge la veillée avec mon vieux ami Charles; nous causons jusqu'à minuit. Depuis plusieurs années qu'il est aveugle, il a beaucoup acquis; il voit plus clair avec son cerveau qu'il n'a jamais vu avec ses yeux. Cette lumière intérieure tourne aisément à l'exaltation. Sur certains points, il est optimiste; je le suis devenue aussi en vieillissant, mais autrement que lui. Je vois toujours plus radieux l'horizon au-delà de ma vie; je ne crois pas, comme lui, que nous touchions à des événemens heureux; je sens venir une crise effroyable que rien ne peut détourner, la crise sociale après la crise politique, et je rassemble toutes les forces de mon âme pour me rattacher aux principes, en dépit des faits qui vont les combattre et les obscurcir dans la plupart des appréciations. Nous nous querellons un peu, mon vieux ami et moi; mais la discussion ne peut aller loin quand on désire les mêmes résultats. Nous réussissons à nous distraire en nous reportant aux souvenirs des choses passées. On ne peut toucher au présent sans se sentir relié par mille racines plus ou moins apparentes au temps que l'on a traversé ensemble. Nous nous connaissons, lui et moi, depuis la première enfance; nous nous sommes toujours connus, nos familles, aujourd'hui disparues, étant étroitement liées. Nous avons apprécié différemment bien des personnes et des choses; à présent ces différences sont très effacées, nous parlons de tout et de tous avec le désintéressement de l'expérience, qui est l'indulgence suprême.

Lundi 24.

Les Prussiens ne viennent pas de notre côté. Ils vont tuer et brûler ailleurs, on appelle cela de bonnes nouvelles! Châteaudun

est leur proie d'aujourd'hui, et il paraît que nous ne pouvons rien empêcher.

Mardi 25 octobre.

La pauvre Laure vient de s'éteindre sans souffrir, après une mort anticipée qui dure depuis deux mois. C'est une autre manière d'être victime de l'invasion. Gravement atteinte, elle a dû fuir avec sa famille, faire un voyage impossible avec une courte avance sur les Prussiens, arriver ici brisée, mourante, tomber sur un lit sans savoir qu'elle était de retour dans son pays, y languir plusieurs semaines sans se rendre compte des événemens qu'il n'était pas difficile de lui cacher, s'endormir enfin sans partager nos angoisses, qui dès le début l'avaient mortellement frappée au cœur. Elle avait le patriotisme ardent des âmes généreuses; le rapide progrès de nos malheurs n'était pas nécessaire pour la tuer.

Nous recevons de bonnes lettres de Paris; ils sont là-bas pleins d'espoir et de courage. Les plus paisibles sont belliqueux; qu'on nous pousse donc en avant, vite à leurs secours! Il semble aujourd'hui que la lutte s'engage, et on parle de quelques avantages remportés. On loue l'*entrain* (*sic*) de nos mobiles. Le gouvernement a l'air de compter sur la victoire. Il nous la promet...

Mercredi 26.

Très mauvaises nouvelles! Ils brûlent, ils font le ravage, ils s'étendent; nous sommes partout inférieurs en nombre devant eux, et nous sommes *engorgés* de troupes qui sont partout où l'on ne se bat pas! L'artillerie nous foudroie: nous faisons trois pas, nous reculons de douze. — Aujourd'hui nous avons conduit notre pauvre Laure au cimetière. Les nuages rampent sur la terre incolore et détrempée. Atroce journée, chagrin affreux! je n'essaie même pas d'avoir du courage.

Jeudi 27.

Il pleut à verse, on fait des vœux pour que la Loire déborde, pour que l'ennemi souffre et que ses canons s'embourbent; mais nos pauvres soldats en souffriront-ils moins, et nos canons en marcheront-ils mieux? Que c'est stupide, la guerre!

28.

Propos sans utilité, discussions et commentaires sans issue, tour de Babel! L'ennemi est à Gien; il ne pense ni ne cause, lui : il avance...

29, 30, 31 octobre.

Rien qui ranime l'espoir; trop de décrets, de circulaires, de phrases stimulantes, froides comme la mort.

1er novembre.

De pire en pire! On nous annonce la reddition de Metz; le gouvernement nous la présente sans détour comme une trahison infâme; c'est aller un peu vite. Attendons les détails, si on nous en donne. Quelqu'un qui a vu de près le maréchal Bazaine en Afrique nous le définit ainsi : dans le bien et dans le mal, *capable de tout.* D'autres personnes assurent qu'au Mexique il n'avait d'autre pensée que celle de se faire proclamer empereur! Il est par terre, on l'écrase; hier c'était un héros, le sauveur de la France. Ce sera un grand procès historique à juger plus tard. Ce qui est incompréhensible en ce moment, c'est la brusque transition opérée dans le langage de ceux qui renseignent et veulent diriger l'opinion publique, et qui d'une heure à l'autre la font passer d'une confiance sans bornes à un mépris sans appel. Il y a quelques jours, des doutes s'étaient répandus; il nous fut enjoint de les repousser comme des manœuvres des ennemis de la république et du pays. Ce matin, le gouvernement en personne voue le traître à l'exécration de l'univers. Cela nous bouleverse et me paraît bien étrange, à moi. Comment le ministre de la guerre n'a-t-il rien su des dispositions de Bazaine à l'égard de la république? S'il les savait douteuses, pourquoi a-t-il affiché la confiance? Je ne veux pas encore le dire tout haut, il ne faut pas se fier à son propre découragement, mais malgré moi je me dis tout bas : *Qui trompe-t-on ici?*

Il n'était pas impossible d'avoir des nouvelles de Metz. J'ai reçu dernièrement un petit feuillet de papier à cigarettes qui me rassurait sur le sort du respectable savant M. Terquem, et qui était bien écrit de sa main : « nous ne manquons de rien, nous allons très bien, quoique sans clocher depuis quinze jours. »

La famine ne se fait pas tout d'un coup dans une place assiégée. On a pu la voir venir, on a dû la prévoir. Hier on la niait, et, au moment où Bazaine la déclare, on la nie encore. J'ai une terreur affreuse qu'il ne se passe à Paris quelque chose d'analogue, si Paris est forcé de capituler. Si la disette se fait, on la cachera le plus longtemps possible pour ne pas alarmer la population ou dans la crainte d'être accusé de lassitude, et tout à coup il faudra bien avouer. Peut-être alors la population sera-t-elle exaspérée jusqu'à la haine! La colère est injuste. On ira trop loin, comme on va peut-être trop loin pour Bazaine. J'ai peur que le système du gouvernement de Paris ne soit de cacher à la province ses défaillances, et que celui du gouvernement de la province ne soit de communiquer à Paris ses illusions. Dans tous les cas, ce qui se passe à Metz s'explique par les mouvemens logiques du cœur humain. Dans le danger commun, personne ne veut faiblir; on s'excite, on s'exalte, on ne veut pas croire qu'il soit possible de succomber. La prévoyance

semble un crime. Il y a ivresse, le fait brutal arrive, et le premier qui le constate est lapidé. Personne ne veut s'en prendre à la destinée, personne ne veut avoir été vaincu. Il faut trouver des lâches, des traîtres, des agens visibles de la fatalité. La justice se fait plus tard; elle sera bien sévère, si cet homme ne peut se disculper!

Nous allons nous promener à Vâvres pour faire marcher nos enfans. Je cueille un bouquet rustique dans les buissons du jardin de mon pauvre Malgache. Je ne vais jamais là sans le voir et l'entendre. Il n'y a pas une heure dans sa vie où il ait seulement pressenti les désastres que nous contemplons aujourd'hui. Heureux ceux qui n'ont pas vécu jusqu'à nos jours!

Mercredi 2 novembre.

Bonnes lettres de mes amis de Paris. Ma petite-fille Gabrielle sait dire *par ballon monté*, et elle m'éveille en me remettant ces chers petits papiers, qui me font vivre toute la journée.

Nous allons au Coudray. Je regarde Nohant avec avidité. L'épidémie se ralentit; dans quelques jours, j'irai seule essayer l'atmosphère. Je prends quelques livres dans la bibliothèque du Coudray. Est-ce que je pourrai lire? Je ne crois pas. Il fait très froid; nous n'avons pas d'automne. Comme nos soldats vont souffrir!

Jeudi 3.

On ne parle que de Bazaine. On l'accuse, on le défend. Je ne crois pas à un marché, ce serait hideux. Non, je ne peux pas croire cela; mais, d'après ce que l'on raconte, je crois voir qu'il a espéré s'emparer des destinées de la France, y tenir le premier rôle, qu'à cet effet il a voulu négocier, et qu'il a gratuitement perdu une partie mal jouée. Pourtant que sait-on des motifs de son découragement? Quelles étaient ses ressources? Le gouvernement est-il éclairé à fond? Il passe outre, sans insister sur ses accusations, sans les rétracter. M. Gambetta a une manière vague et violente de dire les choses qui ne porte pas la persuasion dans les esprits équitables. J'ai lu de très beaux et bons discours de l'orateur; le publiciste est déplorable. Il est verbeux et obscur, son enthousiasme a l'expression vulgaire, c'est la rengaîne emphatique dans toute sa platitude. Un homme investi d'une mission sublime et désespérée devrait être si original, si net, si ému! On dirait qu'en voulant se faire populaire il ait perdu toute individualité. Cette déconvenue, qui m'atteint depuis quelques jours en lisant ses circulaires, si ardemment attendues et si servilement admirées, ajoute un poids énorme à ma tristesse et à mon inquiétude. N'avoir pas de talent, pas de feu, pas d'inspiration en de telles circonstances, c'est être bien au-dessous

de son rôle! Est-il organisateur, comme on le dit? Qu'il agisse et qu'il se taise. Et si, pour mettre le comble à nos infortunes, il était incapable et de nous organiser et de nous éclairer! Avec la reddition de Metz, nous voilà sans armée; avec un dictateur sans génie, nous voilà sans gouvernement!

4 novembre.

Dans beaucoup de lettres que je reçois, de paroles que j'entends, de journaux que je lis, c'est l'exaltation qui domine : mauvais symptôme à mes yeux; l'exaltation est un état exceptionnel qui doit subir la réaction d'un immense découragement. On invoque les souvenirs de 92; on les invoque trop, et c'est à tort et à travers qu'on s'y reporte. La situation est aujourd'hui l'opposé complet de ce qu'elle était alors. Le peuple voulait la guerre et la république; aujourd'hui il ne veut ni l'une ni l'autre. Villes et campagnes marchaient ensemble; aujourd'hui la campagne fait sa protestation à part, et le peuple plus ardent des villes ne l'influence dans aucun sens. Si nous sommes déjà loin, sous ce rapport, de 1848, combien plus nous le sommes de 92!

Ceux qui croient que l'élan de cette grande époque peut se produire aujourd'hui par les mêmes moyens sont dans une erreur profonde. Les conditions sont trop dissemblables. On ne peut pas ne point tenir compte du fatal progrès matériel qui s'est accompli dans l'industrie du meurtre, des armes de destruction et de la science militaire qu'on nous oppose. En outre la discipline est une chose morte chez nous. L'obéissance passive semble incompatible avec le progrès que chacun a fait dans le sentiment de la possession de soi-même. Les soldats veulent être bien soignés et bien commandés; ils ne veulent plus mourir sans but et sans utilité. Quelques-uns abusent de ce droit jusqu'à la révolte ou à la désertion; le grand nombre fait bravement son devoir, mais il comprend les fautes des chefs, il s'indigne des souffrances gratuites que l'incurie, la scélératesse ou le désordre des intendances lui inflige. Il est aussi patient, aussi résigné que possible, et fournit à chaque page de cette lamentable histoire de nos revers des preuves de sa réelle vertu patriotique; mais il ne fait pas les miracles du temps passé et il ne les fera plus. Il n'a plus la foi aveugle; il est entré dans la phase du libre examen.

Voilà ce que les exaltés ne veulent pas comprendre. Ils ne tiennent compte d'aucune différence; ils repoussent avec une colère maladive tout examen historique, toute déduction philosophique, si élémentaire qu'elle soit. On pourrait dire des républicains d'aujourd'hui qu'ils sont comme les royalistes de la restauration : ils n'ont rien oublié et rien appris. Quelques-uns s'en font gloire, ce

sont de véritables enfans en philosophie, quoique d'ailleurs gens de cœur et d'esprit. J'en sais même qui sont hommes de mérite, d'étude et de discussion ingénieuse; ceux-là deviennent forcément la proie d'une habitude de paradoxe déplorable. On ne sait quoi leur répondre, on ne sait s'ils parlent sérieusement; on les écoute avec stupeur. Ils prétendent vouloir que l'homme soit complétement libre, et que le vote du dernier idiot soit librement émis; mais ils veulent en même temps que les mesures dictatoriales soient acceptées sans murmure, et ils repoussent l'idée d'en appeler au suffrage universel dans les temps de crise. On leur demande si la liberté n'est bonne que quand il n'y a rien à faire pour elle. Ils ne peuvent répondre que par des sophismes ou par des injures. — Je vous trouve réactionnaire. — Vous abandonnez vos croyances.

Tout ce que je pense aujourd'hui, je l'ai pensé en voyant s'écrouler la république de 48 après les horribles journées de juin. Je ne me sentis pas le cruel courage de dire la vérité aux vaincus; je n'avais plus d'autre mission, d'autre idée que celle d'adoucir le sort de ceux qui voulaient être sauvés du désastre, et je m'abstins de tout reproche, de toute appréciation des fautes commises; maintenant ils parlent haut, ils sont puissans, ils menacent. Je n'ai plus de raison pour me taire avec eux. Ils me disent qu'au lieu d'apprécier et de juger au coin du feu leurs malheureux tâtonnemens, je devrais écrire en l'honneur du gouvernement de la république, chanter apparemment les victoires que nous ne remportons pas, et fêter la prochaine délivrance que rien ne fait espérer. Je n'ai qu'une réponse à faire : je ne sais pas mentir; non-seulement ma conscience s'y oppose, mais encore mon cerveau, mon inspiration du moment, ma plume. Si mes réflexions écrites sont un danger devant l'ennemi, je les laisserai en portefeuille jusqu'à ce qu'il soit parti.

Mais ne pourrait-on s'éclairer entre soi, discuter et redresser au besoin son propre jugement, sans dépit et sans fiel? — Impossible! l'exaltation s'en mêle et on déraisonne.

Il n'est donc pas besoin de sortir du petit coin où l'on est forcé de vivre pour voir au-delà de l'horizon ce qui se passe en France et même à Paris, derrière les lignes prussiennes. Les uns s'excitent fiévreusement à l'espérance, les autres se sacrifient sans le moindre espoir de salut. J'avoue qu'à ces derniers, que je crois les plus méritans, je ne demanderai pas s'ils sont républicains : je trouve qu'ils le sont. Quant à ceux qui prétendent accaparer l'expression républicaine et qui se montrent intolérans et irritables, je commence à douter d'eux. Il y a longtemps que leur manière d'entendre la démocratie et de pratiquer la fraternité m'est un profond sujet de tristesse.

Ici, je ne connais que des gens excellens, très honnêtes et sincères jusqu'à l'ingénuité; mais leur opinion, mal établie, composée d'élémens de certitude mal combinés, chauffée à blanc par l'exaspération que nous cause à tous le malheur commun, tourne à une véritable confusion de principes. Naturellement on est trop sous le coup de mauvaises nouvelles pour raisonner, et chacun laisse échapper le cri de son cœur ou l'expression de son tempérament. Je comprends cela, je l'excuse, j'en partage l'émotion; rentrée en moi-même, je m'affecte autant du mal intérieur qui nous ronge que des maux dont la guerre nous accable.

Est-il vrai que la république *seule* puisse sauver la France?

Oui, je le crois fermement encore, mais une république constituée et réelle, consentie, défendue par une nation pénétrée de la grandeur de ses institutions, jalouse de maintenir son indépendance au dedans comme au dehors. Ce n'est pas là ce que nous avons. Nous acceptons, nous tolérons une dictature que je ne veux pas juger encore, qui répugne cependant à la majorité des citoyens, par ce seul fait qu'elle est trop prolongée et que le succès ne la justifie pas. Que faire pourtant? Paris assiégé ne doit pas changer son gouvernement, à moins que l'ennemi n'y consente, et je comprends qu'il en coûte de le lui demander tant qu'on espère se défendre... Mais quand on ne l'espérera plus?

On me crie qu'il ne faut pas supposer cela. Voici où l'exaltation me paraît funeste. Dans toute situation raisonnable, ne faut-il pas examiner le présent pour augurer de l'avenir? Les optimistes de parti-pris et les pessimistes par nature sont également condamnés à se tromper toujours. Les solutions de la vie sont toujours imprévues, toujours mêlées de bien et de mal, toujours moins riantes et moins irréparables qu'on ne les a envisagées; quand on est sur la pente rapide d'un précipice, s'y jeter à corps perdu, que ce soit vertige de terreur ou de témérité, ne me paraît pas fort sage. Il vaudrait mieux tâcher de se retenir ou de couler doucement au fond. Paris est peut-être pris du vertige de l'audace à l'heure qu'il est. C'est beau, c'est généreux; mais n'est-ce pas la fière et mâle expiation d'une immense faute commise au début? Ne fallait-il pas, tout en acclamant la république à l'Hôtel de Ville, demander à la France de la proclamer? Elle l'eût fait en ce moment-là. Les membres ne sont pas si éloignés du cœur qu'ils résistent à son élan. On avait quelques jours encore à employer avant l'investissement, et on eût pu arrêter l'ennemi aux portes de Paris en lui faisant des propositions au nom de la France constituée. Il eût consenti à ce qu'elles fussent ratifiées par le vote des provinces envahies.

On n'avait pas le temps, dit-on; il fallait préparer la défense. Puisqu'on avait élu un gouvernement spécialement chargé de ce

soin d'urgence extrême, il fallait laisser le pays légal aviser au soin de ses destinées. Il y aurait eu des formalités à abréger, des habitudes politiques à modifier. Qui sait si nous ne serons pas forcés plus tard de voter à plus court délai? Il ne serait pas mauvais, en tout état de cause, de corriger les mortelles lenteurs de nos installations parlementaires.

Nous voici donc livrés aux éventualités d'une dictature jusqu'ici indécise dans ses moyens d'action, mais qui peut devenir tyrannique et insupportable au gré des événemens. Nous ne savons rien de ce que cette autorité sans consécration légale nous réserve. Nous sommes sans gouvernail dans la tempête, sans confiance par conséquent, et dans cette situation d'esprit où la foi aveugle est un héroïsme qui frise la folie.

On reproche aux républicains d'avoir fait de la politique au lieu de faire réellement de la défense. Ce serait de la bien mauvaise politique, même dans leur propre intérêt. Ils auraient, pour la vaine satisfaction de garder le pouvoir durant quelques semaines, compromis à jamais leur influence et sapé leur autorité par la base. Je ne les crois pas capables d'une telle ineptie; je crois simplement qu'ils ont été surpris par les événemens, et que, dans une fièvre de patriotisme, le gouvernement de Paris s'est dévoué, sans espoir de vaincre, à la tâche de mourir.

Vous verrez, m'écrivent des pessimistes, que ces hommes voudront prolonger la lutte pour allonger leur rôle et occuper la scène à nos dépens. Non, cela n'est pas possible. Ce serait un crime, et je crois à leur honneur; mais j'avoue qu'en principe le rôle qu'ils ont accepté est un immense péril pour la liberté sans être une garantie pour la délivrance, et que, sous prétexte de guerre aux Prussiens, beaucoup de Français mauvais ou incapables peuvent satisfaire leurs passions personnelles, ou nous jeter dans les derniers périls. Du pouvoir personnel qui nous a perdus, nous pouvons tomber dans un pire; il suffirait qu'il fût égal en imprévoyance et en incapacité pour nous achever. Il y a un mot banal, insupportable, qui sort de toutes les bouches et qui est le cri de détresse de toutes les opinions : *où allons-nous?* On est las, on est irrité de l'entendre, et on se le dit à soi-même à chaque instant.

Cette anxiété augmente en moi quand je vois des personnes exaltées donner raison d'avance à toute usurpation de pouvoir qui nous conduirait à la victoire sur l'ennemi du dehors et sur celui du dedans. Sur le premier, soit; ici le succès justifierait tout, puisque le succès serait la preuve du génie d'organisation joint au courage moral et au patriotisme persévérant. Attendons, aidons, espérons! — Mais l'ennemi du dedans... D'abord quel est-il aujourd'hui?

Comme on ne s'entend pas là-dessus, il serait bien à propos de le désigner, de le définir.

Les uns me disent : L'ennemi de la république, c'est le parti *rouge*, ce sont les démagogues, les clubistes, les émeutiers. Cela est très vague. Parmi ces impatiens, il doit y avoir, *comme dans tout parti*, des hommes généreux et braves, des bandits lâches et stupides. C'est au peuple d'épurer les champions de sa cause, de séparer le bon grain de l'ivraie; s'il ne le fait pas, si les honnêtes gens se laissent dominer par des exploiteurs, qu'on les contienne durant quelques jours, leur égarement ne sera pas de longue durée. Beaucoup d'entre eux ouvriront les yeux à l'évidence, et se déferont eux-mêmes de l'élément impur qui souillerait leur drapeau. Ils reviendront, s'ils ont des plaintes à formuler, aux moyens légaux ou aux manifestations dignes et calmes, qui seules font autorité vis-à-vis de l'opinion. Je me résoudrai difficilement à traiter d'ennemis ceux que la violence des réactions a qualifiés d'*insurgés*, de *communistes*, de *partageux*, selon la peur ou la passion du moment. Que ceux d'aujourd'hui se trompent ou non, s'ils sont sincères et humains, ils sont nos égaux, nos concitoyens, nos frères. — Ils veulent piller et brûler, dites-vous? — Prenez vos fusils et attendez-les; mais il y a vingt ans qu'on les attend, et il ne s'est produit que des émeutes partielles où rien n'a été pillé ni brûlé pour cause politique. S'il y a des bandits qui exercent leur industrie sous le masque socialiste, je ne leur fais pas l'honneur de les traiter d'ennemis. Les malheureux qui au bagne expient des crimes envers l'humanité ne sont qualifiés d'ennemis politiques par aucun parti. Laissons donc aux enfans et aux bonnes femmes la peur des *rouges*; on est *rouge*, on est *avancé*, et on est paisible quand même. Si en dehors de cela on est assassin, voleur ou fou furieux, qu'on s'attende à se heurter contre des citoyens improvisés gendarmes. Il y en aura plus que de besoin, et, s'il est un parti à qui la peur soit permise, c'est justement ce parti rouge qui vous fait trembler, car dans les réactions vous avez bien vu les innocens payer par milliers pour les coupables en fuite ou pour les provocateurs en sûreté. — Honnêtes gens qui répétez cette banalité : *les rouges nous menacent!* calmez-vous. Ils sont bien plus menacés que vous, et ils constituent en France une infime minorité dont on aura partout raison à un moment donné.

Pourquoi la république, disent les autres, ferait-elle cause commune avec un parti qu'elle appelle aussi l'ennemi? Ce parti-là, les républicains d'aujourd'hui l'appellent la réaction. Il faut bien se servir encore de ce vocabulaire suranné; quand donc, hélas! en serons-nous débarrassés? Les *réactionnaires* se composent des légitimistes, des orléanistes, des bonapartistes et des cléricaux, qui sont ou lé-

gitimistes, ou orléanistes ou bonapartistes, mais qui tiennent tous plus ou moins pour le principe d'autorité monarchique et religieuse. La prétendue réaction, c'est donc toute une France par le nombre, une majorité flottante entre les trois drapeaux et prête à se rallier autour de celui qui lui offrira plus de sécurité, — ce qui est prévoyant et rassis, commerçant, ouvrier, industriel, fonctionnaire, artiste, paysan. C'est ce qu'on appelle *la masse des honnêtes gens*, c'est ce qu'il ne faudrait qualifier ni d'honnête ni de malhonnête; c'est la race calme ou craintive dont à mes yeux le tort et le malheur sont de manquer d'idéal ou de s'y refuser de parti-pris, car tout Français est idéaliste malgré lui. Dans le bien et le vrai, comme dans le faux et le mauvais, tout Français poursuit un rêve et aspire à un progrès approprié à sa nature; tout Français se lasse vite du possible immédiat et cherche vers l'inconnu une route plus sûre que celle qu'il a parcourue; tout Français veut être bien d'abord, mieux ensuite et toujours mieux.

Mais personne ne se connaît, et les innombrables tempéramens qui se rattachent au maintien de l'ordre à tout prix repoussent en principe les innovations qu'ils cherchent en fait. Pourquoi les traiter d'ennemis quand ils ne sont que des attardés? Si vous savez fonder une société qui contienne les mauvaises ambitions sans froisser les aspirations légitimes, vous rallierez à vous tout ce qui mérite d'être rallié; cela était possible au début de la révolution actuelle. Cet appel à tous au nom de la patrie en danger a été noble et sincère. Le grand nombre a marché, ne refusant ni sa bourse, ni son temps, ni sa vie; mais l'inquiétude nous gagne, les républiques sont soupçonneuses, et depuis la capitulation de Metz nous voyons partout des traîtres. C'est l'inévitable désespérance qui suit les désastres; nous cherchons l'ennemi chez nous, parmi nous. Il y est sans doute, car la république est fatalement entraînée à trouver des résistances chaque jour plus prononcées, si elle ne sauve pas le pays de l'invasion. Le pourra-t-elle? Dans tous les cas, accuser et soupçonner est un mauvais moyen. Il faudrait nous en défendre de notre mieux, nous en défendre le plus longtemps possible, ne pas nous constituer en parti exclusif, ne pas établir dans chaque groupe une petite église, ne pas faire de catégories de vainqueurs et de vaincus, car la victoire est capricieuse, et nous serons peut-être avant peu les vaincus de nos vaincus.

Est-ce que nous allons recommencer la guerre des personnalités quand nous en avons une autre si terrible à faire? Je vois avec regret le renouvellement des fonctionnaires et des magistrats prendre des proportions colossales. J'aurais compris certains changemens nécessaires dont l'appréciation eût été facile à faire, mais tous! mais les colonnes du *Moniteur* remplies de noms nouveaux tous les

jours depuis trois mois! Y avait-il donc tant d'hommes dangereux, incorrigibles, imméritans? Quoi! pas un seul n'était capable de servir son pays à l'heure du danger? Tous étaient résolus à le livrer à l'ennemi! Je ne suis pas pessimiste au point d'en être persuadée. J'en ai connu de très honnêtes; en a-t-on mis partout de plus honnêtes à leur place? Hélas! non, on me cite des choix scandaleux, que les républicains eux-mêmes réprouvent en se voilant la face. Le gouvernement ne peut pas tout savoir, disent-ils; c'est possible, mais le gouvernement doit savoir ou s'abstenir.

Allons-nous donner raison à ceux qui disent que la république est le *sauve qui peut* de tous les nécessiteux intrigans et avides qui se font un droit au pouvoir des déceptions ou des misères qu'un autre pouvoir leur a infligées? Mon Dieu, mon Dieu! la république serait donc un parti, rien de plus qu'un parti! Ce n'est donc pas un idéal, une philosophie, une religion? O sainte doctrine de liberté sociale et d'égalité fraternelle, tu reparais toujours comme un rayon d'amour et de vérité dans la tempête! Tu es tellement le but de l'homme et la loi de l'avenir que tu es toujours le phare allumé sur le vaisseau en détresse, tu es tellement la nécessité du salut qu'à tes courtes heures de clarté pure tu rallies tous les cœurs dans une commotion d'enthousiasme et d'espérance; puis tout à coup tu t'éclipses, et le navire sombre : ceux qui le gouvernent sont pris de délire, ceux qui le suivent sont pris de méfiance, et nous périssons tous dans les vertiges de l'illusion ou dans les ténèbres du doute.

Samedi 5 novembre.

Il est très malsain d'être réduit à se passer du vote. On s'habitue rapidement à oublier qu'il est la consécration inévitable de tous nos efforts pour le maintien de la république. Les esprits ardens et irréfléchis semblent se persuader que la campagne n'apportera plus son verdict suprême à toutes nos vaines agitations. Tu es pourtant là debout et silencieux, Jacques Bonhomme! Rien ne se fera sans toi, tu le sais bien, et ta solennelle tranquillité devrait nous faire réfléchir.

Nous n'avons pas compris, dès le principe, ce qu'il y avait de terrible et de colossal dans le suffrage universel. Pour mon compte, c'est avec regret que je l'ai vu s'établir en 1848 sans la condition obligatoire de l'instruction gratuite. Mon regret persiste, mais il s'est modifié depuis que j'ai vu le vote fonctionner en se modifiant lui-même d'une manière si rapide. J'ai appris à le respecter après l'avoir craint comme un grave échec à la civilisation. On pouvait croire et on croyait qu'une population rurale, ignorante, choisirait exclusivement dans son sein d'incapables représentans de ses intérêts de clocher. Elle fit tout le contraire, elle choisit d'incapables représentans de ses intérêts généraux. Elle a marché dans ce sens,

tenant à son erreur, mais entendant quand même on ne peut mieux les questions qui lui étaient posées. Elle a toujours voté pour l'ordre, pour la paix, pour la garantie du travail. On l'a trompée, on lui a donné le contraire de ce qu'elle demandait; ce qu'elle croyait être un vote de paix a été un vote de guerre. Elle a cru à une savante organisation de ses forces, on ne lui a légué que le désordre et l'impuissance. Nous lui crions maintenant : C'est ta faute, Jacques Bonhomme, tu expies ton erreur et ton entêtement.

Si Jacques Bonhomme avait un organe fidèle de ses idées, voici ce qu'il répondrait : « Je suis le peuple souverain de la première république et en même temps le peuple impérialiste du second empire. Vous croyez que je suis changé, c'est vous qui l'êtes. Quand vous étiez avec moi, je vous défendais, même dans vos plus grandes fautes, même dans vos plus funestes erreurs, comme j'ai défendu Napoléon III jusqu'au bout. Nous nous sommes brouillés, vous et moi, au lendemain de 48; vous vous battiez, vous vous proscriviez les uns les autres. On nous a dit : « L'empire c'est la paix. » Nous avons voté l'empire, c'est nous qui punissons les partis, quels qu'ils soient. Nous punissons brutalement, c'est possible. D'où nous sommes, nous ne voyons pas les nuances, et d'ailleurs nous ne sommes pas assez instruits pour comprendre les principes, nous n'apprécions que le fait. Arrangez-vous pour que le fait parle en votre faveur, nous retournerons à vous. »

Le fait! le paysan ne croit pas à autre chose. Tandis que nous examinons en critiques et en artistes la vie particulière, le caractère, la physionomie des hommes historiques, il n'apprécie et ne juge que le résultat de leur action. Dix années de repos et de prospérité matérielle lui donnent la mesure d'un bon gouvernement. A travers les malheurs de la guerre, il n'apercevra pas les figures héroïques. Je l'ai vu lassé et dégoûté de ses grands généraux en 1813. S'il eût été le maître alors, l'histoire eût changé de face et suivi un autre courant. S'il est revenu à la désastreuse légende napoléonienne, qu'il avait oubliée, c'est qu'à ses yeux la république était devenue un fait désastreux en 48.

Et plus que jamais, hélas! notre idéal est devenu pour lui un fait accablant; ce que le paysan souffre à cette heure, nous ne voulons pas en tenir compte, nous ne voulons pas en avoir pitié. « Paie le désastre, toi qui l'as voté; » voilà toute la consolation que nous savons lui donner. Mon Dieu! puisqu'il faut qu'il porte le plus lourd fardeau, n'ayons pas la cruauté de lui reprocher sa ruine et son désespoir. La république n'est pas encore une chose à sa portée; qui donc la lui aurait enseignée jusqu'ici? Elle n'a fait que disputer, souffrir, lutter jusqu'à la mort sous ses yeux, et il est le juge sans oreilles qui veut palper des preuves. Il ne se paie pas de gloire, il

ne croit pas aux promesses; il lui faut la liberté individuelle et la sécurité. Il se passe volontiers des secours et des encouragemens de la science; il ne les repousse plus, mais il veut accomplir lui-même et avec lenteur son progrès relatif. Laissez-moi mon champ, dit-il, je ne vous demande rien. Nul n'est plus facile à gouverner, nul n'est plus impossible à persuader. Il veut avoir le droit de se tromper, même de se nuire; il est têtu, étroit, probe et fier.

Son idéal, s'il en a un, c'est l'individualisme. Il le pousse à l'excès, et longtemps encore il en sera ainsi. Il est un obstacle vivant au progrès rapide, il le subira toujours plus qu'il ne le recevra; mais ce qui est démontré le saisit. Qu'il voie bien fonctionner, il croit et fonctionne : rien sans cela. Je comprends que ce corps, qui est le nôtre, le corps physiologique de la France, gêne notre âme ardente; mais, si nous nous crevons le ventre, il ne nous poussera pas pour cela des ailes. Il faut donc en prendre notre parti, il faut aimer et respecter le paysan quand même.

« Guenille, si l'on veut, ma guenille m'est chère. »

Nous devons à la brutalité de ses appétits la remarquable oblitération qui s'est faite, depuis vingt ans surtout, daus notre sens moral. Nous avons donc grand sujet de nous plaindre des immenses erreurs où l'esprit de bien-être et de conservation nous a fourvoyés. De là, chez ceux qui protestaient en vain contre ce courant troublé, un grand mépris, une sorte de haine douloureuse, une protestation que je vois grandir contre le suffrage universel. Je ne sais si je me trompe, la république nouvelle aimerait à l'ajourner indéfiniment, elle songerait même à le restreindre; elle reviendrait à l'erreur funeste qui l'a laissée brisée et abandonnée après avoir provoqué le coup d'état; pouvait-il trouver un meilleur prétexte? Encore une fois, les républicains d'aujourd'hui n'ont-ils rien appris? sont-ils donc les mêmes qu'à la veille de décembre? Espérons qu'ils ne feront pas ce que je crains de voir tenter. Le suffrage universel est un géant sans intelligence encore, mais c'est un géant. Il vous semble un bloc inerte que vous pouvez franchir avec de l'adresse et du courage. Non, c'est un obstacle de chair et de sang; il porte en lui tous les germes d'avenir qui sont en vous. C'est quelque chose de précieux et d'irritant, de gênant et de sacré, comme est un enfant lourd et paresseux que l'on se voit forcé de porter jusqu'à ce qu'il sache ou veuille marcher. Le tuerez-vous pour vous débarrasser de lui? Mais sa mort entraînerait la vôtre. Il est immortel comme la création, et on se tue soi-même en s'attaquant à la vie universelle. Puisqu'en le portant avec patience et résignation vous devez arriver à lui apprendre à marcher seul, sachez donc subir le châtiment de votre imprudence, vous qui l'avez voulu contraindre à marcher dès

le jour de sa naissance. C'est là où la politique proprement dite a égaré les chefs de parti. On s'est persuadé qu'en affranchissant la volonté humaine sans retard et sans précaution, on avait le peuple pour soi. Ç'a été le contraire. Retirer ce que vous avez donné serait lâche et de mauvaise foi, et puis le moyen? « Essaie donc! » dit tout bas Jacques Bonhomme.

C'est que Jacques Bonhomme sait voter à présent, et ce n'est pas nous qui avons eu l'art de le lui apprendre. On l'a enrégimenté par le honteux et coupable engin des candidatures officielles, et puis peu à peu il s'est passé de lisières; il ne marche peut-être pas du bon côté, mais il marche avec ensemble et comme il l'entend. Il votait d'abord avec son maître, à présent il se soucie fort peu de l'opinion de son maître. Il a la sienne, et fait ce qu'il veut. Ce sera un grand spectacle lorsque, sortant des voies trompeuses et ne se trompant plus sur la couleur des phares, il avancera vers le but qui est le sien comme le nôtre. Aucun peuple libre ne saura voter comme le peuple de France, car déjà il est plus indépendant et plus absolu dans l'exercice de son droit que tout autre.

L'instrument créé par nous pour nous mener au progrès social est donc solide; sa force est telle que nous ne pourrions plus y porter la main. Nous avons fait trop vite une grande chose; elle est encore redoutable, parfois nuisible, mais elle existe et sa destinée est tracée, elle doit servir la vérité. Née d'un grand élan de nos âmes, elle est une création impérissable, et le jour où cette lourde machine aura mordu dans le rail, elle sera une locomotive admirable de rectitude, comme elle est déjà admirable de puissance. C'est alors qu'elle jouera dans l'histoire des peuples un rôle splendide, et fermera l'âge des révolutions violentes et des usurpations iniques. Tandis que l'imagination exaltée et la profonde sensibilité de la France, éternelles et incorrigibles, je l'espère, ouvriraient toujours de nouveaux horizons à son génie, Jacques Bonhomme, toujours patient, toujours prudent, s'approchant de l'urne avec son sourire de paternité narquoise, lui dira : « C'est trop tôt, ou c'est trop de projets à la fois; nous verrons cela aux prochaines élections. Je ne dis pas non ; mais il ne me plaît pas encore. Vous êtes le cheval qui combat, je suis le bœuf qui laboure. » Il pourrait dire aussi et il dira quand il saura parler : « Vous êtes l'esprit, je suis le corps. Vous êtes le génie, la passion, l'avenir; je suis de tous les temps, moi; je suis le bon sens, la patience, la règle. Vouloir nous séparer, détruire l'un de nous au profit de l'autre, c'est nous tuer tous les deux. Où en seriez-vous, hommes de sentiment, représentans de l'idée, si vous parveniez à m'anéantir? Vous vous arracheriez le pouvoir les uns aux autres; vos républiques et vos monarchies seraient un enchaînement de guerres civiles où vous nous jetteriez

avec vous, et où, sans la liberté du vote, nous serions encore les plus forts. Cette force irrégulière, ce serait la jacquerie. Nous ne voulons plus de ces déchiremens! Grâce à notre droit de citoyens, nous nous sommes entendus d'un bout de la France à l'autre, nous ne voulons plus nous battre les uns contre les autres. Nous voulons être et nous sommes le frein social, le pouvoir qui enchaîne les passions et qui décrète l'apaisement. »

Et cela est ainsi déjà lourdement, brutalement peut-être, mais providentiellement. Non, non! ne touchez pas au vote, ne regrettez pas d'avoir fondé la souveraine égalité. Le peuple, c'est votre incarnation! Vous vous êtes donné un compagnon qui vous contrarie, qui vous irrite, qui vous blesse : injuste encore, il méconnaît, il renie la république, sa mère; mais, si sa mère l'égorge, vaudra-t-elle mieux que lui? A présent d'ailleurs, elle l'essaierait en vain. L'enfant est devenu trop fort. Vous auriez la guerre du simple contre le lettré, du muet contre l'*avocat*, comme ils disent, une guerre atroce, universelle. Le vote est l'exutoire; fermez-le, tout éclate!

Nohant, 6 novembre.

Me voilà revenue au nid. Je me suis échappée, ne voulant pas encore amener la famille; je retournerai ce soir à La Châtre, et je reviendrai demain ici. J'en suis partie il y a deux mois par une chaleur écrasante, j'y reviens par un froid très vif. Tout s'est fait brutalement cette année. — Pauvre vieux Nohant désert, silencieux, tu as l'air fâché de notre abandon. Mon chien ne me fait pas le moindre accueil, on dirait qu'il ne me reconnaît pas : que se passe-t-il dans sa tête? Il a eu froid ces jours-ci, il me boude d'avoir tant tardé à revenir. Il se presse contre mon feu et ne veut pas me suivre au jardin. Est-ce que les chiens eux-mêmes ne caressent plus ceux qui les négligent? Au fait, s'il est mécontent de moi, comment lui persuaderais-je qu'il ne doit pas l'être? J'attise le feu, je lui donne un coussin et je vais me promener sans lui. Peut-être me pardonnera-t-il.

Le jardin que j'ai laissé desséché a reverdi et refleuri comme s'il avait le temps de s'amuser avant les gelées. Il a repoussé des roses, des anémones d'automne, des mufliers panachés, des nigelles d'un bleu charmant, des soucis d'un jaune pourpre. Les plantes frileuses sont rangées dans leur chambre d'hiver. La volière est vide, la campagne muette. Y reviendrons-nous pour y rester? La maison sera-t-elle bientôt un pauvre tas de ruines comme tant d'autres sanctuaires de famille qui croyaient durer autant que la famille? Mes fleurs seront-elles piétinées par les grands chevaux du Mecklembourg? Mes vieux arbres seront-ils coupés pour chauffer les jolis pieds prussiens? Le major Boum ou le caporal Schlag coucheront-

ils dans mon lit après avoir jeté au vent mes herbiers et mes paperasses? Eh bien! Nohant à qui je viens dire bonjour, silence et recueillement où j'ai passé au moins cinquante ans de ma vie, je te dirai peut-être bientôt adieu pour toujours. En d'autres circonstances, c'eût été un adieu déchirant; mais si tout succombe avec toi, le pays, les affections, l'avenir, je ne serai point lâche, je ne songerai ni à toi ni à moi en te quittant! J'aurai tant d'autres choses à pleurer!

Nohant, 7 novembre.

J'y reviens à midi. J'installe Fadet auprès du feu, et je me mets à écrire dans ma chambre sur mes genoux, il fait trop froid dans la bibliothèque. Il boude toujours, Fadet. Il me regarde d'un air triste; peut-être est-il mécontent de ce que je reviens seule, peut-être s'imagine-t-il que je ne veux pas ramener mes petites-filles, peut-être craint-il d'être abandonné aux Prussiens, si l'on s'en va encore! Il y a là un mystère; c'est la première fois qu'il ne me dévore pas de caresses après une absence. Il fait un froid noir, mes mains se raidissent en écrivant. Que de souffrances pour ceux qui couchent dehors! Les officiers peuvent se préserver un peu; mais le simple troupier, le mobile à peine vêtu! Ils ont encore des habits de toile, et déjà ils n'ont plus de souliers. Pourquoi cette misère quand nous avons fait et au-delà tous les frais de leur équipement?

En ce moment, on s'occupe à La Châtre de faire des gilets de laine pour les mobilisés. Les femmes quêtent, cousent et donnent. On s'ingénie pour se procurer l'étoffe, on n'en trouve qu'avec des peines infinies, les chemins de fer se refusant, par ordre, au transport des denrées qui ne sont pas directement ordonnancées par le gouvernement, ou ne voulant plus répondre de rien; on manque de tout. La confiance dans les administrations militaires est telle qu'on donne ces vêtemens aux mobilisés de la main à la main! Tant d'autres malheureux n'ont jamais reçu, nous dit-on, les secours qui leur étaient destinés!

Pas de nouvelles aujourd'hui, calme plat au milieu de la tempête. On est tout étonné quand un jour se passe sans apporter un malheur nouveau.

Mardi 8.

L'armistice est rejeté, c'est la guerre à mort. Préparons-nous à mourir. — Fadet me fait beaucoup d'amitiés aujourd'hui. Il sait l'heure à laquelle j'arrive, il m'attendait à la porte. — Tu es fou, mon pauvre chien, tout va plus mal que jamais. J'écris quinze lettres, et je retourne à la ville par un froid atroce.

Nohant, mercredi 9.

Je reviens au son de la cloche des morts. On enterre la vieille bonne de mon fils. Hier soir, un de nos domestiques a failli se tuer;

il a la figure toute maculée. Il semble que tout soit comme entraîné à prendre fin en même temps. On n'entend parler que d'accidens effroyables, de maladies foudroyantes. On dirait que la raison de vivre n'existe plus et que tout se brise comme de soi-même. D'aucun point de l'horizon, le salut ne veut apparaître; quelles ténèbres! — Paris va donc braver plus que jamais les horreurs du siége, et l'espoir de le délivrer s'éloigne! Cette fois il a tort, ou il est indignement abusé.

Jeudi 10.

Notre impuissance semble s'accuser de plus en plus. Nous avons pourtant une armée sur la Loire, mais que fait-elle? est-ce bien une armée? — Il neige déjà! la terre est toute blanche, des arbres encore bien feuillus font des taches noires de place en place. La campagne est laide aujourd'hui, sans effet, sans moelleux, sans distances. La terre devient cruelle à l'homme.

Ah! voici enfin un fait : Orléans est repris par nous; l'ennemi en fuite, poursuivi jusqu'à Artenay. La garde mobile s'est bien battue, la ville s'est défendue bravement. Pourvu que tout cela soit vrai! Si nous pouvons lutter, l'honneur commande de lutter encore; mais je ne crois pas, moi, que nous puissions lutter pour autre chose. Nous sommes trop désorganisés, il y aura un moment où tout manquera à la fois. Ceux qui sont sur le théâtre ne savent donc pas que les dessous sont sapés et ne tiennent à rien? On se soupçonne, on s'accuse, on se hait en silence. La vie ne circule pas dans les artères. Nous avons encore de la fierté, nous n'avons plus de sang.

12.

La victoire se confirme, et, comme toujours, elle s'exagère. Le général d'Aurelle de Paladines, singulier nom, est au pinacle aujourd'hui. C'est, dit-on, un *homme de fer*. Pauvre général! s'il ne fait pas l'impossible, il sera vite déchu. Qu'ils sont malheureux, ces hommes de guerre! Était-il bien prudent de *proclamer* la trahison de Bazaine? Si elle est réelle, ne valait-il pas mieux la cacher ou nous laisser dans le doute?

Dimanche 13 novembre.

Nous voici tous revenus définitivement au bercail. Définitivement!... c'est un joli mot par le temps qui court. Mes petites sont ivres de joie de retrouver leurs chambres, leurs jouets, leur chien, leur jardin. A cet âge, un jour de joie, c'est toujours! Leur gaîté nous donne un instant de bonheur, nous n'en avons plus d'autre.

On se demande si l'on pourra supporter quelque temps encore ce désespoir général sans devenir fou, lâche ou méchant. Ceux qui sont fous, lâches ou méchans semblent moins à plaindre. Leur dé-

lire, leurs convoitises, leur passion, sont dans un état d'ébullition qui les soutient sur le flot; écumes en attendant qu'ils soient scories, ils flottent et croient qu'ils nagent!

Tout entier à l'horreur de la réflexion, celui qui aime l'humanité n'a plus le temps de s'aimer lui-même. Il n'a pas de but personnel, il n'a pas de part de butin à chercher dans les ruines, il souffre amèrement, et il s'attend à souffrir plus encore. Pauvre nature humaine, dans quel état d'épuisement ou d'exaspération vas-tu sortir de cette torture! Démence pour les uns, annihilement pour les autres... Quand nous aurons repoussé ou payé l'ennemi du dehors, que serons-nous? où trouverons-nous l'équité calme, le pardon fraternel, le désir commun de reconstruire la société? Et si nous sommes forcés de procéder à ce travail sous la menace du canon allemand! Nous ne ferons certes rien de durable, et la république subira de si fortes dépressions qu'elle sera comme une terre ravagée de la veille par les éruptions volcaniques. Comme notre sol matériel, le sol politique et social sera souillé, stérilisé peut-être!

18 novembre.

M. de Girardin conseille d'élire en quatre jours un président par voie de plébiscite. Certes c'est une idée, — M. de Girardin n'en manque jamais, — mais, malgré mon très grand respect pour le suffrage universel, je crois qu'il ne devrait être appelé à résoudre les questions par oui ou par non que sur la proposition des assemblées élues par lui. Le travail de ces élections est chaque fois pour lui un moyen de connaître et de juger la situation. Ce sera son grand mode d'instruction et de progrès quand la classe éclairée sera vraiment en progrès elle-même; mais questionner les masses à l'improviste, c'est souvent leur tendre un piége. Le dernier plébiscite l'a surabondamment prouvé. En ce moment de doute et de désespoir, nous aurions un vote de dépit contre la république, car elle porte tout le poids des malheurs de la France; les votes de dépit ne peuvent être bons. Pourtant, s'il n'y avait pas d'autre moyen d'en finir avec une situation désespérée que l'on ne voudrait pas nous avouer, mieux vaudrait en venir là que de périr.

21 novembre.

Les journaux nous saturent de la question d'Orient. On y voit le point de départ d'une guerre européenne. Eh bien! l'Europe, qui nous abandonne, sera punie en attendant qu'elle punisse à son tour. C'est dans l'ordre.

25 novembre.

Temps très doux et même chaud. Depuis quelques jours, les circulaires ministérielles nous entretiennent de petits combats où nous aurions constamment l'avantage. La rédaction est toujours la même.

« Les mobiles ont eu de l'*entrain!* » Singulière expression dans des cas si graves; on dirait qu'il s'agit de parties de plaisir. « Nous avons subi des pertes *sérieuses*, l'ennemi en a fait de plus considérables. » Le plus clair, c'est que, pour empêcher l'ennemi d'envahir toute la France, on le laisse se fortifier autour de Paris, et que nous arriverons trop tard au secours de Paris, si nous arrivons! On vit au jour le jour sur les incidens de cette guerre de détails, c'est une sorte de calme relatif qu'on se reproche d'avoir, et qu'on ne peut pas goûter.

26 novembre.

Bonne lettre de Paris, c'est une joie en même temps qu'une douleur poignante. Ils demandent si nous allons à leur secours!... On dit qu'une action décisive est imminente. Il y a si longtemps qu'on le dit!

28.

Les insomnies sont dévorantes, on ne les compte plus. Après toutes mes veilles auprès de mes enfans malades au printemps, je pourrai me vanter de n'avoir guère dormi cette année. Tous ces bans qui se succèdent si rapidement me terrifient. On appelle les hommes mariés pour le 10 décembre. Plus on a de bras, plus on en demande; c'est donc que la situation s'aggrave au lieu de s'améliorer!

29.

Départ de nos mobilisés par un temps triste comme nos âmes. Nous les attendons sur la route. Toute la ville les accompagne. Ils sont très décidés, très patriotes, très fiers. On s'embrasse, on rentre les larmes. Où vont-ils? que deviendront-ils? Ils ne le savent pas, ils sont prêts à tout. Il y a un reflux d'espoir et de dévoûment. On croit que le salut est encore possible. Je ne sais pourquoi mon espoir est faible et de courte durée. Je n'étais plus habituée à cette sombre disposition. Je la combats de mon mieux, et, comme tout le monde, je saisis avec ardeur la moindre lueur qui se montre; mais quand elle s'efface, on retombe plus bas.

2 décembre.

Jour radieux au milieu de notre désespoir. Paris a fait, nous dit-on, une sortie magnifique, et l'armée de la Loire va vers Paris avec succès. On rêve déjà Paris débloqué, l'ennemi en déroute. Quel beau rêve! ne nous éveillons pas. Laissez-nous, discoureurs officiels! votre éloquence n'est pas à la hauteur des choses. C'est de la glace sur le feu. Il faudrait être si simple, au contraire! Nos petites-filles nous voient heureux, elles se réjouissent de la prochaine délivrance de Paris, qu'elles n'ont jamais vu, mais qui est pour elles

comme une île enchantée que nos amis et nos enfans, partis hier, vont délivrer des ogres et des monstres de même sorte.

4 décembre, dimanche.

La joie n'est pas de longue durée! On nous dit que nous avons perdu toutes nos positions sur la Loire. On ne publie pas les dépêches, elles sont trop décourageantes. Il paraît qu'on avait exagéré beaucoup le succès, et nous avons encore été dupés! Pourquoi nous tromper après avoir tant crié contre les trompeurs du régime précédent? — Il fait atrocement froid. La neige épaisse et collante empêche de marcher. Cela ressemble à une campagne de Russie pour nos soldats.

5 décembre.

On nous cache une défaite sérieuse. On dit que l'armée se replie en bon ordre. Nous ne sommes pas si loin du théâtre des événemens que nous ne sachions le contraire. On nous trompe, on nous trompe! comme si on pouvait tromper longtemps! Le gouvernement a le vertige.

6 décembre.

Encore plus froid, 20 degrés dans la nuit, et nos soldats couchent dans la neige! Nos mobilisés sont atrocement logés à Châteauroux dans une usine infecte, ouverte à tous les vents. Les chefs sont à l'abri et disent qu'il faut aguerrir ces enfans gâtés. Chaque nuit, il y en a une vingtaine qui ont les pieds gelés ou qui ne s'éveillent pas. Morts de froid littéralement! C'est infâme, et c'est comme cela partout! Avant de les mener à la mort, on leur fait subir les tortures de l'agonie.

7 décembre.

Ce soir, dépêche insensée! Je le sentais bien que le malheureux général qui a repris Orléans paierait cher sa courte gloire! Orléans est de nouveau aux Prussiens. Notre camp est abandonné; nous perdons un matériel immense, nos canons de marine, des munitions considérables; notre armée est en fuite. Selon le ministre, le général a manqué de résolution; selon le général, le ministre a manqué de savoir et de jugement; le camp était mal placé, impossible à garder, et les troupes, déclarées hier si vaillantes, ont plié et ne peuvent inspirer aucune confiance; tout cela est exposé par le ministre lui-même, mais sur un ton d'amertume et d'amour-propre blessé qui nous livre à tous les commentaires; il termine par cette phrase étrange : *le public appréciera*. Le public! c'est ainsi que ce jeune avocat parle à la France! Se croit-il sur un théâtre? Non, il a voulu dire : la cour appréciera; il se croit à l'audience! Est-ce là un langage sérieux quand on ne craint pas de tenir entre ses mains

le sort de son pays? Si le général qui n'obéit pas est coupable, pourquoi ne pas insister pour qu'il obéisse? Si vous êtes certain qu'il se trompe, pourquoi lui envoyer un ordre qui l'autorise à se tromper? Mais si le camp qu'il faut abandonner d'une manière si désastreuse était dans une situation déplorable, à qui la faute? Si les armemens qu'on y a accumulés avec tant de peine et de dépense tombent entre les mains de l'ennemi, quels conseils a donc pris ce jeune orateur, qui s'est imaginé apparemment, un beau matin, être le général Bonaparte? On a lieu de craindre qu'il ne soit que Napoléon IV.

Il s'en lave les mains, le public appréciera ! — Il y aura donc un public seul compétent pour juger entre sa science militaire et celle d'un général qu'hier encore il nous donnait comme une trouvaille de son génie! Ou vous vous êtes cruellement trompé hier, ou vous vous trompez cruellement aujourd'hui. C'est un aveu d'ignorance ou d'étourderie que votre emphase ne vous empêche pas de faire ingénument. Je ne sais ce qu'en pensera le public, mais je sais que les familles en deuil ne vous jugeront pas avec indulgence. Général, vous seriez mis à la retraite par le chef du gouvernement; chef du gouvernement, vous vous conservez au pouvoir. Voilà des inconséquences qui coûtent cher à la France !

Le résultat, c'est que deux cent mille hommes de notre armée sont en fuite, — on appelle cela maintenant se replier, — et que nous faisons une perte immense en matériel de guerre.

On parle d'une nouvelle victoire sous Paris; nous n'y croyons plus, on ne croit plus à rien, on devient fou. Nous sommes ici dans notre campagne muette, ensevelie sous la neige, comme des passagers pris dans les glaces du pôle. Nous attendons les ours blancs, mais nous n'avons pas un fusil pour les repousser. Bon *public !* tu es la part du diable.

8 décembre.

On ne parle plus de Paladines ni de son armée. Le gouvernement lance des accusations capitales, et, n'osant y donner suite, passe à d'autres exercices. Il nous annonce des succès *sous toutes réserves*, mais Rouen est pris; on dit qu'il s'est lâchement livré pour de l'argent. Eh bien ! je n'en crois rien. Il y a un patriotisme furieux et insulteur qui n'a plus de prise sur moi. Si Rouen s'est livré, c'est qu'on ne l'a pas aidé à se défendre, c'est peut-être qu'on l'a indignement trompé.

De notre côté, l'ennemi revient sur Vierzon et sur Bourges; si ces villes ouvertes et dégarnies ne démontent pas les batteries prussiennes à coups de pierres, dira-t-on qu'elles se sont vendues? — Je commence à m'indigner, à me mettre en colère sérieusement, moi qui ai puisé dans la vieillesse une bonne dose de patience; je

ne peux souffrir que, pour ne pas avouer les fautes de son parti, on calomnie son pays avec cette merveilleuse facilité. Étrange patriotisme que celui qui outrage la France devant l'ennemi!

Ce soir on décommande la levée des hommes mariés. Pourquoi l'avoir décrétée?

9 décembre.

Petite dépêche rendant compte d'un petit engagement à Bois-le-Duc. Le général d'Aurelle de Paladines a donné sa démission, ou on la lui a fait donner. On a nommé quatre généraux. Les Prussiens sont à Vierzon depuis hier; cela, on n'en parle pas, mais les passans qui fuient, entassés avec leurs meubles dans des omnibus, le disent sur la route.

10.

Grande panique. Des gens de Salbris et d'Issoudun passent devant notre porte, emmenant sur des charrettes leurs enfans, leurs meubles et leurs denrées. Ils disent qu'on se bat à Reuilly. Les restes de l'armée de la Loire sont ralliés, mais on ne sait où; Bourbaki est à Nevers pour se mettre à la tête de quatre-vingt mille hommes venant du midi ou de cette déroute, on ne sait.

11 décembre.

Le ministre de la guerre va, dit-on, à l'armée de la Loire pour la commander en personne. J'espère que c'est une plaisanterie de ses ennemis; ce qu'il y a de certain, c'est que le gouvernement de Tours se sauve à Bordeaux : c'est le cinquième acte qui commence. Le public va bientôt apprécier; la panique continue. Maurice va aux nouvelles pour savoir s'il faut faire partir la famille. Nous avons des voisins qui font leurs paquets, mais c'est trop tôt; nos mobiles sont toujours à Châteauroux sans armes et sans aucun commencement d'instruction; on ne les y laisserait pas, si l'ennemi venait droit sur eux, à moins qu'on ne les oublie, ce qui est fort possible. Les nouvelles de Paris sont très alarmantes, ils ont dû repasser la Marne; que peuvent-ils faire, si nous ne faisons rien?

12 décembre.

Dégel. Après tant de neige, c'est un océan de boue. Autre lit pour nos soldats!

13.

La panique reprend et redouble autour de nous. Depuis que nous sommes personnellement menacés, nous sommes moins agités, je ne sais pourquoi. Je tiens à achever un travail auquel je n'avais pas l'esprit ces jours-ci, et qui s'éclaircit à mesure que je compte les heures qui me restent. Tout le monde est soldat à sa manière; je suis, à la tête de mon encrier, de ma plume, de mon papier et de ma lampe, comme un pauvre caporal rassemblant ses quatre

hommes à l'arrière-garde. — Les Prussiens ont occupé Vierzon sans faire de mal; ils y ont vendu des cochons volés; ils entendent le commerce. Le général Chanzy se bat vigoureusement du côté de Blois, cela paraît certain. Châteauroux est encombré de fuyards dans un état déplorable. Les Prussiens n'auraient fait que traverser Rouen. Le gouvernement est à Bordeaux.

14 décembre.

On dit que l'ennemi est en route en partie sur Bourges, et que de l'autre côté il bombarde Blois. Les Prussiens paraissent vouloir descendre la Loire jusqu'à Nevers, traverser le centre pour se reformer à Poitiers, c'est-à-dire envahir une nouvelle zone entre le midi et Paris. Nous devons avoir eu encore une grosse défaite entre Vierzon et Issoudun; on n'en parle pas, mais il y a tant de fuyards et dans un tel état d'indiscipline qu'on suppose un nouveau malheur. Nous sommes sans journaux et sans dépêches; le gouvernement est en voyage. Ce soir, un journal nous arrive de Bordeaux; il ne nous parle que de l'installation de ces messieurs.

15.

Nous aurions repris Vierzon; mais qu'en sait-on? De Blois, on ne sait rien. Le général Chanzy donne encore de l'espérance. Il paraît être résolu, bien armé et avoir de bonnes troupes. Bourbaki serait à Bourges, occupé à rallier les fuyards du corps d'armée du centre de la Loire. On dit qu'ils ont tellement ravagé la campagne qu'il ne reste plus un arbre autour de Bourges. C'était un riche pays maraîcher; espaliers et légumes seraient rasés comme par le feu. On annonce ce soir que Bourbaki est reparti avec cette armée reformée à la hâte et sans résistance. Ils veulent bien se battre, ces pauvres troupiers, ils veulent surtout se battre. Ce qu'ils ne supportent pas, ce que les Prussiens les plus soumis ne supporteraient pas mieux, c'est la famine, la misère, la cruauté du régime qu'on leur impose. — Au lieu de se rapprocher de Paris, Bourbaki aurait l'intention d'aller *couper la retraite* aux Prussiens vers la frontière. Seraient-ils en retraite? Et on nous le cacherait! Il y a dans l'atroce drame qui se joue l'élément burlesque obligé.

Passage de M. Cathelineau à Châteauroux à la tête d'un beau corps de francs-tireurs qui disent leurs prières devant les populations, bien qu'ils ne soient ni Vendéens ni Bretons, et qu'ils ne se soient pas encore battus.

16.

Calme plat, silence absolu. Le repos est dans l'air. Le temps est rose et gris, les blés poussent à perte de vue. Il ne passe personne, on ne voit pas une poule dans les champs. Cette tranquillité extraordinaire nous frappe tellement que nous nous demandons si la

guerre est finie, s'il y a eu guerre, si nous ne rêvons pas depuis quatre mois. — Nous serons peut-être envahis demain.

Ce soir, une petite dépêche. Romorantin a été traversé et rançonné. Nos mobiles ont donné dans une escarmouche et tiré quelques coups de fusil.

17 décembre.

Un mot d'Alexandre Dumas pour m'apprendre la mort de son père. Il était le génie de la vie, il n'a pas senti la mort. Il n'a peut-être pas su que l'ennemi était à sa porte et assistait à sa dernière heure, car on dit que Dieppe est occupé. — Absence totale de nouvelles. A La Châtre, on est consterné, on croit avoir entendu le canon hier dans la soirée. Dans la campagne, on l'a entendu aussi. Je crois que ç'a dû être un tonnerre sourd, le ciel était noir comme de l'encre. Il a passé dans la nuit environ trois mille déserteurs de toutes armes. Ils ont couché emmi les champs, jetant leurs fusils, leurs bidons, et envoyant paître leurs officiers.

18.

Même absence de nouvelles officielles. Le gouvernement s'installe à Bordeaux. Chanzy tenait encore il y a trois jours autour de Vendôme, battant fort bien les Prussiens, à ce qu'on assure, et ceci paraît sérieux. Le sous-préfet d'Issoudun a fait savoir que Vierzon était occupé pour la troisième fois par l'ennemi. Bourbaki se serait replié sur Issoudun, renonçant à défendre le centre et se portant sur l'est. De toute façon, l'ennemi est fort près de nous. On s'y habitue, bien qu'on n'ait pas la consolation de pouvoir lui opposer la moindre résistance. Il passera ici comme un coup de vent sur un étang. Je regarde mon jardin en attendant qu'on mette les arbres la racine en l'air, je dîne en attendant que nous n'ayons plus de pain, je joue avec mes enfans en attendant que nous les emportions sur nos épaules, car on réquisitionne les chevaux, même les plus nécessaires, et je travaille en attendant que mes griffonnages allument les pipes de ces bons Prussiens.

19.

Le temps se remet au froid. Pas plus de nouvelles qu'auparavant. Un journal insinue qu'il se passe de *grandes choses :* c'est bien mauvais signe! Toute la Normandie est envahie. Ils ont ravagé le plus beau pays de France. La Touraine est de plus en plus menacée. Il est difficile de se persuader que tout aille bien.

20.

Même silence. Nous sommes si inquiets que nous lirions de l'*officiel* avec plaisir. Sommes-nous perdus, qu'on ne trouve rien à dire?

21 décembre.

On parle de nouveaux troubles à Paris. Le parti de la commune songe-t-il encore à ses affaires au milieu de l'agonie de la France? Il paraît que sa doctrine est de s'emparer du pouvoir de vive force. La dictature est la furie du moment, et jamais la pitoyable impuissance des pouvoirs sans contrôle n'a été mieux démontrée. S'il nous faut en essayer de nouveaux, la France se fâchera; elle garde le silence sombre des explosions prochaines. Ce qui résulte des mouvemens de Belleville, — on les appelle ainsi, — c'est qu'une école très pressée de régner à son tour nous menace de nouvelles aventures. Ces expériences coûtent trop cher. La France n'en veut plus. Elle prouve, par une patience vraiment admirable, qu'elle réprouve la guerre civile : elle sait aussi qu'il n'y en aura pas, parce qu'elle *ne le veut pas;* mais aux premières élections elle brisera les républicains ambitieux, et peut-être, hélas! la république avec eux. En tout cas, elle n'admettra plus de gouvernement conquis à coups de fusil, pas plus de 2 décembre que de 31 octobre. C'est se faire trop d'illusions que de se croire maître d'une nation comme la nôtre parce qu'on a enfoncé par surprise les portes de l'Hôtel de Ville et insulté lâchement quelques hommes sans défense. Je ne connais pas les théories de la commune moderne, je ne les vois exposées nulle part; mais si elles doivent s'imposer par un coup de main, fussent-elles la panacée sociale, je les condamne au nom de tout ce qui est désintéressé en France, au nom de tout ce qui est humain, patient, indulgent même, mais jaloux de liberté et résolu à mourir plutôt que d'être converti de force à une doctrine, quelle qu'elle soit.

Le mépris des masses, voilà le malheur et le crime du moment. Je ne puis guère me faire une opinion nette sur ce qui se passe aujourd'hui dans ce monde fermé qui s'appelle Paris; il nous paraît encore supérieur à la tourmente. Nous ignorons s'il est content de ses mandataires. Toutes les lettres que nous en recevons sont exclusivement patriotiques. Si quelque plainte s'échappe, c'est celle d'être gouverné trop mollement. C'est un malheur sans doute, mais on ne peut se défendre de respecter une dictature scrupuleuse, humaine et patiente. Il est si facile d'être absolu, si rare et si malaisé d'être doux dans une situation violente et menacée! Je crois encore ce gouvernement composé d'hommes de bien. Ont-ils l'habileté, la science pratique? On le saura plus tard; à présent nous ne voulons pas les juger, c'est un sentiment général. La crise atroce qu'ils subissent nous les rend sacrés. D'ailleurs il me semble qu'ils professent avec nous le respect de la volonté générale, puisqu'après l'émeute ils ont soumis leur réélection au plébiscite de Paris. C'est aller aussi

loin que possible dans cette voie, c'est aller jusqu'au danger de sanctionner tous les autres plébiscites.

Le principe radicalement contraire semble gouverner l'esprit de la commune, et, symptôme plus grave, plus inquiétant, gouverner l'esprit du parti républicain qui régit à cette heure le reste de la France, bien qu'il soit l'ennemi déclaré et très irrité de la commune.

Ce parti, que nous pouvons mieux juger, puisqu'il nous entoure, se sépare chaque jour ouvertement du peuple, dans les villes parce que l'ouvrier est plus ardent que lui, dans les campagnes parce que le paysan l'est moins. Il est donc forcé de réprimer l'émeute dans les centres industriels, de redouter et d'ajourner le vote dans toute la France agricole. Il est contraint à se défendre des deux côtés à la fois, sous peine de tomber et d'abandonner la tâche qu'il a assumée sur lui de sauver le territoire. Malheureuse république, c'est trop d'ennemis sur les bras! Dans quel jour d'ivresse nous t'avons saluée comme la force virile d'une nation en danger! Nous ne pouvions prévoir que tu essaierais de te passer de la sanction du peuple ou que tu te verrais forcée de t'en passer. — Ce qui est certain aujourd'hui, c'est que la délégation et ses amis personnels désirent s'en passer, et qu'ils y travailleront au lendemain de la pacification, quelle qu'elle soit.

Puissé-je faire un mauvais rêve! mais je vois reparaître sans modification les théories d'il y a vingt ans. Des théories qui ne cèdent rien à l'épreuve du temps et de l'expérience sont pleines de dangers. S'il est vrai que le progrès doive s'accomplir par l'initiative de quelques-uns, s'il est vrai qu'il parte infailliblement du sein des minorités, il n'en est pas moins vrai que la violence est le moyen le plus sauvage et le moins sûr pour l'imposer. Que les majorités soient généralement aveugles, nul n'en doute; mais qu'il faille les opprimer pour les empêcher d'être oppressives, c'est ce que je ne comprends plus. Outre que cela me paraît chimérique, je crois voir là un sophisme effrayant; tout ce que, depuis le commencement du rôle de la pensée dans l'histoire du monde, la liberté a inspiré à ses adeptes pour flétrir la tyrannie, on peut le retourner contre ce sophisme. Aucune tyrannie ne peut être légitime, pas même celle de l'idéal. On sait des gens qui se croient capables de gouverner le monde mieux que tout le monde, et qui ne craindraient pas de passer par-dessus un massacre pour s'emparer du pouvoir. Ils sont pourtant très doux dans leurs mœurs et incapables de massacrer en personne, mais ils chauffent le tempérament irascible d'un groupe plus ou moins redoutable, et se tiennent prêts à profiter de son audace. Je ne parle pas de ceux qui sont poussés à jouer ce rôle par ambition, vengeance ou cupidité. De ceux-là, je ne m'occupe pas; mais de très sincères théoriciens accepteraient les conséquences de

ce dilemme : « la république ne pouvant s'établir que par la dictature, tous les moyens sont bons pour s'emparer de la dictature quand on veut avec passion fonder ou sauver la république. »

« C'est une passion sainte, ajoutent-ils, c'est le feu sacré, c'est le patriotisme, c'est la volonté féconde sans laquelle l'humanité se traînera éternellement dans toutes les erreurs, dans toutes les iniquités, dans toutes les bassesses. Le salut est dans nos mains; périsse la liberté du moment pour assurer l'égalité et la fraternité dans l'avenir! Égorgeons notre mère pour lui infuser un nouveau sang! »

Cela est très beau selon vous, gens de tête et de main, mais cela répugnera toujours aux gens de cœur; en outre cela est impraticable. On ne fait pas revivre ce qu'on a tué, et le peuple d'aujourd'hui, fils de la liberté, n'est pas disposé à laisser consommer le parricide. D'ailleurs cette théorie n'est pas neuve; elle a servi, elle peut toujours servir à tous les prétendans : il ne s'agit que de changer certains mots et d'invoquer comme but suprême le bonheur et la gloire des peuples; mais, comme malgré tout le seul prétendant légitime, c'est la république, que n'eussions-nous pas donné pour qu'elle fût le sauveur! Il y avait bien des chances pour qu'elle le fût en s'appuyant sur le vote de la France. La France dira un jour à ces hommes malheureux qu'ils ont eu tort de douter d'elle, et qu'il eût fallu saisir son heure. Ils l'ont condamnée sans l'entendre, ils l'ont blessée; s'ils succombent, elle les abandonnera, peut-être avec un excès d'ingratitude : les revers ont toujours engendré l'injustice.

Mon appréciation n'est sans doute pas sans réplique. Quand l'histoire de ces jours confus se fera, peut-être verrons-nous que la république a subi une fatalité plutôt qu'obéi à une théorie. L'absence de communication matérielle entre Paris et la France nous a interdit aux uns et aux autres de nous mettre en communication d'idées; probablement le gouvernement de Paris a été mal renseigné par celui de Tours, parce que celui de Tours a été mal éclairé par son entourage. En septembre, on était très patriote dans la région intermédiaire de l'opinion, et c'est toujours là qu'est le nombre. Malheureusement autour des pouvoirs nouveaux il y a toujours un attroupement d'ambitions personnelles et de prétendues capacités qui obstrue l'air et la lumière. Le parti républicain est spécialement exposé aux illusions d'un entourage qui dégénère vite en camaraderie bruyante, et tout d'un coup la bohème y pénètre et l'envahit. La bohème n'a pas d'intérêt à voir s'organiser la défense; elle n'a pas d'avenir, elle n'est point pillarde par nature, elle profite du moment, ne met rien dans ses poches, mais gaspille le temps et trouble la lucidité des hommes d'action.

Que l'ajournement indéfini du vote soit une faute volontaire ou

inévitable, la théorie qui consiste à s'en passer ou à le mutiler règne en fait et subsiste en réalité. Sera-t-elle exposée catégoriquement quand nous aurons repris possession de nous-mêmes? Professée dans des clubs qui souvent sont des coteries, elle n'a pas de valeur, il lui faut la grande lumière; sera-t-elle posée dans des journaux, discutée dans des assemblées? — Il faudra bien l'aborder d'une manière ou de l'autre, ou elle doit s'attendre à être persécutée comme une doctrine ésotérique, et si elle a des adeptes de valeur, ils se devront à eux-mêmes de ne pas la tenir secrète. Peut-être des journaux de Paris qu'il ne nous est pas donné de lire ont-ils déjà démasqué leurs batteries.

Qui répondra à l'attaque? Les partisans du droit divin plaideront-ils la cause du droit populaire? Ils en sont bien capables, mais l'oseront-ils? Les orléanistes, qui sont en grande force par leur tenue, leur entente et leur patiente habileté, accepteront-ils cette épreuve du suffrage universel pour base de leurs projets, eux qui ont été renversés par la théorie du droit sans restriction et sans catégories? On verra alors s'ils ont marché avec le temps. Malheureusement, s'ils sont conséquens avec eux-mêmes, ils devront vouloir épurer le régime parlementaire et rétablir le cens électoral. Les républicains qui placent leur principe au-dessus du consentement des nations se trouveraient donc donner la main aux orléanistes et aux cléricaux? Le principe contraire serait donc confié à la défense des bonapartistes exclusivement? Il ne faudrait pourtant pas qu'il en fût ainsi, car le bonapartisme a abusé du peuple après l'avoir abusé, et c'est à lui le premier qu'était réservé le châtiment inévitable de s'égarer lui-même après avoir égaré les autres. Il pouvait fonder sur la presque unanimité des suffrages une société nouvelle vraiment grande. Il a fait fausse route dès le début, la France l'a suivi, elle s'est brisée. Serait-elle assez aveugle pour recommencer?

Ceux qui croient la France radicalement souillée pensent qu'on peut la ressaisir par la corruption. J'ai meilleure opinion de la France, et si je me méfiais d'elle à ce point, je ne voudrais pas lui faire l'honneur de lui offrir la république. J'ai entendu dire par des hommes prêts à accepter des fonctions républicaines : « Nous sommes une nation *pourrie*. Il faut que l'invasion passe sur nous, que nous soyons écrasés, ruinés, anéantis dans tous nos intérêts, dans toutes nos affections; nous nous relèverons alors! le désespoir nous aura retrempés, nous chasserons l'étranger et nous créerons chez nous l'idéal. » C'était le cri de douleur d'hommes très généreux, mais quand cette conviction passe à l'état de doctrine, elle fait frisonner. C'est toujours le projet d'égorger la mère pour la rajeunir. Grâce au ciel, le fanatisme ne sauve rien, et l'alchimie politique ne persuade personne. Non, la France n'est pas méprisable parce que

vous la méprisez; vous devriez croire en elle, y croire fermement, vous qui prétendez diriger ses forces. Vous vous présentez comme médecins, et vous crachez sur le malade avant même de lui avoir tâté le pouls. Tout cela, c'est le vertige de la chute. Il y a bien de quoi égarer les cerveaux les plus solides, mais tâchons de nous défendre et de nous ressaisir. Républicains, n'abandonnons pas aux partisans de l'empire la défense du principe d'affranchissement proclamé par nous, exploité par eux; ne maudissons pas l'enfant que nous avons mis au monde, parce qu'il a agi en enfant. Redressez ses erreurs, faites-les lui comprendre, vous qui avez le don de la parole, la science des faits, le sens de la vie pratique. Ce n'est pas aux artistes et aux rêveurs de vous dire comment on influence ses contemporains dans le sens politique. Les rêveurs et les artistes n'ont à vous offrir que l'impressionnabilité de leur nature, certaine délicatesse d'oreille qui se révolte quand vous touchez à faux l'instrument qui parle aux âmes. Nous n'espérons pas renverser des théories qui ne sont pas les nôtres, qui se piquent d'être mieux établies; mais nous nous croyons en rapport, à travers le temps et l'espace, avec une foule de bonnes volontés qui interrogent leur conscience et qui cherchent sincèrement à se mettre d'accord avec elle. Ces volontés-là défendront la cause du peuple, le suffrage universel; elles chercheront avec vous le moyen de l'éclairer, de lui faire comprendre que l'intérêt de tous ne se sépare pas de l'intérêt de chacun. N'y a-t-il pas des moyens efficaces et prompts pour arriver à ce but? Certes vous eussiez dû commencer par donner l'éducation, mais peut-être l'ignorant l'eût-il refusée. Il ne tenait pas à son vote alors, et quand on lui disait qu'il en serait privé s'il ne faisait pas instruire ses enfans, il répondait : Peu m'importe. Aujourd'hui ce n'est plus de même, le dernier paysan est jaloux de son droit et dit : Si on nous refuse le vote, nous refuserons l'impôt.

C'est un grand pas de fait. Donnez-lui l'instruction, il est temps. Fondez une véritable république, une liberté sincère, sans arrière-pensée, sans récrimination surtout. Ne mettez aucun genre d'entrave à la pensée, décrétez en quelque sorte l'idéal, dites sans crainte qu'il est au-dessus de tout; mais entendez-vous bien sur ce mot *au-dessus*, et ne lui donnez pas un sens arbitraire. La république est au-dessus du suffrage universel uniquement pour l'inspirer; elle doit être la région pure où s'élabore le progrès, elle doit avoir pour moyens d'application le respect de la liberté et l'amour de l'égalité, elle n'en peut avouer d'autres, elle n'en doit pas admettre d'autres. Si elle cherche dans la conspiration, dans la surprise, dans le coup d'état ou le coup de main, dans la guerre civile en un mot, l'instrument de son triomphe, elle va disparaître pour longtemps encore, et les hommes égarés qui l'auront perdue ne la relèveront jamais.

Il en coûte à l'orgueil des sectaires de se soumettre au contrôle du gros bon sens populaire. Ils ont généralement l'imagination vive, l'espérance obstinée. Ils ont généralement autour d'eux une coterie ou une petite église qu'ils prennent pour l'univers, et qui ne leur permet pas de voir et d'entendre ce qui se passe, ce qui se dit et se pense de l'autre côté de leur mur. La plaie qui ronge les cours, la courtisanerie les porte fatalement à une sorte d'insanité mentale. L'enthousiasme prédomine, et le jugement se trouble. Cette courtisanerie est d'autant plus funeste qu'elle est la plupart du temps désintéressée et sincère. J'ai travaillé toute ma vie à être modeste; je déclare que je ne voudrais pas vivre quinze jours entourée de quinze personnes persuadées que je ne peux pas me tromper. J'arriverais peut-être à me le persuader à moi-même.

La contradiction est donc nécessaire à la raison humaine, et quand une de nos facultés étouffe les autres, il n'y a qu'un remède pour nous remettre en équilibre, c'est qu'au nom d'une faculté opposée nous soyons contenus, corrigés au besoin. La grandeur, la beauté, le charme de la France, c'est l'imagination; c'est par conséquent son plus grand péril, la cause de ses excès, de ses déchiremens et de ses chutes. Quand nous avons demandé avec passion le suffrage universel, qui est vraiment un idéal d'égalité, nous avons obéi à l'imagination, nous avons acclamé cet idéal sans rien prévoir des lourdes réalités qui allaient le tourner contre nos doctrines; ce fut notre nuit du 4 août. Il s'est mis tout d'un coup à représenter l'égoïsme et la peur; il a proclamé l'empire pour se débarrasser de l'anarchie dont nos dissentimens le menaçaient. Il n'a pas voulu limiter le pouvoir auquel il se livrait; tout au contraire il l'a exagéré jusqu'à lui donner un blanc-seing pour toutes les erreurs où il pourrait tomber. Cet aveuglement qui vous irrite aujourd'hui, c'est pourtant la preuve d'une docilité que la république sera heureuse de rencontrer quand elle sera dans le vrai.

Avons-nous d'ailleurs le droit de dire que les masses veulent toujours, obstinément et sans exception, le repos à tout prix? La guerre d'Italie, cette généreuse aventure que nous payons si cher aujourd'hui, ne l'a-t-il pas consentie sans hésitation, n'a-t-il pas donné des flots de sang pour la détourner de ce peuple qui ne peut nous en récompenser, et qui d'ailleurs ne s'en soucie pas? Les masses qui, par confiance ou par engouement, font de pareils sacrifices, de si coûteuses imprudences, ne sont donc pas si abruties et si rebelles à l'enthousiasme. Ce reste d'attachement légendaire pour une dynastie dont le chef lui avait donné tant de fausse gloire et fait tant de mal réel n'est-il pas encore une preuve de la bonté et de la générosité du peuple? Maudire le peuple, c'est vraiment blasphémer. Il vaut mieux que nous.

En ce moment, j'en conviens, il ne représente pas l'héroïsme, il aspire à la paix; il voit sans illusion les chances d'une guerre où nous paraissons devoir succomber. Il n'est pas en train de comprendre la gloire; sur quelques points, il trahit même le patriotisme. Il aurait bien des excuses à faire valoir là où l'indiscipline des troupes et les exactions des corps francs lui ont rendu la défense aussi préjudiciable et plus irritante que l'invasion. Entre deux fléaux, le malheureux paysan a dû chercher quelquefois le moindre sans le trouver.

Généralement il blâme l'obstination que nous mettons à sauver l'honneur; il voudrait que Paris eût déjà capitulé, il voit dans le patriotisme l'obstacle à la paix. Si nous étions aussi foulés, aussi à bout de ressources que lui, le patriotisme nous serait peut-être passablement difficile. Là où l'honneur résiste à des épreuves pareilles à celles du paysan, il est sublime.

Pauvre Jacques Bonhomme! à cette heure de détresse et d'épuisement, tu es certainement en révolte contre l'enthousiasme, et, si l'on t'appelait à voter aujourd'hui, tu ne voterais ni pour l'empire, qui a entamé la guerre, ni pour la république, qui l'a prolongée. T'accuse et te méprise qui voudra. Je te plains, moi, et en dépit de tes fautes je t'aimerai toujours! Je n'oublierai jamais mon enfance endormie sur tes épaules, cette enfance qui te fut pour ainsi dire abandonnée et qui te suivit partout, aux champs, à l'étable, à la chaumière. Ils sont tous morts, ces bons vieux qui m'ont portée dans leurs bras, mais je me les rappelle bien, et j'apprécie aujourd'hui jusqu'au moindre détail la chasteté, la douceur, la patience, l'enjouement, la poésie, qui présidèrent à cette éducation rustique au milieu de désastres semblables à ceux que nous subissons aujourd'hui. J'ai trouvé plus tard, dans des circonstances difficiles, de la sécheresse et de l'ingratitude. J'en ai trouvé partout ailleurs et plus choquantes, moins pardonnables! J'ai pardonné à tous et toujours. Pourquoi donc bouderais-je le paysan parce qu'il ne sent pas et ne pense pas comme moi sur certaines choses? Il en est d'autres essentielles sur lesquelles on est toujours d'accord avec lui, la probité et la charité, deux vertus qu'autour de moi je n'ai jamais vues s'obscurcir que rarement et très exceptionnellement. Et quand il en serait autrement, quand au fond de nos campagnes, où la conception n'a guère pénétré, le paysan mériterait tous les reproches qu'une aristocratie intellectuelle trop exigeante lui adresse, ne serait-il pas innocenté par l'état d'enfance où on l'a systématiquement tenu? Quand on compare le budget de la guerre à celui de l'instruction publique, on n'a vraiment pas le droit de se plaindre du paysan, quoi qu'il fasse.

22 décembre.

Froid, neige et verglas, c'est-à-dire torture ou mort pour ceux qui n'ont pas d'abri, peut-être pour les pauvres de Paris, car on dit que le combustible va manquer. — On déménage Bourges de son matériel. — Petits combats dans la Bourgogne. Garibaldi est là et annonce sa démission. Je m'étonne qu'il ne l'ait pas déjà donnée, car, s'il y a des héros dans ces corps de volontaires, il y a aussi, et malheureusement en grand nombre, d'insignes bandits qui sont la honte et le scandale de cette guerre. — Toujours sans nouvelles de nos armées, tranquillité mortelle !

23, 24 décembre.

Depuis deux jours, bonnes nouvelles de Paris, de l'armée du nord et de celle de la Loire. On est si malheureux, on voit un si effroyable gaspillage d'hommes et d'argent, qu'on doute de ce qui devrait réjouir. Quelle triste veillée de Noël! Je fais des robes de poupée et des jouets pour le réveil de mes petites-filles. On n'a plus le moyen de leur faire de brillantes surprises, et l'arbre de Noël des autres années exige une fraîcheur de gaîté que nous n'avons plus. Je taille et je couds toute la nuit pour que le père Noël ne passe pas sur leur sommeil de minuit les mains vides. Nous étions encore si heureux l'année dernière! Nos meilleurs amis étaient là, on soupait ensemble, on riait, on s'aimait. Si quelqu'un eût pu lire dans un avenir si proche et le prédire, c'eût été comme la foudre tombant sur la table.

25, dimanche.

La neige tombe à flots. Ma nièce et son fils aîné viennent dîner, on tâche de se distraire, puisque les bonnes nouvelles ne sont pas encore démenties ou suivies de malheurs nouveaux; mais on retombe toujours dans l'effroi du lendemain.

26.

Les communications sont rétablies entre Vierzon et Châteauroux. On saura peut-être enfin ce qui s'est passé par là.

27.

On ne le sait pas. Le froid augmente.

28.

Lettre de Paris du 22. Ils disent qu'ils peuvent manger du cheval pendant quarante-cinq jours encore.

29 décembre.

Il paraît, on assure, on nous annonce sous toutes réserves, — c'est toujours la même chose. Les journaux en disent trop ou pas assez. Ils ne nous rassurent pas, et ce qu'ils donnent à entendre suffit pour mettre l'ennemi au courant de tous nos mouvemens. Le combat de Nuits a été sérieux, sans résultats importans, — comme tous les autres!

30.

Les dépêches sont plus affirmatives que jamais. L'ennemi paraît reculer; je crois qu'il se concentre sur Paris. Il est évident que, sur plusieurs points, malgré nos atroces souffrances, nous nous battons bien. Là où le courage peut quelque chose, nous pouvons beaucoup; mais en dehors des nouvelles officielles il y a l'histoire intime qui se communique de bouche en bouche, et qui nous révèle des dilapidations épouvantables au préjudice de nos troupes. Il est impossible que nous triomphions, impossible!

Savoir cela, le sentir jusqu'à l'évidence, et apprendre que les Prussiens vont peut-être bombarder Paris! Ils ont, dit-on, démasqué des batteries sur l'enceinte — *avec pertes considérables*, dit succinctement la dépêche. Pertes pour qui?

31 décembre 1870.

Toujours froid glacial. Nous sommes surpris par la visite de notre ami Sigismond avec son fils. Ils n'ont pas plus d'illusions que nous, et nous nous quittons en disant : Tout est perdu!

A minuit, j'embrasse mes enfans. Nous sommes encore vivans, encore ensemble. L'exécrable année est finie; mais, selon toute apparence, nous entrons dans une pire.

Il est pourtant impossible que tant de malheur ne nous laisse pas quelque profit moral. Pour mon compte, je sens que mon esprit a fait un immense voyage. J'ignore encore ce qu'il y aura gagné; mais je ne crois pas qu'il y ait perdu absolument son temps. Il a été obligé de faire de grands efforts pour se déprendre de certaines ardeurs d'espérance; il en a eu de plus grands encore à faire pour conserver des croyances dont l'application était un cruel démenti à la vérité. Il n'érigera point en système à son usage ce qu'il a senti se dégager de vrai au milieu de ses angoisses. Il voyagera au jour le jour, comme il a toujours fait. Il regardera toujours avidement, peut-être verra-t-il mieux.

Il m'en a coûté des larmes, je l'avoue, pour reconnaître que, dans cet élan républicain qui nous avait enivrés, il n'y avait pas assez d'élémens d'ordre et de force. Il eût fallu le savoir, consentir à se

juger soi-même et demander la paix avec moins de confiance dans la guerre. L'erreur funeste a été de croire que notre courage et notre dévoûment suffiraient là où il fallait le sens profond de la vie pratique. Nous ne l'avons pas eu, le gouvernement de Paris n'a pas pu diriger la France; ses délégués ne l'ont pas su. La France est devenue la proie de spéculations monstrueuses en même temps que l'armée en est la victime. Toute la science politique consistait à distinguer, entre tant de dévoûmens qui s'offraient, les boucs d'avec les brebis. Ceci dépassait les forces de deux vieillards, — hommes d'honneur à coup sûr, mais débordés et abusés dès les premiers jours, — et celles d'un jeune homme sans expérience de la vie politique et sans sagesse suffisante pour se méfier de lui-même.

Tout serait pardonnable et déjà pardonné, malgré ce qu'il nous en coûte, si la résolution de n'en pas appeler à la France n'avait prévalu. Il s'est produit sourdement et il se produit aujourd'hui ouvertement une résistance à notre consentement qui nous autorise à de suprêmes exigences. Nous voulons qu'on s'avoue incapable ou qu'on nous sauve. Nous continuons nos sacrifices, nous étouffons nos indignations contre une multitude d'infamies autorisées ou tolérées, nous engageons le peuple à attendre, à subir, à espérer encore; mais tout empire, et le ton du parti qui s'impose devient rogue et menaçant.

C'est le commencement d'une fin misérable dont nous paierons le dommage. La délégation dictatoriale va finir comme a fini celle de l'empire. La vraie république sauvera-t-elle son principe à travers ce cataclysme? — Je le sauve dans ma conscience et dans mon âme; mais je ne puis répondre que de moi.

Le roi Guillaume va sans doute écrire une belle lettre de jour de l'an à sa femme. Rien de mieux; mais pourquoi les journaux allemands reproduisent-ils avec enthousiasme ce que le roi dit à la reine, ce que la reine dit au roi? C'est pour l'édification de la *chrétienté* sans doute, les rois sont si pieux! Ils remercient Dieu si humblement de tout le sang qu'ils font répandre, de toutes les villes qu'ils brûlent ou bombardent, de tous les pillages commis en leur nom! Ils vont rétablir en Allemagne le culte des saints. J'imagine que saint Shylock et saint Mandrin seront destinés à fêter la campagne de France et le bombardement de Paris.

GEORGE SAND.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

DEUX TYPES DE FEMMES

DE L'AUTRE SIÈCLE

Mme DU DEFFAND. — Mme ROLAND

On se trompe quand on parle de l'esprit du XVIIIe siècle comme d'une chose unique, ayant une réalité définie et son essence propre. Plus on y regarde de près, plus il devient manifeste qu'il s'y mêle bien des nuances de sentiment et même des oppositions d'idée qu'on ne saurait confondre sous un nom identique. J'y distingue surtout deux tendances marquées jusqu'à la contradiction, qui viennent se résumer tout naturellement dans le nom de deux femmes célèbres, et dont le rapprochement pourrait donner matière à un intéressant contraste. Je veux parler de Mme Du Deffand et de Mme Roland. Dans l'une se reflète l'image d'une société cultivée jusqu'au raffinement, avec son charme frivole jusqu'à une sorte de perversité, et aussi avec ses aridités et ses pauvretés de cœur, épuisant toutes les distractions et les plaisirs de l'esprit sans y trouver un instant de vrai bonheur. L'autre nous représente au vif ce siècle dans ce qu'il eut de meilleur et de plus grand, avec ses aspirations confuses gâtées par la déclamation, ses générosités d'enthousiasme mêlées aux plus étranges défaillances, dans la flamme et le feu de ses orageuses chimères. Je voudrais retracer en une sorte de parallèle ce double type qui exprime dans ses principales diversités une civilisation si complexe. Mieux que les plus savantes analyses, ce simple rapprochement fera saisir la différence profonde de ces deux aspects, de ces deux *momens* d'une société, trop souvent confondus dans la même appréciation, anathème ou apothéose selon les partis.

I.

Par un seul point de leur destinée, ces deux femmes se ressemblent. Elles ont été, chacune à son heure, les souveraines de l'esprit français. De quel prix cette royauté a été payée par Mme Roland et comme ce règne fut court, nous le savons; mais en revanche comme ce triomphe éphémère fut brillant! Si ces journées de popularité passèrent vite, quelles ivresses elles avaient apportées! Plus calme et plus tempéré a été le rôle de Mme Du Deffand. Sa souveraineté s'étend sur un plus grand espace du siècle, mais c'est avec un bien moindre éclat.

L'instrument de cette double royauté, ce fut pour l'une et pour l'autre l'opinion, un pouvoir nouveau, pressenti et marqué déjà d'un trait vif par Pascal, mais dont l'avénement date du XVIIIe siècle, et qui naît dans la décomposition de tous les autres. Les historiens de ce siècle ont signalé les circonstances politiques et sociales qui favorisèrent en France le développement de ce pouvoir: la désorganisation des institutions, dont aucune ne garde cette foi en elle-même, principe unique de la stabilité; la contradiction scandaleuse d'une monarchie absolue dans ses formes et dénuée de tout prestige, ne se prouvant plus à elle-même l'étendue de son autorité que par ses caprices ou par ses excès, usant sa puissance légale et, ce qui est plus grave, son autorité morale dans des alternatives d'arbitraire et de faiblesse. Ajoutez-y une aristocratie spirituelle et corrompue, héroïque encore à Fontenoy et sachant mourir quand il le fallait, mais ne sachant pas bien vivre, incapable de tourner au bien public ses loisirs ou ses richesses, la première à lancer l'épigramme sur les institutions auxquelles son existence est liée, applaudissant à toutes les entreprises de l'esprit nouveau par lequel elle va périr. Qu'y a-t-il encore pour soutenir ce chancelant édifice de l'ancien régime? Des parlemens donnant l'exemple d'une opposition qui eût été fructueuse, si elle se fût rattachée à des principes, et qui fut stérile comme toute opposition sans idée de gouvernement et sans programme, — enfin une église mondaine, ayant comme une mauvaise honte du dogme, sécularisant de plus en plus son enseignement, faisant de la prédication un art tout laïque où le christianisme ne fait plus guère que la figure d'un système de philosophie morale. Partout se marque cet affaiblissement, cet affaissement des pouvoirs réguliers, auxquels on ne croit plus, et qui donnent le triste exemple de ne plus croire à eux-mêmes. Comme il n'y a plus de foi politique ni religieuse à laquelle

se soumettent les raisons, chacun s'affranchit et s'habitue insensiblement à se faire juge de toutes choses. Ainsi se forme tout naturellement, dans le déclin des institutions politiques, une puissance jusque-là inconnue qui, née de leur ruine, se fortifie de leur faiblesse, et qui, n'étant ni définie ni constituée régulièrement, échappe aux prises de la force. Insaisissable par sa mobilité, par sa dispersion, par ses fuites habiles, irrésistible par sa ténacité mobile, par sa légère universalité, trop peu consistante pour être attaquée de front par les pouvoirs établis, elle n'en offre pas moins à la critique un point d'appui suffisant pour renverser un monde.

L'opinion, c'est l'élite de la société d'alors suivant avec curiosité le développement des événemens ou des idées, et donnant tout haut son avis dans les conversations des salons ou dans les saillies du pamphlet, applaudissant aux bons endroits de la pièce, sifflant aux mauvais. C'est le public choisi des premières loges, en attendant que le public du parterre s'en mêle à son tour, et qu'un beau jour il lui prenne fantaisie de monter sur la scène et de remplacer les acteurs.

Pendant plus de trente années, la marquise Du Deffand représenta une de ces souverainetés de l'opinion qui se déterminent par l'accord d'une personne privilégiée avec une société. Il y avait en effet comme une harmonie préétablie entre la spirituelle marquise et toute cette partie du XVIIIe siècle qui, sans se piquer de philosophie ni d'opposition, faisait la même œuvre que les philosophes ou les frondeurs par son indifférence railleuse. C'est là le trait spécial de la société qui se réunit chez la marquise Du Deffand. Les salons de Mme Geoffrin, de Mlle de Lespinasse, du baron d'Holbach, offraient aux idées nouvelles une hospitalité empressée et aux philosophes une sorte de tribune dont le retentissement portait loin. Mme Geoffrin était véritablement une *mère de l'église* des encyclopédistes. Le baron d'Holbach partageait avec Helvétius l'honneur d'être leur amphitryon. Tout autre s'offre à nous le salon de Mme Du Deffand. Il n'y avait là d'engouement ni pour les hommes ni pour les idées du temps. Sauf Voltaire, les philosophes y étaient médiocrement goûtés; on leur trouvait un air de pédans et de déclamateurs qu'on était bien aise de tenir à distance. Certes on n'y était pas chrétien; mais on n'était pas davantage philosophe. On était royaliste sans illusion; de tout le reste, on se moquait volontiers. A travers son indifférence pour toutes les hautes questions, la correspondance de Mme Du Deffand nous laisse apercevoir clairement l'image d'un salon sceptique qui de son incrédulité universelle n'excepte que l'esprit. — La foi à l'esprit, c'est la dernière foi, la seule de cette pauvre femme si intelligente et si blasée, si enviée et si peu

digne de l'être, qui pendant tant d'années gouverna du fond de son fauteuil une partie de la société française. Dans le mouvement d'opinion auquel ce salon fut mêlé, il représente bien la fin d'un monde; rien n'y annonce un monde nouveau, si ce n'est la certitude qu'une société se décompose et va mourir.

Quelle singulière existence que celle qui rappelle et résume devant nos yeux les traits de cette société atteinte profondément du mal qui l'emportera, et dont elle affecte de rire! Nous ne raconterons pas cette vie; notre but est uniquement d'en tirer la leçon qu'elle contient. Il est inutile pour cela de suivre la brillante marquise à travers les aventures variées d'un mariage mal assorti, d'une tentative de réconciliation qui n'eut que des suites ridicules, et d'une série de liaisons sans sérieux, commencées à tort et à travers, terminées de même, par où se marque chez elle une impuissance de passion aussi clairement qu'une absence totale de préjugés. En 1750, quand M. Du Deffand mourut, sa veuve, toute consolée d'avance, restait avec quelques débris de l'héritage du *pauvre homme*, comme elle l'appelait, et deux ou trois pensions obtenues on ne sait trop à quel titre, — une fortune modeste, mais convenable, qu'elle consacra entièrement aux frais du culte de l'esprit, aux soupers du dimanche et du lundi, devenus bientôt célèbres à Paris et dans l'Europe entière. Elle eut un salon, ce qui était l'ambition de toutes les femmes d'esprit de cette époque, et un salon particulièrement recherché, ce qui était la gloire. C'est au couvent de Saint-Joseph que se tint cette cour plénière de l'esprit parisien. Il y eut véritablement alors un *ordre de Saint-Joseph*, recruté parmi les plus brillans et les plus fins causeurs jusqu'au jour où Horace Walpole parut. De ce jour-là, l'ordre fut dissous; il n'y eut plus qu'un personnage auquel tout fut sacrifié, et une foule de comparses et de figurans qui passaient sur la scène sans l'occuper, pour la remplir dans les intervalles. Les deux seuls incidens qui, jusqu'à l'apparition du héros, avaient rompu pendant seize années la monotonie agitée de cette vie de salon, avaient été le malheur trop prévu qui arrive à Mme Du Deffand de perdre la vue en 1754, et dix ans après sa rupture avec Mlle de Lespinasse, devenue sa rivale après avoir été longtemps sa dame de compagnie. En 1766, Walpole se montre; il vient, il parle, il est vainqueur, et désormais tout l'intérêt se concentre sur lui. Cet intérêt fût devenu aisément de la passion; mais c'était pour la marquise s'y prendre un peu tard. Elle avait soixante-six ans. On a souvent raconté ce singulier épisode de la vieillesse de Mme Du Deffand. On a expliqué comment cette amitié si vive était la revanche d'un cœur qui n'avait jamais aimé. On a exposé la physiologie de cette âme qui se révèle tout d'un coup

plus jeune que son âge, et où la faculté d'aimer se réveille avec une vivacité presque compromettante pour celle qui va en subir l'étrange tyrannie. Que pourrions-nous ajouter à ce contraste tant de fois retracé d'une affection qui a toutes les ardeurs inquiètes et jalouses, tous les emportemens à la fois et les délicatesses des affections d'un autre âge et d'un autre nom, avec l'attitude si réservée, si froide même par momens, de celui qui en est en même temps effrayé et flatté? La correspondance, pendant quatorze années, va être remplie de ses récriminations, de ses plaintes, de ses luttes avec la prudente et circonspecte amitié de Walpole, cet homme si distingué qui ne craint rien tant qu'un ridicule. Ses craintes presque puériles et parfois, en vue d'en détruire l'objet, sa sécheresse, sa dureté à l'égard de la pauvre marquise, l'horreur des commérages du monde où son nom serait mêlé, tout cela si naturel, étant donné la personnalité d'un vieux garçon et d'un Anglais, la tendresse au contraire si expansive, bien que toujours craintive, la passion même, puisqu'il faut bien le dire, toujours si séduisante, même quand elle se trompe d'heure et qu'elle n'est qu'un attendrissement de l'amitié, toutes les grâces d'esprit et de cœur prodiguées par l'aimable septuagénaire pour cet ombrageux Hippolyte qui semble redouter non pas les ardeurs de Phèdre, mais les plaisanteries qu'on en pourrait faire au club de Londres ou à la cour, — il y a là un petit drame psychologique que des analyses exquises, sous la plume de M. Sainte-Beuve et sous celle de M. de Rémusat, ont imprimé dans toutes les mémoires.

Laissons de côté cet épisode, qui fut le supplice et le châtiment d'un cœur trop longtemps frivole, éveillé trop tard. Mme Du Deffand mérite d'être étudiée non assurément comme un type de passion, mais comme un des plus rares et des plus précieux modèles de l'esprit de finesse. Ce qu'elle possède au plus haut degré, ce qui attache à sa correspondance, malgré tant de lacunes d'âme et de vraie sensibilité, c'est la précision, la légèreté dans le trait, un des styles les plus naturels et les plus vifs de ce siècle, qui en a produit tant d'excellens en ce genre; c'est aussi une sorte de génie d'observation appliqué aux nuances de la vie mondaine et des caractères qui s'y développent. Je ne pense pas qu'il y ait en ce genre de littérature beaucoup de morceaux qui puissent être mis en comparaison avec des portraits comme celui-ci. — « On dirait que l'existence de la divine Émilie (Mme du Châtelet) n'est qu'un prestige. Elle a tant travaillé à paraître ce qu'elle n'est pas, qu'elle ne sait plus ce qu'elle est en effet. Ses défauts mêmes ne lui sont peut-être pas naturels; ils pourraient tenir à ses prétentions, son impolitesse à l'état de princesse, sa sécheresse à celui de savante, et son étour-

derie à celui de jolie femme... Quelque célèbre qu'elle soit, elle ne serait pas satisfaite, si elle n'était pas célébrée. C'est à M. de Voltaire qu'elle devra de vivre dans les siècles à venir. En attendant, elle lui doit ce qui fait vivre dans le siècle présent. » Et Mme la duchesse de Chaulnes, qui peut l'avoir oubliée, si on l'a une seule fois rencontrée dans la galerie de Mme Du Deffand? « Son esprit est si singulier qu'il est impossible de le définir : il ne peut être comparé qu'à l'espace; il en a pour ainsi dire toutes les dimensions, la profondeur, l'étendue et le néant; il prend toute sorte de formes et n'en conserve aucune; c'est une abondance d'idées toutes indépendantes l'une de l'autre, qui se détruisent et se régénèrent perpétuellement. Il ne lui manque aucun attribut de l'esprit, et l'on ne peut dire cependant qu'elle en possède aucun : raison, jugement, habileté, on aperçoit toutes ces qualités en elle; mais c'est à la manière de la lanterne magique, elles disparaissent à mesure qu'elles se produisent... Mme la duchesse est un être qui n'a rien de commun avec les autres êtres que la forme extérieure; elle a l'usage et l'apparence de tout, et elle n'a la propriété ni la réalité de rien. » Je crois qu'en cherchant bien on trouverait encore quelque belle dame qui ressemblerait suffisamment à la duchesse de Chaulnes; mais où trouverait-on le don de tracer cette esquisse, de l'enlever en traits si légers et si vifs?

Le désenchantement perce à travers ces ivresses superficielles de l'esprit; c'est la triste moralité de cette correspondance, image de tant d'autres existences dévorées, comme celle-ci, d'un mal profond, incurable : le sentiment de l'inutilité, le tourment du vide. Voilà donc à quoi se réduit, vue de près, une des existences les plus enviées d'une des époques les plus brillantes de la société française! Avec cette souveraineté de l'esprit, la plus flatteuse pour une femme qui n'est plus jeune, royauté reconnue par l'estime déférente de Voltaire, consacrée par la colère même de Jean-Jacques Rousseau, qui n'avait pas eu le don de plaire et s'en vengea par une boutade grossière, saluée par les princes et les souverains de passage à Paris, qui ne manquaient pas de faire leur cour à la célèbre marquise, — avec toutes ces amitiés illustres des Choiseul, des Luxembourg, des Boufflers, de cent autres grands seigneurs ou femmes charmantes qui se disputaient ses lettres et son affection, dans cette vie qui ne fut qu'une fête en apparence, et dont l'éclat ne diminua pas un instant jusqu'au voisinage de la mort, pas un jour, pas une heure où l'on ne sente au fond de cette âme un secret dégoût de vivre, une lassitude infinie de soi et des autres. Quel flot d'amertumes se répand à travers les pages de cette correspondance! « Vous voulez, s'écrie-t-elle quelque part, que

j'espère vivre quatre-vingt-dix ans? Ah! bon Dieu! quelle maudite espérance! Ignorez-vous que je déteste la vie, que je me désole d'avoir tant vécu, et que je ne me console pas d'être née? Je ne suis point faite pour ce monde-ci; je ne sais pas s'il y en a un autre. En cas que celui-ci soit, quel qu'il puisse être, je le crains. On ne peut être en paix ni avec les autres ni avec soi-même; on mécontente tout le monde, les uns parce qu'ils croient qu'on ne les aime pas assez, les autres par la raison contraire. Il faudrait se faire des sentimens à la guise de chacun, ou du moins les feindre, et c'est ce dont je ne suis pas capable... On connaît tout cela, et malgré cela on craint la mort, et pourquoi la craint-on? Ce n'est pas seulement pour l'incertitude de l'avenir, c'est par une grande répugnance qu'on a pour sa destruction, que la raison ne saurait détruire. Ah! la raison! la raison! Qu'est-ce que c'est que la raison? Quel pouvoir a-t-elle? quand est-ce qu'elle parle? quand est-ce qu'on peut l'écouter? quel bien procure-t-elle? Elle triomphe des passions? Cela n'est pas vrai, et si elle arrêtait les mouvemens de notre âme, elle serait cent fois plus contraire à notre bonheur que les passions ne peuvent l'être; ce serait vivre pour sentir le néant, et le néant (dont je fais grand cas) n'est bon que parce qu'on ne le sent pas. »

C'est la note habituelle de la correspondance, quand la marquise pense pour son propre compte, quand elle nous entretient d'elle-même, de la vie, du monde, de l'impression qu'elle en reçoit. « Quel monde que ce monde-ci! » tel est le refrain de chaque lettre. La Rochefoucauld ne nous offre pas de plus désolantes peintures. Pourquoi, connaissant le monde ainsi, l'attire-t-elle autour de son fauteuil? pourquoi va-t-elle le trouver quand il ne vient pas? pourquoi lui donne-t-elle toute sa vie? Elle nous le dit à chaque instant : c'est pour se fuir elle-même; elle ne peut rester en tête-à-tête une heure avec ses réflexions. Rien ne l'accable plus que la solitude. Elle est de ces personnes qui ont besoin des autres pour faire du bruit autour d'elles, pour empêcher leur pensée de se recueillir. Voilà pourquoi elle se disperse dans le tumulte, elle se perd avec une sorte de frénésie dans les dehors de la vie. Elle fait de la nuit une conversation agitée qui chasse l'insomnie; elle réserve le jour pour le sommeil. Le soir arrivé, elle reçoit ses visites, et le souper couronne cette inutile et active journée. Dernière et grave occupation! N'est-ce pas Mme Du Deffand qui disait du souper « qu'il était une des quatre fins de l'homme? » Oui, de l'homme oisif, spirituel, riche ou ami des riches au XVIIIe siècle; mais c'est avec cette théologie de l'épicurisme délicat qu'on rend les révolutions inévitables.

La marquise ne transgressa jamais ce premier précepte, l'unique

même de sa morale. Quand elle ne reste pas chez elle, on est sûr de la retrouver ou auprès de Mme de Luxembourg, chez qui elle veille jusqu'à quatre heures du matin, ou au Temple, chez le prince de Conti, ou chez Mme de Mirepoix, chez Mme de La Vallière, chez le président, chez Mme de Valentinois. Quand M. de Choiseul sera revenu à Paris de son long exil, auquel Mme Du Deffand aura eu la gloire de rester fidèle, elle sera des petits et des grands soupers. Seulement on disposera pour la charmante aveugle une petite table à côté de la grande, et trois ou quatre amis viendront s'y asseoir près d'elle. Elle va à la comédie; elle ne perd aucune occasion de se distraire. Si tel jour, tel soir, elle n'est pas à Paris, c'est qu'elle est en visites à Montmorency chez M. de Luxembourg, à Roissy chez les Caraman, à Rueil chez les d'Aiguillon, à Versailles chez les Beauvau, à Auteuil chez Mme de Boufflers. Elle est aveugle, elle est d'une complexion délicate, qu'importe? Elle ne perdra pas un soir, pas une heure pour le plaisir. A toutes ces fêtes, il faut qu'elle paraisse. Sa *faiblesse d'Hercule*, comme elle disait plaisamment d'elle-même, suffit à toutes ces fatigues qui tueraient une autre femme. Ce qui la tuerait, elle, ce serait sa propre pensée. Avant tout, c'est sa pensée qu'il faut fuir.

Ne la croyez pas un instant dupe de cette foule brillante où elle cherche l'oubli de soi. Rien n'égale l'amertume de ses jugemens généraux sur le monde, sinon celle qui éclate dans ses jugemens particuliers sur les amis dont elle vit entourée. Quelle impitoyable maîtresse de maison! Voyez plutôt cette esquisse de son salon, tracée par elle-même, avec les noms propres au bas des portraits, de peur qu'il n'y ait erreur. « J'admirais hier au soir la nombreuse compagnie qui était chez moi; hommes et femmes me paraissaient des machines à ressorts qui allaient, venaient, parlaient, riaient, sans penser, sans réfléchir, sans sentir. Chacun jouait son rôle par habitude; Mme la duchesse d'Aiguillon crevait de rire, Mme de Forcalquier dédaignait tout, Mme de La Vallière jabotait sur tout. Les hommes ne jouaient pas de meilleurs rôles, et moi j'étais abîmée dans les réflexions les plus noires; je pensais que j'avais passé ma vie dans les illusions, que je m'étais creusé à moi-même tous les abîmes dans lesquels j'étais tombée, que tous mes jugemens avaient été faux et téméraires, et toujours trop précipités, et qu'enfin je n'avais parfaitement bien connu personne... A qui puis-je donc avoir recours? » (20 octobre 1766.)

Ces plaintes, ces retours désolés sur soi, et en même temps cette fuite perpétuelle hors de soi, cette crainte de se retrouver mêlée au sentiment du néant du monde où elle cherche en vain à s'étourdir, quelle éloquente justification de la pensée de Pascal! « On ne re-

cherche la conversation et les divertissemens que parce qu'on ne peut demeurer chez soi avec plaisir... Quand j'ai voulu en découvrir la raison, j'ai trouvé qu'il y en a une bien effective, qui consiste dans le malheur naturel de notre condition faible et mortelle, et si misérable que rien ne peut nous consoler lorsque nous y pensons de près... De là vient que le jeu et la conversation des femmes, la guerre, les grands emplois, sont si recherchés. Ce n'est pas qu'il y ait en effet du bonheur, ni qu'on s'imagine que la vraie béatitude est dans l'argent qu'on peut gagner au jeu, ou dans le lièvre qu'on court. On n'en voudrait pas, s'il était offert. Ce n'est pas cet usage mol et paisible, et qui nous laisse penser à notre malheureuse condition, qu'on recherche; mais c'est le tracas qui nous détourne d'y penser et nous divertit... De là vient que les hommes aiment tant le bruit et le remuement; de là vient que le plaisir de la solitude est une chose incompréhensible. »

Ces belles paroles de Pascal pourraient être placées au frontispice de cette correspondance. *L'ennui dans le monde*, ce serait le vrai titre de cette étude. Personne, durant un si long cours d'années, ne s'est plus sincèrement ennuyé que la marquise en faisant plus d'efforts pour échapper à sa destinée; d'elle aussi on peut dire qu'elle *a bâillé sa vie*, comme plus tard Chateaubriand le dira de lui-même, bien qu'à vrai dire il n'y ait que des analogies superficielles entre ces deux formes de la tristesse : l'ennui de la société blasée du XVIIIe siècle, sans foi, sans idéal, et la mélancolie du commencement de ce siècle, celle de René, chez qui le doute se complique de véritables tourmens d'âme, de romanesque et de passion.

Si maintenant nous cherchons la raison de ce grand ennui dont la marquise souffrit toute sa vie, outre les causes générales et vraiment humaines que marque d'un trait profond l'analyse de Pascal, nous en trouverons une toute particulière et personnelle dans cette vie si stérilement agitée. Ce mal qui la dévore, c'est l'abus, l'excès de l'esprit. — Quelle erreur, cruelle pour soi et pour les autres, de penser que l'on puisse fonder sur l'esprit tout seul le bonheur ou même l'agrément d'une vie entière! S'il ne s'y joint quelque intérêt supérieur qui nous force à nous occuper d'autre chose que de notre propre divertissement, c'est-à-dire encore de nous-mêmes, le châtiment de cet égoïsme intellectuel, si délicat, si raffiné qu'on le suppose, ne se fait pas attendre : c'est le désenchantement irrémédiable des autres et de soi-même. En ne vivant que pour son esprit et par lui, on arrive peut-être à développer en soi une sagacité extraordinaire, une justesse de vues, une pénétration incomparables. Est-ce là un élément de bonheur? Je ne le

crois pas. On court moins de risque d'être dupe, cela est vrai; mais n'est-ce pas une autre manière d'être dupe que de l'être de sa propre finesse, et n'a-t-on pas vu souvent une pénétration excessive aboutir à ce triste résultat, un scepticisme absolu sur la sincérité ou la grandeur des motifs par lesquels s'honore la volonté de l'homme? Cette faculté fatale de l'analyse à outrance, on la voit ainsi se retourner contre celui même qui aime à s'en servir. Que de ravages ce mal de l'analyse perpétuelle, irrésistible, répand parmi certaines âmes! Comme elle épuise vite le fond de la vie! Comme elle en tarit les sources et en décolore les aspects! Comme tout devient terne et froid sous sa mortelle atteinte! Comme tout s'attriste et se dessèche en nous et autour de nous! J'ajoute que rien n'est monotone comme l'esprit tout seul réduit à lui-même. Cela vibre, cela brille, mais de quel éclat peu varié! On se fatigue vite de ce qui n'est qu'ingénieux ou brillant sans être autre chose, sans provoquer en nous quelque noble émotion, sans exciter quelque haute idée. L'esprit n'a vraiment tout son lustre, il ne produit tout son effet et son agrément que lorsqu'il s'emploie au service de quelque chose qui soit supérieur à lui, la vérité, l'humanité, la justice. Par lui-même, il ne peut nous donner ni une joie profonde ni un plaisir durable, — à peine une minute d'éblouissement qui laisse notre âme plus dénuée et plus pauvre qu'auparavant.

C'est la loi : on n'échappe au sentiment du néant humain que par les nobles affections qui étendent ou multiplient notre être en y associant quelque autre, soit par ce large et puissant amour de l'humanité qui nous tire hors de nous-mêmes, soit par les enthousiasmes de la science ou par les certitudes enchantées de la foi. Cela seul donne du prix à notre vie qui la ravit à elle-même par la grandeur de l'idée ou du sentiment. Le *moi* ne peut jouir légitimement de son être qu'à la condition de le transformer dans quelque chose de plus grand que lui. Admirable loi qui résume toute morale humaine et toute religion, qui à elle seule contient la formule du bonheur et de la dignité de l'homme! — Cette loi violée nous explique tout ce qu'il y eut de lacunes et de vide dans l'existence de Mme Du Deffand. Au vrai, elle ne vécut que pour elle-même, ne cherchant son triste bonheur que dans les jouissances exagérées de l'esprit. A cette passion exclusive, elle n'en ajouta pas une autre qui pût en agrandir ou en varier le cours. Elle est le témoignage éclatant que l'esprit qui ne se nourrit que de lui-même est condamné à périr d'inanition.

L'amitié, on peut estimer ce qu'elle en pensait, si l'on se souvient du jugement qu'elle porte sur ses amis. Encore peut-on dire qu'il s'agit là d'amis du monde. Soit; mais le président Hénault

avait été pour elle, à ce qu'on assure, un peu plus qu'un ami du monde, et voyez de quel ton elle parle de sa mort prochaine! « Le président ne va pas bien; il a de la fièvre, un gros rhume; je ne crois pas qu'il passe l'hiver. Sa perte me causera du chagrin et fera un changement dans ma vie. » Mlle de Lespinasse lui avait donné de graves sujets de plainte, j'en conviens. Elle avait mortellement offensé son amour-propre en se permettant une rivalité d'esprit tout près d'elle, et plus tard, quand la rupture arriva, en lui enlevant une partie de ses amis, décidés à suivre dans sa retraite la trop charmante exilée; mais enfin, lorsqu'elle mourut, c'était l'heure de se souvenir de tant de dévoûment pendant dix années, d'une si grande intimité, de cette mutuelle adoration dont on avait fait grand fracas. Voici en trois lignes son oraison funèbre : « Mlle de Lespinasse est morte cette nuit à deux heures après minuit; ç'aurait été pour moi autrefois un événement, aujourd'hui ce n'est rien du tout. »

L'humanité n'est pas ce qui la touche. Ce que le XVIIIe siècle avait de meilleur dans sa philosophie est pour elle lettre close. Toute une partie des sentimens les plus élevés, les plus désintéressés, lui demeure comme étrangère. Il faut lire l'incroyable lettre où elle raconte avec une si cruelle désinvolture, sans un trait d'émotion, le supplice de Lally, les outrages du peuple, les odieuses inventions par lesquelles on voulut déshonorer même sa mort. « Le public, dit-elle avec une révoltante froideur, craignant que Lally n'obtînt sa grâce ou qu'on ne commuât sa peine, voulait son supplice, et on a été content de tout ce qui l'a rendu plus ignominieux, du tombereau, des menottes, du bâillon; ce dernier a rassuré le confesseur, qui craignait d'être mordu. » Et quand Walpole, indigné, s'écrie : « Ah! madame, madame, quelles horreurs me racontez-vous là?... Oui, oui, vous êtes des sauvages, vous autres!... Mon Dieu! que je suis aise d'avoir quitté Paris avant cette horrible scène! Je me serais fait déchirer ou mettre à la Bastille! » il faut voir avec quel sang-froid on lui répond : « Vous êtes étonnant avec votre Lally... A l'égard du bâillon et du tombereau, je les désapprouve; mais ne croyez point qu'il y ait été fort sensible, il a fini en enragé.» Pour racheter une page pareille, tout l'esprit du monde ne suffirait pas.

On voit clairement ce qui manquait à cette société si spirituelle : une croyance, un idéal. L'indifférence affectée devient à la longue une incurable maladie. Un égoïsme presque féroce, voilà le dernier terme du mal. Le scepticisme isole l'homme de l'homme. Si j'aime mon semblable, si je le respecte, c'est que je respecte et que j'aime instinctivement en lui cette humanité supérieure à lui, à moi, à chacun des membres qui la composent, réelle pourtant dans son appa-

rente abstraction. Elle ne peut m'émouvoir et m'attacher par des liens si forts et si doux que si j'y vois une trame éternelle et vivante de pensées, de cœurs, de volontés libres, se déroulant à travers les siècles et reliée dans tous les élémens du divin tissu par l'unité du dessein qu'elle doit réaliser, l'œuvre du progrès par la lumière et la justice. Là est la source du sentiment social. Là seulement, dans l'union et la perpétuité des âmes immortelles et libres, est le foyer sacré de la justice et du droit, là seulement la raison suffisante de toute vertu et de tout dévoûment. Si l'homme n'est que la manifestation fortuite et passagère de forces purement physiques, donnant ou retirant la vie selon des lois mécaniques à un agrégat de molécules, j'ai beau faire, j'ai beau exciter ma sensibilité, mon imagination, tout languit, tout reste froid en moi. Je ne puis m'intéresser bien vivement à cette humanité à laquelle aucune espérance ne me rattache, avec laquelle je n'ai de commun que le supplice de la pensée dans la misère d'une destinée accidentelle, sans autre origine et sans autre issue que le néant incompréhensible. Et que l'on ne pense pas que je m'éloigne ici de mon sujet. Le malheur de Mme Du Deffand fut d'employer tout son esprit et rien que son esprit à orner sa vie. Elle en fut châtiée en ne s'intéressant à rien, ni aux personnes, ni aux choses, ni à elle-même.

II.

Quand on quitte Mme Du Deffand pour Mme Roland, on subit l'impression d'un saisissant contraste. Il semble qu'on passe d'un siècle à un autre, et pourtant c'est à peine si l'on franchit l'espace de quelques années. Il y avait treize ans que Mme Du Deffand était morte dans son fauteuil, « la voix éteinte et le cœur enveloppé, » lorsque Mme Roland, dans tout l'éclat de son rôle et de sa destinée, monta sur l'échafaud triomphante plutôt que victime. Quelle opposition de natures! Tandis que chez Mme Du Deffand tout se tourne à l'analyse, et que la vie elle-même, dans le creuset subtil de son esprit, s'évapore en un nuage insaisissable, tout chez Mme Roland est action et passion, la passion elle-même n'étant pour elle qu'une autre manière d'agir. Quelle force d'esprit il fallut pour écrire ces *Mémoires*, si l'on pense que chacune de ces pages, tracée avec cette précision du souvenir et cette mâle éloquence, est un larcin fait à la surveillance des geôliers, aux rigueurs de la prison, que dis-je? à la terreur du lendemain, à l'incertitude de l'heure présente, à la certitude de l'échafaud. De temps en temps, elle suspend son récit pour noter au courant de la plume quelques-unes des circonstances

au milieu desquelles elle écrit. Et quelles circonstances! Une fois entre autres, on vient l'interrompre pour lui apprendre qu'elle est comprise dans l'acte d'accusation de Brissot. « Je vais expédier ce cahier, dit-elle, quitte à suivre sur un autre, si l'on m'en laisse la faculté. » Vers la fin, elle résume ce qui lui restait à traiter, elle nous en donne un simple aperçu comme dernier supplément aux *Mémoires*. Elle se presse, elle sent le temps lui échapper, elle mesure son récit au petit nombre d'heures qui lui restent. L'expression est saisissante dans sa simplicité. « A suivre ainsi les choses pied à pied, j'aurais à faire un long travail pour lequel je n'ai plus assez à vivre. » Elle dépose enfin sa plume. « Je ne sais plus la conduire au milieu des horreurs qui déchirent ma patrie; je ne puis plus vivre sur des ruines, j'aime mieux m'y ensevelir. Nature, ouvre ton sein!... Dieu juste, reçois-moi! » Ainsi c'est sous le coup de la mort que cette âme vaillante se recueillait dans la sérénité de ses plus lointains souvenirs de jeunesse et d'enfance. Voilà le trait où se montre une âme rare. Cette plume, que le bourreau va lui arracher des mains, ne tremble pas un instant entre ses doigts. Le souvenir reste net, précis; le récit est calme, plein, abondant, désintéressé des terreurs de l'heure présente, sauf quelques apostrophes. Les premières impressions y sont évoquées dans leur impérissable fraîcheur. Il n'est pas jusqu'à l'écriture du manuscrit qui ne soit ferme comme l'âme de l'auteur. Tous ces récits jaillissent si naturellement sous la plume qu'il n'y a nulle part trace de travail : pas de rature sur ces pages tracées au fond d'un cachot, dans ces journées dont chacune pouvait être la dernière.

Quel enfer pourtant que la Conciergerie à cette époque! « On jetait indifféremment, nous disent les témoins de ces scènes abominables, on jetait sur la même paille et sous les mêmes verrous la duchesse de Grammont et une voleuse de mouchoirs, Mme Roland et une misérable des rues, une bonne religieuse et une habituée de la Salpêtrière... » Le jour où la Conciergerie s'ouvrit pour laisser passer la charrette qui conduisait Mme Roland à l'échafaud, ce jour-là il y eut comme une clarté qui s'éteignit dans cette prison déjà si sombre, et un redoublement de deuil parmi ses tristes habitans. L'héroïque républicaine avait charmé tout le monde, même les royalistes emprisonnés avec elle. Un d'eux, qui la voyait d'abord avec prévention, nous trace ce portrait de l'enchanteresse. « Elle avait la figure non pas régulièrement belle, mais très agréable... Sa taille se dessinait avec grâce, et elle avait la main parfaitement faite. Son regard était expressif, et, même dans le repos, sa figure avait quelque chose de noble et d'insinuant. Elle n'avait pas besoin de parler pour qu'on lui soupçonnât de l'esprit; mais aucune femme

ne parlait avec plus de pureté, de grâce et d'élégance. Elle avait dû à l'habitude de la langue italienne le talent de donner à la langue française un rhythme, une cadence véritablement neuve. Elle relevait alors l'harmonie de sa voix par des gestes pleins de noblesse et de vérité, par l'expression de ses yeux, qui s'animaient avec le discours, et j'éprouvais chaque jour un charme nouveau à l'entendre, moins par ce qu'elle disait que par la magie de son débit. » Ainsi longtemps après, M. le comte Beugnot, revenant sur ces jours sinistres, est encore tout ravi, ému de ce souvenir. C'était un adversaire de Mme Roland, et il était tombé sous le charme. La nature joue de ces tours à la politique et aux politiques.

Que l'on juge d'après cela de l'empire que devait exercer cette belle personne, cette âme éloquente, cette inspirée de la révolution, quand elle n'en pressentait pas encore les folies et les fureurs, et que, toute remplie de l'esprit nouveau, elle le répandait autour d'elle, avec la flamme de son regard et de sa parole, parmi ses amis, Vergniaud, Brissot, Guadet, Louvet, Gensonné, Buzot, dépassant en ardeur les plus enthousiastes, échauffant les indolens et les tièdes, les éblouissant tour à tour et les charmant, les guidant vers cet avenir chimérique qu'elle leur montrait tout près d'eux, à leur portée, par une sorte de magie à laquelle ils ne résistaient pas. Non, la Montagne ne se trompait pas en la frappant. Ni Danton, ni Robespierre, ne pouvaient s'imaginer que la Gironde était abattue tant que vivait celle qui en était l'âme. Eux-mêmes, Danton et Robespierre, ne savaient-ils pas bien quel prestige émanait d'elle? Ils l'avaient connu, ce prestige, et ils se vengeaient de l'avoir subi en envoyant à l'échafaud cette femme dont le mépris leur faisait peur.

Plus on pénètre dans l'intimité de l'âme et de l'esprit de Mme Roland en relisant ses *Lettres* et ses *Mémoires*, plus on se persuade qu'elle représente avec éclat tout un côté du XVIIIe siècle, ces idées, ces influences dont Mme Du Deffand méconnut toujours la grandeur, à supposer qu'elle en soupçonnât même l'existence. Ce que ces idées ont d'énergique et de noble, les aspirations de ce siècle vers la générosité, vers la justice idéale, vers la rénovation sociale, tout ce qu'il contient même de chimères mêlées à de magnifiques passions, tout cela revit dans l'âme de Mme Roland. Au-dessus du doute systématique, de l'indifférence où s'arrêtaient Mme Du Deffand et ses amis, s'élevait un esprit nouveau, grave, sincère, dévoué à la justice et à la fraternité humaine, — passionné pour l'égalité, pour la liberté, mais en même temps rempli d'inexpérience, gâté par l'imitation d'une antiquité chimérique, mal étudiée, mal comprise, — conduit par l'utopie à la déclamation, tenant en horreur les dépravations d'un état social artificiel et faux, et ne trouvant pas

d'autre moyen de le corriger que par l'idéal d'une nature qui n'était pas moins artificielle et moins fausse. C'était une sorte de stoïcisme rajeuni, essayant de fonder le droit nouveau en dehors des traditions, cherchant, comme l'ancienne école, à réformer la vie sociale et individuelle sur la règle de la raison pure, mais différant profondément des austères doctrines de Zénon et d'Épictète par une perpétuelle préoccupation des émotions du cœur et une affectation de sensibilité dont les vieux stoïciens de la Grèce ou de Rome auraient souri. Ce mélange de l'esprit nouveau, enthousiasme, déclamation, passions fortes et chimériques, nous explique Mme Roland. Elle porte tout cela en elle. Le XVIIIe siècle réformateur ne peut pas offrir de lui-même une plus belle et plus charmante image. C'est tout à fait une fille de Rousseau, avec moins de génie assurément, mais avec plus de noblesse d'âme et de sincérité, plus vraiment généreuse et mieux née.

Enfant, elle n'a pas eu d'autres institutions, par un accord instinctif entre les circonstances et sa destinée, que la nature et la philosophie. Son éducation a été livrée à d'effrayans hasards, sans direction, sans conseils, et si ces hasards n'ont pas déformé son âme, cela prouve de quelle trempe fine et forte était cette âme, naturellement droite. Son enfance fut remplie, agitée par des lectures confuses qu'elle fit, à ses risques et périls, à travers les livres qui tombaient sous sa main. Il est étrange de penser qu'à dix ans elle lisait *Candide*. « Au reste, ajoute-t-elle naïvement, jamais livre contre les mœurs ne s'est trouvé sous ma main. » *Candide* à dix ans, Diderot à treize, cela n'inquiète pas même son souvenir et ne l'étonne pas quand trente ans après elle retrace l'histoire aventureuse de ses premières lectures. A peine peut-on savoir quand elle devint philosophe, tant elle l'était de naissance. Elle nous dit que, enfant, elle aimait à réfléchir, et qu'elle songeait véritablement à se former elle-même, c'est-à-dire qu'elle étudiait les mouvemens de son âme, qu'elle cherchait à se connaître. Le hasard seul écarta de son esprit la dialectique troublante de Rousseau. Elle ne le connut que beaucoup plus tard; elle-même avoue que cette circonstance fut heureuse. Elle serait devenue *folle*, si elle avait connu trop tôt son maître, son dieu.

Une année de grande dévotion dans un couvent, chez les dames de la congrégation, est un épisode à part dans cette enfance philosophique. La partie des *Mémoires* où elle retrace « ce temps de calme et de ravissement » est celle qui contient quelques-unes des plus belles pages du livre. Ce ne fut pourtant qu'un incident, une crise d'âme passagère. C'est après sa sortie du couvent et jusqu'à son mariage, dans cet intervalle de douze années, que se dessine et

se forme cette énergique physionomie. Elle promène son esprit à travers toutes les scienes, en saisissant tout ce qu'elle peut sans maîtres. Elle se livre avec passion à l'étude de la musique. Elle développe ses sentimens politiques. C'est Plutarque qui lui a fait aimer les institutions républicaines; c'est le spectacle de la cour qu'elle va voir à Versailles qui la confirme dans ce goût. Deux ou trois visites malencontreuses chez de grandes dames très sottes lui inspirent la passion de l'égalité, qui n'était jusqu'alors en elle qu'à l'état d'idée. La voilà toute formée, philosophe, élève de la nature, républicaine. Que les événemens viennent maintenant, ils ne la prendront pas au dépourvu. C'est une âme préparée. Il semble que depuis son enfance elle se destine au rôle éclatant qu'elle va jouer. La révolution, elle la contient déjà dans son âme; elle la portait dans ses instincts et ses révoltes d'enfant, dans ce culte des grands hommes de Plutarque, dans ces sentimens républicains qui se mêlaient si étrangement à ses rêves de jeune fille. La révolution, en passant de son cœur sur la scène du monde, ne la surprit pas. Elle eut l'enthousiasme sans la surprise.

Ce même esprit du XVIIIe siècle a laissé sa marque ineffaçable sur les *Mémoires :* dans le style d'abord, où des mouvemens heureux d'éloquence vont se perdre dans l'emphase, où le naturel de certaines pages est gâté par la sensiblerie. Ici surtout, il faut bien se garder de provoquer d'imprudentes comparaisons. Je n'aime pas, je l'avoue, à entendre parler de Mme de Sévigné à l'occasion de Mme Roland. Oui, sans doute il y a chez elle une abondance de traits imprévus et vifs; mais y a-t-il une page, une seule, où l'esprit du temps n'ait marqué son empreinte par quelque apostrophe aux cœurs sensibles et quelque appel à une nature de convention? La source d'âme est pleine, le flot est abondant; mais sur combien de prairies artificielles on le détourne, on l'épuise! Il renaît toujours plus vif et plus libre, s'élève au-dessus de l'obstacle, et son élan, plusieurs fois renouvelé, finit par atteindre le but; mais c'est d'un seul jet et d'un seul élan que le but est atteint par les écrivains du premier ordre, et c'est bien à ce rang et sans comparaison qu'il faut maintenir Mme de Sévigné.

Deux traits bien reconnaissables marquent encore l'influence du siècle : d'abord l'absence complète de modestie, ou, si l'on aime mieux, la conscience trop peu naïve de sa supériorité et de son charme, même physique. Je sais bien que le XVIIIe siècle a la passion de la franchise; seulement cette franchise dans l'éloge qu'on fait de soi-même nous choque, même quand l'objet complaisant de ces belles peintures est Mme Roland. A plus forte raison cette même sincérité nous choque-t-elle dans deux ou trois passages des *Mé-*

moires, où des confidences fort inutiles et froidement développées marquent l'absence de tout sentiment de délicatesse en certaines matières fort délicates. On invoquerait inutilement l'exemple de Rousseau. Ce qui est insupportable dans *les Confessions* l'est deux fois plus dans les *Mémoires*. Ce genre d'histoire naturelle, qui est à sa place dans des traités impersonnels, ne se supporte pas dans les confidences d'une femme que l'art de son propre récit fait revivre trop réellement devant nous. Ce que la critique a vivement reproché à M. Michelet dans quelques-unes de ses dernières œuvres, ce n'est pas d'être physiologiste, c'est d'être physiologiste amoureux de son sujet et hors de propos. Ce qu'on doit reprocher à Mme Roland, c'est quelque chose de moins grave assurément. Elle n'aime pas ces sortes de sujets. La sincérité du récit cependant n'excuse rien; elle n'exige pas que la femme s'expose trop elle-même. Un peu plus de réserve doublerait le charme. Il ne s'agit pas ici de pruderie, il s'agit de goût.

Tout cela lui vient du siècle; ce qui vient d'elle, tout en prenant les formes de l'époque, c'est cette force d'éloquence et d'âme qui domine tout autour d'elle, partout et naturellement, dans les assemblées de la Gironde comme dans les préaux de la Conciergerie. On ne connaîtrait pourtant que la moitié de Mme Roland, si l'on ne disait rien de cette passion si fière et si chaste qui remplit les derniers jours de sa vie. Jamais le cœur d'une femme n'a été plus complétement révélé; jamais l'amour n'eut de plus vifs et de plus tendres accens dans une âme vraiment haute, et qui se sent plus libre de l'exprimer, parce qu'elle est protégée contre elle-même par les murs d'une prison et par la pensée d'une mort prochaine. Parmi vingt passages, je n'en connais pas qui expriment mieux que celui-ci la passion dans une âme qui se croit encore vertueuse, qui l'est peut-être, mais avec l'exaltation et la subtilité des sentimens impossibles: « Les méchans croient m'accabler en me donnant des fers... Les insensés! Que m'importe d'habiter ici ou là? Ne vais-je pas partout avec mon cœur, et me resserrer dans une prison, n'est-ce pas me livrer à lui sans partage? Ma compagnie, c'est ce que j'aime; mes soins, d'y penser... Si je dois mourir, eh bien! je connais de la vie ce qu'elle a de meilleur, et sa durée ne m'obligerait peut-être qu'à de nouveaux sacrifices... Je ne dirai pas que j'ai été au-devant des bourreaux, mais il est très vrai que je ne les ai pas fuis. Je n'ai pas voulu calculer si leur fureur s'étendrait jusqu'à moi; j'ai cru que, si elle s'y portait, elle me donnerait occasion de servir X... (Roland) par mes témoignages, ma constance et ma fermeté. Je trouvais délicieux de réunir les moyens de *lui* être utile à une manière d'être qui me laissait plus à *toi*. J'aimerais à lui sacrifier ma vie

pour acquérir le droit de donner à toi seul mon dernier soupir! » Voilà Buzot immortalisé par un cri de passion. Étrange destinée! il avait donné toutes ses forces, son talent, sa vie à un parti, et déjà son nom descendait dans l'ombre. Il eût été bientôt oublié, s'il ne l'était déjà; mais ce nom, il est sorti comme une révélation d'une lettre perdue et tout d'un coup retrouvée. Et voilà ce nom associé à la poétique immortalité d'une page où un souffle a passé, où l'âme d'une femme vit tout entière.

Ce dernier trait achève le contraste entre Mme Du Deffand et Mme Roland : l'une n'a jamais connu que l'amour frivole et le caprice; il n'y a pas de cœur plus fermé à la passion. Elle a exprimé dans sa vie ce qui était dans les idées et les mœurs de la société de son temps, l'horreur de tout attachement sérieux, une singulière impuissance d'aimer, et en même temps le goût du plaisir sans ombre de scrupule ou de préjugé. Mme Roland au contraire appartient à cette société qui reçoit ses leçons de Rousseau, ou même qui prend ses modèles dans les romans de Richardson; elle commence avec éclat la série des femmes vertueuses et passionnées, souffrant de cette lutte et s'y complaisant avec une sorte d'amère volupté : habile déjà par instinct à cette casuistique qui aura plus tard ses doctrinaires, et d'après laquelle la femme, en se gardant fidèle au mari, se fait de ce sacrifice un droit pour réserver le reste à l'amant. La théorie est subtile, dangereuse, impraticable même en dehors d'une exaltation qui ne peut pas se soutenir; mais ce n'est plus le XVIIIe siècle licencieux, galant et froid. C'est l'ère du romanesque qui commence, et qui s'épanouira au siècle suivant dans la littérature et dans la vie. Il y a là toute une révolution dans les mœurs, analogue à celle qui s'est faite dans les idées et les institutions, et le nom de Mme Roland y reste attaché.

E. Caro.

L'ORGANISATION
DE LA JUSTICE

DANS L'ANTIQUITÉ ET LES TEMPS MODERNES

II.

LA JUSTICE DANS LA SOCIÉTÉ FÉODALE.

V. — DE LA JUSTICE CHEZ LES ANCIENS GERMAINS.

On a vu comment des sociétés fort intelligentes, fort habiles, celles d'Athènes et de Rome, qui avaient poussé très loin l'art du gouvernement, avaient compris la justice (1). Nous avons montré qu'elles l'avaient dénaturée et détournée de sa vraie fin en la subordonnant à l'intérêt politique, en faisant plus souvent d'elle un moyen de gouvernement qu'une garantie du droit. Il n'est peut-être pas inutile d'observer à son tour une société presque barbare, la vieille Germanie, et de chercher quelle idée elle s'est faite de la justice, quelle organisation judiciaire elle s'est donnée.

Nous ne devons assurément pas nous représenter les anciens Germains comme l'idéal et le modèle des sociétés; Tacite lui-même a vu et signalé chez eux plus d'une imperfection. Se les figurer comme des populations absolument dans l'enfance, vivant encore de la vie sauvage, serait une autre erreur. Ces peuples, qui appartenaient à la même race que les Latins et les Grecs, qui étaient

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

sortis du même berceau, avaient eu aussi à l'origine les mêmes institutions, les mêmes croyances, le même état social. Les vestiges de cette antiquité lointaine n'ont pas tellement disparu qu'on ne les retrouve dans quelques phrases de Tacite; mais ils sont plus nettement marqués dans les codes germains, et surtout dans les traditions des Sagas. On y peut voir que la vieille société germanique, aussi bien que les plus anciennes populations de l'Italie et de la Grèce, a été soumise à une théocratie, qu'elle a obéi à une noblesse sacerdotale assez analogue au vieux patriciat romain, et que, dans les plaines de la Germanie comme dans les champs du Latium, c'est une religion grossière qui a consacré le premier droit de propriété sur le sol, et qui a imposé aux hommes les premières lois. Partis du même point que les Latins et les Grecs, ces Germains suivirent aussi le même chemin, entrèrent dans la même série de révolutions. Ils s'affranchirent de la théocratie, et se constituèrent en tribus qui ne furent pas sans analogie avec les cités primitives. Seulement leur marche et leurs progrès, en matière d'institutions politiques comme en matière de civilisation, furent très lents. Tandis que les Grecs et les Latins avaient déjà traversé toutes les phases du régime de la cité, les institutions libres, l'aristocratie, la démocratie, enfin le despotisme, ces Germains, grâce à la lenteur de leurs évolutions, n'en étaient encore qu'au régime de la tribu aristocratique. Tacite les jugea meilleurs que ses compatriotes, parce qu'ils étaient moins avancés; leurs institutions lui parurent sans défauts, parce qu'elles avaient d'autres défauts que ceux qui le frappaient dans l'empire romain.

Il ne faut pas nous méprendre sur la nature de la vieille liberté germaine. L'esprit de discipline fut toujours plus fort chez cette population que l'esprit de liberté. Il suffit d'observer avec quelque attention les mœurs et les usages de ces anciens temps pour s'apercevoir que l'obéissance et la subordination tenaient déjà dans la société germanique une fort grande place. — On y distinguait trois classes d'hommes, les nobles, les libres, les serfs. Ces hommes étaient hiérarchiquement superposés les uns aux autres. Le serf était lié à l'homme libre par son infériorité native; l'homme libre était presque toujours lié au noble par le contrat de patronage, et ce contrat, tout volontaire qu'il paraissait être, ne laissait pas d'être étrangement rigoureux dans la pratique. La sujétion, de quelque nature qu'elle fût, celle des enfans à l'égard du père, celle du serf à l'égard de l'homme libre, celle du compagnon à l'égard du chef, s'exprimait dans le langage par un même mot, *munt* ou *mundium*, et ce mot marquait avec une énergie singulière la dépendance d'un inférieur vis-à-vis d'un maître. Toutes les personnes

qui se trouvaient, à divers titres, sous le *mundium* d'un même homme formaient un seul groupe, une seule *famille*, dont cet homme était le père, le chef, le souverain omnipotent. Telle était la constitution de la famille, et la propriété foncière était constituée sur ce modèle. On a mis en doute que les Germains aient connu le droit de propriété. Étrange erreur! leurs traditions religieuses attestent que ce droit était établi chez eux, et de la façon la plus solide, dès les époques les plus reculées. Ce qu'ils ne connaissaient pas, c'était la petite propriété individuelle. Chaque groupe ou famille (il faut entendre la grande famille telle que le *mundium* la constituait) vivait sur un grand domaine isolé et indivis. Le chef de famille en était seul propriétaire; pour la culture et pour la jouissance, il en distribuait les parts à ses subordonnés, c'est-à-dire à ses hommes libres ou à ses serfs, et, pour mieux marquer que, restant, lui seul, propriétaire, il ne concédait que la jouissance, il était d'usage que ces lots changeassent de mains chaque année. César, qui n'a pu observer que très superficiellement les Germains, a pourtant été frappé de cet usage, et, sans en chercher le sens et la raison, il l'a noté en passant dans ses *Commentaires*.

Ainsi l'état social des Germains, grâce à la manière dont la famille et la propriété étaient constituées chez eux, était tout à fait aristocratique. Si maintenant nous passons à leur état politique, nous le trouverons fort libéral. La liberté, absente de la famille, régnait dans la tribu. La raison de cela se voit tout de suite : les inférieurs, les serfs, les hommes libres soumis au patronage, n'étaient pas regardés comme des membres de l'état; ils n'appartenaient qu'à la famille, et ils n'avaient pas d'existence politique. Il résultait forcément de là que l'état ou la tribu n'était que l'association des chefs de famille, c'est-à-dire des grands et des puissans. Dans une telle association, il ne se pouvait pas que chaque membre ne fût très libre, car chacun était trop fort par lui-même pour qu'on pût le soumettre aisément à une autorité despotique. Si ces hommes avaient un roi à leur tête, il fallait bien que ce roi, qui ne devait pas être beaucoup plus fort que chacun d'eux, consultât sur toutes choses leur volonté. Imagine-t-on qu'il osât entreprendre une guerre ou faire une loi malgré eux? Les aristocrates tiennent fort à leur liberté, et ont le moyen de la garder. On a remarqué que ces Germains n'étaient ni asservis au souverain, comme les sujets des monarchies pures, ni asservis à l'état, comme l'étaient les citoyens des républiques démocratiques de la Grèce, et l'on a admiré l'importance et la dignité que l'individu humain possédait dans cette société germanique. Tout cela est juste et vrai, à la condition toutefois que nous l'entendions, non des serfs ni de tous les hommes

soumis au *mundium*, mais seulement du chef de chaque groupe. Celui-là sans nul doute était un personnage puissant et respecté. Qu'il ait su conserver sa liberté individuelle, qu'il ait mis sa dignité personnelle hors de toute atteinte, qu'il ait réussi à réserver sa sphère d'action isolée et indépendante, il n'y a rien d'étonnant à cela. Il est assez facile d'être maître de soi quand on est déjà maître des autres; l'individu est fort lorsqu'il réunit en sa seule personne la force de tout un groupe nombreux et docile. Celui qui se sent les droits et le cœur d'un chef ne peut guère être un esclave.

Le système judiciaire des Germains était conforme à leur état social et politique. Il y avait chez eux deux sortes de justice, la justice privée et la justice publique. Chaque chef avait la juridiction sur sa famille, sur ses serfs, sur ses *lites*, sur tous les hommes soumis à son *mundium*. Lui seul en effet était chargé de maintenir l'ordre dans cette petite société dont il était comme le roi. Quelqu'un de ses subordonnés avait-il commis un délit, le chef en était seul responsable envers les autres familles de la tribu, et il est clair que cette responsabilité entraînait pour lui le droit et le devoir de punir le coupable. Cette sorte de justice était toute privée et toute domestique; elle ne sortait pas de l'enceinte de la famille. Nous ignorons d'ailleurs si l'inférieur avait quelques garanties de droit vis-à-vis de son maître.

Quant à la justice publique, elle ne s'exerçait guère, à proprement parler, que dans un cas, celui où le crime avait été commis contre la tribu elle-même. Si par exemple un homme s'était rendu coupable de trahison ou de lâcheté devant l'ennemi, la tribu, personnellement lésée par le crime, en poursuivait elle-même le châtiment. Le roi ne jugeait pas seul; cela eût paru contraire à la liberté et au droit. Il n'exerçait en aucune façon le pouvoir judiciaire, et la justice en aucun cas n'émanait de lui; mais la communauté tout entière, c'est-à-dire le corps des chefs de famille, s'assemblait sous la présidence du roi, ou plus souvent sous celle d'un prêtre. Elle examinait l'accusation, discutait, et pouvait prononcer la peine de mort contre le coupable. La société, qui avait été frappée par le crime, frappait à son tour le criminel. D'ailleurs la sentence ne pouvait être prononcée que par le prêtre, et ne pouvait être exécutée que de sa main. Par un reste du vieux régime théocratique, la justice criminelle semblait encore rendue au nom des dieux.

Mais, si le délit ou le crime n'avait frappé qu'un simple particulier, les choses se passaient autrement. Tacite nous dit bien qu'il y avait dans chaque canton un tribunal composé d'une centaine de juges; seulement on se ferait une idée fort inexacte de cette espèce de justice, si l'on s'en tenait aux paroles assez vagues de Tacite,

et surtout il serait impossible de comprendre la singulière procédure et l'étrange pénalité qui étaient en usage dans ces tribunaux. Pour s'expliquer le système judiciaire des Germains, il faut remonter au principe d'où ce système tout entier découlait, et pour cela nous devons avant toute chose éloigner de notre esprit l'idée que nous sommes accoutumés à nous faire de la justice. Chez nous, la justice est un acte d'autorité qui émane des pouvoirs publics et qui s'impose aux individus, parce que nous croyons que toute faute, même quand elle est commise contre un simple particulier, porte atteinte à la société tout entière, et aussi parce que nous croyons que la société a un devoir de protection à l'égard des simples particuliers. Les anciens Germains pensaient autrement. Il ne leur semblait pas qu'une faute commise sur un individu intéressât la société, et par conséquent ils n'accordaient pas à la société le droit de juger, de condamner, de frapper. A leurs yeux, la victime seule avait le droit de châtiment, ou, en d'autres termes, le droit de vengeance. Il faut seulement remarquer que, comme les Germains ne s'isolaient pas individuellement, comme ils se groupaient en *familles* sous le *mundium* de quelque chef, la vengeance appartenait non pas à l'individu seul, mais à la *famille* tout entière. C'était à ce groupe qu'incombait l'obligation de punir l'offense faite à l'un des siens. La tribu n'avait pas à s'occuper d'un débat qui ne la concernait pas; mais la famille atteinte par le crime cherchait à frapper à son tour la famille d'où le crime était parti. Un homme du XIXe siècle jugera certainement que ce principe des Germains était contraire à la raison et surtout à l'intérêt social. C'est que nous vivons dans un temps où la famille est constituée tout autrement qu'elle ne l'était alors; cette famille est aujourd'hui aussi faible et aussi réduite qu'elle était alors nombreuse et forte, et l'autorité publique a grandi de tout ce que l'autorité domestique a perdu. Constituée comme elle l'était chez les Germains, la famille était un corps assez puissant pour être capable de se venger, de garantir son droit, sans que l'intervention sociale parût utile ou même légitime. Ces principes restèrent longtemps enracinés dans l'esprit du Germain. On les retrouve encore dans des codes qui ont été rédigés assez tard. On lit par exemple dans les lois lombardes : « Le meurtrier, s'il n'a pas pris la fuite, ne doit être soumis à aucune peine; mais il doit subir les inimitiés de la famille de sa victime, jusqu'à ce qu'il se soit réconcilié avec elle, s'il le peut. » Cette sorte de justice prenait nécessairement la forme d'une guerre entre les deux familles; puis la guerre, après les maux inévitables, se terminait ordinairement par une réconciliation, une indemnité, un traité de paix. La société gardait d'ailleurs une neutralité parfaite entre les belligérans.

Il pouvait cependant arriver que l'un des deux adversaires eût recours à l'intervention publique et réclamât l'appui de ses semblables. Alors les chefs de famille de chaque canton, au nombre d'une centaine, se réunissaient pour former une sorte de jury autour d'un chef ou d'un président choisi par eux. C'était là ce qu'on appelait en langage germanique le *mall*, assemblée locale dont il est fait mention si fréquemment dans les chroniques et dans les codes; mais les hommes qui composaient le *mall* étaient bien moins des juges que des arbitres. Il ne paraît pas qu'au moins à l'origine ils aient eu le droit de mander personne devant eux. Ils n'avaient pas de ministère public qui leur amenât les accusés; aucun fonctionnaire ne se chargeait ni de préparer l'œuvre des juges par l'instruction préalable ni de produire les témoins. On ne se présentait devant eux qu'autant qu'on le voulait, et c'était à chaque partie d'y amener à ses risques et périls la partie adverse. Ce qu'on demandait à ce jury, c'était moins un acte de justice qu'un acte de médiation. Il est à remarquer en effet que l'intervention du *mall* pouvait être sollicitée aussi bien par l'offenseur que par l'offensé. Il pouvait arriver que ce fût le meurtrier lui-même qui assignât le fils de sa victime. C'est qu'en réalité il s'agissait non pas de justice, mais d'arbitrage. La mission de l'assemblée n'était pas de punir un crime, elle était seulement de se placer entre deux belligérans pour les réconcilier. A cet effet, elle devait se faire rendre compte des faits pour évaluer le tort qui avait été causé. Elle l'estimait en argent, et fixait l'indemnité que l'offenseur devait payer à l'offensé. Moyennant cette indemnité, l'offensé était contraint de se réconcilier avec son ennemi. C'est apparemment pour ce motif que l'indemnité s'appelait *wehrgeld*, c'est-à-dire argent de la guerre ou équivalent du droit de guerre. Le taux en variait suivant la nature de l'offense, et aussi suivant le rang de la victime. Il était naturel en effet qu'une famille riche et puissante évaluât son droit de guerre à plus haut prix qu'une famille faible. Il est même probable qu'à l'origine les juges prenaient pour base de leurs calculs, non pas le mal qui avait été commis, mais le mal que la famille lésée était en état de rendre. Le *wehrgeld* n'était pas toujours payé au fils de la victime; il l'était au chef de famille, c'est-à-dire à celui qui possédait le *mundium* ou le droit de patronage, et plus ce chef était élevé en puissance ou en dignité, plus le *wehrgeld* était considérable. C'est en vertu de ce principe qu'au temps des Mérovingiens le meurtre d'un antrustion du roi donnait lieu à une indemnité triple de celle qui suffisait à payer le meurtre d'un simple homme libre. Outre le *wehrgeld*, l'offenseur devait payer à l'assemblée (plus tard au roi) un *fredum*; cet *argent de la paix* n'était, selon toute

apparence, que le prix dont le coupable payait aux hommes du canton les dérangemens qu'il leur avait causés, et surtout l'assurance de paix qu'il avait obtenue d'eux. Il était désormais sous leur protection, et toute protection s'achetait.

On voit sans peine pourquoi les tribunaux germaniques ne prononçaient jamais ni la peine de mort ni l'emprisonnement; c'est qu'ils n'étaient pas institués pour punir. Leur seul objet était de réconcilier. Ils n'avaient qu'à dire à quel taux la guerre serait évitée et la paix rétablie. C'est pour cela que la loi Salique et la loi des Ripuaires ne sont presque autre chose que des tarifs indiquant la somme à payer pour tel acte commis sur telle personne. La justice criminelle, chez ces peuples germains, se présentait exactement sous la même forme que la justice civile de nos jours. Elle procédait, non comme s'il s'agissait d'un acte moralement mauvais, d'une faute contre la loi morale, d'un crime, mais comme s'il s'agissait simplement d'un tort involontaire. En conséquence elle prononçait, non un châtiment, mais une réparation. Elle n'avait pas de pénalité, elle avait seulement des dommages et intérêts. Dans l'offenseur et l'offensé, elle ne voyait pas un criminel et une victime, elle ne voyait que deux parties en procès. Dès lors elle devait se montrer impartiale et indifférente entre ces deux hommes. Non-seulement elle ne s'appliquait pas à châtier un coupable, c'était au contraire le plus souvent ce coupable même qu'elle prenait sous sa protection en obligeant la victime à se contenter d'une indemnité. Dans un tel système judiciaire, la prison préventive ne pouvait pas trouver place. Comme la société ne poursuivait pas un criminel, elle n'avait aucun motif pour s'assurer à l'avance de sa personne, et elle n'avait pas non plus le droit de lui retirer sa liberté. L'accusé d'ailleurs, en vertu des principes que nous venons de voir, était absolument l'égal de l'accusateur. Tous les deux comparaissaient également libres, comme il convenait à deux hommes en procès. Le tribunal, en simple arbitre qu'il était, ne devait pas marquer d'avance sa préférence pour l'un des deux.

Le principe germanique en matière de justice était donc l'opposé du principe romain. Le juge romain représentait l'autorité publique armée pour frapper un coupable; les juges germains étaient des hommes qui défendaient un malheureux. Aussi peut-on reconnaître dans toute la suite de l'histoire que toute juridiction issue du droit romain a eu pour caractère d'être d'avance hostile au prévenu, tandis que toute juridiction issue du vieux droit germanique a eu pour caractère d'être d'avance favorable à l'accusé. L'une poursuit, l'autre protége. C'est que l'une a pour objet la répression, l'autre la médiation.

Cette conception germanique de la justice a un air de douceur et d'équité qui séduit d'abord. Est-ce à dire qu'elle répondît entièrement aux besoins des sociétés humaines? Cette justice n'était, à vrai dire, que l'absence de justice. Elle n'était qu'un arbitrage. Or l'arbitrage, chose excellente en soi, ne suffit pourtant pas à dompter les passions et les convoitises. S'il est beau sans doute d'être indulgent à l'égard de l'accusé, il est d'un fâcheux effet d'être impuissant à l'égard de la victime. Faute de répression et de poursuite, beaucoup de crimes restaient certainement impunis; l'on pourrait même dire sans exagération qu'aucun crime n'était réellement puni, car l'indemnité qui était exigée du meurtrier ou du voleur n'était pas un châtiment. Le coupable n'était jamais frappé comme coupable. Il n'était atteint ni dans sa personne, ni même dans sa considération. Une fois qu'il avait payé le *wehrgeld*, il était quitte avec sa victime, avec la société, avec la morale. Il pouvait se regarder comme parfaitement innocent et marcher le front haut; il pouvait même se vanter de son crime et dire comme ce personnage dont parle Grégoire de Tours : « Que me reproches-tu? Tu dois me savoir gré d'avoir tué tous tes parens, car par ces meurtres j'ai enrichi ta famille. » Il est certain qu'une telle justice justifiait le crime plutôt qu'elle ne le châtiait. Qu'on observe dans les chroniques l'état de la société dans les royaumes fondés par les Germains, et l'on devra reconnaître que cette façon de justice fut tout à fait impuissante à établir la sécurité des personnes, à garantir le droit de propriété aux faibles, à fonder l'ordre social. Elle ne paraît pas non plus avoir eu pour effet d'assurer l'empire des idées morales et de rendre les hommes meilleurs. On a souvent dit qu'en matière de justice, comme en toutes choses, la race germanique avait rajeuni et régénéré l'ancien monde. C'est là une de ces maximes que l'on répète, mais dont on ne saurait pas trouver la preuve dans l'histoire.

VI. — D'UN TEMPS OU LA JUSTICE FIT DÉFAUT.

L'organisation judiciaire que l'empire romain avait établie ne lui survécut pas. Le jour où les Germains furent maîtres de la Gaule, les fonctionnaires impériaux s'éloignèrent, et comme ces fonctionnaires étaient en même temps des juges, tout l'ordre judiciaire fut instantanément anéanti. La justice, qui était une partie de l'administration, fut renversée avec elle (1).

(1) Il resta seulement des tribunaux municipaux et ecclésiastiques; ce furent des germes pour l'avenir.

Les rois francs essayèrent de la relever. Le système qu'ils tentèrent d'établir fut une sorte de combinaison entre les traditions de l'empire romain et les usages de la Germanie. Comme les empereurs, ils conférèrent à leurs fonctionnaires de l'ordre administratif, qu'on appelait comtes, le droit et le devoir de rendre la justice. En même temps, suivant les usages de la Germanie, ils laissèrent se former à côté de chacun de ces fonctionnaires un jury composé des notables de chaque canton que l'on appelait les *rachimbourgs*. Les rois eux-mêmes se constituèrent juges suprêmes au même titre que l'avaient été les empereurs et les préfets du prétoire; mais dans le plaid royal les notables du royaume et tous les hommes puissans siégeaient à côté du roi et jugeaient avec lui. C'était, on le voit, un système mixte; le pouvoir judiciaire était partagé entre l'autorité publique, représentée par les rois et leurs comtes, et la société elle-même, représentée par les grands dans le plaid royal et par les rachimbourgs dans les cours des comtés.

Quelle fut la valeur de cette organisation judiciaire? Si l'on ne regarde que les actes officiels et les monumens législatifs du temps, il semble que cette justice ait été parfaitement constituée; mais si l'on observe ce qu'elle était dans la pratique, si l'on pénètre quelque peu dans la vie sociale de cette époque, on est amené à penser que la justice des comtes mérovingiens et des rachimbourgs n'eut jamais une existence bien réelle. Qu'on lise les chroniques, et, sur une centaine de cas où cette justice devrait exercer une action impérieuse, c'est à peine si on la voit trois ou quatre fois se montrer. Les faits se déroulent presque toujours comme si elle n'existait pas. Il est douteux qu'elle ait jamais fonctionné avec régularité et avec vigueur; il est certain en tout cas qu'elle eut peu de durée.

Les raisons de cela s'aperçoivent bien. Il n'y avait pas assez d'accord entre la population et l'autorité publique pour qu'elles pussent concourir à l'œuvre difficile de juger les procès et les crimes. Les conflits devaient être perpétuels entre les rachimbourgs et le comte, comme ils l'étaient dans le plaid royal entre les grands et le roi. Ces tribunaux, au lieu de mettre la paix entre les hommes, étaient eux-mêmes des théâtres de querelles. Ajoutez que les lois étaient diverses suivant la naissance et la nationalité des hommes; les juges d'un même tribunal n'avaient ni la même langue, ni les mêmes idées, ni la même législation. Il faut songer aussi au désordre moral de cette époque. L'autorité publique n'avait aucun des caractères qui attirent le respect des hommes : les rois donnaient l'exemple de tous les crimes; leurs fonctionnaires avaient acheté leurs fonctions argent comptant, et prétendaient en faire trafic. La population ne valait guère mieux. Qu'on se figure la boue de l'em-

pire romain et les flots très impurs de l'invasion germanique; quel bien pouvait-il résulter du mélange? Le travail paisible et régulier étant à peu près impossible, la force brutale avait pris le dessus. Les hommes se faisaient concurrence, non de travail ou de talent, comme dans les sociétés bien organisées, mais de cupidité, de ruse ou de violence. Pour être de bons juges, encore aurait-il fallu qu'ils eussent dans l'âme quelque idée de la justice.

Charlemagne voulut à son tour reconstituer un ordre judiciaire, il rétablit les plaids royaux et ceux des comtes; mais tous ses efforts échouèrent. On est frappé, quand on lit ses capitulaires, de la peine qu'il se donne à tout moment pour apprendre à ses fonctionnaires qu'ils doivent rendre la justice; il faut qu'il leur rappelle incessamment ce devoir, il faut qu'il les fasse surveiller par ses envoyés, il faut qu'à chaque instant il les menace de destitution : preuves certaines que la justice était mal rendue ou ne l'était pas du tout. Ce fut bien pis sous ses successeurs. Au bout de peu d'années, les rois n'avaient plus ni administrateurs, ni fonctionnaires, ni juges. L'autorité royale était manifestement impuissante à établir une justice entre les hommes.

Cela dura jusqu'au XIIe siècle. Sans doute on n'est pas sans trouver dans cette longue période de temps quelques essais et, pour ainsi dire, quelques embryons de justice. On voit se former la juridiction du propriétaire sur son colon, celle du seigneur sur son vassal, celle de l'évêque sur son clerc; mais ce n'est là encore qu'une justice irrégulière, incohérente, intermittente, presque toujours contestée. Le caractère de cette justice est surtout d'être essentiellement privée, personnelle, domaniale; la justice n'existe pas comme institution publique. Elle n'a rien de général ni de fixe, et ne se rattache par aucun lien à l'état. Ce n'est pas la royauté qui peut être la source de la justice, parce que cette royauté n'a ni fonctionnaires ni sujets; ce n'est pas la féodalité, parce qu'elle n'a pas encore de règles bien établies; ce n'est pas la société, parce que les populations ne forment pas corps. La justice est absente.

Il y eut ainsi un long espace de temps durant lequel aucun droit ne fut fermement établi. L'homme n'eut de garantie ni pour ses biens, ni pour sa liberté, ni pour sa vie. La société ne se chargea de protéger personne. Chacun n'eut pour se défendre que sa force propre, et ne put attendre justice que de lui-même. L'épée décida donc de tout droit et jugea tous les débats. Deux seigneurs étaient-ils en désaccord sur une question de propriété, d'héritage ou de subordination féodale, ils entraient en guerre, et chacun d'eux, avec ses soldats et sa petite armée, tuait, pillait, brûlait. La guerre n'était pas, comme on est porté à le croire, le privilége des sei-

gneurs féodaux; elle était permise à toutes les classes : bourgeois, ecclésiastiques, paysans, soit isolément, soit par troupes, se faisaient la guerre entre eux aussi bien que les seigneurs, et vidaient par les armes presque toutes leurs contestations.

Ce qui semble incroyable et ce qui pourtant est vrai, c'est que la guerre devint une institution légale. Nous ne parlons pas ici du duel judiciaire, qui était chose à part; nous parlons de la guerre privée, que les jurisconsultes de cette époque appelaient simplement la guerre. C'était, dans toute la force du terme, une lutte entre deux troupes d'hommes qui pouvaient user de toutes les violences et de toutes les ruses, et qui pouvaient se chercher, s'atteindre, se combattre pendant des mois entiers. Cette guerre était réputée légitime, et aucune autorité publique ne s'avisa de la défendre avant le XIIIe siècle. Le jurisconsulte Philippe de Beaumanoir, contemporain de saint Louis, parlait encore de la guerre privée comme d'une coutume établie, et il n'osait pas la condamner comme contraire à la raison et à l'équité. C'est que, quand la justice régulière avait cessé de fonctionner, la guerre était devenue le seul recours des hommes, et avait pris dans la société la place que la justice avait quittée. On se combattait en ce temps-là comme aujourd'hui on se fait un procès. La guerre était la forme de procédure la plus habituelle. Il semblait alors aussi naturel et aussi légitime que les hommes décidassent leurs querelles par la force qu'il nous semble naturel aujourd'hui que deux souverains ou deux peuples prennent les armes l'un contre l'autre. Il n'existe pas de tribunal régulier pour juger les nations; il n'en existait pas non plus à cette époque pour juger les particuliers. De même que dans nos guerres d'aujourd'hui le vainqueur ne manque jamais de proclamer qu'il a combattu justement et que c'est Dieu qui lui a donné la victoire, de même dans les guerres privées du moyen âge on ne manquait pas de dire que l'issue du combat était l'expression de la volonté de Dieu et décidait le droit. Ainsi la guerre prenait la forme et les dehors de la justice même. Elle était la seule justice, ou peu s'en faut, dont les arrêts fussent respectés. Elle n'était pas le désordre, elle était l'ordre légal. Il y eut donc une série d'environ trois siècles pendant lesquels l'état de guerre fut l'état normal et constant; l'existence des hommes fut alors, comme l'est encore aujourd'hui celle des peuples, subordonnée à la force; la vie fut un perpétuel combat, et la société une mêlée générale.

L'excès du mal fit comprendre aux hommes ce que vaut la justice. Dès le commencement du XIe siècle, il se produisit un événement singulier et peut-être unique dans l'histoire. On vit les populations protester contre la guerre et se lever en masse pour la faire

disparaître. Une immense coalition se forma en faveur de la paix. Les hommes s'assemblaient par milliers, dans les villes, dans les villages, souvent dans de grandes plaines, et ils décrétaient entre eux la paix. Écoutons le chroniqueur. « Dans la Picardie, en l'année 1021, les hommes souffraient de la famine et de la peste (ce sont les fruits ordinaires de la guerre, et ces hommes ne s'y trompaient pas); ils songèrent que ces fléaux étaient une juste punition du ciel, parce qu'on ne gardait pas la paix, la paix que le Seigneur aime par-dessus toutes choses. Ils convinrent donc d'établir la paix. Ils allèrent chercher les reliques des saints, et sur ces reliques ils jurèrent le pacte inviolable de la paix. » Voici un autre chroniqueur qui parle d'une autre partie de la France. « En l'année 1033, les évêques et les prêtres de l'Aquitaine et tous les autres chrétiens *de toute condition* s'assemblèrent. On apporta beaucoup de corps des saints. Dans la province d'Arles, dans celle de Lyon, dans la Bourgogne, les évêques, les comtes, les barons, formèrent des assemblées pour établir la paix. Toute la multitude accourait avec transport à ces réunions. Il semblait qu'une voix du ciel se fît entendre à la terre pour commander la paix (1). »

Cette paix après laquelle les populations soupiraient n'était pas autre chose que la justice. Le mot paix dans la langue de ce temps-là n'avait pas un autre sens. Ceux qui sont quelque peu familiers avec le moyen âge savent que le mot justice présentait presque toujours, à cette époque, l'idée d'impôt, de redevance seigneuriale ou d'amendes (2), et que c'est par le mot paix que les hommes désignaient ce que nous appelons aujourd'hui la justice. Un *paiseur* signifiait un juge, et une *maison de paix* signifiait le lieu de réunion d'un tribunal. Les assemblées de prêtres et de laïques, de nobles et de paysans, qui décrétaient l'établissement de la paix, avaient toujours soin d'instituer en même temps une juridiction. « Les habitans de la Picardie, ajoute le chroniqueur que nous venons de citer, se lièrent par un vœu solennel, et jurèrent que, si un différend venait à s'élever entre eux, ils ne chercheraient pas à s'attaquer par le fer et l'incendie, mais qu'ils exposeraient leurs griefs devant un juge. » Chacune de ces associations se hâtait d'établir un tribunal à son usage. Ce n'était donc pas l'autorité publique qui essayait de fonder la justice et de l'imposer aux hommes; c'étaient les hommes qui spontanément la cherchaient et faisaient d'énergiques efforts pour la constituer. Aussi l'évêque Yves de Chartres pouvait-il dire comme une chose bien connue de ses con-

(1) Sémichon, *la Paix et la trêve de Dieu au moyen âge*.

(2) Entre mille exemples, je citerai cet acte de 1208 : « Jou ay vendu toutes les joustices que jou avoye à Corbie, les cambaiges, les estallages, etc. »

temporains, et qu'aucun d'eux ne démentirait : « La paix n'a pas été établie par une loi générale et supérieure, mais par la délibération et le pacte des hommes de chaque province; les décrets et les règlemens en ont été arrêtés dans chaque diocèse par le consentement des paroissiens. » L'autorité royale étant impuissante, l'autorité seigneuriale étant désordonnée, et aucun pouvoir ne pouvant se charger d'établir la justice, c'était la population elle-même, sans distinction de classes, qui essayait de l'organiser. Elle procéda le plus souvent par des associations qui ressemblaient un peu à des assurances mutuelles. Nul n'était contraint d'entrer dans ces sociétés de paix, car la justice ne s'imposait encore à personne; seulement dès qu'on était entré librement dans une association, dès qu'on avait prêté le serment exigé de chaque nouveau membre et qu'on était ainsi devenu *juré de la paix*, on renonçait au droit de guerre, et l'on était soumis à la justice. Chaque association avait ses administrateurs, ses juges et son trésor commun.

Les hommes du XIe siècle appelaient volontiers cette institution *la paix de Dieu*. Il était naturel et conforme aux idées du temps que l'amour de la justice s'alliât au sentiment religieux et se confondît avec lui. Souvent aussi, dans le langage ordinaire, on disait simplement la paix du pays, la paix de la ville, la paix de l'évêque, pour désigner l'association de justice mutuelle qui embrassait un pays, une ville, un diocèse. Peut-être n'est-il pas inutile de faire remarquer que le mot *commune* était fréquemment employé dans le même sens. Cela tient à ce que les communes, du moins la plupart, ne furent pas autre chose que des associations qui se formaient en vue d'établir une justice régulière entre leurs membres. On s'est mépris quand on a envisagé le mouvement communal comme une révolution de l'ordre politique, et l'on a attribué aux hommes de ce temps-là des idées qu'ils n'avaient ni ne pouvaient avoir. Le mouvement communal ne sortit presque pas de la sphère des intérêts individuels et de l'ordre civil; les chartes furent avant tout les codes de procédure de ces hommes qui s'unissaient pour être jugés suivant des règles fixes, et les magistrats municipaux furent surtout des juges. Pour tout dire en un mot, la grande révolution du XIe et du XIIe siècle eut pour principal objet de mettre la justice à la place de la guerre.

Ne pensons pas que cette révolution se soit accomplie sans peine. Les difficultés furent au contraire immenses. Aucune autorité n'était assez forte ou n'avait une volonté assez ferme pour se charger de réaliser le vœu général. Les populations eurent donc tout à faire par elles-mêmes; mais elles n'étaient pas d'accord entre elles, les intérêts, comme les idées, étaient différens; on s'entendait sur la

nécessité de la justice, on ne s'entendait pas sur la manière dont la justice serait organisée. Ici, l'on établissait des juges élus; là, on restait soumis au seigneur en ne lui demandant que de juger suivant des règles fixes; ailleurs, on s'adressait à l'évêque, et l'on affluait aux tribunaux ecclésiastiques. Il y avait là bien des causes de conflit. Nous ne devons pas oublier non plus qu'il s'agissait d'une révolution. Vouloir fonder la justice était une innovation aussi hardie pour ces générations-là qu'il l'a été pour les nôtres de vouloir fonder la liberté politique et l'égalité. Les difficultés étaient de même nature; on se heurtait à des idées enracinées, à des intérêts puissans. La classe seigneuriale pouvait craindre que le triomphe du nouveau principe n'amoindrît sa liberté vis-à-vis des rois et son autorité vis-à-vis des peuples. Supprimer le droit de guerre et mettre la justice à la place, c'était s'attaquer à ce qui était établi, et c'était menacer tout l'ordre social de l'époque. Nous pouvons deviner quelles résistances on rencontra, et combien d'obstacles se dressèrent partout.

Au milieu de l'obscurité où tous ces faits sont restés pour nous, on distingue pourtant quelques vérités certaines. Les premiers efforts furent à la fois les plus hardis et les moins efficaces. Les premières associations avaient décrété la paix absolue, la paix toujours et pour tous, la suppression complète de la guerre privée, le triomphe universel de la justice. Cette tentative, qu'en langage moderne nous qualifierions de radicale, fut suivie de peu d'effet. L'espèce de justice révolutionnaire qui fut constituée par ces associations paraît avoir fort mal fonctionné, car nous ne voyons pas qu'elle ait duré longtemps. Elle eut vraisemblablement deux sortes d'ennemis, ses adversaires et ses fanatiques. Peut-être se laissa-t-elle emporter dans les excès; peut-être certaines classes ou certaines ambitions s'en servirent-elles en vue de leurs intérêts ou de leurs convoitises. Ce qui est certain, c'est qu'au XIIe siècle elle avait disparu. Elle ne subsistait plus que dans quelques villes qui avaient eu la sagesse de se donner de bonnes règles, ou le bonheur d'avoir au-dessus d'elles une autorité protectrice.

A la longue, ce grand mouvement produisit pourtant son effet, et la révolution souhaitée finit par s'accomplir. Ce qu'on n'avait pas pu faire en une fois par un vigoureux effort, on le fit en s'y reprenant à plusieurs fois, à force de lenteur. La hardiesse avait échoué, la sagesse et la patience conduisirent peu à peu l'œuvre à bonne fin. Les moyens violens et les vastes réformes n'avaient servi de rien; on réussit par une série de petits progrès habilement ménagés. D'abord, au lieu d'interdire la guerre à tout le monde, on commença par la défendre seulement aux bourgeois, aux ecclésiasti-

ques, aux paysans, et ces classes, qui avaient été fort batailleuses aux siècles précédens, commencèrent à laisser la guerre privée aux gentilshommes. La guerre perdit ainsi du terrain, et la justice en gagna. On s'attaqua ensuite à la classe noble, mais en commençant par une sorte de transaction; on lui interdit la guerre pendant quelques jours de chaque semaine, en la lui permettant les autres jours. Ce fut la *trêve de Dieu* au lieu de la *paix de Dieu*. La trêve fut, paraît-il, beaucoup mieux observée que ne l'avait été la paix. La semaine se trouva dès lors divisée en deux parties, dont l'une fut sacrifiée à la guerre, et l'autre fut donnée à la justice. Les rois établirent plus tard la *quarantaine*, c'est-à-dire qu'ils obligèrent à mettre un intervalle de quarante jours entre la querelle et le commencement des hostilités; obliger d'attendre quarante jours, c'était donner à la passion le temps de s'éteindre et à la justice le temps d'intervenir. Enfin les rois réussirent à faire admettre dans le droit commun que, si l'un des deux adversaires voulait recourir à la guerre et l'autre à la justice, ce serait la justice qui l'emporterait; ils établirent alors la belle institution qui dans le langage de l'époque s'appelait l'*assurement*. Tous ces progrès furent opérés les uns après les autres, et non sans peine. Ils étaient à peu près achevés au milieu du XIIIe siècle, à l'époque du règne de saint Louis. La guerre privée n'avait pas encore disparu tout à fait, et le roi lui-même était encore contraint de l'autoriser; mais la justice insensiblement s'était constituée, s'était assise, avait pris des règles fixes, et avait étendu peu à peu son action bienfaisante. Il existait sur tout le territoire un ordre judiciaire qui fonctionnait avec régularité et avec vigueur. C'est cet ordre judiciaire du XIIIe siècle qu'il nous faut observer maintenant.

VII. — LE JUGEMENT PAR LES PAIRS.

L'organisation judiciaire du XIIIe siècle a découlé tout entière d'un principe unique, celui du jugement par les pairs (1). Il faut nous rendre compte de ce que les hommes entendaient par là. Ce principe a si complétement disparu dans les siècles suivans, les idées et les institutions s'en sont tellement éloignées, qu'on a fini par ne plus comprendre le vrai sens et la grande énergie de cette maxime du moyen âge : « chacun doit être jugé par ses pairs. »

Le mot *pairs*, dans la langue du temps, signifiait *égaux*. Deux

(1) Il y a une réserve à faire pour la juridiction ecclésiastique, dont nous parlerons plus tard.

hommes étaient dits *pairs de fief* entre eux lorsqu'ils étaient vassaux du même seigneur, et qu'ils se trouvaient ainsi au même rang de la hiérarchie féodale. Ce mot n'était pas un titre d'honneur réservé aux gentilshommes. On disait *pairs bourgeois* pour désigner deux membres de la bourgeoisie; même les paysans entre eux étaient parfois qualifiés de pairs, et l'on trouve cette expression appliquée aux dernières classes d'hommes dans plusieurs actes anciens. Ainsi dire que les hommes devaient être jugés par leurs pairs, c'était dire exactement qu'ils devaient être jugés par leurs égaux.

Or la société en ce temps-là était constituée hiérarchiquement. Les degrés et les rangs y étaient nettement marqués, et il était fort difficile de passer de l'un à l'autre. Les diversités entre les classes étaient alors d'une tout autre nature que celles que nous y voyons de nos jours. Dans l'état de notre société, les classes se ressemblent en ce point, qu'elles ont les mêmes lois, les mêmes institutions, les mêmes droits et les mêmes devoirs; elles diffèrent par les occupations, par les intérêts, par les mœurs, souvent même par les idées et par la manière de penser sur beaucoup de sujets. C'était précisément le contraire au moyen âge. Les classes avaient beaucoup plus qu'aujourd'hui les mêmes idées, la même manière de penser et, pour ainsi dire, le même tempérament d'esprit. Leurs occupations et leurs intérêts n'étaient pas non plus aussi différens que nous sommes portés à le croire, car le seigneur était un cultivateur à peu près comme le paysan, et le paysan portait les armes à peu près comme son seigneur. Dans la vie privée, avant le XVIe siècle, ces classes vivaient assez rapprochées l'une de l'autre; elles avaient les mêmes fêtes et les mêmes joies, et les mœurs étaient à certains égards plus démocratiques qu'elles ne le sont à notre époque. La diversité était dans l'ordre social et politique; en ce point, les classes étaient absolument distinctes. Il n'y avait rien de commun entre elles, ni les lois, ni les droits, ni les devoirs. Aussi n'avaient-elles pas non plus la même justice. Il existait autant d'espèces de tribunaux et de juges qu'il y avait de classes et de catégories dans la population.

Prenons d'abord le gentilhomme, et voyons comment il était jugé. Tout gentilhomme avait un suzerain, c'est-à-dire un supérieur immédiat de qui il *tenait*. C'est à ce suzerain qu'il devait demander justice, et c'est aussi devant lui qu'il était mandé lorsqu'il avait à répondre à une accusation; mais, si ce suzerain avait jugé lui-même, la maxime « chacun doit être jugé par ses pairs » n'aurait pas été respectée, car le vassal aurait eu pour juge, au lieu de ses égaux, son supérieur. Aussi n'était-ce pas le suzerain qui ju-

geait. Il convoquait, en même temps que l'inculpé, ses autres vassaux, c'est-à-dire ceux qui étaient les pairs de fief de celui-ci. Il les réunissait en sa cour, les présidait, leur faisait connaître l'objet du débat, leur présentait l'accusé, l'accusateur et les témoins. A cela se bornaient sa fonction et son droit. Se prononcer sur la culpabilité ou l'innocence et indiquer la peine à subir était l'affaire des vassaux de la cour. Le suzerain avait la charge d'énoncer la sentence qui lui était dictée par les vassaux, et il le faisait ordinairement en employant une formule comme celle-ci : « les hommes de céans nous disent pour droit... » Quel que fût l'arrêt, il avait l'obligation de le faire exécuter.

Ce serait donc trop peu de dire que le gentilhomme ne pouvait être jugé que par d'autres gentilshommes. Il fallait encore, comme il y avait plusieurs degrés dans la hiérarchie féodale, que chacun fût jugé par des hommes qui fussent exactement de son rang et eussent les mêmes intérêts que lui. Le supérieur hiérarchique n'était présent que pour assurer le bon ordre des débats et l'exécution des jugemens. Aussi le vieux jurisconsulte Bouteiller pouvait-il dire : « Les seigneurs ont juridiction, peuvent et doivent faire loy des cas advenus en leur terre; mais ils doivent faire juger par autre que par eux, c'est à savoir par leurs hommes féodaux (1). » S'il arrivait qu'un suzerain voulût juger en personne, le jurisconsulte enseigne au gentilhomme ce qu'il aurait à faire; il devrait dire : « Sire, je ne tiens pas ce que vous ferez pour jugement, car la coutume (ce mot avait alors à peu près le sens de notre mot loi) ordonne que les seigneurs ne jugent pas en leur cour, mais que leurs hommes jugent, et ce que vous voulez faire contre la coutume ne peut ni ne doit valoir (2). » Il devait arriver assez souvent que le débat fût précisément entre le suzerain et le gentilhomme son vassal; c'étaient les pairs du vassal qui prononçaient, et il était même admis comme une règle à peu près générale qu'en ce cas le suzerain ne devait pas même assister à leur délibération. « Quand li sires plaide en sa cour contre son homme, il n'est pas juge ni ne doit être au conseil du jugement. » Un seul homme ne suffisait pas pour constituer le tribunal; il en fallait au moins quatre, et si un seigneur n'avait pas assez de vassaux nobles pour *garnir sa cour*, il devait en demander à son propre suzerain. La procédure en cas d'appel était fort contraire à nos usages. Au moyen âge, l'appelant s'attaquait, non pas à la partie adverse, mais à ceux-là mêmes qui l'avaient condamné, comme étant coupables d'avoir mal jugé. Or les

(1) Bouteiller, *Somme rurale*, titre III.
(2) Beaumanoir, *la Coutume de Beauvaisis*, ch. LXVII, § 16.

jurisconsultes de cette époque enseignent que l'on doit appeler, non pas le suzerain, mais « les hommes qui ont fait le jugement. » La responsabilité de l'arrêt ne tombait pas sur le suzerain qui n'avait fait que présider, elle tombait sur les pairs qui avaient prononcé.

Le jugement par les pairs n'était pas le privilége de la noblesse. Le bourgeois, aussi bien que le gentilhomme, devait être jugé par ses égaux, c'est-à-dire par des bourgeois comme lui. Le principe s'appliquait à toutes les classes. Les tribunaux municipaux furent une institution régulière et générale en France jusqu'au xve siècle. A Bourges, « le jugement des causes et des querelles en la ville et banlieue appartient aux bourgeois. » A Arles, les arrêts, qui nous ont été conservés, sont rendus par les échevins de la cité. A Furne, en Flandre, à côté de la cour féodale, qui est formée de gentilshommes et qui ne juge que les nobles, il y a la cour des bourgeois, qui est composée de six bourgmestres et de vingt échevins, « lesquels représentent la loy commune de la ville. » A Amiens, le maire « siége en jugement avec la commune et les jurats. » A Paris, le tribunal municipal, au xiiie siècle, s'appelait le *parloir aux bourgeois*. C'était d'ailleurs le même corps qui, se modifiant avec les siècles, s'est appelé plus tard le *corps de ville*, puis la *commune*, enfin le *conseil municipal*. Avant de siéger dans le palais que nous appelons l'*hôtel de ville*, il tint ses séances dans une petite église voisine du Pont-au-Change. Il n'était pas seulement, comme il fut plus tard, un conseil d'administration; il était un tribunal, et il jugeait au civil comme au criminel. Il était composé du prévôt des marchands et des échevins, qui à cette époque étaient élus tous les deux ans par la population. Ces juges étaient d'ailleurs assistés « d'un conseil de bonnes gens, des plus *sages* bourgeois et des plus *anciens*. » Il en fut ainsi jusqu'au xive siècle, époque où ce corps perdit sa juridiction, comme tous les corps municipaux la perdirent peu à peu dans toute la France.

Les tribunaux municipaux avaient souvent à leur tête un fonctionnaire nommé *prévôt*, qui représentait l'autorité seigneuriale ou l'autorité royale; mais il ne faisait que présider, la décision appartenait tout entière aux bourgeois : même quand le maire était l'élu de la ville, il semblait que ce chef de la cité fût trop au-dessus des justiciables pour pouvoir les juger; les vrais pairs étaient les échevins et les bourgeois. C'est pour cela que beaucoup de chartes obligent le maire à prononcer ses jugemens « suivant la décision des échevins et des jurés. »

L'obligation du jugement par les pairs, toute générale qu'elle fût au moyen âge, souffrait pourtant une exception. Il arrivait

très fréquemment qu'un débat fût soulevé entre deux hommes de classes différentes. Comment eût-on pu trouver des juges qui fussent à la fois les égaux des deux parties? En ce cas, la coutume du moyen âge était presque constamment que l'on prît pour juges les pairs de celui qui était l'inférieur. S'agissait-il d'un débat entre un gentilhomme et un bourgeois, la plupart des coutumes se prononçaient pour des juges bourgeois. Ainsi le moyen âge ne s'écartait du principe d'égalité que pour favoriser le plus faible.

Il nous reste à observer comment étaient jugés les hommes que l'on appelait en ce temps-là les *vilains*. Ce mot, pas plus que celui de *manant*, n'avait alors la signification défavorable et injurieuse qui s'y est attachée depuis. Les vilains étaient les habitans des *villæ*, c'est-à-dire des villages ou des fermes. On les appelait aussi des *colons*, des *colongers*, des *hommes censiers*, des *hommes cottiers*, des *hommes coutumiers*. Tous ces termes désignaient une classe d'hommes qui n'étaient pas des serfs. Ils jouissaient de tous les droits civils. Ils vivaient sur des terres qu'ils se transmettaient de père en fils, qu'ils avaient le droit de vendre, et qu'ils cultivaient à leur profit. Seulement ils n'en étaient pas légalement propriétaires. Le vrai propriétaire était le seigneur, et ils n'étaient que des fermiers. Ces terres en effet ne leur avaient été concédées à l'origine qu'avec ce genre de convention que nous appelons aujourd'hui un *contrat de bail*. Il y était stipulé que le fermage annuel serait payé, partie sous la forme de redevances et de cens, partie sous la forme de services corporels ou même de service militaire. A ces conditions, ces hommes avaient obtenu la jouissance du sol. Le contrat de bail n'avait pas une durée limitée; il était irrésiliable, sauf certains cas prévus. Dans la pratique, il était véritablement héréditaire. De cette façon, le seigneur et son vilain étaient l'un propriétaire, l'autre fermier, tous les deux de père en fils. Il est vraisemblable que cette permanence du contrat avait paru avantageuse aux deux parties; elle l'était surtout au paysan, car c'est par là que cette classe a gagné de devenir à la longue propriétaire du sol dont elle n'était à l'origine qu'usufruitière (1).

On croit volontiers aujourd'hui que ces paysans étaient fort opprimés. Ils l'ont été au XVIIe et au XVIIIe siècle, sous le régime de la monarchie absolue; ils ne paraissent pas l'avoir été au moyen âge. De ce qu'on lit dans une foule d'actes de ce temps-là que le

(1) Nous ne discutons pas ici l'opinion, trop répandue, d'après laquelle les vilains seraient une population conquise et asservie par une population envahissante. Cette opinion ne s'appuie pas sur les documens de l'histoire; elle n'a pas plus de fondement que celle qui fait de tous les nobles des Germains et de tous les roturiers des Gaulois.

seigneur vendait « sa terre et ses vilains, » il ne faut pas prendre prétexte pour déclamer contre un état social où les êtres humains auraient été achetés et vendus comme des troupeaux de bêtes. Nous devons songer au contraire qu'au moment de la vente d'un domaine il était conforme à l'intérêt des fermiers qu'ils fussent cédés en même temps que ce domaine; cela ne signifiait qu'une chose, c'est qu'ils ne seraient pas séparés de la terre que leurs pères et eux avaient exploitée et améliorée par leur travail, et que, malgré la vente que faisait le seigneur, le bail originel se continuerait et serait respecté par le nouveau propriétaire. Ainsi ces expressions, qui nous paraissent aujourd'hui une injure à la dignité et à la liberté naturelle des cultivateurs, étaient précisément la formule qui garantissait leurs droits de jouissance héréditaire sur leurs tenures.

C'est se tromper étrangement sur tout l'état social de cette époque que de croire que le paysan fût à la merci de son seigneur, et qu'il rencontrât toujours en lui un tyran. Les relations entre eux étaient fixées d'une manière très précise et très minutieuse par un véritable contrat. Il est vrai que ce contrat n'était pas toujours écrit; mais, pour être simplement oral et traditionnel, il n'en était pas moins inviolable. Ce que le moyen âge appelait la *coutume* avait plus d'autorité et plus de force que n'en eurent plus tard les contrats écrits, les chartes, les ordonnances et les constitutions. Les lois ne changent rapidement qu'à partir du temps où on commence à les écrire. Pour le paysan, aussi bien que pour le seigneur, il existait une justice. Cette justice, à la vérité, s'appelait dans le langage ordinaire la *justice du seigneur*, et il semblerait, à ne regarder que les mots et les apparences, qu'elle dût être absolument despotique et tout à fait contraire aux intérêts des paysans. Il faut regarder les choses de près.

D'abord le lieu où se rendait la justice du seigneur est digne de remarque. Ce n'était pas l'habitation du seigneur lui-même, ce n'était pas le château-fort. La justice était ordinairement rendue en plein air, sur une place, à la porte du château ou devant l'église. Ainsi le paysan qui était accusé ou qui portait plainte n'était pas contraint de pénétrer dans la sombre demeure du maître; il restait à la lumière du soleil, sous les yeux de ses semblables. La place où se faisaient les jugemens n'était pas choisie arbitrairement par le seigneur; cette place était marquée et fixée une fois pour toutes; la plupart des arrêts qui nous été conservés portent qu'ils ont été rendus à l'endroit ordinaire, tantôt « auprès des chênes, » ici « sous les ormes, » là « sous le grand tilleul. » Cette place était quelquefois close par une haie, et s'appelait la *cour* (*curtis*, *curia*). Elle était en tout cas un lieu sacré, une sorte de sanctuaire, et consti-

tuait ce qu'on appelait au moyen âge un asile. « Si quelqu'un s'y réfugie, dit un vieux texte, celui qui l'y poursuivrait pour lui faire du mal commettrait un acte criminel. » Un autre texte dit que la cour « est aussi inviolable qu'une église. » N'est-il pas bien caractéristique que le lieu où le paysan est jugé et puni de ses fautes soit en même temps celui où il trouve un refuge contre toute violence? L'idée de protection s'unit et se confond ici avec l'idée de justice.

Voici encore un autre trait de cette justice seigneuriale : ce n'est presque jamais le seigneur en personne qui juge. Suivant un usage presque universel, il délègue sa fonction à un agent qu'on appelle du nom de *maire* ou de *prévôt*. Or ce maire qui rend la justice au nom du seigneur n'est jamais un gentilhomme; il est toujours un paysan. Il appartient à la même classe, à la même condition sociale, à la même profession que ceux qu'il doit juger. Il connaît leurs lois et leurs usages, leurs intérêts et leurs besoins. Il est de leur sang et de leur chair, il vit de leur vie. Ce maire est le représentant, il est vrai, l'homme d'affaires du seigneur; mais dans beaucoup de villages ce sont les paysans eux-mêmes qui l'élisent, dans d'autres les paysans présentent une liste de deux ou trois candidats parmi lesquels le seigneur choisit. Ailleurs, si c'est le seigneur qui désigne, il faut que le maire soit agréé par les paysans. Dans quelques villages, tous les paysans un peu aisés doivent être maires à tour de rôle pendant une année; dans d'autres enfin, la fonction de maire se transmet héréditairement et comme un fief du père au fils. A travers ces diversités, nous voyons un fait constant, c'est que le maire n'est pas à la merci du seigneur. Quoiqu'il le représente et soit son agent, il a toujours vis-à-vis de lui une certaine indépendance. En fait, il est l'homme des paysans au moins autant que l'homme du seigneur.

Du reste, ce maire ne juge pas seul. Suivant une expression que l'on rencontre sans cesse dans les actes du moyen âge, il « tient ses plaids. » Or le mot *plaid* suppose toujours une réunion d'hommes. Et de quels hommes se pourrait-il agir ici, sinon des paysans? Nos préjugés sur le moyen âge sont si grands que nous éprouvons quelque peine à nous figurer les vilains siégeant en tribunal. Cependant les jurisconsultes de ce temps-là mentionnent souvent « les juges censiers, » les « juges coutumiers. » Ce sont là des vilains, et ces vilains réunis autour du maire rendent la justice. On pourrait citer une foule de chartes qui établissent cette vérité. « L'avoué (c'est le représentant de l'autorité seigneuriale), dit une de ces chartes, tiendra le plaid; il redressera les torts d'après l'avis des juges pris sur les lieux et avec l'assentiment du peuple de l'en-

droit. » On lit dans une autre : « Le maire du village d'Amelle jugera les vols et délits suivant le jugement des échevins de la cour du village. » Un cartulaire mentionne un procès qui a été jugé « à la cour du maire Richart par des personnes connaissant les coutumes. » Le *Coutumier de Picardie* montre que dans les villages de cette province les paysans que l'on appelait *hommes de poësté* jugeaient les procès. Quelquefois tous les paysans avaient le droit de siéger aux plaids; d'autres fois ils élisaient plusieurs d'entre eux pour remplir ce devoir. « Dans le village de Croisettes, est-il dit dans une charte, les manans et tenanciers élisent chaque année sept échevins, lesquels ont connaissance et juridiction du gouvernement et police du village, du bien public et de toutes les causes et actions personnelles. » A une autre extrémité de la France, dans le Béarn, la justice était rendue dans chaque bourg « par le bailli et par tous les hommes libres. » Dans un petit village de la Bourgogne, nous trouvons un arrêt de 1216 qui a été rendu par quatre juges élus par les habitans du village. En Alsace, chaque petite communauté rurale avait sa cour, qui était convoquée et présidée par le maire ou le prévôt, et qui était composée des paysans. On lit dans des centaines de chartes de ces villages alsaciens des formules comme celles-ci : « lorsqu'un homme réclamera justice au maire, celui-ci devra convoquer la cour; » — « lorsqu'un voleur aura été arrêté, le prévôt siégera en justice avec les habitans du lieu; » — « quiconque aura une réclamation à faire se présentera devant le maire et la cour du village; » — « quand un paysan a commis un délit, le maire et les autres paysans doivent le punir; » — « toutes les questions qui seront soumises au plaid devront être délibérées devant le prévôt et décidées d'après la sentence des paysans (1). » Ainsi le seigneur féodal n'était jamais présent, son représentant ne faisait que présider le tribunal, et les vrais juges étaient les vilains. On voit même dans plusieurs chartes que le maire devait se retirer pendant la délibération des juges, afin que leur liberté fût mieux assurée et mieux en évidence.

Telle est l'organisation judiciaire que les actes authentiques nous montrent comme constamment établie à l'égard des vilains (2); mais, s'il en est ainsi, comment faut-il entendre cette maxime du

(1) Ch. Giraud, *Histoire du droit français au moyen âge.* — Laferrière, *Histoire du droit français.* — Hanauer, *les Paysans de l'Alsace au moyen âge.*

(2) Tous les lecteurs feront comme nous une réserve. Il est clair que, si le principe était constant, l'application était fort inégale. Il n'y avait aucune uniformité; à peine trouverait-on deux villages qui eussent une constitution identique. On doit aussi tenir compte des désordres et des abus qui se glissent dans toute société, et dont celle du moyen âge n'était assurément pas exempte.

droit du moyen âge : « seigneur a toute justice en sa terre? » C'est que le seigneur était le chef de la justice en ce sens que, personnellement ou par son délégué, il devait veiller à ce qu'elle fût administrée suivant les règles. Il devait prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin; il avait à s'assurer des coupables, à convoquer les juges, à confronter les témoins, à diriger les débats, à surveiller le duel judiciaire, enfin à faire exécuter la sentence. Ces obligations étaient fort pénibles; elles exigeaient son temps, ses soins, son argent, l'emploi de soldats. S'il manquait, par mauvaise volonté ou par simple négligence, à l'un de ces devoirs fort complexes, son supérieur hiérarchique, c'est-à-dire son suzerain, le punissait comme coupable de « défaute de droit, » et sa peine pouvait aller en certains cas jusqu'à la confiscation de son fief. Pour qu'il y eût quelque compensation à des devoirs si rigoureux et si pleins de périls, il était admis que les amendes et les frais du procès fussent pour le seigneur. Ayant les charges et la responsabilité, il avait aussi les profits. Or ces profits se confondirent peu à peu avec la justice même, et à la longue il arriva que la formule « tel seigneur a la justice sur telle terre » signifia simplement qu'il avait les amendes sur cette terre-là. Les hauts-barons se réservèrent la haute-justice, qui ne laissait pas d'être assez productive. Mais, quel que fût le seigneur à qui la justice appartenait, ce n'était pas lui qui rendait les jugemens en personne. La formule « justice n'est mie à vilain » doit être entendue dans le même sens. On voulait dire par là que le vilain n'avait ni la responsabilité ni les profits de la justice; seulement c'est lui qui jugeait. Le principe du jugement par les pairs s'appliquait donc à toutes les classes d'hommes, aussi bien aux plus humbles qu'aux plus élevées. De même que le puissant duc de Normandie ne pouvait être jugé que par des ducs et des comtes présidés par le roi, de même le dernier des vilains devait être jugé par des vilains comme lui. Le moyen âge était une époque de hiérarchie plutôt que de privilége, et plus on l'étudie, plus on est frappé de voir combien l'égalité s'y conciliait avec la subordination.

Si ce système judiciaire favorisait une classe aux dépens d'une autre, il semble bien que ce soit celle des paysans aux dépens de celle des seigneurs. On voit en effet que toutes les contestations entre les uns et les autres étaient jugées par les paysans. Le seigneur ne pouvait punir son vilain que par la sentence des autres vilains. Ce seigneur-propriétaire ne pouvait reprendre sa terre au vilain, son fermier, qu'en vertu d'un arrêt des autres fermiers. Supposons un débat entre ces deux hommes, voici en général comment les choses se passaient : le seigneur ou plutôt son représentant, le maire, réunissait la cour du village, c'est-à-dire les égaux, les voi-

sins, les parens de celui-là même que le seigneur accusait ou qui accusait son seigneur. Le maire exposait l'affaire; on entendait le paysan, la partie adverse, les témoins de l'un et de l'autre; puis, au moment où les juges allaient délibérer, le paysan qui était en cause se retirait. Or le seigneur qui était en cause ne pouvait pas assister plus que lui à la délibération; son maire, qui le représentait, n'y pouvait pas assister davantage. Ce maire se retirait donc après avoir déposé entre les mains d'un autre « le bâton de justice, » les juges-paysans, livrés à eux-mêmes, se décidaient, et le maire rentrait pour énoncer le jugement.

Nous possédons des milliers d'arrêts rendus par ces cours villageoises. Ils nous donnent presque toujours l'idée du calme et de l'esprit d'équité qui y régnaient. Ces hommes étaient capables de juger, car les lois en ce temps-là n'étaient pas des institutions d'une nature supérieure dont la connaissance exigeât une longue étude et une attention désintéressée. Elles étaient au contraire de simples contrats d'une nature toute privée et personnelle, qui liaient particulièrement tel homme ou tel village à tel seigneur. Pour cette raison, les lois variaient de village à village; mais pour cette raison aussi, chaque village connaissait minutieusement les siennes. Écrites ou non écrites, les pères les transmettaient aux fils comme on se transmet aujourd'hui un contrat. Sur elles reposait toute la sécurité de l'existence. Elles faisaient partie, pour ainsi dire, de la vie de chaque jour. Le paysan, pas plus que le seigneur, ne pouvait en ignorer le moindre détail. On y trouvait des règles précises sur les devoirs et les droits de chacun, sur les redevances du paysan, sur les obligations du seigneur. On y trouvait quels services étaient dus par l'un, et quelle protection était due par l'autre. On y trouvait aussi ce qui était délit et ce qui était crime, et quelle peine était encourue par chaque coupable. Les juges n'avaient qu'à se souvenir de la loi et à l'appliquer.

Habitués que nous sommes dans notre siècle à voir souvent les classes en lutte les unes contre les autres, nous sommes portés à croire qu'il en était de même au XIIIe siècle, et il nous semble dès lors que la justice rendue par les paysans devait être hostile aux seigneurs. Il n'en est rien. Ces hommes comprenaient sans nul doute qu'ils avaient intérêt à ce que la coutume du village, c'est-à-dire le contrat originel, fût respectée dans toutes ses parties, et il ne leur échappait certainement pas que, s'ils en autorisaient la violation en leur faveur, le seigneur pourrait à son tour la violer à son profit. Le respect des lois est la garantie des faibles. Ces hommes, qui n'avaient en général d'autre parti-pris que celui de sauvegarder leur contrat, devaient être enclins à juger équitablement. Ils savaient

d'ailleurs que leur petite société rurale avait besoin pour prospérer que l'ordre régnât en elle, et que toute cause de trouble en fût écartée. Aussi voit-on qu'ils avaient grand soin d'éloigner les hommes de désordre, les voleurs ou les vagabonds. Ils se sentaient les ennemis naturels de quiconque n'avait pas la conscience nette et le cœur droit. L'homme qui avait commis un délit, fût-ce contre leur seigneur, l'homme qui n'avait pas payé ses redevances obligatoires ou qui avait enfreint quelque autre clause du contrat, devait leur paraître un homme dangereux pour eux-mêmes. Ils étaient en général assez sévères pour les coupables. Ce sont toujours les classes inférieures qui ont le plus besoin du maintien de l'ordre, et, quand elles viennent à penser le contraire, c'est qu'elles ont perdu, avec la notion du devoir, l'intelligence de leurs propres intérêts.

Cette justice, dont nous venons de constater les règles et de marquer les grandes lignes, ne pouvait fonctionner que dans une société assez bien constituée et assez solidement assise. Supposons des générations où les esprits seraient faussés et les cœurs aigris, une pareille organisation judiciaire ne serait qu'une cause de conflit ou une arme de guerre. Elle serait la négation même de la justice et du droit; mais au XIIIe siècle la société jouissait d'un calme et d'une unité morale qui manquèrent aux époques suivantes. Le XIVe siècle fut en effet un temps de trouble, trouble dans les âmes et trouble dans les institutions, trouble dans l'état et trouble dans l'église. Deux faits surtout se produisirent alors, et la coïncidence en est caractéristique : ce fut l'ambition des rois et la haine réciproque des classes. A partir aussi du XIVe siècle, les cours de village perdirent leur juridiction, les tribunaux municipaux virent leur action fort amoindrie, les cours féodales furent entraînées dans la même décadence, et la justice fut peu à peu transformée dans toutes ses parties.

FUSTEL DE COULANGES.

(*La troisième partie à un prochain n°.*)

LA PROVINCE

PENDANT LE SIÉGE DE PARIS

SA SITUATION POLITIQUE ET SOCIALE.

L'impression de la province à la nouvelle de la révolution du 4 septembre fut une profonde stupeur. Ce n'est pas que les populations eussent conservé la foi napoléonienne; les désastres du mois d'août avaient produit un grand déchirement dans l'âme populaire. L'idole de la veille avait été renversée sous la colère de ses plus fervens adorateurs. Ces bourgeois et ces paysans, affamés d'ordre et de sécurité matérielle, se regardaient tout à coup comme des dupes et des victimes; l'empereur tombait sans exciter un regret, sans provoquer un mouvement de pitié ou de sympathie. Il y avait contre lui cette violente explosion de haine que l'on rencontre chez l'homme ruiné par un mandataire longtemps estimé et tout à coup découvert infidèle. La fin de l'empire était donc prévue et paraissait nécessaire. Les habitudes et les traditions politiques des Français ne permettaient pas qu'un pouvoir aussi humilié se maintînt ou reparût; mais l'événement du 4 septembre impliquait autre chose que la chute d'une dynastie : il se produisait dans des circonstances et avec des caractères qui excitèrent la réprobation sourde de la province presque entière. — Il faudrait singulièrement méconnaître le tempérament politique des départemens pour ne pas comprendre qu'ils furent alarmés, irrités de ces procédés. La province est avant tout éprise de légalité; elle se disait avec raison que, s'il suffisait

d'une escalade au palais Bourbon ou à l'Hôtel de Ville pour constituer un gouvernement, il n'y avait plus de quiétude pour la France, que le pays allait être en proie à toutes les secousses, à toutes les violences, à tous les hasards. L'on ne saurait croire quelles furent la vivacité et la ténacité de ces impressions, car elles subsistent encore aujourd'hui, même après le long siége de Paris. Depuis vingt ans, les provinciaux s'étaient toujours promis de ne jamais autoriser un renouvellement de 1848. Ils le disaient bien haut, ils prétendaient que l'on comptât avec eux, et qu'on ne leur imposât plus des faits accomplis. La proclamation de la république à l'Hôtel de Ville sans leur consentement fut donc pour eux un désappointement. Ils en gardèrent et ils en gardent encore rancune. On disait alors que la capitale ne devait plus être une ville aussi mobile, aussi impressionnable que Paris, qu'il n'y avait sur le quai d'Orsay aucune sécurité pour la chambre, que la garde nationale parisienne n'offrait à la légalité et à l'ordre public aucune garantie suffisante. On le dit encore. Ni les cinq mois de siége héroïquement supportés par la population parisienne, ni sa noble attitude pendant l'occupation prussienne, ne sont parvenus à effacer le souvenir du coup de main du 4 septembre et de la tentative du 31 octobre. La province admire et craint Paris.

D'autres circonstances agirent dans un sens opposé. Ce fut d'abord l'entrée du général Trochu dans le gouvernement inauguré le 4 septembre. A plusieurs points de vue, le gouverneur de Paris était sympathique à la province. La personne même, les antécédens, les relations du général Trochu, paraissaient aussi de sérieuses garanties. Le titre heureux que prit le gouvernement du 4 septembre ne fut pas non plus sans exercer une favorable impression. On aimait à croire que la défense nationale serait non-seulement l'étiquette, mais l'objectif unique de ce pouvoir de transition; on se disait en même temps que ses jours étaient comptés, et qu'une organisation plus régulière, plus définitive, ne tarderait pas à lui succéder. Ce qui contribua plus encore que la présence du général Trochu à dissiper les premières préventions et à rassurer les provinces, ce fut la mission diplomatique de M. Thiers. Le concours indirect de cet homme d'état parut un gage de la modération de l'administration nouvelle; on le regarda comme le parrain ou la caution du gouvernement de la défense nationale. On vit avec plaisir que ce gouvernement improvisé ne se montrait pas complétement exclusif; on en augura bien pour l'avenir. L'opinion publique se faisait d'ailleurs les illusions les plus grandes sur l'efficacité du voyage de M. Thiers. Tour à tour on crut que la Russie, l'Autriche, l'Italie, séduites par la parole persuasive de notre célèbre orateur, interviendraient pour

nous sauver. Ces espérances allégèrent longtemps le sentiment de nos maux, et valurent bien des adhésions au gouvernement. Enfin la convocation à bref délai de l'assemblée constituante éloigna les derniers restes de crainte. Si terrible que fût la situation de la France, peu d'hommes alors allaient jusqu'au fond des choses. Chacun attendait pour un terme prochain la délivrance et un gouvernement régulier. On savourait à l'avance ces événemens heureux, et l'on s'épargnait les récriminations. A aucun instant de ce siècle, la France ne fut aussi unie que dans la seconde quinzaine de septembre. Il n'y avait pour ainsi dire plus de partis, ou du moins ils se dissimulaient eux-mêmes et s'oubliaient. Les mauvaises impressions des premiers jours avaient cédé la place à des sentimens plus favorables. Chacun était décidé à soutenir les ministres de la défense nationale, sous la réserve « qu'ils n'interviendraient dans ce désordre de l'armée, des finances et de l'administration que pour établir un bilan nécessaire, comme des liquidateurs et des syndics. » Si l'on eût alors procédé à des élections, elles eussent produit une chambre républicaine sans arrière-pensée. Dans la plupart des départemens, où l'on fit des listes de candidats, les conservateurs éliminèrent systématiquement tous les anciens députés et tous ceux qui avaient porté l'attache officielle. C'était appliquer à l'avance et de plein gré les décrets de M. Gambetta, qui excitèrent quatre mois plus tard une réprobation aussi universelle que méritée. Quelles ont été les causes du revirement si profond qui s'est produit dans ces derniers mois? Il faut faire ici la pénible histoire des défaillances, des désordres, des actes d'arbitraire, dont la province fut trop longtemps le théâtre. C'est un triste et lamentable spectacle, qui résume toutes les imperfections et tous les vices de notre caractère national, de notre système administratif et de nos traditions gouvernementales. — Cette période de cinq mois, qui s'étend du 19 septembre à l'armistice du 28 janvier, peut et doit se diviser en trois époques distinctes. La première finit le 9 octobre par l'arrivée à Tours de M. Gambetta; elle est caractérisée surtout par les irrésolutions, les inquiétudes, les agitations des fonctionnaires et des foules dans les grands centres; c'est déjà l'anarchie et l'usurpation, ce n'est pas encore le crime dans la rue ni le despotisme éhonté. La seconde époque s'étend de l'arrivée de M. Gambetta jusqu'à la nouvelle de la chute de Metz et à la rupture des négociations pour l'armistice, c'est-à-dire jusqu'au 4 ou au 5 novembre: le désordre et la dictature s'accentuent, ainsi que les violences populaires; mais c'est dans la troisième phase, du 5 novembre au 28 janvier, que tous les fléaux paraissent déchaînés sur la France, dans les grandes villes les méfaits d'une populace cynique, le délire de proconsuls

renversant toutes les lois, le capricieux pouvoir d'un dictateur emporté à la dérive par les passions révolutionnaires.

I.

Il semble que, par le choix des membres qui composèrent la délégation de Tours, le gouvernement du 4 septembre eût voulu calmer le froissement éprouvé par la province. MM. Crémieux et Glais-Bizoin, quoique députés de Paris, avaient en effet des liens nombreux avec le reste de la France. Chacun d'eux pouvait être considéré par les départemens comme *una persona grata*. Ils avaient une bonne situation, l'un en Bretagne, dans les Côtes-du-Nord, l'autre au midi dans la Drôme; ils offraient également l'une des garanties que la province apprécie et recherche le plus : la fortune. C'étaient deux vétérans parlementaires qui n'avaient jamais excité la haine, ni même la crainte d'aucun parti. On était habitué à les regarder comme des hommes bien intentionnés, débonnaires, plus capables de vanité que de despotisme. Quoiqu'il l'un, M. Crémieux, eût montré, dans diverses circonstances de sa vie politique, un penchant trop accusé pour les idées socialistes et les traditions révolutionnaires, il ne passait pas cependant pour un sectaire ou un jacobin. Ils avaient enfin, ce qui est d'un grand prix en province, la réputation d'hommes corrects et respectables dans la vie privée. C'étaient là de grands avantages, qui assuraient aux deux délégués la bienvenue dans les départemens : ils étaient sûrs de ne pas rencontrer mauvais accueil; mais, si l'on réfléchit à l'immensité de la tâche qui allait incomber aux délégués de Tours, on ne doit pas s'étonner que la province ne se soit pas sentie parfaitement rassurée par la présence de MM. Crémieux et Glais-Bizoin. Les sympathies ne suffisent pas pour enchaîner la confiance; l'on s'effrayait de voir deux vieillards prendre sur leurs épaules un fardeau si lourd dans un pareil moment. Derrière eux se montrait un homme jeune, alerte, d'une activité dévorante : c'était M. Clément Laurier. Peu connu en province, M. Laurier n'apportait aucun crédit au gouvernement de Tours. On le savait avocat et ancien secrétaire de M. Crémieux; sa carrière politique se bornait à une plaidoirie dans l'affaire du prince Pierre Bonaparte. On ne tarda pas à s'apercevoir que M. Laurier n'était pas une personnalité assez austère pour donner à la délégation la force qui lui manquait. Malgré ses circulaires, il passa toujours pour avoir plus de désinvolture que de gravité. Ce n'était certainement pas lui qui pouvait servir de lest et donner du poids à la délégation que Paris avait envoyée à la province pour travailler au salut commun. Plusieurs personnages encore étaient

arrivés à Tours à la veille de l'investissement de Paris, entre autres M. le vice-amiral Fourichon, qui prit et déposa en peu de semaines le portefeuille de la guerre, et M. le comte Chaudordy, qui dirigea par *intérim* les affaires étrangères. Quoique peu connus aussi du public, ils eurent bientôt gagné non-seulement la sympathie, mais la confiance générale. Ce n'est pas qu'on se fît illusion sur le rôle qui leur était réservé. Chacun savait qu'ils n'auraient qu'une influence secondaire, limitée à leur ministère particulier; mais dans cette sphère bornée ils surent mériter l'estime. M. Fourichon eut le courage de s'opposer quelque temps à la dictature de M. Crémieux. Il représenta longtemps les idées d'ordre et d'organisation, puis tout à coup, par un mystère encore inexpliqué, il sembla prendre à tâche de dérouter l'opinion publique en acquiesçant aux actes les plus violens de la délégation de Bordeaux. M. Chaudordy eut le mérite de tenir avec fermeté le poste difficile qui lui était confié. Après les généraux d'Aurelle, Faidherbe et Chanzy, M. Chaudordy est un des hommes en petit nombre que la crise actuelle aura mis en évidence au milieu de cette disette de talens spéciaux qui afflige notre pays.

Le gouvernement du 4 septembre s'était empressé de congédier tous les préfets, dont beaucoup eussent dû rester à leur poste, dans l'intérêt de la bonne administration et du salut national. M. Gambetta, alors ministre de l'intérieur, ne s'était pas certainement livré à un long travail pour arrêter la liste des nouveaux préfets. Tous les noms démocratiques, même démagogiques, qui avaient atteint dans le barreau ou la presse une notoriété quelconque, si faible qu'elle fût, semblent avoir été tirés au hasard, et répartis sans ordre et sans soin dans les quatre-vingt-neuf départemens de la France. Quelle qu'ait été la singulière méthode qui ait présidé à cette opération, l'on peut cependant diviser en deux catégories distinctes les préfets du 4 septembre. Les uns étaient d'anciens candidats de l'opposition, auxquels on confiait le soin d'administrer les départemens où ils avaient soutenu la lutte électorale. C'était en elle-même une idée assez fausse que de confier l'administration des départemens à des candidats malheureux, généralement *avancés*, parfois exaltés, qui avaient des rancunes personnelles et des engagemens avec les partis locaux. Les autres, plus nombreux, avaient une origine différente : c'étaient presque tous des avocats ou des journalistes parisiens. L'on ne pourrait dire, sauf quelques exceptions, que ce fût la fleur du palais ou de la presse; la plupart étaient profondément inconnus, même des hommes qui suivent avec le plus d'attention le mouvement politique et littéraire. Telle était l'étrange situation que la révolution de septembre avait faite à la province. Les meilleurs et les plus corrects de ces fonctionnaires n'avaient en

général aucune idée des mœurs et des habitudes provinciales. Ces nouveau-venus tombaient du ciel comme des prophètes inspirés, avec des allures incomprises. Ils étaient isolés, méconnus, sans action au milieu des populations inquiètes.

Au-dessous de l'administration départementale vient l'administration communale. Qu'allait faire le gouvernement provisoire avec les conseils municipaux récemment élus? Ils étaient certainement l'expression de la libre volonté du pays. Il n'est pas aisé de falsifier la représentation communale. Le gouvernement n'en a guère le pouvoir. Les hommes d'état du 4 septembre auraient donc pu accepter les conseils existans; ils auraient eu la faculté, soit de maintenir les maires, soit de les révoquer et de les remplacer à leur gré. S'ils avaient voulu rester fidèles aux principes de toute leur vie, ils auraient pu encore, par une mesure générale, remettre aux conseils municipaux le choix des maires et des adjoints. Enfin, si des scrupules excessifs ou des défiances exagérées dominaient dans leur esprit à l'égard de ces conseils élus dans le dernier mois de l'empire, il était facile de refaire les élections; c'était une mesure qui n'entraînait ni beaucoup de délais, ni beaucoup d'agitations. Le gouvernement ne suivit aucun de ces systèmes, qui avaient le mérite de la simplicité et de la loyauté : il agit sans plan et sans suite. Il convoqua bien les électeurs pour le 25 septembre, mais il revint bientôt sur sa décision première, et cassa les conseils municipaux, pour les rétablir ensuite sous une forme ou sous une autre dans beaucoup de départemens. La mesure la plus générale fut de les remplacer par des *commissions administratives* ou *municipales*, composées de trois, cinq ou sept membres, quelquefois plus, suivant la population de la commune : les membres de ces commissions étaient d'ordinaire les conseillers municipaux qui avaient réuni le plus de voix dans les élections du mois d'août. Le maire fut désigné sous le nom de « président de la commission municipale. » Si cette transformation dans les mots avait un sens, ce ne pouvait être que le rétablissement de ces *administrations collectives* qui furent inaugurées, puis bientôt abandonnées par notre première révolution, et qui sont encore regrettées par beaucoup de publicistes sérieux. Le moment toutefois était mal choisi pour ces innovations. En fait, l'administration communale fut livrée à l'arbitraire des préfets, qui, dans beaucoup de départemens, se comportèrent vis-à-vis des municipalités avec la plus capricieuse omnipotence. Ce fut un véritable chaos. Il n'y eut pas deux provinces contiguës ayant le même régime municipal. Ici, l'on respectait la représentation communale telle qu'elle était sortie de l'urne sous l'empire : là, on intronisait chaque jour des fonctionnaires et des

conseillers nouveaux, créatures préfectorales d'une vie dépendante et éphémère.

Une question plus importante encore, à laquelle on attachait le salut de la France, était la convocation d'une assemblée nationale. Le gouvernement l'avait promise, et la majorité des provinces la désirait. Les électeurs furent convoqués pour le 16 octobre, puis pour le 2 du même mois, et de nouveau pour le 16. La fatalité qui pesait sur la France fit encore rapporter ces décrets comme tant d'autres. On s'était préparé à ces élections avec autant d'activité que l'exigeait la brièveté des délais. Les partis avaient été presque unanimement relégués à l'écart. La république était sincèrement acceptée, les électeurs montraient des dispositions favorables pour les noms nouveaux et pour les hommes jeunes; mais quelle était la conduite du gouvernement à l'égard du suffrage universel, de ce souverain dont il avait si souvent, dans l'opposition, prétendu défendre la liberté violée? Hélas! c'est un triste spectacle que celui des démentis que les hommes réputés les plus libéraux se donnent à eux-mêmes. Il nous reste du mois de septembre deux documens sur les élections, une circulaire de M. Laurier, un décret de M. Crémieux. Tous deux renouvellent les vieux erremens pour égarer et fausser le suffrage. La circulaire de M. Laurier, en date du 23 septembre, rappelle aux préfets qu'il est de leur devoir « d'éclairer » les électeurs, sur lesquels « les pratiques de la candidature officielle ont exercé une action si démoralisatrice. » Elle préjuge la question à résoudre en proclamant que la forme républicaine est supérieure au suffrage universel, et n'en pourrait en aucun cas supporter une atteinte. On ne saurait sans doute avoir une déférence plus outrecuidante pour un souverain nominal auquel on prétendrait dicter des ordres.

Ce qu'était comme conseil la circulaire de M. Laurier, le décret de M. Crémieux l'était comme injonction. Toutes les lois électorales antérieures étaient remaniées de manière à fausser les résultats du scrutin. Il eût été facile de s'en tenir aux prescriptions du décret de Paris du 8 septembre 1870, qui rétablissait purement et simplement la loi du 15 mars 1849; mais les membres de la délégation de Tours avaient le goût des innovations. La question du suffrage au canton et du suffrage à la commune a toujours été l'objet de vives contestations. Des deux côtés, on fait valoir des argumens solides. Contre le scrutin communal, on allègue les difficultés matérielles des urnes, des vérifications, l'impossibilité de la complète indépendance et du secret effectif des votes. Contre le scrutin cantonal, on invoque les distances, l'inégalité qui en résulte entre les habitans des villes et les habitans des campagnes, la prépondérance injuste qui en ressort pour les partis avancés ou exaltés. Ces objections ont une incontes-

table force. Aussi beaucoup d'esprits éclairés ont-ils pensé qu'il y avait un juste milieu à saisir, et qu'il conviendrait de multiplier le fractionnement cantonal en lui donnant la base fixe de la distance et de la population. La loi de 1849 n'avait pas été aussi sage, mais elle avait encore laissé assez de marge pour rester libérale, si elle était impartialement appliquée. D'après cette loi, le scrutin devait s'ouvrir sous la présidence du maire au chef-lieu de canton. Cependant, en raison des circonstances locales, le canton pouvait être divisé en sections, dont le nombre était laissé à la sagesse du préfet; ces sections devaient être présidées par le maire de la commune où le vote avait lieu. Ces dispositions prêtaient sans doute à l'arbitraire préfectoral; elles n'étaient pas néanmoins oppressives. M. Crémieux les modifia d'une manière qui échappa aux esprits superficiels, mais qui avait une grande portée. Il limita le nombre des sections cantonales à *deux ou trois* circonscriptions fixées par le préfet, et il prescrivit que « le préfet pourrait désigner pour chaque section où l'élection aurait lieu le président du bureau électoral. » Cette innovation avait de grands inconvéniens : elle interdisait le fractionnement efficace, elle maintenait les distances beaucoup trop grandes; des électeurs devaient avoir souvent 3 ou 4 lieues à faire pour se rendre aux lieux du vote et autant pour en revenir, soit 6 ou 8 lieues. C'était exiger des habitans des campagnes beaucoup de fatigues, de perte de temps et même d'argent; c'était mettre à un haut prix l'accomplissement de leurs devoirs civiques, ou plutôt, disons le mot, c'était vouloir les éloigner. La disposition qui permettait aux préfets de désigner les présidens des bureaux électoraux était encore plus abusive; mais voici la mesure qui couronnait cet échafaudage d'arbitraire. D'après toutes les lois antérieures, les préfets, sous-préfets, secrétaires-généraux, n'étaient éligibles dans les circonscriptions qu'ils avaient administrées que six mois après être sortis de fonctions. M. Crémieux jugea bon de réduire ce délai de six mois à un délai illusoire de dix jours. Ainsi un préfet avait toutes facilités pour préparer sa candidature avec l'omnipotence qu'il devait à sa position. Il pouvait fixer les circonscriptions de scrutin, désigner le président des bureaux électoraux, puis sortir de charge quelques jours seulement avant le scrutin. C'était une étrange manière de respecter la liberté des votes et de conserver la dignité des fonctionnaires. Ces mesures donnèrent lieu à un lamentable spectacle. On vit un grand nombre de préfets, de sous-préfets, de secrétaires-généraux, donner leur démission, la retirer, la redonner de nouveau, la retirer encore, si bien que beaucoup de ces personnages se démirent trois fois de leurs fonctions et y rentrèrent trois fois en moins d'un mois! Toute l'administration fut dans un perpétuel désarroi et dans un incessant renouvellement. Ces préfets candidats

descendaient de leur préfecture et y remontaient avec une merveilleuse facilité, comme si leur personne eût été l'intérêt suprême. Dans les circonstances les plus graves pour la France, un tiers au moins, la moitié peut-être des siéges préfectoraux se trouva souvent en vacance par suite de la candidature des patriotes qui les occupaient.

Mais aucune de ces prescriptions n'atteignit le but proposé. Tous ces procédés chers au parti avancé, le scrutin de liste, le vote cantonal, les candidatures des préfets, devaient aboutir, en fin de compte, à la chambre la plus conservatrice qu'ait vue la France depuis bien des années. Les élections furent indéfiniment ajournées; le pays traversa la plus grande crise sans avoir été admis à émettre un vote. Cependant jamais on ne sentit plus le besoin d'une autorité régulière et incontestée; jamais on ne vit plus de symptômes de dissolution politique et sociale. Le gouvernement avait deux grands défauts : il était le résultat d'un coup de main, il était en outre exclusivement parisien d'origine. Aussi n'avait-il aucun prestige. Toutes les grandes villes refusaient de lui obéir et prétendaient se gouverner elles-mêmes; Lyon avait donné l'exemple dès les premiers jours.

En proclamant la république le 3 septembre, Lyon avait devancé Paris. Une commune, composée d'une poignée d'exaltés, s'était installée à l'hôtel de ville, où flotta dès lors et pendant cinq mois le drapeau rouge. La plupart des fonctionnaires impériaux, le préfet et le procureur-général en tête, avaient été incarcérés. Les propositions les plus étranges se convertissaient quotidiennement en arrêtés municipaux. Le gouvernement du 4 septembre envoya dans le département du Rhône un administrateur extraordinaire, M. Challemel-Lacour, écrivain de talent et de savoir dont le choix pouvait être accueilli comme un gage de modération; mais le nouveau préfet ne sut point triompher des tendances anarchiques de ses administrés, et se laissa déborder. Peut-être jugea-t-il que son devoir, dans des circonstances si critiques, était d'éviter l'effusion du sang, même en faisant de regrettables concessions. Ses premières mesures furent heureuses : il fit mettre en liberté les fonctionnaires de l'empire, et convoqua les électeurs pour la nomination d'un conseil municipal régulier qui mît fin aux jours de la commune. La nouvelle municipalité élue ressembla beaucoup à la précédente, et continua son œuvre. Il paraît que le vote des ecclésiastiques avait été refusé par plusieurs bureaux. Le préfet du Rhône se sentit dès lors entraîné, et lui-même consentit à s'écarter des voies légales pour agir comme s'il n'y avait aucun pouvoir en dehors et au-dessus de lui. Un arrêté du 21-22 septembre destitua brusquement quinze juges de paix du département, sans même alléguer de motifs.

Le conseil municipal élu s'était prononcé à une forte majorité pour le drapeau rouge, et la délégation de Tours avait accepté cet état de choses, paraît-il, jusqu'à ce que l'assemblée nationale en eût décidé autrement. Enhardi, le conseil municipal de Lyon mit sous le séquestre les propriétés mobilières et immobilières des congrégations religieuses de la ville, et fit défense à ces congrégations de se livrer plus longtemps à l'instruction des enfans. L'on pouvait croire que cette municipalité avait donné assez de gages à l'esprit révolutionnaire pour avoir l'assentiment des classes inférieures de la population. Il n'en était rien. A Lyon, comme dans plusieurs autres villes du midi, il fut amplement prouvé pendant cette crise que le pouvoir, si démocratique, si révolutionnaire qu'il soit, a toujours à côté et en face de lui une junte encore plus avancée, plus radicale et plus puissante. Nous n'avons assurément pas l'intention de présenter un tableau des excentricités qui se débitaient journellement dans les clubs de nos grandes villes du midi; mais à Lyon les clubs étaient des pouvoirs effectifs, autant que les cordeliers ou les jacobins de notre première révolution. Il s'était formé un « comité central d'initiative révolutionnaire, démocratique et fédératif.» Son but, défini par une proclamation, était « d'organiser la défense nationale, de briser les résistances impies des déserteurs de la cause populaire, d'éveiller la fièvre du patriotisme, le sentiment altier de nos droits, de la dignité humaine, de la liberté, de la justice, etc. » Un des premiers actes de ce comité avait été d'organiser une réunion publique au palais Saint-Pierre, et d'ordonner à M. Andrieux, procureur de la république, d'y comparaître pour s'expliquer sur la mise en liberté du préfet impérial, M. Sencier. M. Andrieux eut l'imprudence de se rendre à cette sommation. Il essaya de se justifier; on lui demanda de donner sa démission, qu'il refusa. Aussitôt on s'empare de sa personne, et on le conduit à l'hôtel de ville. Il fut, dit-on, remis en liberté deux heures après. La salle de *la Rotonde* dépassait de beaucoup les extravagances des *Folies-Belleville;* elle avait surtout plus d'influence. Les membres de l'*Association internationale des travailleurs*, parmi lesquels un gentilhomme russe, M. Bakounine, y dominaient. Dans la réunion du 24 septembre, on y décidait « à l'unanimité du peuple » l'organisation hiérarchique et autoritaire de l'armée; on y décrétait que, « tous les officiers nommés sous le régime bonapartiste et attachés à ce régime par leur intérêt et leur caractère ne pouvant être de sincères défenseurs de la république, les citoyens militaires avaient le droit et le devoir de déclarer eux-mêmes les officiers actuels déchus de leurs fonctions. » On ne peut s'étonner si de pareilles doctrines mirent la plus grande désorganisation dans l'armée de Lyon. Aussi les légions des mobilisés du Rhône se distinguèrent-elles par leur indiscipline;

quand on voulut les employer, il fallut faire des exécutions rigoureuses. La société de *la Rotonde* décidait en outre que « *la machine administrative et gouvernementale de l'état,* étant devenue impuissante, *était abolie,* » — que « tous les tribunaux criminels et civils étaient remplacés par la justice du peuple, » — que le paiement de l'impôt et des hypothèques était « suspendu, » et l'impôt remplacé par les contributions des communes fédérées, « prélevées sur les classes riches *proportionnellement au salut de la France,* » — que « l'état, étant déchu, ne pouvait plus intervenir dans le paiement des dettes privées, » — que « toutes les organisations municipales existantes étaient cassées et remplacées dans toutes les communes fédérées par des comités de salut de la France, qui exerceront tous les pouvoirs sous le contrôle immédiat du peuple... » Tel était le programme de la démocratie lyonnaise. On verra que plusieurs de ces théories furent appliquées presque à la lettre par MM. Esquiros, Duportal et autres préfets du 4 septembre; mais les rédacteurs de cette étrange constitution n'entendaient pas laisser morceler leur œuvre, ils la voulaient faire fonctionner dans son ensemble. Ils recoururent à la force, et firent choix, comme instrument, du « citoyen général Cluseret. » Paris connaît ce militaire excentrique que nous a légué la guerre américaine. Le peuple parisien avait bafoué ce personnage pour un article fameux contre le gouvernement de la défense nationale. Avide de gloire civique et de hauts emplois, ce « citoyen général » se rendit à Lyon, puis à Marseille, à Toulon, à Nice, poursuivant sans cesse la fortune sur l'océan populaire, et ayant toujours soin de mettre au moins cent lieues entre les Prussiens et son épée. Une manifestation de dix mille personnes se rendit à l'hôtel de ville. Le citoyen Saigne, qui la dirigeait, ordonna au conseil municipal de se réunir, puis demanda que le général commandant l'armée de Lyon et tous les officiers supérieurs fussent arrêtés immédiatement, que le commandement en chef des forces armées de Lyon et du midi, ainsi que des forts de Lyon, fût confié au « citoyen général Cluseret. » Ces mesures furent sanctionnées par les acclamations du peuple. Le citoyen Cluseret, qui n'attendait que ce moment, apparut au balcon de l'hôtel de ville pour annoncer qu'il acceptait les pouvoirs que le peuple voulait bien lui confier. La manifestation continuait à encombrer la place des Terreaux; la foule s'y trouvait encore plusieurs heures après ce premier acte, quand le citoyen Saigne reparut au balcon pour annoncer que le général Cluseret avait été arrêté au moment où il revenait de la Croix-Rousse à l'hôtel de ville. L'hôtel de ville fut aussitôt envahi par la foule, et la déchéance du conseil municipal fut proclamée. Une demi-heure après, le général Cluseret, qui avait été rendu à la liberté, repa-

raissait au balcon pour faire connaître qu'il « avait fait la réaction prisonnière. » Le préfet était effectivement aux mains des agitateurs, les socialistes triomphaient. En vertu de ce principe, universellement reconnu en France, que les individus qui ont escaladé l'hôtel de ville constituent le gouvernement régulier, on s'occupait déjà de convoquer la fameuse « convention des communes fédérées; » mais le dénoûment était proche. Quelques bataillons de gardes nationales intervinrent, remirent en liberté M. Challemel-Lacour, le maire et les conseillers municipaux; M. Cluseret fut de nouveau arrêté pour être relâché peu de temps après.

Dans ces mouvemens populaires, les vaincus ont toujours, jusqu'à un certain point, gain de cause. Il est sans exemple en France que des émeutiers, même après un échec, n'obtiennent pas des concessions. Aussi le gouvernement de Lyon s'empressa-t-il de s'inspirer des désirs ou des théories de la salle de *la Rotonde*. Au grand mépris de la légalité, on institua un impôt sur tous les capitaux mobiliers et immobiliers; le taux, il est vrai, n'en fut pas excessif, 25 centimes par 100 francs. L'on fit des levées militaires qu'aucun arrêté de l'autorité centrale n'autorisait; on se mit à faire la chasse aux prêtres et surtout aux jésuites. Sous prétexte que les frères de la doctrine chrétienne avaient cessé d'être membres de l'enseignement communal en vertu d'un arrêté du conseil municipal de Lyon qui fermait leurs écoles, le préfet du Rhône les incorpora dans l'armée au mépris de toutes les lois existantes et des décrets de Paris et de Tours. Peu de temps après, on arrêta le général commandant les troupes de Lyon, et on le retint près de quinze jours en prison.

Marseille a bien des analogies avec Lyon. On avait envoyé dans les Bouches-du-Rhône comme administrateur supérieur M. Esquiros, l'auteur des savantes et libérales études sur la société anglaise. Dès les premiers jours, ce fonctionnaire donna la preuve la plus manifeste qu'il avait oublié tous ses travaux de publiciste. L'on peut condamner la conduite de M. Challemel-Lacour à Lyon. Il est certain qu'il prit des mesures arbitraires et illégales; mais au moins il ne pactisa point avec la minorité factieuse, il lui opposa même parfois une courageuse résistance. M. Esquiros au contraire se constitua tout d'abord l'âme du parti le plus exalté de Marseille : il en fut l'idole, et par conséquent l'esclave. Il n'est proconsul romain, ni représentant en mission sous la première république, dont les actes aient été plus vexatoires. Sur ce point, il a la palme parmi tous les préfets du 4 septembre. M. Duportal à Toulouse ne l'égala point, ce qui n'est pas peu dire. Tandis qu'à Lyon il y avait antagonisme entre les habitués des clubs et M. Challemel-Lacour, à Marseille régnait entre M. Esquiros et ses plus bruyans administrés un tou-

chant accord. Cette communauté d'idées et de sentimens ne se démentit pas un seul jour. Il serait superflu d'entrer ici dans les détails de la gestion du dictateur marseillais. M. de La Guéronnière débarque à Marseille venant de Constantinople, où il était ambassadeur; il est immédiatement saisi et incarcéré. Ce furent naturellement les prêtres et surtout les jésuites qui restèrent le plus exposés à l'arbitraire de la foule et des autorités; les journaux n'y échappèrent pas non plus. Une des plus singulières mesures prises par l'administrateur des Bouches-du-Rhône est la suivante : « *par respect pour la dignité de la justice*, comme par mesure d'ordre, les audiences du tribunal de première instance, tenues et présidées par d'anciens magistrats de l'empire, sont suspendues; l'instruction criminelle seule est maintenue et continuera de fonctionner. » Ainsi de sa propre autorité M. Esquiros arrêtait le cours de la justice. On avait organisé une garde civique qui devait suppléer les anciens sergens de ville. Ces agens de police républicains devinrent bientôt la terreur de Marseille, n'ayant de rigueur que pour les honnêtes gens et les personnes d'ordre, arrêtant qui bon leur semblait, conduisant les manifestations des rues, excitant tous les tumultes populaires. M. Esquiros avait des vues qui s'étendaient bien au-delà des limites de son département. Il s'agissait de réaliser, sous une forme un peu adoucie, le projet de *la convention des communes fédérées*, émanée du club de *la Rotonde* de Lyon. Une réunion fut tenue à Marseille, sous la présidence de M. Esquiros, pour constituer la *ligue du midi*; quarante-huit délégués des départemens voisins y assistaient. La création de cette ligue, dont on attendait le salut de la France et le triomphe de la démocratie, fut décidée à l'unanimité. On rédigea un manifeste où il était dit que « les autorités militaires ne pouvaient qu'entraver la défense, que l'armée n'existait plus, que les véritables forces militaires n'étaient plus que les forces populaires, *qu'il fallait empêcher la hiérarchie militaire d'entraver l'action du peuple.* » Sur le choix de la capitale provisoire, l'accord avait cessé : les uns demandaient Marseille, comme offrant plus de facilités pour l'organisation, les autres tenaient pour Lyon, comme ayant une population supérieure, et étant une position plus favorable pour la marche sur Paris. L'assemblée voulut concilier ces prétentions rivales en choisissant Lyon pour centre d'action, Marseille pour centre d'organisation, et Toulon comme grand arsenal. On s'occupa ensuite de constituer fortement la ligue, d'en faire un pouvoir supérieur à tout autre. Un appel fut fait à tous les citoyens de la France. « Que dans les réunions publiques les plus dévoués et les plus courageux préparent le peuple à appuyer les efforts de la *ligue du midi*; que de ces réunions partent des délégués pour stimuler le patriotisme des populations et leur faire comprendre le

péril; que les autorités civiles, militaires et administratives aient le patriotisme d'abdiquer toutes leurs prérogatives, causes de conflits regrettables; qu'elles sachent bien que nous ne voulons pas nous soustraire à l'action du pouvoir central, mais au contraire l'aider par nos libres efforts, l'alléger par notre initiative. Les autres régions imiteront l'exemple que donne le midi. Il y va du salut de la France et de la république. » C'est ainsi que M. Esquiros employait ses loisirs, c'est ainsi qu'il organisait la défense de la France, et qu'il préparait des forces disciplinées pour lutter contre les vétérans et la stratégie de M. de Moltke!

Pendant ce temps, M. Duportal, préfet de Toulouse, M. César Bertholon, préfet de Saint-Étienne, marchaient à pas accélérés dans la voie d'arbitraire et de désorganisation que le préfet de Marseille avait frayée. M. Duportal fermait aussi les établissemens religieux d'instruction, expropriait de sa seule autorité les communautés ecclésiastiques, mettait la main sur les juges de l'empire et les frappait de déchéance; il parvenait même à lasser la patience de son conseil municipal. Une variante parmi ces dictateurs, une figure plus originale, c'est le préfet de Nice, M. Pierre Baragnon. Celui-là est un économiste, ou du moins il croit l'être. Il lui prend fantaisie de régler le paiement des loyers, qui jusque-là se faisait six mois à l'avance. Désormais les loyers au-dessus de 1,000 francs ne se paieront que trois mois à l'avance, et ceux au-dessous un mois seulement; mais M. Pierre Baragnon est un esprit précis, qui ne s'arrête pas aux généralités dans ses arrêtés préfectoraux. Il détermine les époques de paiement : fin septembre, fin décembre, fin mars et fin juin pour les loyers au-dessus de 1,000 francs, et chaque fin de mois pour les loyers inférieurs. On ne saurait être plus consciencieux. L'on a de la peine à comprendre qu'une fois entré dans cette voie de réglementation arbitraire, le préfet de Nice n'ait pas tarifé toutes les marchandises et rétabli le *maximum*, cette panacée révolutionnaire. Ceux des fonctionnaires qui, au milieu de cette universelle anarchie, restaient calmes et corrects étaient destitués « comme indignes. » Ainsi fut fait de M. Béhaguel, préfet de la Haute-Loire, coupable d'avoir rendu visite à l'évêque, d'avoir rassuré les corporations religieuses, de s'être refusé à dissoudre le conseil municipal de la ville du Puy le lendemain de son élection, et de n'avoir pas obtempéré aux ordres de la commune de Lyon. Une pareille brebis galeuse ne pouvait rester dans le bercail; on l'en chassa pour mettre à sa place un rédacteur du *Rappel*. Quant aux menus délits, comme l'emploi illégal des fonds départementaux, cela était si fréquent que l'attention publique ne s'y arrêtait point. Tous ces préfets, journalistes ou avocats, maniaient les millions avec une facilité merveilleuse, comme s'ils en étaient légitimes propriétaires.

Mais l'idée dominante, l'idée principale chez tous ces fonctionnaires était celle qu'exprimaient avec tant de bonheur M. Esquiros et la *ligue du midi* dans leur manifeste. Il fallait « empêcher la hiérarchie militaire d'entraver l'action du peuple. » Pauvres généraux français! à quelles avanies ne furent-ils pas exposés pendant cette campagne! Combien furent brutalement révoqués par le gouvernement de Tours ou de Bordeaux! combien incarcérés par les préfets! combien encore arrêtés, conspués, couverts de boue, poursuivis à coups de pierres par la populace! Plût au ciel qu'il n'y eût pas eu de plus grands excès, et que le sang d'innocens et utiles officiers n'eût pas été répandu sous prétexte de civisme! Les délégués des comités révolutionnaires de Marseille et de Lyon se rendent à Grenoble; ils fomentent l'agitation par leurs violentes menaces, et obligent le général Monnet à donner sa démission. Le colonel Cassagne, commandant de place, est emprisonné. Ce ne fut pas la dernière fois que la population et les autorités de Grenoble déployèrent leur énergie et leur courage à molester nos généraux. A Auxerre, le général de Kersalaun, accusé de modérantisme, est enlevé la nuit de son domicile par une poignée d'amis du peuple et conduit à la préfecture. Il n'est pas jusqu'à la paisible Savoie qui n'arrache la démission du général commandant le département; mais l'affaire qui fit le plus de bruit à cette époque, ce fut celle du général Mazure. Le gouvernement de Tours s'était divisé sur une question importante. MM. Crémieux et Glais-Bizoin avaient conféré à M. Challemel-Lacour, préfet du Rhône, tous les pouvoirs civils et militaires. M. l'amiral Fourichon, alors ministre de la guerre, avait envoyé dépêche sur dépêche au général de division Mazure, commandant à Lyon, pour lui enjoindre « de maintenir intacts les attributions et les droits de l'autorité militaire, » et de ne pas accepter d'ordres de l'autorité civile. C'est dans les journées du 29 et du 30 septembre que se produisit cette complication. Après avoir eu avec le préfet du Rhône des explications qui paraissaient satisfaisantes, le général Mazure vaquait aux préparatifs de défense de la ville de Lyon. Le 1er octobre, en revenant de sa visite des forts, il trouve chez lui une lettre préfectorale lui demandant sa démission. Il pria le préfet de vouloir bien attendre le retour d'un officier d'état-major dépêché à Tours afin de connaître les instructions définitives du ministre de la guerre et du gouvernement; mais le préfet n'attendit pas : il fit une proclamation où il expliquait au peuple « qu'il avait ordonné à la garde nationale de s'assurer d'un chef rebelle à la république. » Trois bataillons de la garde nationale de la Croix-Rousse, de la Guillotière et de Vaise furent convoqués à sept heures du soir et dirigés vers une caserne où l'on disait que s'était retiré le général. Les soldats accueillent la milice populaire par des cris de *vive la*

république! Ils livrent leur chef, qui est entraîné hors de la caserne et mis dans un fiacre. Vers onze heures du soir, la voiture se met en marche, escortée par la garde nationale et par une foule immense qui grossit à chaque pas et qui crie : *A bas le traître, le Prussien, le lâche, à l'eau, au Rhône, qu'on le fusille, à l'abattoir!* La voiture échappa; malgré ces sauvages provocations, elle atteignit la préfecture. La foule invoquait à grands cris la présence du préfet au balcon; il eut le bon goût de ne pas se montrer et d'envoyer seulement un de ses employés déclarer que « l'ex-général » Mazure était prisonnier, qu'une enquête allait s'ouvrir, et qu'il serait fait bonne et prompte justice. Le prétendu rebelle fut transféré à la prison Saint-Joseph; on eut un moment l'idée de le faire juger par le conseil municipal. Le général Mazure resta près de quinze jours dans cette position malgré les ordres répétés des ministres pour qu'il fût mis en liberté. Il fallut l'arrivée de M. Gambetta à Tours pour le faire relâcher et le mettre en état d'aller commander une division de l'armée de la Loire.

Les démagogues entendaient exclure de tout commandement les légitimistes ou orléanistes notoires. Plusieurs journaux démocratiques s'élevèrent avec force contre la permission octroyée à M. de Cathelineau de former un corps de volontaires : l'on sait avec quelle distinction et quelle efficacité ce chef d'éclaireurs s'acquitta de sa tâche aux avant-gardes ou sur les flancs de l'armée de la Loire. Excitées par des provocations insensées, les populations devenaient d'une singulière susceptibilité : personne n'échappait à la calomnie. M. Daru dut écrire une lettre pour se disculper d'être l'allié des Prussiens; il en fut de même du président de la chambre de commerce de Caen. Ce fut bien pis dans les provinces moins calmes, moins conservatrices que la Normandie. Tel était l'état de la France dans cette première période; on croirait être arrivé au point culminant de la désorganisation politique et sociale : on n'était encore qu'au début.

II.

M. Gambetta, arrivant à Tours porteur d'un décret qui ajournait indéfiniment les élections, sembla d'abord prendre à tâche de rétablir l'ordre et l'unité dans l'administration. Nous ne doutons pas que M. Gambetta n'ait eu le désir de rappeler tous les préfets au devoir; mais il n'en eut pas la puissance. Seule, une assemblée nationale eût joui de l'autorité suffisante pour se faire partout obéir. Une sorte de féodalité nouvelle avait divisé la France en un grand nombre de territoires qui n'avaient plus que des liens nominaux. Les grands feudataires, les préfets du midi, bravaient impunément l'autorité du suzerain; les petits suivaient l'exemple des grands;

chaque détenteur d'une parcelle de l'autorité s'érigeait en dictateur. Le gouvernement de Tours intervenait parfois par des décrets dans ce chaos, mais il n'avait pas le bras assez long pour faire exécuter ses volontés. Le héros de ces préfets remuans fut toujours celui de Marseille. Aidé de son conseil départemental, inspiré par les clubs du *Musée* ou de *l'Alhambra*, il prit un arrêté non-seulement pour dissoudre la congrégation des jésuites et en mettre les biens sous le séquestre, mais encore pour bannir de France, sous trois jours, tous les membres de cette corporation. Il supprima la *Gazette du Midi*, journal conservateur, parce que la populace s'était portée devant le bureau de cette feuille pour en briser les presses. Cet arrêté de M. Esquiros fit jurisprudence; dans divers départemens, il trouva des imitateurs : des journaux furent officiellement supprimés à cause des manifestations hostiles qui s'étaient produites contre eux. C'est ainsi que M. César Bertholon se conduisit envers *le Défenseur* de Saint-Étienne, qui fut suspendu « jusqu'à ce que la *justice de la république* eût pu statuer sur les délits qui lui étaient attribués. » Dans le département du Nord, M. Testelin suspendait pour un mois le *Mémorial de Lille*; le *Journal de Mâcon* subissait les menaces de M. Frédéric Morin, qui le réduisait au silence. Dans l'ouest, de pareils faits se passaient presque sous les yeux du gouvernement, et cependant la délégation de Tours venait de faire un décret pour remettre au jury le jugement des délits de presse. M. Gambetta, qui venait de faire rendre la liberté au général Mazure et d'annuler l'impôt mis par le conseil municipal de Lyon sur les biens, meubles et immeubles, cassa solennellement l'arrêté de M. Esquiros sur la *Gazette du Midi* et la partie de l'arrêté du même préfet relative à l'expulsion de France, sous trois jours, des membres de la congrégation de Jésus; mais le préfet de Marseille refusa de s'incliner devant ces décrets. Il maintint ses propres décisions, et offrit sa démission, qui fut acceptée; seulement il ne fut pas possible à M. Marc Dufraisse, envoyé pour le remplacer, de s'installer à Marseille. M. Esquiros y conserva tous les pouvoirs.

L'arbitraire n'était pas borné au midi et aux grandes villes. M. Frédéric Morin, préfet de Saône-et-Loire, pour inviter les fonctionnaires publics à souscrire à l'emprunt du département, leur disait que « ceux qui, après avoir vécu de longues années des deniers de la nation, ne feraient rien pour elle à l'heure de la crise prouveraient qu'elle avait eu tort d'accepter leurs services, et l'inviteraient indirectement à s'en passer dorénavant. » Le préfet de Moulins révoquait en masse tous les agens-voyers et tous les juges de paix; celui d'Agen cassait par un seul arrêté tous les gardes champêtres. Le préfet de la Haute-Loire trouvait un moyen original de jeter la terreur sur les maires de son département; quand il n'était

pas content d'eux, il leur demandait leur démission ou les destituait, et les incorporait ensuite dans un bataillon de mobilisés. M. Frédéric Thomas, préfet du Tarn, s'avisait de dissoudre de sa propre autorité, au mépris de toutes les lois, le conseil-général de son département sous prétexte que « la plupart des membres avaient été élus sous la pression et l'influence de la candidature officielle. » Plusieurs de ses collègues suivirent cet exemple; il est bien entendu que tous se gardèrent de faire des élections nouvelles; ils administrèrent seuls les fonds des départemens, ou nommèrent des commissions de leur choix. Tels étaient les procédés de ces préfets du 4 septembre, presque tous journalistes radicaux la veille, improvisés dictateurs pour violer tous leurs principes : liberté individuelle, liberté de presse, liberté d'élections, contrôle des deniers publics.

L'on devait bientôt avoir une preuve flagrante du discrédit qu'un gouvernement aussi irrégulier jette sur le présent et sur l'avenir d'un grand pays. La délégation de Tours avait un pressant besoin d'argent. Les rentrées des impôts et des termes de l'emprunt de 750 millions, contracté au mois d'août, ne suffisaient pas aux dépenses toujours croissantes. Assurément, au point de vue financier, l'on ne peut être trop sévère contre le gouvernement de Tours et de Bordeaux; il gaspilla l'argent des contribuables sans contrôle et sans publicité. Tous ces projets grandioses et inexécutables, toutes ces levées d'hommes exagérées ou prématurées, tous ces travaux dont la plupart n'avaient aucune utilité sérieuse, engloutirent des sommes fabuleuses, probablement doubles ou triples de celles que dépensèrent nos ennemis. Néanmoins au mois d'octobre on ne faisait qu'entrer dans cette voie de prodigalités ruineuses. Ce fut un chiffre modique, 250 millions, que l'on s'efforça de se procurer par un emprunt. Si l'administration avait eu une base un peu solide, on aurait pu facilement réaliser ces 250 millions à 6 pour 100: la rente était alors cotée à Paris 50 ou 54 francs; mais un gouvernement irrégulier, sans garantie, et qui, à tous les échelons, paraissait emporté par la fougue révolutionnaire, était dans l'impossibilité d'obtenir crédit à si bon compte. Aussi paraît-il que les plans les plus monstrueux furent proposés dans l'entourage de la délégation de Tours. Il vint à la pensée de quelques-uns de nos gouvernans que l'on pourrait contracter un emprunt dont chacune des communes de France serait tenue de souscrire une part proportionnée à la somme de ses contributions; mais, comme le crédit des communes est généralement très restreint, l'on eût dressé dans chacune la liste des douze habitans les plus riches. Ces douze citoyens auraient été contraints, sous des peines rigoureuses, de verser dans les mains de l'état le montant de la taxe imposée à la

commune, qui leur eût remboursé plus tard ces avances. C'était rétablir aux dépens des propriétaires ruraux la triste condition des *curiales* sous l'empire romain et celle des collecteurs d'impôts sous l'ancien régime. D'une manière détournée, c'était là un emprunt forcé sur les riches ou du moins sur les prétendus riches. De tels procédés devaient paraître séduisans à des hommes imbus de tous les préjugés révolutionnaires. Cependant la délégation de Tours, — l'on ne saurait trop l'en féliciter, — ne s'arrêta pas à ce plan. Elle résolut de contracter à l'étranger un emprunt en obligations remboursables dans un délai de trente ou quarante années. M. Laurier se rendit à Londres; il traita avec la maison de banque Morgan, qui prit ferme la totalité de l'emprunt de 250 millions, à la condition qu'une souscription publique serait ouverte en France. L'on ne sait trop quelles furent les clauses du contrat avec les banquiers anglais; mais elles durent être fort onéreuses, si on en juge par les offres faites aux souscripteurs. L'emprunt était émis en obligations 6 pour 100 au taux de 85 francs remboursables à 100 francs. En tenant compte des délais de paiement, c'était un placement à 7 1/2 pour 100. Cependant la souscription, ouverte le 27 octobre et close le 29 dans trois cent dix arrondissemens de France, ne produisit que 93,921,000 francs. Ainsi tel était le discrédit gouvernemental qu'un intérêt de 7 1/2 pour 100 ne parvenait pas à séduire nos capitaux; la France ne manquait pourtant pas encore d'argent disponible. Le reste de l'emprunt, c'est-à-dire près des deux tiers, fut couvert en Angleterre. S'il faut en croire les révélations de l'étranger, la maison Morgan aurait acheté à l'état ces obligations au taux de 70 francs, c'est-à-dire qu'elle lui aurait demandé un intérêt de près de 9 pour 100. Nous ne savons si, dans la position irrégulière où était le gouvernement de Tours, il eût été facile de trouver des conditions meilleures; mais ce fut un coup fatal porté au crédit de la France. Pour les émissions futures et prochaines de titres nationaux, ce sera toujours un précédent fâcheux qui produira une inévitable dépréciation. A l'heure qu'il est, l'emprunt de Tours est coté à Londres de 90 à 92 francs; c'est encore près de 6 3/4 pour 100. Malgré les sommations des journaux, le gouvernement évita toujours de donner des explications précises sur le contrat passé avec la maison Morgan. Il n'appliqua nullement ce mot de M. Jules Favre : « nous sommes un gouvernement de publicité... » Une lettre de M. Laurier ne dissipa aucune des ténèbres qui enveloppaient cette affaire. Une note officielle énigmatique assura que l'emprunt avait été contracté sur l'avis unanime du *conseil des finances* et à des conditions meilleures que celles qu'il avait espérées. C'était la première et ce fut la dernière fois qu'on entendit parler de ce mystérieux *conseil des finances*,

dont le public ignora toujours la composition. Quoi qu'il en soit, la négociation de l'emprunt Morgan donna lieu aux bruits les plus graves, et que nous croyons, quant à nous, calomnieux. Il devint impossible pour le gouvernement de recourir de nouveau au crédit, tandis que les besoins d'argent ne faisaient que croître dans des proportions inattendues. C'est une croyance générale que d'énormes avances furent faites par la Banque de France, dont le sous-gouverneur, remplissant les fonctions de gouverneur, donna sa démission. La Banque n'avait-elle pas obtenu, par un décret de Tours, de porter de 2 milliards 400 millions à 3 milliards 400 millions la limite de ses émissions de billets ayant cours forcé? L'on sait que, dans des situations analogues et en retour de semblables avantages, les banques d'Italie et d'Autriche avaient fait des prêts considérables à leurs gouvernemens respectifs. Il en fut sans doute de même de la Banque de France. On négociait en outre des bons du trésor. S'il faut en croire M. Germain, député de l'Ain, dont chacun connaît la compétence financière, l'escompte pour ces bons descendit à 15 ou 20 pour 100.

Le pays était alors dans une des situations les plus critiques qu'il ait traversées pendant cette guerre. Metz venait de tomber, M. Gambetta fit une proclamation foudroyante contre les traîtres de l'empire. Ce jugement sur le maréchal Bazaine, formulé avec une violence imprudente, donna lieu dans tout le midi de la France aux plus tristes excès. Le cri de *trahison* fut le mot d'ordre qui souleva les populations exaspérées, et qui les conduisit à la rébellion et au crime. A Lyon, la populace se porte aux bureaux d'un journal qui avait annoncé le premier la capitulation de Metz; elle veut briser les presses et jeter le rédacteur dans le Rhône. A Saint-Étienne, on arbore le drapeau rouge. A Toulouse, le peuple arrête le général Courtois d'Urbal et l'entraîne au Capitole en le menaçant de le tuer. Pour le sauver, les modérés le conduisent à la préfecture; on l'y constitue prisonnier, et on le contraint de donner sa démission. Des manifestations violentes se produisent dans toute la ville aux cris de *mort aux royalistes!* A Nîmes, la préfecture est envahie par la foule, qui demande qu'on épure l'administration et l'armée. A Grenoble, le général Barral, accusé de trahison comme Bazaine, est saisi par les exaltés, qui demandent sa tête, et jeté en prison. Le général Cambriels, à Lannemezan, est assailli par les femmes à coups de pierres, sous prétexte qu'il est un traître, un complice de l'homme de Sedan et de l'homme de Metz. A Perpignan, le colonel commandant de place est victime d'une agression populaire et reçoit quatre coups de sabre. Un homme respectable, M. de Bordas, est littéralement lapidé devant sa propre maison par la foule; son corps est mis en lambeaux. Le général de Noue est

contraint de donner sa démission, le gouvernement la refuse; mais il lui ordonne de résider désormais à Carcassonne. Vers la même époque, à Marseille, ont lieu des scènes qui se partagent entre le tragique et le comique. Le gouvernement de Tours, après avoir cherché en vain à remplacer M. Esquiros par M. Marc Dufraisse, s'était décidé à nommer M. Gent administrateur des Bouches-du-Rhône avec la plénitude des pouvoirs civils et militaires. Assurément ceux qui n'ont pas oublié l'ancien proscrit de Noukahiva, concurrent de M. Arago aux élections de la Seine, croiront que ce choix devait paraître assez radical aux Marseillais. Il n'en fut rien. M. Gent était devenu un modéré : les démocrates de Marseille résolurent de ne point l'accepter. La nomination était du 31 octobre; en même temps la commission départementale, siégeant à la préfecture des Bouches-du-Rhône et la fidèle auxiliaire du préfet rappelé, était dissoute. A peine le peuple de Marseille était-il au courant de ces décisions de l'autorité centrale, qu'il se produisit une ridicule échauffourée. Le « citoyen général Cluseret, » qui était accouru de Lyon, parvint alors à ses fins, et fut nommé général en chef des forces de la *ligue du midi*. Il n'eut que le temps de faire deux proclamations diamétralement opposées sur les armées permanentes et les armées populaires. Le lendemain, il était rendu à la vie privée; décidément il était dans la destinée de ce fameux général de ne jamais voir un Prussien. Cependant le nouvel administrateur des Bouches-du-Rhône, M. Gent, arrivait à la préfecture. Les salons étaient pleins de personnages peu sympathiques au nouveau-venu. Il se passa une scène d'une indescriptible confusion. M. Gent reçut un coup de pistolet et fut blessé. Il se rétablit, et s'efforça de faire oublier son prédécesseur en l'imitant. Enfin à Toulouse le citoyen Royannez faisait voter par une convention démocratique « l'impôt forcé, la jonction avec la *ligue du midi*, la création de commissaires civils en mission aux armées, la levée en masse, etc. »

Telles avaient été les suites de la proclamation de M. Gambetta sur la trahison de Bazaine. En résumé, depuis le 9 octobre jusqu'à la seconde semaine de novembre, la France avait été pleine de confusion et complétement livrée à l'arbitraire des préfets; mais le gouvernement central avait du moins gardé quelque mesure : il n'avait pas ouvertement violé les lois fondamentales, il ne s'était pas engagé à fond de train dans la voie révolutionnaire. Nous allons assister désormais à ces entraînemens, à cet emportement effréné du jeune dictateur et de ses collègues.

III.

Le mois de novembre débutait par la rupture des négociations pour l'armistice. La province, qui avait eu un moment d'espoir,

tomba dans un grand affaissement d'où la prise d'Orléans devait bientôt la tirer. Les hommes éclairés pensaient que le moment était venu de convoquer une assemblée nationale. Beaucoup d'anciens députés s'étaient rendus à Tours pour faire adopter cette idée. On citait, entre autres, MM. Grévy, Thiers, Wilson, de Talhouët, Lambrecht, Cochery. M. Grévy surtout passait pour soutenir très énergiquement cette opinion; mais ils étaient traités de réactionnaires, d'alliés de la Prusse, par les feuilles démocratiques. C'est en vain que l'on invoquait l'exemple de Paris, où les maires et les adjoints avaient été nommés par le peuple à la suite de la journée du 31 octobre. Il y avait une étrange contradiction à faire voter la capitale assiégée et à maintenir sans représentans les trois quarts de la France, qui n'étaient pas alors occupés par l'ennemi. M. Crémieux penchait pour donner satisfaction au pays; M. Gambetta s'y refusait de la manière la plus absolue. Ce fut une faute considérable, et qui ne put jamais être réparée.

Les événemens militaires absorbèrent l'attention pendant tout le mois de novembre. La France suivait avec anxiété les mouvemens de l'armée du général d'Aurelle de Paladines. M. Gambetta déployait une activité fébrile, tantôt dans le travail du cabinet et la rédaction de nombreux décrets, tantôt dans la visite des camps et l'inspection de l'armée. Au milieu de ces travaux de toute sorte, le jeune ministre trouva le loisir de lancer une des plus étranges circulaires auxquelles il ait attaché son nom. Le gouvernement avait fondé une petite feuille de propagande intitulée *Bulletin de la république*. Elle était destinée à remplacer le *Moniteur des communes*, et paraissait trois fois par semaine. Dans une circulaire en date du 10 novembre, M. Gambetta se plaignait aux préfets de la négligence ou du mauvais vouloir des maires relativement à l'affichage de cette publication dans chaque commune. Il leur ordonnait d'avoir l'œil sur ces inexactitudes et de les faire cesser au plus tôt; mais il allait beaucoup plus loin. « Pour assurer au *Bulletin de la république* une publicité plus certaine et plus efficace encore, » il décida que la lecture en serait faite « tous les dimanches *obligatoirement*, et même plusieurs fois dans le cours de la semaine, » aux habitans par l'instituteur de chaque commune. Le but principal du *Bulletin de la république*, soi-disant destiné à éclairer les campagnes, était de flétrir la dynastie des Napoléons en publiant toutes les anecdotes scandaleuses de la cour. Plusieurs numéros donnèrent successivement tout au long l'histoire des « liaisons de Napoléon III et de Marguerite Bellanger » ou de « Napoléon III avec miss Howard. » Sauf quelques rares articles, le *Bulletin de la république* était écrit dans un style vulgaire et populacier. A tous ces points de vue, la lecture n'en pouvait être que démoralisatrice.

Pendant que M. Gambetta chargeait les instituteurs d'enseigner à la France les vrais principes républicains, les préfets continuaient à démontrer que l'arbitraire et la dictature peuvent se rencontrer sous tous les régimes. M. Duportal, à Toulouse, de sa seule autorité, destituait tous les magistrats qui avaient fait partie des commissions mixtes en 1851. « Considérant, disait-il, que les *lois de la morale sont antérieures et supérieures à toute loi écrite,* attendu que la conscience publique n'a pas cessé d'être troublée par l'impunité réservée jusqu'à ce jour aux instrumens du crime du 2 décembre, considérant enfin que la présence d'un magistrat indigne constitue, pour le respect dû à la justice, *un échec moral autrement grave que toute atteinte portée au principe de l'inviolabilité de la magistrature,* » par toutes ces raisons M. Duportal faisait défense au président du tribunal de Toulouse « d'occuper un siége *du haut duquel il avait trop longtemps bravé la pudeur publique.* » Tous ces beaux considérans n'étaient chez M. Duportal qu'une évidente représaille contre la magistrature qui, sous l'empire, l'avait frappé de plusieurs condamnations pour délits de presse.

A la suite de l'échec définitif du « citoyen général Cluseret » et de l'attentat sur la personne de M. Gent, il y avait eu à Marseille une sorte d'accalmie; on s'était décidé à y faire des élections municipales. Le scrutin avait victorieusement prouvé la supériorité numérique des hommes d'ordre ou des républicains modérés et l'infime minorité des démagogues qui pendant deux mois avaient été les maîtres reconnus de la ville. La liste, dite de l'*égalité,* patronnée par M. Esquiros, et qui portait en tête le nom de M. Delpech, n'avait obtenu que 8,000 voix; la liste conciliatrice en avait eu de 21,000 à 29,000. Aussi la population espérait-elle pouvoir désormais respirer en paix et vaquer paisiblement à ses affaires. Illusion bientôt dissipée! le conseil municipal élu ne répondit pas plus qu'à Lyon à l'attente publique, et M. Gent apparut bientôt comme le digne émule de son prédécesseur. Il agit avec le même arbitraire, le même dédain des lois et de l'autorité centrale. A cette époque, on avait levé dans toute la France les mobilisés du premier ban, c'est-à-dire les célibataires de vingt et un à quarante ans. D'après les décrets de Tours, ces troupes devaient élire elles-mêmes leurs officiers. Cette mesure fut universellement appliquée. Seul, M. Gent s'avisa de supprimer en fait ce décret de la délégation et de nommer des chefs de son choix. C'était là un procédé peu démocratique que M. Gent s'empressa de racheter par une mesure en sens inverse. Quelques citoyens, invoquant des cas d'exemption plus ou moins fondés, ne répondaient pas à l'appel des mobilisés. M. Gent, au lieu de les faire arrêter par l'autorité militaire ou de les traduire devant

les tribunaux, les frappa d'amendes. L'un fut taxé à 1,000 francs par jour de retard, un autre à 3,000 francs pour le même délai. Aux termes de l'arrêté de M. Gent, cette amende, en elle-même aussi exorbitante qu'illégale, était déclarée rétroactive, et s'appliquait aux jours de retard déjà écoulés. Faute par les délinquans de payer dans les dix jours « le montant des indemnités totalisées, » ils devaient y être contraints par la force. Ces mesures étaient prises « sous réserve de toutes décisions et exécutions ultérieures, et sans préjudice des poursuites qui pourraient être dirigées en exécution des lois militaires. » Ce curieux document porte la date du 16 décembre, et vise un arrêté analogue du 1er décembre. C'est ainsi que les radicaux traitent les lois, la justice et les intérêts particuliers. Est-il un proconsul romain qui se soit arrogé le droit de mettre sur les citoyens des amendes de 1,000 et de 3,000 francs par jour? Vers le même temps, le conseil municipal de Marseille prit une détermination que nous voulons croire inoffensive, mais qui n'en est pas moins remarquable, et aurait pu conduire à bien des abus. La ville avait fait un emprunt de 10 millions de francs; il n'était, paraît-il, couvert qu'aux trois quarts. Le conseil décida qu'une commission de douze membres se rendrait au domicile des citoyens opulens et aisés, afin de les presser de souscrire.

Après la défaite de l'armée de la Loire et l'évacuation d'Orléans, le gouvernement avait transporté son siége de Tours à Bordeaux. Il est incontestable que le séjour de cette dernière ville et l'attitude d'une partie de la population eurent sur ses déterminations postérieures une influence funeste et décisive, MM. Gambetta et Crémieux sont des natures trop impressionnables pour résister aux entraînemens de leur entourage. Bordeaux était un mauvais milieu pour des dictateurs nerveux et aussi prompts à subir l'action du dehors. Depuis longtemps, il y avait dans cette ville une très grande agitation, dont les réunions publiques et les clubs étaient surtout le théâtre. On connaît ces assemblées populaires : elles sont dans les grandes villes de France partout les mêmes, la couleur locale n'y entre pour rien. On commettait à Bordeaux les mêmes excentricités qu'à Paris et à Lyon. Nombre d'orateurs allaient jusqu'à réclamer la guillotine. Les membres de la délégation furent invités à se rendre dans ces conciliabules populaires; ils eurent le tort d'y consentir. M. Glais-Bizoin, paraît-il, aurait été vu dans une tribune à diverses de ces réunions. Ce n'était là qu'un manque de tact et de dignité; mais voici un fait plus grave. Le conseil municipal de Bordeaux, composé de notables, parmi lesquels trois ou quatre magistrats, n'était guère moins exalté que le peuple de cette ville. L'on en peut juger par une curieuse et importante pièce dont nous allons donner la substance. Sous la présidence de M. Émile

Fourcaud, maire, dans une séance qui se tint à l'hôtel de ville le 19 décembre, le conseil municipal de Bordeaux adoptait à l'unanimité une proposition d'adresse au gouvernement. « L'action du gouvernement, y disait-on, n'est pas assez secondée; elle est amoindrie par les conditions où elle est effectuée : à la ville, à la campagne, dans la presse, dans les administrations, les bonapartistes, les réactionnaires de tous les partis répandent de fausses nouvelles et des calomnies... C'est là une preuve, ajoutée à celle de tous les temps, que les partis sont des ennemis irréconciliables, et que l'espérance de les amener à une entente sincère, dans un but d'intérêt général, est *une illusion à laquelle il est urgent de renoncer*. Les bonapartistes, les auteurs et les complices du 2 décembre, des trahisons de Sedan, de Metz, de l'inertie calculée qui paralyse la défense nationale, sont des *criminels;* il n'y a pas de lois sans une sanction, il n'y a point de sociétés sans lois, sans gouvernement. Le gouvernement, qui a la mission extraordinaire et suprême de repousser l'invasion, qui se laisse calomnier, déconsidérer, affaiblir, *qui accorde la liberté aux criminels*, crée l'anarchie... Les réactionnaires de tous les partis sont les complices des Prussiens. La France ne peut être sauvée que par la république, que par des moyens extraordinaires; il faut que les résolutions du gouvernement soient à la hauteur de la situation : il connaît sans doute les moyens devenus indispensables et urgens pour faire cesser les défaillances, les félonies. Le temps des demi-mesures est passé, l'heure des grandes révolutions a sonné, il faut que tout ce qui fait obstacle à la défense nationale *soit mis à l'écart*. Le conseil municipal de Bordeaux *adjure le gouvernement de prendre les mesures les plus énergiques*, les plus efficaces, pour faire disparaître les causes de nos revers et assurer le triomphe de nos armées. » Telle est la résolution qui fut votée « à l'unanimité » par le conseil municipal de Bordeaux. Des bataillons entiers de gardes nationaux adhérèrent à cette adresse, officiers et soldats. Le gouvernement n'était que trop porté à céder à ces suggestions. M. Crémieux se rendit le 23 décembre au sein de la municipalité pour la remercier, et aussi, du moins en apparence, pour la contenir. « Il y a deux jours vous nous avez apporté, dit-il, l'expression des vœux du conseil. Comprenant que la république doit être juste, généreuse même, mais que cette générosité ne peut aller sans danger jusqu'à l'abandon et à la faiblesse, *vous demandez que nous frappions avec la loi ces hommes incorrigibles* qui se réjouissent des désastres de la France... Que voulez-vous? au moment de frapper, la main de la jeune république tremble. Pour tout dire, Paris héroïque qui renferme le gouvernement dont nous ne sommes qu'une délégation, Paris, tout entier à la défense, *ne comprend pas cet autre danger*, et dit : Chas-

ons d'abord les Prussiens, nous verrons après. Le danger que vous avez signalé existe néanmoins, il est sérieux, et nous le connaissions; mais nos yeux veillent, et déjà depuis votre adresse une détermination a été prise, et ce qui choquait le plus dans l'administration de la guerre disparaîtra, parce que, comme vous, nous reconnaissons que la situation le commande. » Ces derniers mots étaient sans doute une allusion à la récente destitution d'un directeur au ministère de la guerre violemment accusé de bonapartisme par les démagogues. On voit sur quelle pente était la délégation. Elle ne sut pas s'arrêter, et céda à l'impulsion de son entourage. Jusqu'ici, un seul frein l'avait retenue, de l'aveu du garde des sceaux : le respect du gouvernement de Paris. Ces considérations furent bientôt mises de côté. Deux jours après le discours de M. Crémieux, le 25 décembre, la dissolution de tous les conseils-généraux et de tous les conseils d'arrondissement de France était décrétée : au lieu de convoquer de nouveau les électeurs, il était décidé que des commissions départementales seraient instituées par les préfets. Ainsi le gouvernement s'était opiniâtrément refusé à faire des élections législatives ou des élections municipales, sauf à Marseille et à Lyon. Il restait encore des assemblées qui étaient la représentation de la France, et malgré la sagesse, la soumission, l'empressement patriotique, qu'elles avaient partout montrés, elles furent brutalement dissoutes. C'était un parti-pris d'opprimer et d'évincer partout le suffrage universel. Il fallait briser les derniers obstacles que rencontrait l'arbitraire gouvernemental. Ce fut un cri de réprobation par toute la France. Cette administration, qui avait donné tant de preuves d'insuffisance politique, militaire et financière, ne voulait supporter aucun contrôle, si modeste, si réservé qu'il fût.

Les poursuites contre la presse et contre les personnes deviennent alors plus fréquentes. On défend l'entrée en France de deux journaux français publiés à l'étranger, l'un bonapartiste, l'autre présumé orléaniste. On saisit des brochures; on arrête le rédacteur du journal *la Province* de Bordeaux, dont le propriétaire était M. Johnstone, ancien député. A Autun, M. Pinard, ancien ministre, est jeté sous les verrous, sans qu'il y ait d'autre charge contre lui que ses opinions. Dans le Maine-et-Loire et dans la Sarthe, les préfets augmentent encore la liste déjà longue des arrêtés excentriques rendus par les proconsuls de M. Gambetta. Un rédacteur de *l'Union de la Sarthe* est emprisonné et relâché au bout de dix jours en vertu d'une ordonnance de non-lieu. M. Engelhard, préfet de Maine-et-Loire, avec l'approbation de M. Gambetta, suspend pour deux mois le journal *l'Union de l'Ouest* d'Angers, qui avait protesté contre la dissolution des conseils-généraux. Ce préfet ne s'arrête pas en si

beau chemin : du même coup, il supprime aussi le journal hebdomadaire *l'Ami du peuple* sans alléguer aucune charge à son endroit, si ce n'est qu'il appartenait au propriétaire de *l'Union de l'Ouest*. Malgré cette avalanche de mesures illégales, tous les partis en France gardaient le calme : ils se contentaient de protester contre ces violences; mais ils ne sortirent pas un instant de cette conduite digne et patriotique.

Les attentats contre la paix publique devaient avoir une autre source. Les excentricités des clubs de Lyon allaient amener un résultat tragique. Après une réunion publique fort orageuse où les femmes se distinguèrent par leur civisme exalté, un chef de bataillon de la garde nationale de la Croix-Rousse, M. Arnaud, un républicain notoire, mais coupable d'avoir refusé de se joindre à une manifestation populaire, fut saisi par un groupe de démagogues, sommairement jugé par eux et immédiatement fusillé. Une foule considérable avait assisté sans mot dire à cet épouvantable forfait. M. Gambetta, qui était alors en tournée près des armées de Chanzy et de Bourbaki, se rendit à Lyon, et fit une proclamation où il annonçait à la France que le crime n'était imputable à aucun parti politique. Les réunions publiques furent désormais interdites dans le département du Rhône; mais on ne put empêcher le drapeau rouge de continuer à flotter sur les murs de l'hôtel de ville.

Les derniers actes du gouvernement de Bordeaux sont connus de chacun. On a lu le décret qui destituait une vingtaine de magistrats, dont le premier président de la cour de cassation et quatre premiers présidens de cour d'appel, sous prétexte qu'il y a vingt ans ces fonctionnaires avaient fait partie des commissions mixtes instituées par Napoléon III. Pour faire exécuter cette mesure, les audiences de plusieurs cours et tribunaux furent indéfiniment suspendues, afin que les magistrats indûment révoqués ne pussent pas siéger. On a lu aussi le décret de M. Gambetta qui excluait tant de Français de l'éligibilité. — La France était profondément lasse de cette dictature incohérente et échevelée. Il était évident aux yeux de tous que le pouvoir ne se possédait plus lui-même, que nos gouvernans étaient emportés à la dérive par les passions révolutionnaires et les obsessions de leur entourage, qu'une vie pleine de fatigues, d'émotions douloureuses, de surexcitations de toute sorte, avait ébranlé leur sens moral. C'est la seule excuse qu'un esprit impartial puisse découvrir pour une telle série de violences. Cette fois, le pays sut se dérober à l'action de ses dictateurs. Un grand nombre de préfets refusèrent d'afficher ou d'exécuter leurs décrets. Le gouvernement de Paris, rendu libre, intervint. Les élections se firent sous l'influence d'une répulsion profonde pour les actes de M. Gambetta et de ses collègues. Ainsi la France était ballottée sans cesse de réac-

tion en réaction, impuissante à garder la juste mesure et à rester dans le droit chemin, subissant avec une mobilité excessive toutes les impressions du moment.

Quelles conclusions tirer de cette pénible étude? Cinq mois d'arbitraire et de désordre démagogique avaient succédé aux vingt années énervantes de l'empire. La dictature avait changé de mains en s'aggravant. Il semble qu'il soit dans la destinée des pouvoirs despotiques de s'abandonner tôt ou tard à cet esprit de vertige qui précipite les nations dans la ruine. Que les intentions de M. Gambetta fussent louables, nous le voulons croire : il n'en est pas moins vrai que sa gestion fut à la fois désastreuse et démoralisatrice. Les préfets de la république dépassèrent, au-delà de toute comparaison, en arbitraire les préfets de l'empire; leurs arrêtés n'ont de précédens historiques dans aucun temps et sous aucun régime. Le commentaire du *Bulletin de la république*, ordonné aux instituteurs dans toutes les communes de France, laisse de beaucoup derrière lui le cours d'histoire contemporaine des lycées impériaux. Tous les abus, tous les excès, si justement critiqués sous le régime déchu, se reproduisirent au grand jour. Il ne pouvait en être autrement. Toute dictature est malsaine par essence, et fausse l'esprit comme le cœur de celui qui en est investi. La funeste journée de Sedan eût dû guérir la France du besoin de se jeter dans les bras d'un homme. Cette dernière épreuve, la plus accablante de toutes, la désabusera-t-elle enfin? Il est permis de l'espérer, car il est temps que la France reprenne avec calme possession de ses destinées, et ne confie plus à d'autres qu'elle-même le soin de ses affaires, de son salut. Une autre conclusion ressort aussi de cette étude. Nous avons vu que c'est folie et présomption de vouloir improviser une armée. Ajoutons que c'est présomption et folie de vouloir improviser une administration de toutes pièces. La nature sociale se refuse à ces expériences hasardeuses. Il faut plus de sérieux, plus d'esprit de suite, plus de patience, moins de parti-pris, pour reconstituer un peuple. Quelle qu'ait pu être autrefois l'influence magique de certains mots : *république, révolution, levée en masse*, la civilisation contemporaine est insensible à l'action de pareils leviers. Ce ne sont plus des formules, ce sont des faits d'une réalisation difficile, mais désirable : la concorde, la sincérité, le sentiment du devoir, la réflexion et la persévérance, qui peuvent seuls sauver et rétablir la France.

PAUL LEROY-BEAULIEU.

LA

PHILOSOPHIE DE LEIBNIZ

ET LA

SCIENCE CONTEMPORAINE

Mémoires récens de MM. Clausius, Helmholtz, Hirn, Tyndall, Berthelot, Würtz, Graham, Charles Robin, Claude Bernard.

Aujourd'hui que la science fournit des clartés inattendues pour la solution des problèmes à la fois les plus délicats et les plus élevés de la philosophie naturelle, les grands systèmes de métaphysique deviennent l'objet d'une intéressante révision. Oubliés ou méprisés par une science exclusivement expérimentale, abandonnés aux conventions d'une critique immobile, ces systèmes n'avaient plus que la valeur de documens d'érudition. Soumis à un examen nouveau, à une exégèse pénétrante, ils font voir maintenant des parties dignes de l'attention du savant, qui y trouve des conclusions toutes formulées pour ses expériences, plus compréhensives qu'autrefois. Un mouvement de ce genre se prononce à l'heure qu'il est en faveur de la philosophie de Leibniz. Sous l'incubation de la science moderne, les germes enfouis de cette philosophie s'étaient lentement développés, et les voici qui éclosent avec une remarquable vitalité. La conception du penseur de Hanovre sur les principes des âmes et des corps apparaissant décidément comme la plus vraisemblable et la plus plausible; on est contraint de renoncer au sentiment traditionnel qu'on a eu de ces choses, et on en adopte un

nouveau qui lève bien des difficultés, de l'aveu des savans et des métaphysiciens tout ensemble. Et cette conformité entre les maximes de Leibniz et les résultats de l'investigation la plus récente n'existe pas seulement dans la philosophie générale de la nature, elle s'étend aux sciences particulières, où l'on rencontre souvent la réalisation des conjectures de l'auteur des *Nouveaux Essais*. Ces sciences arrivent ainsi par une voie lente à reconnaître les vérités que le penseur saisissait dans une opération rapide. On n'en est que plus surpris du spectacle de ce hardi génie, qui, comme s'il était entré dans la confidence de l'absolu, pénètre avec tant de spontanéité dans la connaissance des ressorts cachés du monde.

L'esprit de Leibniz ne comportait en effet ni la précision géométrique, ni la persévérance rigide de celui de Descartes. Toutes les idées de Descartes sont méthodiquement déduites, tous ses systèmes sont sévèrement ordonnés; il a le respect de la ligne exacte et du dessin pur. Leibniz a les allures d'un coloriste; il procède sans règle, sans discipline, sans suite, presque par saillies, énonçant ses idées çà et là au gré de sa fantaisie, au fur et à mesure que la méditation et l'élan intuitif les lui suggèrent. Constamment diverti d'une pensée à l'autre, il se répand sur les sujets variés qui l'attirent, au lieu de disposer ses conceptions dans un régulier ensemble. La philosophie paraît être pour lui l'opposé des fastidieuses recherches d'érudition auxquelles il donne une attention soutenue, et des polémiques où il déploie une activité prodigieuse. Il aime l'action et le commerce de la société. Il veut être homme d'état. S'il se livre à la métaphysique, il traite avec aisance, mais en quelque sorte à la dérobée, les questions les plus complexes et les résout dans de profondes sentences. Aussi bien ce n'est pas la grande affaire de sa vie, c'en est le noble divertissement. Au fond, Descartes et lui ne sont pas moins opposés. Ils ne s'entendent ni sur les méthodes, ni sur les conclusions. Ils diffèrent sur les causes premières, sur les causes finales, sur l'homme, sur le monde, sur l'âme, sur Dieu. Le démon de la géométrie, qu'on accuse d'avoir été le mauvais génie de Descartes, n'a jamais tourmenté Leibniz; sa philosophie n'en procède point. N'importe, cette philosophie est un astre qui après une longue éclipse se lève de nouveau et nous éclaire. A sa lumière et peut-être à leur propre insu, les sciences acquièrent une puissance inattendue et se fortifient de salutaires inspirations. Quelque temps qu'en doive durer la révolution, il aura, en parcourant son orbe, dirigé les travaux les plus féconds. C'est ce que nous proposons de montrer; mais d'abord il faut rappeler les principes fondamentaux de la métaphysique de Leibniz et l'ensemble trop peu connu de ses doctrines scientifiques.

I.

Nos sens sont frappés par une infinité de phénomènes emmêlés et enchevêtrés, notre esprit est un mobile océan sans bornes, tout plein d'impressions, de pensées et de désirs. Par quel moyen arrivons-nous à concevoir quelque chose de simple, de distinct, dans cette immensité confuse? Par une incessante réflexion de l'extérieur sur nous-mêmes et de nous-mêmes sur l'extérieur. Nous séparons d'abord le *moi* du *non-moi*, et cette opération nous fait apercevoir une différence profonde entre ces deux termes. Le non-moi, l'extérieur, nous montre immédiatement, au point de vue le plus général des mouvemens et des figures, quelque chose de purement géométrique; mais nous y découvrons aussi un autre élément plus caché, que Leibniz considère excellemment : c'est la résistance, le ressort, la force intime et latente. Au fond des apparences phénoménales, que Descartes ramène à des points dits matériels et à du mouvement, le philosophe de Hanovre signale une notion bien différente, celle « de la force non-moi, » comme s'exprime Maine de Biran, en vertu de laquelle l'objet extérieur résiste à l'effort voulu, le limite, le détermine, et réagit contre notre propre force autant que celle-ci agit pour le surmonter. Soit que cette résistance se manifeste directement dans l'aperception immédiate de l'effort que le moi exerce hors de lui, soit que l'esprit l'induise d'un autre sentiment, cette force est en définitive conçue à l'instar du moi, comme une catégorie pure et absolue, sans forme sensible. Cette force active, selon Leibniz, diffère de la puissance nue familière à l'école, en ce que la puissance active, ou *faculté* des scolastiques, n'est autre que la possibilité prochaine d'agir, qui a encore besoin, pour passer à l'acte, d'une impulsion étrangère; mais la force active comprend une sorte d'*entéléchie* qui tient le milieu entre le pouvoir d'agir et l'action elle-même, et opère aussitôt que l'obstacle est supprimé. C'est ce que rend très sensible l'exemple d'un poids tendant la corde qui le soutient ou d'un arc bandé. D'autre part, on ne saurait assigner en quoi un corps en mouvement diffère, en chacun des lieux qu'il occupe, de ce qu'il est au repos, si l'on n'ajoute qu'en chacun de ces lieux il *tend* à aller plus loin.

L'esprit perçoit ainsi, par le moyen de l'abstraction métaphysique, les capacités primitives d'activité, les entéléchies, les puissances qui donnent à la substance ses caractères dynamiques. Leibniz regarde ces capacités, qu'il appelle aussi des *monades*, comme les principes réels et absolus dont la somme est toujours égale dans la nature, tandis que celle du mouvement y varie. Toute phénoménalité se résout dans ces unités substantielles dont le

nombre est infini, et qui sont le seul moyen de concevoir les corps et les âmes. Les *atomes de matière* sont contraires à la raison, outre qu'ils sont encore composés de parties, puisque l'attachement invincible d'une partie à l'autre n'en détruirait point la diversité. Il n'y a que les *atomes de substance*, c'est-à-dire les unités réelles et absolument destituées de parties, qui soient les sources des actions, les premiers principes de la composition des choses et comme les derniers élémens de l'analyse des substances. On les pourrait appeler, d'après Leibniz, des *points métaphysiques :* ils ont quelque chose de vital et une espèce de perception, et les *points mathématiques* en sont le point de vue pour exprimer l'univers; mais quand les substances corporelles sont resserrées, leurs organes ensemble ne font qu'un *point physique* à notre égard. Ainsi les points physiques ne sont indivisibles qu'en apparence; les points mathématiques sont exacts, seulement ce ne sont que des modalités. Il n'y a que les points métaphysiques ou de substance (*formes* ou *âmes* de Leibniz) qui soient exacts et réels, et sans eux il n'y aurait rien de réel, puisque sans les véritables unités il n'y a pas de multitude.

Les points substantiels ou monades, sans étendue ni figure, sont donc proprement les forces internes et spécifiques des choses. Nous les concevons, nous ne les imaginons point. De même que, sans les signes du langage, nous serions incapables de science, de même, sans l'appui des représentations sensibles que fournissent le corps et le mouvement, nous ne pourrions pas connaître la force. Nous n'en sommes pas moins contraints d'inférer que celle-ci est la réalité dont le corps et le mouvement ne sont que les images concrètes et sensibles, non intelligibles. En résumé, il y a dans le monde plus que les manifestations phénoménales, plus que les formes visibles, plus que le mouvement exprimé; il y a l'énergie, le ressort, l'activité cachée qui sommeille, la puissance interne concentrée et condensée, toujours prête à se traduire en d'innombrables apparences. Imperceptibles et inétendues, les forces-mères, sources fécondes de toute action et de toute vie, constituent, dans la doctrine de Leibniz, l'essence même des choses.

Comment ces forces engendrent-elles les corps et les âmes, et quels sont les rapports de ces derniers? Leibniz développe à ce sujet des idées entièrement originales. Les âmes sont des monades d'une espèce plus parfaite et d'une activité supérieure, principes de toutes les énergies qui se traduisent plus spécialement par l'organisation, la vie, la pensée, etc. Il y a des âmes partout, sinon des âmes pensantes, au moins des forces capables de déterminer des apparences quasi-vitales. Leibniz tient ainsi que le nombre des âmes est infini, et qu'il n'y a point de portion de matière, si petite qu'elle soit, où l'on ne trouve encore une entéléchie vivante; mais, de même que

les monades de la matière brute s'expriment par celles-ci, les monades de la matière organisée s'expriment par l'organisation. La perfection de la substance est en raison de celle du ressort. Tandis que Descartes sépare essentiellement l'âme du corps, Leibniz ne peut les concevoir séparés. Il dit expressément dans les *Nouveaux Essais :* « L'âme n'est jamais séparée de tout corps, » et il écrit à Arnauld : « Notre corps est la matière, et l'âme est la forme de notre substance. » On retrouve des propositions identiques dans plusieurs de ses ouvrages, particulièrement dans la *Monadologie*. L'âme raisonnable doit être distinguée de l'âme sensitive. Les animaux, à l'état de germes, n'ont que des âmes sensitives; mais dès que ces germes sont élus et parviennent à la nature parfaite, leurs âmes sensitives sont élevées à la prérogative de la raison.

L'âme raisonnable est pour Leibniz la suprême révélatrice. Le fondement des choses est, selon lui, partout le même, et nous devons tout juger d'après ce qui nous est connu, d'après l'âme. Notre moi est en fait l'unique substance dont nous ayons la conscience immédiate. L'unité réelle que nous sentons en lui, nous devons la transporter aux autres substances, de même que nous devons juger la force non comme un objet des sens et de l'imagination, mais d'après le type que nous en trouvons dans la volonté. On peut concevoir la substance spirituelle à un nombre infini de degrés divers qui peuvent être soit supérieurs, soit inférieurs au moi; on ne peut rien concevoir d'actif qui ne lui fût analogue. Toutes nos idées procédant d'une intime réflexion sur nous-mêmes, nous ne saurions rien de l'être, si nous ne trouvions l'être en nous-mêmes. C'est dire que l'intelligence a en soi des notions primordiales qui sont le point de départ et la condition de toutes les autres. En d'autres termes, c'est déclarer qu'il y a dans l'esprit des notions antérieures à l'expérience, dépendant de la constitution même de cet esprit. Aristote et Locke avaient comparé l'âme à une table rase où les sens et l'expérience viennent inscrire leurs renseignemens. Leibniz établit qu'elle contient originairement les principes de plusieurs notions et doctrines que les objets externes réveillent seulement dans les occasions. Avec Platon, avec saint Paul, quand il marque que la loi de Dieu est écrite dans les cœurs, avec Scaliger, qui les nommait *semina æternitatis*, l'auteur de la *Monadologie* admet ces concepts fondamentaux de l'entendement comme assises de toute connaissance. Il les compare à des feux vivans, à des traits lumineux cachés au dedans de nous, et que la rencontre des sens et des objets externes fait paraître comme des étincelles jaillissant au contact de la pierre et de l'acier. Et ces éclats sont visibles surtout dans ce don d'apercevoir la liaison des choses, c'est-à-dire dans la raison.

Cette âme, cette monade éminemment active, dans quels rapports se trouve-t-elle avec les monades d'ordre inférieur, avec les élémens du corps? Selon Leibniz, la masse organisée par où se manifeste l'âme, étant d'une nature fort rapprochée, agit réciproquement d'elle-même, quand l'âme le veut, sans que l'un trouble les lois de l'autre, les esprits et le sang ayant justement alors les mouvemens qu'il leur faut pour répondre aux passions et aux perceptions de l'âme. C'est ce rapport mutuel, réglé par avance dans chaque substance de l'univers, qui en produit la communication, et qui fait en particulier l'union de l'âme et du corps. On peut entendre par là que l'âme a son siége dans le corps par une présence immédiate et intime, car elle y est comme l'unité est dans la multitude. L'âme, monade pensante, agit concurremment avec les monades subalternes, mais vitales encore, qui en même temps qu'elle s'expriment par la substance organisée où la pensée a son siége. L'âme est en relation avec les activités inférieures de la vie, comme celles-ci le sont avec les activités les plus sourdes de la matière brute, dans une concomitance qui n'est pas une dépendance.

Il faut maintenant s'élever plus haut, rechercher les rapports et la solidarité des monades dans l'univers. Trois principes, celui de *l'harmonie préétablie*, dont nous venons de parler, celui de *continuité* et celui de *la raison suffisante*, sont ici le fonds de la métaphysique leibnizienne. L'harmonie préétablie n'exprime pas autre chose que le fait indéniable de la conjonction de toutes les monades dans l'univers. Notre esprit aperçoit entre elles une infinité de relations dont il ne saisit point la nécessité physique. Il ne sait pas pourquoi deux monades agissent ensemble ou l'une sur l'autre pour déterminer un résultat quelconque. Il ne peut expliquer comment les monades d'ordre inférieur influent sur celles d'ordre supérieur, celles du corps sur celles de l'âme et réciproquement. Bref, comme l'a montré Hume, nous n'apercevons aucun lien logique et nécessaire entre les phénomènes qui se succèdent dans la suite des relations de cause à effet. Cependant nous sommes sûrs que pas une molécule du monde n'est étrangère aux autres, que pas une n'est isolée de l'ensemble, que toutes sont conjointes et fonctionnent dans le tourbillon de l'existence totale. Nous observons que tout effet dépend d'une infinité de causes, et que toute cause a une infinité d'effets. Le concours, la conspiration, le *consensus* de toutes les monades vers un ordre régulier prouve évidemment une harmonie établie entre leurs activités essentielles. Il y a un parfait accord en vertu duquel chaque substance, suivant ses propres lois, se rencontre dans ce que demandent les autres. Cette harmonie cache pour Leibniz autre chose que de simples rapports de causalité. Il voit dans les relations des monades des influences du genre de celles de

l'âme sur le corps; il croit qu'elles ont un certain sentiment intuitif les unes des autres, une sorte d'aperception de ce qui n'est point elles. Il pense que, se sentant mutuellement, elles manifestent une sorte d'irritabilité plus ou moins consciente à l'égard de leurs vertus réciproques. Il considère même que, recevant l'impression harmonique du monde entier dont elles sont facteurs, elles le reflètent de quelque façon et en expriment la loi. Chaque substance, dit-il, est perceptive et représentative du monde entier, suivant son point de vue et ses impressions. C'est un miroir de la beauté de l'univers. Un poète persan avait déjà dit : « Fendez un atome et vous y trouverez un soleil. » En un mot, les monades, quoique possédant chacune en soi un principe propre d'activité et de direction, agissent ensemble dans une synergie régulière; mais quel lien les joint? Ces rapports que nous apercevons entre elles ne sont-ils que des rapports de raison? Existe-t-il des relations nécessaires des unes aux autres? Comment l'unité règne-t-elle dans le monde? C'est la suprême inconnue de notre science et un des argumens leibniziens en faveur de l'existence de Dieu. Dieu fait la liaison, la communication des substances. De plus ces substances, logiquement associées, bien que jouant chacune un rôle distinct, tendent vers un but final.

La loi de continuité montre de nouvelles relations plus étroites entre les monades et détermine la gradation de leurs états divers. Les traits de l'avenir sont formés par avance, et les traces du passé se conservent toujours dans chaque substance. Par là, tout événement émane de ceux qui le précèdent. D'autre part, les monades, dans leurs diversités infinies, se suivent sans lacune depuis la plus rudimentaire jusqu'à la plus parfaite. La progression, que nous concevons dans les quantités abstraites de la mathématique, existe entre les quantités réelles du monde, qui sont les monades de toute espèce. La force, la vie, la volonté, sont réparties en proportions variées à tous les degrés de cette immense série, en bas sourdes et imperceptibles, en haut puissantes et fécondes. Le passage des monades inférieures aux supérieures se fait graduellement par mille intermédiaires. Les principes des corps vont se perfectionnant de plus en plus, et ne diffèrent point essentiellement de ceux des âmes auxquels ils se rattachent. Les âmes à leur tour sont nombreuses, et obéissent aussi à une loi de progrès. Il y a une quantité immense de degrés de vie se dominant plus ou moins les uns les autres, depuis l'obscure activité de l'atome de sable jusqu'à la puissance souveraine de l'esprit absolu. Descartes avait dit que tous les faits de la nature s'entre-suivent comme des vérités géométriques. Leibniz nous montre dans les choses un ordre plus profond et plus général. Tout est proportionné, analogue, harmonique; tout se tient, tout se continue suivant un enchaînement ininterrompu. De la sorte, il n'y

a plus deux mondes distincts, celui de la nature et celui de l'esprit. Les substances spirituelles font partie de la même série que les corporelles. Il n'y a des unes aux autres que des différences de degré.

Le principe de la raison suffisante nous découvre l'économie stricte des choses. Rien ne se fait sans raison dans la nature; mais elle ne prodigue pas les raisons. Elle choisit toujours les voies les plus courtes. Magnifique dans les effets, ménagère dans les causes, elle produit le maximum de travail avec le minimum de force. Les raisons du monde, d'après Leibniz, sont cachées dans quelque chose d'extra-mondain différent de l'enchaînement des états, de la série des substances dont l'agrégat constitue le monde. Il faut donc passer de la nécessité physique ou hypothétique, qui détermine l'état postérieur du monde suivant un état antérieur, à la nécessité absolue ou métaphysique, dont on ne puisse pas rendre raison, et cette dernière raison est celle de toutes les autres. Comme l'a dit un savant interprète de la doctrine de Leibniz (1), la pensée, la volonté, sont au fond de tout; les phénomènes à tous leurs degrés n'apparaissent en somme que comme autant de réfractions dans des milieux diversement troubles de l'unique et universelle lumière : lumière qui brille surtout dans notre âme, puisque celle-ci est le foyer où se concentrent les rayons partout dispersés de cet éclat diffus. D'action en action, de puissance en puissance, il nous faut remonter ainsi jusqu'à une puissance qui se suffise enfin à elle seule, c'est-à-dire à une parfaite spontanéité.

Dans le temps comme dans l'espace, toutes choses sont donc soumises à une loi d'inflexible solidarité. Cette idée de voir l'univers dans le microcosme, de considérer l'infiniment grand dans l'infiniment petit, les monades agissant les unes sur les autres, chaque partie portant l'empreinte de l'absolu qui éclate dans le tout, et ce tout s'acheminant, dans une synergie grandiose, vers un but dont notre intelligence n'a peut-être qu'une obscure vision, mais dont elle a le vif sentiment, — cette idée est la gloire de Leibniz. C'est le déterminisme dans sa plénitude compréhensive. Descartes, lui aussi, avait conçu le monde conformément à des lois supérieures; seulement il avait enfermé ces lois dans les limites du mécanisme. Leibniz agrandit la sphère, et par-delà le mécanisme il observe l'énergie, la vie, l'amour, le bien; il contemple le vrai Dieu dans sa magnificence. Le Dieu de Descartes est nombre et force; celui de Leibniz est vie et beauté. Tout s'épanche et rayonne de son sein en *fulgurations* éternelles, comme les pensées émanent de notre propre substance.

(1) M. Ravaisson, *Philosophie en France au dix-neuvième siècle.*

II.

Nous voici arrivés avec Leibniz aux sommets de la pensée, aux derniers confins de la spéculation. Redescendons maintenant avec lui aux problèmes particuliers qu'il a examinés, et qu'il a légués à la science moderne, encore impuissante à les résoudre tous. On verra combien ont été salutaires à celle-ci les principes généraux qu'il avait établis comme les grandes lois de l'ordre du monde. Leibniz a le plus lucide sentiment de la diffusibilité de la vie. Il en exprime avec justesse le caractère fondamental, qui est le renouvellement moléculaire continu de la matière dans la permanence des formes actives, c'est-à-dire des âmes. Il y a, d'après lui, un monde de créatures, de vivans, d'animaux, d'entéléchies, d'âmes, dans la moindre partie de la matière. Chaque portion de la matière doit être conçue comme un jardin plein de plantes, ou comme un étang plein de poissons; mais chaque rameau de la plante, chaque membre de l'animal, chaque goutte de ses humeurs est encore un tel jardin ou un tel étang plein de vivans de plus en plus petits, quoique d'espèce analogue. Tous ces corps, ajoute-t-il, sont dans un flux perpétuel comme des rivières. Des parties y entrent et en sortent constamment. De cette façon, l'âme ne change de corps que peu à peu, et n'est jamais dépouillée tout d'un coup de ses organes; les propriétés vitales restent, tandis que la matière de la vie passe. Leibniz imagina là-dessus que certains animaux doivent pouvoir se multiplier comme les plantes, par scission. La découverte des polypes par Trembley, les faits de multiplication des vorticelles, des paramécies, des bursaires, des opalines, etc., observés depuis, ont donné raison aux conjectures du philosophe.

Descartes avait envisagé les bêtes comme des machines, comme des automates sans âme, composés d'atomes dont les mouvemens sont coordonnés à l'instar de ceux des plantes. Il leur refusait l'intelligence, et croyait pouvoir expliquer la sensibilité et l'instinct qu'on y remarque par des raisons purement mécaniques. Leibniz n'admet point de différences spécifiques entre l'homme et les animaux. Il accorde à ceux-ci une âme inférieure à la nôtre, moins raisonnable, mais raisonnable encore, une âme au fond de même essence, principe d'activité bien distinct des énergies du monde inorganique. Il la considère de plus comme également indestructible et immortelle. Ceux qui conçoivent, dit Leibniz, qu'il y a une infinité de petits animaux dans la moindre goutte d'eau, comme les expériences de Leuwenhœck l'ont montré, et qui ne trouvent pas étrange que la matière soit remplie partout de substances animées, ne trouveront pas étrange non plus qu'il y ait quelque chose d'a-

nimé dans les cendres, et que le feu peut transformer un animal, le réduire au lieu de le détruire. Ainsi la vie ne disparaît pas. L'ordre et le concert des monades sont seulement modifiés; les essences qui les constituent demeurent avec leurs qualités premières et incorruptibles, prêtes à reparaître dans d'autres vivans. Ce qui ne commence point ne périt pas non plus. Ces considérations amènent Leibniz à envisager d'une manière bien profonde le phénomène de la mort. La vie n'étant pas un souffle qui vient tout d'une pièce animer le corps, la mort ne saurait être attribuée à la disparition subite d'un tel souffle. La génération n'étant que le développement d'un animal déjà formé, la corruption ou la mort n'est que l'enveloppement d'un animal qui ne laisse pas de demeurer vivant. La mort se fait par degrés, elle atteint d'abord des parties imperceptibles, et ne nous frappe que quand elle a saisi tout l'être. Aussi ne voit-on pas le détail de cette rétrogradation, comme on aperçoit celui de l'avancement qui constitue la naissance. Les faits de métamorphose et de reviviscence chez les insectes, de rappel à la vie chez les hommes morts de froid, noyés ou étranglés, sont pour Leibniz la preuve que la mort arrive ainsi graduellement, et il veut que la médecine cherche à opérer des résurrections. La science ultérieure a confirmé ces idées. La vie est dans l'infiniment petit; elle circule sourde et latente sous ces déguisemens multiples dont parle Hamlet, se dissimulant quand elle fait encore tout palpiter et trouvant son aliment dans la mort.

Leibniz s'occupe aussi des espèces, qu'il définit par la génération, en sorte que ce semblable qui vient d'une même origine ou semence est aussi d'une même espèce. Les différentes classes des êtres ne sont pour lui que les ordonnées d'une même courbe, et ne forment qu'une seule chaîne dans laquelle ces classes, comme autant d'anneaux, tiennent si étroitement les unes aux autres qu'il est impossible de fixer le point où quelqu'une commence ou finit. Toutes les espèces, dit-il avec une singulière précision, qui bordent ou qui occupent les régions d'inflexion ou de rebroussement doivent être douées de caractères équivoques. Puis, considérant l'ensemble, qu'il soumet à la loi de continuité, il dispose les espèces et en général les êtres dans une immense série, depuis l'homme jusqu'aux êtres les plus simples; il y a, selon lui, une si grande proximité entre les animaux et les végétaux que, si l'on prend le plus imparfait des uns et le plus parfait des autres, c'est à peine s'ils peuvent être distingués. De plus il est conforme à la somptueuse harmonie de l'univers, au grand dessein aussi bien qu'à la bonté du souverain architecte, que les différentes espèces de créatures s'élèvent peu à peu vers son infinie perfection. Leibniz admet des créatures plus parfaites que nous, mais dont il confesse que nous ne pouvons

avoir aucune idée claire. Il croit également que, dans la série des choses existantes, il y a des vides, des choses *possibles* n'existant point. La variation des espèces, dont il étudie plusieurs cas, lui semble réelle, non la transmutation : il est pour la variabilité limitée, c'est-à-dire qu'il admet dans une large mesure l'action des circonstances modificatrices sans aller jusqu'à croire qu'elles peuvent transformer l'espèce. En examinant les poissons et les plantes, dont les schistes de Halle portent l'empreinte, Leibniz reconnut pour la première fois dans ces vestiges non des jeux de la nature, mais des témoignages des révolutions du globe et de l'existence de faunes et de flores disparues. La *Protogée*, où cette grave question est spécialement approfondie, constitue le point de départ de la géologie et de la paléontologie modernes et de toutes les explications plutoniennes de la croûte terrestre. Werner, Hutton, Buffon et Cuvier se sont inspirés dans leurs travaux de l'ébauche de Leibniz.

Il infère que, s'il nous arrive souvent dans les sciences de ne pouvoir caractériser les différences, cela tient à ce que nous ne connaissons ni les petites parties, ni la structure intime des choses, c'est-à-dire les principes par où on peut rendre compte de leur nature fondamentale. Cette ignorance fait que nous devons juger conjecturalement de beaucoup de phénomènes dont la connaissance parfaite est réservée à l'avenir. Aussi fonde-t-il beaucoup d'espérances sur l'emploi du microscope et sur l'*anatomie comparative* (le mot est de lui), où il croit qu'on trouvera la confirmation de beaucoup de ses idées. Entre autres, il pressent positivement la nature et l'importance des spermatozoaires, quand il annonce qu'on découvrira dans le phénomène de la génération que l'un et l'autre sexe fournit quelque chose d'organisé. Et cette déclaration corrige, dans un sens fort juste, sa théorie de la préformation syngénétique des êtres ou de l'emboîtement des germes, d'après laquelle toutes les semences préexistent depuis l'origine du monde, enfermées dans celle du premier représentant de chaque espèce. Cette théorie, reconnue fausse par l'ensemble des observations embryogéniques, l'est justement parce que l'élément organisé du sexe mâle est indispensable à la formation de l'embryon.

C'est un problème difficile d'assigner les genres et les espèces dans les végétaux. Les botanistes du XVIIe siècle croyaient que les distinctions prises des formes de la fleur approchaient davantage de l'ordre naturel pour l'institution d'une classification. Leibniz pense qu'il serait juste de faire des comparaisons non-seulement d'après un seul caractère, comme celui de la fleur, et qui est peut-être le plus favorable à l'établissement d'un système commode, mais encore d'après les caractères des autres parties des plantes. Il propose

ainsi le principe de la subordination des caractères comme une suite de ses idées sur l'harmonie des êtres.

Tous ces travaux, toutes ces hypothèses procèdent donc directement des conceptions métaphysiques de Leibniz sur le système des élémens du monde. Ce qui en procède plus directement encore, c'est l'invention du calcul infinitésimal. Quand ce calcul ne serait en lui-même qu'une sublime curiosité, ce serait déjà beaucoup d'avoir trouvé le moyen d'opérer sur les quantités infinies comme sur les finies. Heureusement ce genre de supputation a rencontré dans l'astronomie, la mécanique et la physique, des applications si fécondes que ces sciences en ont été renouvelées. C'est un nouvel instrument, un nouveau levier qui leur a été donné pour les plus hautes investigations. On voit à quel point Leibniz était familier avec les plus difficiles problèmes. Il est probable qu'une grande partie de ses travaux scientifiques est restée inédite. Nous ne connaissons guère par exemple ce qu'il a fait en médecine. Cependant Bossuet écrivait à Pellisson : « Ce que M. de Leibniz propose pour la perfection de la médecine est admirable (1)... »

III.

Quelle a été l'influence de la métaphysique de Leibniz dans les grandes élaborations de la science moderne, et d'abord dans celles du siècle dernier? Il y a longtemps qu'on a dit que le XVIIIe siècle n'a pas eu de philosophie originale. En effet, il a vécu de doctrines empruntées. Il a eu entre autres une doctrine émanée de celle de Leibniz, et dont on peut dire que Diderot a été le véritable représentant. Au premier aspect, cet esprit exubérant et sans discipline paraît destitué des qualités de dogmatisme et de méthode qui font proprement le philosophe; mais, si l'on y regarde de près, on s'aperçoit que lui seul a développé un système précis et arrêté où les idées de Leibniz ont une grande place, et où domine le principe du dynamisme, l'idée des forces-mères. Dans l'*Interprétation de la nature*, le *Rêve de d'Alembert* et les *Principes philosophiques sur la matière et le mouvement*, Diderot se montre pur disciple du penseur de Hanovre, disciple même un peu exalté, puisqu'il va jusqu'à écrire que Leibniz à lui seul fait autant d'honneur à l'Allemagne que Platon, Aristote et Archimède en font ensemble à la Grèce. Le naturalisme de Diderot, empreint d'un large sentiment des activités de la substance, est aussi dans la pensée de Charles Bonnet, de Buffon, de Bordeu, de Barthez et d'autres savans de la même époque. Il a inspiré alors toute une école de chercheurs et de philosophes, dont

(1) *OEuvres inédites de Leibniz*, publiées par M. Foucher de Careil, t. Ier, p. 344.

les uns trouvaient trop de négations dans celle de Hume, et les autres trop d'analyses dans le système de Condillac.

Buffon, comme Leibniz, voit dans la nature des plans combinés, des rapports suivis, des faits assortis, des fins partout prévues, s'ordonnant conformément à une suprême convenance. Les *molécules organiques* et les *forces pénétrantes* (immanentes), qui, selon lui, constituent la vie, et passent de moule en moule pour la perpétuer, sont les monades mêmes de Leibniz. Les grandes idées développées dans les *Époques de la nature*, et qui ont eu, bien que parfois contestables, une si réelle influence sur les progrès ultérieurs de la géologie, sont empruntées pour la plupart à la *Protogée*. La physiologie générale de Buffon ne se rapproche pas moins de celle que Leibniz avait professée. Il en est de même de celle de deux de ses célèbres contemporains. Barthez et Bordeu, s'élevant à la fois contre le géométrisme cartésien, étendu abusivement aux phénomènes de la vie, et contre l'analysme à outrance, préconisé par Condillac et appliqué par ses disciples, établissent les forces vitales dans leur resplendissante autonomie et leur irréductible simplicité. Ils exagèrent sans doute le défaut des explications mécaniques et le danger de l'analyse, et il ne faudrait pas croire que la science ultérieure leur a toujours donné raison. Du moins elle les a confirmés dans l'opinion leibnizienne et anticartésienne qu'ils soutenaient, à savoir que la vie est une force supérieure qui implique les inférieures sans en dépendre, que l'organisme est un système d'énergie où tout ne se fait pas mécaniquement, que les forces qui agissent dans les animaux sont au fond analogues à celles qui agissent dans l'homme, et que toutes, consubstantielles à la matière organisée, ne peuvent se déterminer qu'en elle et par elle. C'est ainsi que ces deux grands médecins ont détruit en même temps l'iatromécanique de Boerhaave et l'animisme de Stahl, et préparé la voie à Bichat. La même science moderne ne vérifie pas complétement non plus les conjectures hasardées de Charles Bonnet, de Telliamed, et plus tard de Delaméthérie et de Lamarck, sur l'enchaînement des êtres, l'origine et la transformation des espèces, conjectures dont Leibniz avait fourni une discrète ébauche; mais il serait injuste de ne pas reconnaître qu'une vive impulsion a été donnée par là aux recherches zoologiques.

Vicq-d'Azyr et les autres anatomistes qui commencent l'anatomie comparée et recherchent les rapports harmoniques, les connexions diverses, les balancemens dynamiques des organes, sont fidèles aussi aux conceptions de Leibniz sur les desseins de la nature. Goethe, qui professait tant d'estime pour Diderot, se montre disciple de Leibniz autant que de Spinoza non-seulement dans ses travaux d'anatomie comparée, où il établit les symétries cachées des

parties vivantes et recherche les belles proportions des corps, mais encore dans sa doctrine générale du monde. Il admet que toute la nature est pleine de forces, de vies et d'âmes, sentiment si éloquemment rendu dans *Faust* et dans les *Poésies;* bien plus, il souscrit expressément à la *Monadologie*. Dans son splendide discours funèbre sur Wieland (1812), il développe en un langage que n'eût pas désavoué Leibniz tout le détail de cette doctrine, au moyen de laquelle il explique l'immortalité de la pensée, c'est-à-dire des monades conscientes. Toute cette école en définitive nous fournit la preuve de l'influence que les doctrines philosophiques exercent sur l'esprit des savans, et par suite sur la marche des inventions. Nous y voyons le profit qu'il y a toujours à diriger les investigations et les expériences avec les indications supérieures du génie spéculatif, et aussi la nécessité qu'il y a pour les philosophes de tenir compte des argumens objectifs.

Notre siècle a oublié trop longtemps ces importantes leçons. On y a vu la philosophie se séparer de la science pour contracter alliance avec la littérature et la morale. Tandis qu'étroitement unies la science et la philosophie étaient destinées, par le progrès naturel des choses, à s'entendre de plus en plus, elles retardèrent, en divorçant, l'heure si désirée d'une conciliation. Sans doute des livres bien écrits et pleins de belles pensées furent encore publiés dans les écoles de philosophie, sans doute de grandes découvertes furent encore accomplies dans les écoles scientifiques; mais les doctrines avaient disparu, et avec elles les méditations longues et vivifiantes. La science, en s'éloignant des hautes pensées, prit un caractère empirique et perdit sa dignité. La philosophie, à force d'ignorer les faits d'expérience, arriva au chimérique. L'esprit cartésien, et non peut-être l'esprit de Descartes, devenu prépondérant, poussa les métaphysiciens à un spiritualisme creux et les physiciens à un matérialisme sophistique. Pendant que la connaissance de l'esprit se perdait ainsi dans une littérature déclamatoire, et la connaissance de la nature dans une investigation dispersée, les vaines disputes se multipliaient, inspirées plus souvent par la passion que par la raison, fournissant des armes à ce que la passion suggère de moins noble, décourageant les plus louables entreprises de la raison. Aujourd'hui cet état de choses touche à son déclin, et la philosophie de Leibniz semble devoir être le plus efficace auxiliaire de ceux qui désirent l'alliance fructueuse de la science et de la métaphysique. Les esprits les plus élevés dans les écoles les plus diverses font concevoir cette espérance. Ils ne se contentent pas d'en souhaiter la réalisation; ils y travaillent directement, sans se laisser arrêter ni par les préjugés, ni par les objections.

Le résultat le mieux établi par les vivisections de la physiologie

expérimentale et les observations de l'anatomie microscopique, principalement par les travaux de M. Claude Bernard et de M. Charles Robin, est que les êtres vivans sont des agglomérations de particules infiniment ténues et délicates, véritables individualités douées chacune de vertus caractéristiques et consubstantielles. Ces unités actives, à la fois formes et forces, déterminent, par suite d'emmêlemens multiples, toute l'organisation et tout le fonctionnement des parties animales et végétales. Animaux et plantes ne sont plus des machines animées par une puissance distincte qui les imprègne et les meut; ce sont des systèmes de monades solidaires où gît profondément et par où s'exprime la vie, ce sont des collections merveilleusement ordonnées de petits ressorts possédant par eux-mêmes certaines tendances. Comme Leibniz l'avait dit, chaque vivant est constitué par une infinité de vivans. Or ces corpuscules, que la science moderne appelle *élémens anatomiques*, ont pour principe essentiel ce que Leibniz désignait sous le nom d'âmes, de formes substantielles, de capacités essentielles, de monades. En effet, ce qui caractérise ces élémens primordiaux de la vie, c'est l'entéléchie dynamique. Considérons une cellule morte et une cellule vivante. Qu'est-ce qui les distingue? Rien, ni au point de vue géométrique, ni au point de vue physique, ni au point de vue chimique; rien qui soit appréciable, ni au mètre, ni à la balance, ni aux réactifs. Ce qui les distingue, c'est que la première est destituée de l'activité qui est dans la seconde. Cette activité est une transmutation continue et profonde par où la matière de la cellule se renouvelle sans cesse, sans que ses apparences morphologiques ni ses autres propriétés en soient modifiées. La vie est dans ce flux qui s'accomplit au sein de chaque élément de l'organisation, dans cette vertu d'instabilité qui fait que la matière des phénomènes varie constamment, tandis que la forme et le ressort ne changent pas. Elle est dans ces propriétés organiques, forces pures qui demeurent, tandis que les organes, formes visibles, passent. A l'inverse de ce que croit le matérialisme, et conformément aux vues de Leibniz, la matière n'est donc ici que l'enveloppe changeante; le fond immuable, c'est la force. Outre la nutrition, que nous venons de définir, la vie se manifeste encore par l'organisation, le développement, la contractilité, le sentiment, la pensée, la volonté. Ces nouveaux aspects nous fournissent la même démonstration. L'impuissance radicale de produire quelque chose d'organisé avec les seules forces inorganiques, l'impossibilité de la génération spontanée témoigne d'abord que l'organisation a un principe supérieur à celui des phénomènes du monde minéral; mais ce n'est pas seulement l'organisation qu'il est interdit d'attribuer à une industrie physico-chimique, c'est encore la contractilité, la sensibilité et à

plus forte raison la pensée et la volonté. Plus la science expérimentale se développe, plus la différence se prononce entre ces deux ordres de phénomènes qu'on croyait pouvoir confondre, les organiques et les inorganiques, plus il ressort que les énergies de la vie et celles de la pierre ne peuvent être identifiées, même dans leur principe. Les monades qui engendrent les cellules sont supérieures à celles qui sommeillent dans le grain de sable, de même que la plus grossière portion d'animal est autrement compliquée que le cristal le plus admirable. Évidemment, si la forme, la personnalité, la pensée, la mémoire, la volonté, tout ce qui constitue la vie du moi et le moi de la vie persiste identique quand la matière des organes se renouvelle, c'est que la vie est dans un système d'activité différant essentiellement de l'étendue géométrique et de la masse pesante; c'est qu'elle est le propre d'une substance qui assurément implique le physico-chimique, mais aussi tout autre chose.

Chaque monade, dit Leibniz, a son principe, son essence, sa loi, et n'est pas assujettie à la volonté d'impulsions extérieures. C'est le fond des doctrines sur la vie professées par M. Charles Robin. Au lieu d'admettre que le corps est gouverné par un principe vital coordinateur et directeur des mouvemens physiologiques, il considère que, grâce à un parfait accord en vertu duquel chaque substance, suivant ses propres lois, se rencontre dans ce que demandent les autres, les opérations de l'une suivent ou accompagnent l'opération de l'autre. Le développement des êtres vivans, consistant dans une accumulation progressive et déterminée d'élémens anatomiques, est expliqué, selon lui, non par une force qui les tient sous sa tutelle, mais par la manifestation successive, et en quelque sorte la révélation des substances élémentaires qui expriment la vie, chacune de ces substances devant apparaître lorsque se trouvent réunies les conditions nécessaires à son existence sensible.

Mais la vie est-elle partout dans le monde, comme le veut Leibniz? Assurément, si l'on entend par vie la spontanéité de toutes choses, l'activité propre à toutes les monades. D'autre part, si l'on considère que toute portion quelconque de substance renferme virtuellement quelque aspiration à la vie, puisqu'elle est apte à entrer comme partie intégrante dans la constitution d'un être vivant, on pourra dire encore que tout vit; seulement, si l'on exprime par ce mot les énergies spéciales du genre de la nutrition, de la sensibilité et de la volonté, alors il faut reconnaître que la vie n'appartient qu'aux substances organisées, c'est-à-dire à une catégorie de monades. Il y a sans doute dans les monades les plus infimes et les plus éloignées de la vie quelque tendance obscure vers un ordre déterminé; mais il ne semble pas légitime jusqu'ici d'y voir une intention consciente. C'est plutôt par une sorte d'action réflexe que

ces monades exercent leurs énergies, sous l'influence des monades supérieures, de même que par exemple les élémens nerveux agissent souvent sur les musculaires à notre insu et malgré nous.

Une autre question non moins importante se pose ici. L'âme pensante, selon Leibniz, est une monade dominante, une seule monade. La science ne paraît pas autoriser une telle affirmation. Pour elle, interprétée de haut, l'âme est une synergie de monades toutes sensibles et intelligentes, mais à des degrés divers, ce qui explique les degrés divers du sentiment et de la raison. Chez tel vivant, il n'existe pas de monade qui exprime le moi, chez tel autre le moi n'est senti que très confusément, chez tel autre enfin il est conçu dans sa plénitude. Chez le même vivant, cette âme est évidemment multiple, puisqu'elle se montre sous des aspects distincts, l'affection, le sentiment, l'intelligence, la volonté. Loin donc d'être simple et indivisible, elle consiste dans une association de monades qui ne sont pas toutes également parfaites, les unes se retrouvant dans les animaux les plus inférieurs, les autres caractérisant exclusivement l'homme. Système complexe de forces primordiales, concert harmonique d'énergies inétendues s'exprimant dans les élémens anatomiques de la substance grise du cerveau, et rayonnant de là par sa vertu propre dans l'infinité des choses, l'âme humaine est comme le lion de Milton qui, moitié lion, moitié fange et encore sous la main du divin sculpteur, aspire à sortir du chaos. Moitié esprit, moitié matière, notre âme aspire à la pureté absolue; elle est retenue et gênée par les liens du corps. La grande inconnue est de savoir comment elle s'en débarrasse à l'entrée de l'éternité.

Leibniz ne distinguait pas seulement ces vertus qu'il appelait formes substantielles ou âmes, et qui sont les propriétés des corpuscules doués de vie telles que nous les connaissons aujourd'hui; il distinguait encore dans ces corpuscules, et en général dans tous les corps, la *masse* et la *matière*. Or ce qu'il appelait masse, c'est l'ensemble de nos propriétés géométriques et mécaniques, et la matière est l'association de nos propriétés physico-chimiques. La masse et la matière appartiennent à tous les corps, l'âme n'appartient pas à tous. Peut-être est-il permis cependant de considérer comme quelque chose de quasi-vital cette tendance des molécules inorganiques à se grouper régulièrement dans les cristaux, et même la propriété plus générale qu'elles possèdent de se combiner toujours en proportions définies, en affectant des figures dont la chimie commence à entrevoir la loi génératrice. Quel que soit d'ailleurs le principe de ces mouvemens intestins, de ces conflits harmoniques dont le siége est au sein profond de la substance, la chimie contemporaine est leibnizienne dans toutes ses parties. Elle ramène en effet les phénomènes complexes qu'elle étudie à des élémens

simples connus sous le nom d'*atomes*, et qui n'ont de commun que le nom avec ceux de Leucippe et de Descartes. Idéalités pures et néanmoins principes de tout ce qui est réel, ces atomes sont déterminés et classés par des fonctions absolument dynamiques. La chimie établit dans ces atomes l'existence de forces primitives qu'elle désigne sous le nom d'*atomicités*, et qu'elle mesure non par le poids ou mouvement, mais par le produit immédiat du jeu même de ces forces. « L'énergie avec laquelle un corps se combine à un autre corps, dit M. Würtz, est indépendante de la faculté qu'il possède d'attirer ce dernier. La première est l'atomicité, la seconde est l'affinité. » Les atomicités sont les capacités d'action, les pouvoirs de combinaison immanens ou plutôt consubstantiels aux atomes. Tel est aujourd'hui le langage des chimistes les plus autorisés. Ils considèrent dans les corps des vertus électives, des tendances à la saturation, des appétitions qui impliquent quelque chose d'antérieur et de supérieur au mouvement, approchant de ce qui en nous détermine l'action. La chimie n'est plus dans les apparences et les formes perceptibles, dans les brillantes apparitions qui charment ou éblouissent le sens; elle est dans ces forces sourdes, dans ces monades agissantes, substances de la substance, matières de la matière. Les corps ne sont plus caractérisés seulement par leur physionomie extérieure et présente; ils le sont encore par ce qu'ils ont de plus caché, par le principe de leur existence passée et à venir, par un ressort qui leur est aussi intime que l'âme nous l'est à nous-mêmes. Ce qui en eux frappe nos sens n'est que l'enveloppe de leur vraie nature. Pour Faraday comme pour M. Dumas, pour M. Berthelot comme pour M. Würtz, tout est ici dans une harmonie dynamique. Un illustre chimiste anglais mort récemment, Graham, l'inventeur de la dialyse, a même imaginé sous le nom d'*ultimates* des principes plus simples encore que les atomes, de véritables points substantiels dont l'essence est déterminée par le genre des vibrations auxquelles ils sont soumis, et détermine à son tour la nature diverse des corps. Ainsi les monades sont devenues dans les phénomènes vitaux les élémens anatomiques avec leurs attributs consubstantiels, et dans les phénomènes chimiques les atomes avec leurs attributs analogues. L'atomisme grec et l'atomisme cartésien avaient conçu des corpuscules géométriques et mécaniques : Leibniz a conçu les principes des activités phénoménales que n'expliquent ni la géométrie, ni la mécanique.

Interrogeons enfin la physique d'aujourd'hui, et nous y trouverons encore les mêmes idées. Elle ramène tout aux vibrations, tant de ce qu'elle appelle atomes matériels que de ce qu'elle nomme éther. D'après elle, les phénomènes physiques s'expliquent par le système des mouvemens des atomes et de l'éther, et, ces mouve-

mens pouvant se transformer les uns dans les autres suivant une loi mathématique, il en résulte qu'il y a des rapports d'équivalence entre les diverses manifestations de l'activité physique, par exemple qu'il existe un équivalent mécanique de la chaleur, un équivalent calorifique de l'électricité, etc. Or ce mouvement intestin que l'analyse et l'induction révèlent, ce frémissement corpusculaire qui donne aux corps les qualités sans lesquelles ils ne seraient point perçus, à savoir le poids, la couleur, la chaleur, etc., — ce mouvement, sous toute forme, implique un principe moteur, quelque chose d'irréductible et de simple, une spontanéité analogue à celle que Leibniz conçoit dans les monades. Qu'est-ce que la force vive, l'énergie potentielle, l'énergie virielle dont les physiciens font un si fréquent usage dans leurs spéculations, sinon des entéléchies métaphysiques, raison intelligible des actes dynamiques, des tendances semblables à celles que l'âme sent au dedans d'elle-même? Dira-t-on que tous ces aspects multiples et variés de la force physique sont une dérivation de la force mécanique simple dont la somme ne change pas dans l'univers? Mais alors pourquoi le mouvement est-il devenu ici chaleur, là électricité, et lumière d'un autre côté? Ne serait-ce pas qu'outre les monades qui sont le ressort moteur, il en existe dont le rôle spécial, au point de vue de notre sensibilité, est d'agir sur d'autres capacités perceptives que celles par où nous connaissons le mouvement?

Sous un autre aspect, on retrouve encore dans les sciences contemporaines quelques-unes des grandes pensées de Leibniz, grâce auxquelles ces sciences ont pris un caractère tout nouveau; nous voulons parler des formules logiques où l'esprit concentre les matériaux de la connaissance des idées synthétiques qui sont le terme des hautes inductions. Après avoir montré comment il faut concevoir l'esprit dans la nature, nous devons indiquer comment il importe de concevoir la nature dans l'esprit, car les sensations, en subissant l'élaboration de l'esprit pour devenir connaissances, empruntent et empruntent beaucoup de ce qui est propre à l'essence spirituelle. Les procédés intellectuels, dit M. Charles Robin, font corps avec le reste de la science, tellement que l'histoire montre l'exposition d'une *idée générale* juste, reconnue comme équivalente ou supérieure à celle des faits.

Quels sont donc ces procédés intellectuels, ces idées générales? Ces procédés se résument dans la dialectique synthétique et intuitive, et ces idées dans des concepts morphodynamiques dont nous allons caractériser les principaux. L'idée de *série* est peut-être le plus important. Soit qu'il considère les espèces minérales ou chimiques, soit qu'il considère les espèces animales ou végétales, l'esprit les range en série. C'est la forme sous laquelle il conçoit l'*en-*

semble des êtres. Il établit entre eux une continuité semblable à celle des séries de l'algèbre supérieure. Il ordonne les forces et les qualités dans une progression continue et hiérarchique dont la raison virtuelle est la perfection, en ce sens que les êtres s'élèvent d'autant plus dans la série qu'ils se rapprochent davantage des conditions de ce qui est parfait : l'intelligence. Cet ordre est si lumineux que Gerhardt a renouvelé magnifiquement la chimie contemporaine en y introduisant la notion de série. Les rapports vrais et les caractères réels des corps ont été par là déterminés avec une précision nouvelle. Cette conception s'impose avec tant de force à l'esprit du savant qu'il a une tendance aussi spontanée qu'irrésistible à remplir les vides qu'il remarque dans la série, à imaginer pour cela des espèces rationnellement possibles. De la sorte, il prévoit d'avance l'existence de tel être inconnu dans la réalité, comme il prévoit d'après les lois de la mécanique céleste l'existence d'une planète qui n'a pas encore été observée. Cette doctrine que Leibniz avait déduite du principe de continuité et de celui de la raison suffisante a été d'une incontestable fécondité dans les sciences. En voici un récent exemple tiré de la chimie : « La synthèse des corps gras neutres, dit M. Berthelot, ne permet pas seulement de former artificiellement les quinze ou vingt corps gras naturels connus jusque-là, mais elle permet encore de prévoir la formation de plusieurs centaines de millions de corps gras analogues... Tout corps, tout phénomène, représente pour ainsi dire un anneau compris dans une chaîne plus étendue de corps, de phénomènes analogues et corrélatifs... Nous pouvons prétendre sans sortir du cercle des espérances légitimes à concevoir les types généraux de toutes les substances possibles et à les réaliser (1). »

Un autre concept général est justement celui du *type*. On ne saurait mieux définir le type que par la vieille expression d'*être de raison*. En effet, c'est une collection d'élémens qui se soutiennent dans une disposition harmonique, de façon à former un tout conçu par la raison comme parfait. Cet être idéal et rationnel, répondant à certaines conditions de fixité, de nécessité et de généralité, devient un modèle, un exemplaire auquel l'esprit rapporte et compare les êtres existant hors de lui-même. L'esprit a ainsi le pouvoir d'abstraire de la réalité des conditions qu'il associe dans un ordre plus pur, plus clair et plus vrai en somme que celui qui se manifeste extérieurement. On peut ajouter que la création des types est chez lui un impérieux besoin; il le montre dans les sciences aussi bien que dans la littérature et les beaux-arts. Il ne saisit la réalité qu'en la ramenant à des idées, c'est-à-dire à des ensembles où le rapport

(1) *Chimie organique* 1860, t. II, p. 809 et suiv.

mutuel des parties est parfait. En chimie, comme en zoologie, comme en botanique, le type est le concept fondamental au point de vue taxonomique. Les grandes découvertes contemporaines, particulièrement les découvertes récentes de la chimie organique, l'ont bien fait voir. Elles procèdent toutes d'une théorie spéculative sur la structure éminemment rationnelle des choses. La vraie philosophie de l'esprit est peut-être dans l'étude de ces concepts fondamentaux de l'entendement, comme la vraie philosophie de la nature est dans l'étude des forces primordiales se manifestant par les phénomènes sensibles du monde qui nous est extérieur. On arrive ainsi par une nouvelle voie à la confirmation des idées de Leibniz, car ces concepts généraux, ces expressions logiques, ces universaux, d'une part démontrent dans l'esprit ces aptitudes innées dont Leibniz voulait constituer la philosophie première, de l'autre impliquent dans la nature une tendance au développement, à la métamorphose et à la perfection, c'est-à-dire un ressort intelligent.

Une école brillante de mathématiciens et de physiciens s'est élevée récemment contre les doctrines dont on vient de suivre le progrès dans les sciences de la nature. On professe dans cette école un cartésianisme exagéré, contestant toute réalité aux forces intimes, aux spontanéités, aux entéléchies, aux monades. C'est un retour avoué au géométrisme avec toutes ses rigueurs, et aussi avec toutes ses illusions. On y proscrit l'attraction et l'affinité sous prétexte qu'il est impossible de se représenter ces énergies sans imaginer dans la matière une multitude de petites mains qui s'accrochent. On y met tout en formule, et on y proclame chimérique ce qui n'est pas susceptible d'être exprimé mathématiquement. On y définit la *force* le produit mg de la masse par l'accélération, et la *force vive* le produit mv^2 de la masse par le carré de la vitesse. — Remarquons d'abord combien il est peu philosophique d'envisager comme des produits ce qu'il y a au monde de plus simple et de plus irréductible, d'emprisonner dans les limites rigides d'un monôme la vivante palpitation de l'infini et de l'absolu dans les choses. En second lieu, il semble que vouloir définir la force par un algorithme, c'est imiter celui qui prétendrait que les flèches dont on se sert dans les schèmes géométriques pour figurer la direction des forces sont l'image exacte de celles-ci. Le chiffre est le signe de la quantité, la ligne celui du mouvement. La force est autre chose que la quantité, autre chose que le mouvement; mais supposons les définitions convenables : on peut demander quelles sont les causes qui, dans la masse, déterminent l'accélération, la vitesse, la résistance. Or il est impossible de ne pas rattacher ces causes à un principe supérieur au géométrique, à une spontanéité plus ou moins analogue à l'effort qui chez nous précède l'action. On est toujours ra-

mené ainsi, quoi qu'on fasse, aux monades actives dont les infinies variétés, les infinies relations et les infinis mélanges produisent tout. Les savans auteurs auxquels nous faisons allusion essaieront vainement de réduire à des fonctions déterminées de l'espace et du temps ce qui est essentiellement opposé à l'espace et au temps, la force, et de faire que nous n'ayons point de la résistance dynamique des élémens du monde une conscience aussi nette que celle de notre effort individuel pour l'équilibrer.

Il est facile d'indiquer la cause de ces abus spécieux des considérations géométriques et mécaniques dans la philosophie de la nature. Cette cause est l'ignorance des faits biologiques dans lesquels se révèlent d'une manière spéciale la spontanéité profonde et la réalité des forces consubstantielles aux corps. La géométrie et la mécanique, dans leurs spéculations, séparent les points matériels d'avec les forces, tandis que la biologie apprend à les conjoindre dans une indestructible et nécessaire unité. La science des mouvemens et de leurs figures ne nous montre que les dehors de l'universelle énergie. La science de la vie au contraire nous en dévoile le fonds agité et le beau dessein. Tel est le précieux, l'immense service qu'elle rend au savoir et à la dialectique. Descartes et ceux qui de nos jours essaient de restaurer son système en déduisant la physique de la mécanique et la physiologie de la physique, en expliquant le supérieur par l'inférieur, comme dit Auguste Comte, en proscrivant toute tentative de concevoir les principes premiers par les principes ultimes, tous ces philosophes, quel que soit d'ailleurs leur mérite, ont méconnu les leçons que fournit l'être vivant sous le double rapport physiologique et psychologique. Les témoignages de l'âme s'identifiant avec la vie leur eussent fait voir dans tout l'univers les images de l'âme et de la vie au lieu d'un aveugle et fallacieux géométrisme. Ils eussent compris que les chiffres et les figures n'expliquent pas tout, que le calcul n'est pas l'unique méthode. Ce qui explique tout, c'est l'âme, parce qu'elle seule saisit tout, ou du moins trouve en elle seule, au foyer de l'abstraction, comme de secrètes affinités avec tout. Aussi bien la gloire positive et durable de Descartes est assez grande pour qu'on ose, sans crainte d'en affaiblir l'éclat mérité, prédire l'impuissance des efforts entrepris de nos jours pour introduire dans la philosophie naturelle de faux principes empruntés à sa doctrine. Le crédit appartient de plus en plus aux idées de Leibniz, dont toutes les sciences sont aujourd'hui imprégnées. Et toute la doctrine de ce grand penseur est dans l'intime association, inconnue, ce semble, avant lui, d'une géométrie sublime et d'un vif sentiment de l'éternelle harmonie des choses.

FERNAND PAPILLON.

LES ALLEMANDS

EN BOURGOGNE

La guerre est finie, c'est à l'histoire maintenant de la juger. Dans l'enquête, désormais ouverte, où la conscience publique fera son procès à la victoire, nul témoin, s'il est sincère, ne doit être récusé, et à ce titre qu'on me permette d'apporter à mon tour une page, un mot sur les choses que j'ai vues. Pendant quatre mois, j'ai vécu en Bourgogne au milieu de l'occupation ennemie, dans une ville prise, abandonnée et reprise par les Prussiens; sous mes yeux a passé le flux et le reflux des belligérans : Badois de Werder, Silésiens de Manteuffel, Italiens de Bordone et de Garibaldi, francs-tireurs de Bombonel, Français de Cremer et de l'intrépide Bourbaki. De ce que j'ai aperçu, recueilli, entendu, il s'est formé dans mon esprit comme un groupe vivant de souvenirs, comme une scène parlante et animée que je voudrais peindre, sans aucun mélange de fantaisie ou de passion, et reproduire fidèlement pour ceux à qui ce spectacle a manqué. La plupart des Français, pendant cette guerre, ont connu les incertitudes et les angoisses d'un isolement qui rappelait les pires époques du moyen âge. Séquestrés chacun dans leur malheur personnel, dans le champ limité de leurs courageux efforts, occupés à se débattre au milieu des surprises et des périls de cette vaste mêlée, bien souvent ils ont ignoré ce que faisaient et souffraient, à quelques lieues de là, leurs compatriotes. Qu'on ne s'étonne donc pas de nous voir décrire un voyage et un séjour dans nos plus vieilles provinces, comme s'il s'agissait d'une excursion dans une contrée lointaine. Ce qu'il y a de plus intéressant et de plus nouveau aujourd'hui pour la France, c'est elle-même. Défigurée par les envahisseurs, n'offre-t-elle pas à ses propres enfans, dans cette situation navrante, un objet plus extraordinaire et plus étrange que le plus inconnu des pays étrangers ?

I.

Il y avait huit jours que les Allemands, maîtres de Dijon, se répandaient dans la Côte-d'Or, lorsque, parti du nord et traversant l'ouest et le centre, j'arrivai à Beaune et à Nuits au commencement de novembre, et me décidai à franchir l'extrême limite où s'arrêtaient de ce côté et devaient s'arrêter longtemps encore les progrès de l'invasion. Sur la route fort longue que je venais de parcourir, depuis Douai, Amiens et Rouen jusqu'aux avant-postes français de Chagny en Saône-et-Loire, au milieu de pays déjà entamés et frémissans sous la menace d'un entier ravage, plus d'un indice significatif avait frappé mes regards. Partout s'organisaient en silence des forces nouvelles et redoutables que l'ennemi feignait de ne pas voir, dont il niait avec affectation l'existence, qu'il n'a pas toujours connues en effet, et dont il a senti brusquement les coups quelques semaines plus tard. Dans le nord, l'armée future du général Faidherbe n'était encore qu'un solide noyau, agrandi chaque jour et fortifié par l'activité expérimentée du général Bourbaki. Dans l'est, le corps de Cambriels, replié sous Lyon et Besançon, y constituait, grâce à de rapides renforts, un pivot d'opérations ultérieures sur lequel a tourné, à la fin de décembre, la manœuvre hardie et mal exécutée qui a jeté 100,000 hommes de l'armée de la Loire sur la ligne de retraite de l'ennemi, a failli délivrer Belfort, et a fait trembler pendant quinze jours le grand-duché de Bade. Nos plus brillantes espérances étaient à l'ouest. Elles devaient nous flatter un instant par un beau succès, pour nous accabler ensuite de déceptions cruelles. L'armée du général d'Aurelle de Paladines, nombreuse, bien pourvue, formée de nos meilleurs débris, achevait de se concentrer, et prononçait sur Orléans un mouvement vigoureux et bien concerté qui a réussi.

Évidemment la guerre allait prendre une face nouvelle. On sortait enfin de l'état humiliant et désespéré où nous étions tombés après le désastre de Sedan, lorsque la puissance militaire de la France semblait évanouie, et que l'insolente promenade de l'ennemi rencontrait à peine, pour arrêter ses libres déprédations, quelques poignées de francs-tireurs, des mobiles sans discipline, des paysans soulevés, des gardes nationaux désarmés, c'est-à-dire les forces rudimentaires d'un peuple en enfance ou les dernières ressources d'un peuple expirant. Comme un homme renversé par un coup terrible et imprévu, notre pays, un moment étourdi sous le choc et noyé dans sa blessure, se relevait par degrés, et ramassait, pour continuer la lutte, un reste d'énergie. Des profondeurs de la France sortait un million d'hommes prêts à se jeter dans le gouffre béant,

à fermer de leurs poitrines les énormes brèches faites à la patrie. L'intermède des guérillas était clos; nous allions tenter de nouveau, avec une résolution qui par elle-même valait une victoire, les hasards décisifs et meurtriers de la grande guerre. De Lille à Tours, sur chaque point de ce vaste demi-cercle qui enserrait et déjà refoulait l'ennemi, tout respirait, non l'abattement et la ruine, mais l'ardeur des préparatifs et l'animation d'une campagne sérieuse.

A cette époque, l'armée presque seule voyageait. D'immenses convois emportaient dans une indescriptible mêlée des soldats de toute origine et de tout uniforme, et si l'agrément était médiocre de passer quarante-huit heures dans un wagon de 3e classe regorgeant d'hommes, d'équipemens et d'armes, plein de cris, de chants et de fumée, une fois qu'on avait pris son parti de l'aventure et qu'on s'accommodait aux circonstances, il y avait là pour un observateur et pour un patriote plus d'un dédommagement. Comme on le pense bien, la belle humeur, la verve guerrière abondait; ni l'hiver, déjà sensible à ces braves gens si peu vêtus, ni la légende de nos désastres, ni la chute de Metz, rien n'avait amorti chez eux la pétulante vivacité de l'esprit français. Par ces fraîches matinées de novembre, leur gaîté alerte jetait ses notes bruyantes et ses refrains belliqueux le long du chemin rapide, à travers les plaines blanchies par le givre, au milieu des villageois manceaux et normands, qui suivaient d'un œil étonné ces fuyantes et joyeuses apparitions de la patrie en armes. Tours, où je séjournai et où j'entendis crier en débarquant le décret sur la levée en masse, me fit voir un caravansérail civil et militaire. Les fantaisies les plus bizarres du costume, les parures les plus originales du courage individuel affranchi de l'étiquette, les importances affairées, chamarrées, panachées ou débraillées, la colonie flottante et sans cesse renouvelée d'une capitale d'occasion, des milliers de têtes énergiques et fiévreuses en képi, en turban, en béret, en plumes de coq, s'agitaient, défilaient, s'étalaient, se heurtaient dans un va-et-vient perpétuel.

Entre cette France encore debout qui se redressait dans un patriotisme exalté, dans un suprême espoir pour une lutte à outrance, et cette autre partie de notre pays déjà saisie par l'étranger, morne et captive sous l'étreinte du plus fort, quel contraste! Aussi n'était-ce pas sans un saisissement de curiosité douloureuse qu'arrivé au point de jonction des lignes du centre et de la ligne de Lyon, je franchis un matin, à l'aube du jour, le camp retranché de Chagny, muni de canons, étincelant d'armes, hérissé de barricades, retentissant des apprêts les plus énergiques de la défense, pour mettre le pied sur le sol à moitié envahi de la Bourgogne. En quel état allais-je retrouver ces villes aimables et libérales, cette Côte-d'Or si florissante, ces populations laborieuses que j'avais quittées dans l'éclat

et la joie de leur prospérité, appliquées aux arts féconds de la paix, livrées aux plus nobles activités et aux plus légitimes entraînemens de la civilisation moderne? Des routes désertes, des villages qu'on eût dits inhabités, des villes muettes et comme engourdies dans leur effroi prêtant l'oreille au galop lointain des coureurs ennemis lancés à l'avant-garde du pillage réquisitionnaire, par-dessus tout cela, le voile gris d'un ciel d'hiver couvrant la plaine vide et les vignes dépouillées, — tel est l'aspect qui me frappait à mesure que je m'engageais dans la contrée méridionale du département. Beaune et Nuits, qui se sont ranimées et réconfortées un peu plus tard, étaient alors sous l'impression toute vive de la prise de Dijon et dans la première terreur de l'abandon où l'armée de l'est les avait laissées. Figurez-vous un peuple de patiens qui attend l'heure du supplice.

L'Allemagne enfin m'apparut, à 6 kilomètres au sud de Dijon, sous la figure de deux dragons badois. Couverts de longs manteaux noirs, ils se tenaient en vedette, à cheval, aux deux côtés de la route, dans le fossé; l'un avait l'œil sur la côte, épiant l'éclair suspect de la carabine des francs-tireurs, l'autre surveillait le chemin de fer silencieux et le canal immobile. 100 mètres plus loin, je rencontrai un poste commandé par un officier. Ce poste avancé, qui couvrait la ville et la banlieue, s'était établi dans un grand café flanqué d'un groupe de maisons isolées. Je reconnus ce lieu, rendez-vous autrefois très fréquenté des amateurs de pèlerinages gastronomiques; je l'avais plus d'une fois remarqué quand j'habitais la Bourgogne. C'était un de ces édifices demi-manans, demi-bourgeois, où des artistes de village, désireux de s'illustrer, se sont livrés à des dépenses immodérées de peinture et d'architecture,— un de ces cabarets ambitieux qui aspirent à sortir de leur condition. Les fresques de la façade, traduisant les vers de Béranger, étalaient une apothéose de Napoléon le Grand. La pluie, la poussière du chemin, l'injure du temps, avaient singulièrement détrempé et brouillé ce badigeonnage historique admiré jadis des campagnards, et dont les restes exerçaient encore la sagacité du bivac allemand,— symbole expressif, trop véritable image de la légende napoléonienne en 1870. A 500 mètres de là, en pleine côte, au fond d'un bouquet de bois qui domine le joli village de Fixin, il y a un autre emblème plus robuste de l'ancienne popularité de Napoléon Ier; c'est une statue en bronze, chef-d'œuvre de Rude, posée dans les jardins d'un vieux soldat de l'île d'Elbe. L'homme de Sainte-Hélène expirant est couché à terre, enveloppé de son manteau impérial; sa figure, dont l'expression change avec le point de vue, est d'une remarquable beauté. Napoléon III en 1851 vint méditer là son fameux discours de Dijon et son coup d'état. — Il était huit heures du matin. L'officier, chaudement vêtu d'une vaste houppelande ger-

manique et fumant une pipe longue de trois pieds, sortit du poste et me demanda mon sauf-conduit. J'avais un certificat français attestant ma qualité de professeur; je l'exhibai, il s'en contenta, et je passai.

Je n'oublierai jamais l'apparence lugubre et désolée de la ville de Dijon, où j'arrivai une heure après. Presque tous les magasins étaient clos; de rares passans cheminaient le long des maisons, et se hâtaient d'y rentrer. Un froid noir et brumeux remplissait les rues, et l'on ne voyait se mouvoir dans cette brume que des bandes de soldats qui promenaient lourdement leurs loisirs et contemplaient leur récente conquête. Un peu plus loin, on distinguait de longues files de voitures chargées de pain, d'avoine, et d'énormes quartiers de viande crue : des paysans les conduisaient sous escorte à l'état-major de la place, où l'on procédait à la concentration méthodique d'incessantes réquisitions. Aucun autre bruit un peu sensible ne s'élevait dans la ville; tout était sourd, vague, effacé. L'oreille ne percevait que les frémissemens légers de rumeurs faibles et lointaines : on eût dit que la respiration de la cité était comme étouffée, et que la vie, diminuant par degrés, allait disparaître. Cette sensation de la solitude dans l'étendue habitée, cette impression de silence et d'immobilité sous les dehors du mouvement, dans le séjour du bruit, est d'une tristesse inexprimable. Appliquée à une ville immense, au deuil d'un grand peuple, Tacite l'a rendue avec sa concision éloquente par un de ces mots souvent cités, fort admirés, rarement compris : *dies per silentium vastus*. J'ai eu ce jour-là, dans la mesure réduite du spectacle qui s'offrait à mes yeux, un sentiment vif de l'expression de Tacite.

L'abattement dont j'étais témoin, et qui me gagna bientôt moi-même, n'était pas de l'effroi; c'était de la douleur. Huit jours auparavant, Dijon avait résisté à l'ennemi avec un courage qui, mieux dirigé, eût été plus efficace et plus heureux. Là, comme partout, ce qui avait fait défaut, c'était la capacité dans les chefs, l'unité dans le commandement, la fermeté dans la conduite. Comme partout, la tête avait trahi le cœur. De braves citoyens étaient morts les armes à la main; des officiers énergiques étaient tombés à l'avant-garde; une poignée de fantassins du 71e et du 90e de ligne, quelques chasseurs à pied du 6e bataillon, un millier de soldats en tout sans artillerie contre 12,000 Allemands appuyés de 36 pièces de canon, avaient arrêté l'assaillant pendant une journée, et lui avaient tué ou blessé plus de 1,600 hommes. « Nos pertes ne sont pas légères, » a écrit plus tard dans son rapport le général de Beyer, qui commandait l'attaque. Dijon sut honorer son malheur par la dignité de son attitude. Cette ville de 40,000 âmes, forcée de subir un ennemi

bientôt égal en nombre à sa population, le tint en respect par une réserve significative, en opposant à ses avances une froideur non démentie. Elle lui disputa tout ce qui lui pouvait être arraché, surveillant ses mouvemens, épiant ses embarras, prêtant l'oreille, malgré la police allemande, au bruit de nos lointains succès d'Orléans, de Coulmiers, de Champigny, et, dans la nuit profonde qui l'enveloppait, gardant au cœur l'espoir, non interdit alors, de la victoire etde la déliv rance. Parmi les tristesses d'une occupation prolongée, il n'en est pas de plus amère sans contredit pour un peuple intelligent et fier que de se voir tout à coup séquestré du monde entier, plongé dans l'ignorance et dans l'impuissance, arraché à la lutte, exclu du spectacle des événemens où sa destinée se joue, réduit à consulter pour *moniteur* le bulletin affiché des victoires ennemies, à lire son sort écrit dans le style et par la main sanglante de l'étranger. Pendant deux mois entiers, novembre et décembre, ce fut notre situation.

Soyons justes cependant envers nos geôliers. Nombre de villes en ont connu de plus barbares encore, et peut-être ceux-ci n'ont-ils ni épuisé tous les sévices qu'ils tenaient en réserve, ni rempli leurs instructions. Dans l'avalanche d'Allemands qui s'est précipitée sur la France, il m'a semblé que les moins étrangers à la civilisation et à l'humanité, en un mot les moins Prussiens, c'étaient les Badois, qui formaient en Bourgogne la grande majorité du corps d'armée commandé par Werder. On peut nous en croire, nous sommes devenus experts en fait de procédés ennemis; nous avons eu le temps d'apprécier les différences et de mesurer le degré d'arbitraire et d'injustice que comportent, suivant l'humeur du conquérant, les brutalités de la conquête. Qu'on m'entende bien. Tout est relatif; je n'oublie ni les maisons brûlées au pétrole et le feu mis à la main dans les faubourgs pendant l'attaque pour effrayer la défense, — ni les contributions de guerre frappées sur la ville, — ni les campagnes affamées, rançonnées, pressurées, — ni les otages enlevés, — ni les razzias exécutées en plein jour, le sabre au poing, contre des citoyens paisibles : l'histoire jugera la méthode sauvage de certains généraux et les mesures atroces de certains états-majors. Je veux parler simplement de la masse des occupans, de ceux qui, instrumens passifs d'ordres absolus, ne sont responsables que du surcroît de violence personnelle qu'ils ajoutent aux prescriptions de leurs chefs et à la barbarie du commandement. Je me suis appliqué, dans mes observations, à distinguer l'esprit du peuple, c'est-à-dire du soldat abandonné à lui-même, agissant dans sa spontanéité, de l'esprit officiel qui conduisait la guerre et présidait à l'exécution impitoyable du plan de rapine et de conquête depuis longtemps organisé

contre nous. Or voici ce qui m'a paru, et je ne crois pas que mes impressions, ainsi expliquées, provoquent un sérieux démenti.

Ces Badois, qui tenaient garnison à Dijon, étaient nos ennemis sans nous haïr. Aucun sentiment bien vif de rancune, de vengeance ou d'ambition ne les excitait contre la France; ils obéissaient à une consigne, nullement à une passion, encore moins à une idée. L'image de la grande Allemagne unie sous un sceptre prussien ne les obsédait pas, et, si elle leur venait à l'esprit, elle était loin de les transporter et de les séduire. La gloire du nouveau césar n'avait rien d'éblouissant pour eux; celle dont on les flattait personnellement ne semblait pas les enfler d'orgueil. Quand ils allaient se battre, ils appelaient cela « travailler; » c'était une tâche, ils s'en acquittaient en conscience, mais sans enthousiasme. J'oserais dire que chez quelques-uns, chez la plupart peut-être, le regret s'ajoutait à l'indifférence. En général, l'officier se montrait convenable envers l'habitant, pourvu surtout qu'on lui cédât la plus belle chambre de la maison, qu'il avait soin de réclamer; le soldat au repos, s'il n'avait pas trop bu, était inoffensif. J'ai rarement entendu parler de conflits engagés entre les bourgeois et les Allemands, de vols graves commis, d'injures faites aux personnes; j'ai eu quelquefois l'occasion de voir, lorsqu'une plainte arrivait, l'officier qui en était saisi se lever, boucler son ceinturon, prendre sa casquette, et, conduit par le plaignant ou la plaignante, infliger au coupable une punition militaire doublée d'un vigoureux soufflet.

Les Allemands, esprits méthodiques, très profonds dans l'art de vivre sur le sol d'autrui, avaient ingénieusement réparti les charges entre la ville et la campagne. La campagne, réquisitionnée, fournissait les vivres; la ville était chargée de les faire cuire. Le citadin devait au soldat le logement, le bois, l'éclairage, les ustensiles de cuisine; le paysan, lui, mettait la poule au pot. Ainsi réglées, les choses allaient leur train. De temps en temps, on cumulait les charges et on portait double fardeau; c'étaient les jours fériés de l'occupant. Chaque maison, selon son importance, logeait de cinq à cinquante soldats, et veuillez réfléchir combien ces petites habitations de la province ressemblent peu aux casernes civiles qu'on appelle des maisons à Paris! Sur la porte d'entrée, on lisait, marqué à la craie, le nombre des soldats logés avec le numéro du régiment et de la compagnie. Presque toutes les maisons, la nuit, étaient gardées par un factionnaire. Au mois de janvier, j'ai vu les turcos de l'armée de Bourbaki se garder de la sorte, bien qu'ils fussent en pays ami. Souvent, dans les longues soirées d'hiver, lorsque la neige forçait la guerre à chômer, les Badois, assis au foyer français et touchés du regret de leur foyer allemand, laissaient parler en eux la nature; ils devenaient alors expansifs, débonnaires, gens d'hu-

meur pacifique, pleins de souvenirs attendrissans : le soldat avait disparu, l'homme seul restait, toujours un peu grossier, mais sans malice, et bien plus disposé à prendre la main de son semblable qu'à lui tirer des coups de fusil. Les sentimens comprimés, mais non détruits par la discipline, s'enhardissaient alors jusqu'à se découvrir; le fond de l'âme paraissait. Je résumerai tout en ces deux mots fidèles : pour les Badois, le Français était l'ennemi de circonstance; l'ennemi de cœur, c'était le Prussien. Les officiers des deux nations s'évitaient, et les soldats ne se cherchaient guère. Détrompez-vous, si vous pensez qu'ils bénissaient la guerre et l'insatiable politique qui s'obstinait à l'éterniser. Je n'aurais pas conseillé au quartier-général de Versailles de les consulter au moyen d'un plébiscite, de mettre aux voix la question de la paix : ah! comme ils seraient partis, ceux-là, d'un pied léger, et sans nous rien prendre!

J'ai lu pendant la guerre certaines descriptions où l'on nous représentait les soldats allemands hâves, exténués, délabrés, cassés de vieillesse, ou frêles comme des enfans : les peindre sous ces traits, c'est prouver qu'on ne les a jamais bien vus. Singulier moyen pour se préparer à vaincre un ennemi, que de commencer par en faire une caricature qui ne dupe que nous-mêmes! Les troupes allemandes, robustes et bien nourries, ont des qualités d'apparence et de solidité qu'il serait puéril de contester. Leur équipement peut nous servir de modèle. Ce n'est pas le Prussien ou le Badois qui s'en irait en guerre, par douze degrés de froid et trois pieds de neige, avec un pantalon de toile, une vareuse transparente et des souliers à semelles de liége! Tout le monde a pu voir leurs vastes houppelandes en fort drap, leurs tuniques larges, leurs bottes épaisses, sans parler des pièces nombreuses qui complètent le harnachement militaire : la main d'une administration vigilante a évidemment passé par là. Cela crie bien haut qu'on ne laisserait pas fleurir et s'acclimater chez eux ces systèmes de fournitures qui consistent à fournir le moins possible et à se tailler d'amples bénéfices dans les habits étriqués et l'équipement douteux du soldat. En Allemagne, l'administration semble inventée pour le plus grand bien de l'homme de troupe; il est des pays où l'homme de troupe semble n'exister que pour la prospérité, non de l'administration, mais des fournisseurs qu'elle choisit. Je causais, il y a deux mois, avec un capitaine de turcos qui s'était battu sur la Loire, et qui traversait Dijon pour aller à Villersexel et à Héricourt. « Monsieur, me disait-il, vous n'imagineriez jamais l'étonnante quantité de chemises de flanelle, de gilets de santé et de paires de bas superposés qui couvrent en hiver un soldat prussien. J'ai fait déshabiller des prisonniers, j'ai vu dépouiller et ensevelir des morts; chacun d'eux avec sa défroque aurait pu monter un magasin. » Le facétieux ca-

pitaine, qui commandait dans la neige des soldats presque nus, exagérait sans doute un peu; il n'en est pas moins vrai que l'Allemand, déjà si bien soigné, si largement pourvu, trouve encore en lui-même un excellent intendant du bien-être de sa personne.

Je m'arrêtais souvent à considérer, non sans un mouvement de jalousie nationale, la parfaite discipline de leurs troupes, la déférence et le respect absolu du soldat pour son chef de tout grade, son obéissance exacte et prompte, non discutée; mais, je l'avoue, le sentiment de crainte et d'humilité trop visible qui s'emparait de l'inférieur en présence du supérieur était loin de plaire à tout le monde autour de moi, et n'enlevait pas d'unanimes suffrages. Il est certain qu'il y a dans le commandement de l'officier allemand, ou plutôt dans sa façon hautaine et cassante envers le soldat, des brutalités anti-françaises. Cet anéantissement du subalterne, l'inflexible orgueil d'une hiérarchie féodale, le mépris de l'impérissable dignité de l'homme, blessent à bon droit notre fierté innée et nos principes modernes. Ce serait pourtant la marque d'un bien pauvre jugement et d'une triste frivolité que de s'armer de l'abus d'institutions excellentes pour s'en moquer et les proscrire. Les hommes vulgaires, si prépondérans en France, ne voient dans l'obéissance passive du soldat sous les armes qu'un acte machinal, presque dégradant, une question de tenue extérieure, un moyen grossier d'ordre matériel; ils n'en saisissent pas le sens profond et le noble principe. La discipline militaire est l'expression et comme la figure vivante de l'esprit de sacrifice, d'immolation au devoir et à la patrie, qu'on peut appeler l'âme héroïque des armées. La science du métier n'y suffit pas; l'ordre extérieur qui en résulte est le moindre de ses effets. De là vient qu'elle est une condition essentielle et presque une certitude d'invincibilité pour les troupes dont l'énergie docile sait se plier à ses lois. Si douce que soit l'habitude de tourner en ridicule les petits côtés des grandes choses, et d'échapper par une facile critique au déplaisir d'approuver et à la peine de se corriger, en sauvant ainsi à la fois l'amour-propre et la paresse, il y a une réflexion qui doit nous avertir, un fait certain qui suffit à nous ouvrir les yeux : le soldat qui obéit le mieux chez lui est celui qui a le plus de chances de commander en pays étranger. C'est là pourtant, on en conviendra, une assez belle compensation.

Les Allemands, comme un peu plus tard les garibaldiens que j'ai vus, témoignaient d'un goût très prononcé pour la capitale de la Bourgogne. Ce séjour leur plaisait, et plus d'un ne demandait qu'à s'endormir dans un campement si doux. Impossible d'entrer dans un hôtel, à certaines heures, sans y entendre éclater les détonations des bouteilles de champagne. Ils faisaient au noble vin de Bourgogne l'injure de lui préférer, comme disent les poètes, *de*

l'Aï mousseux la liqueur pétillante. Celle-ci coulait à flots; « une bouteille par tête, c'est la moyenne, » me disait un hôtelier. Il m'est arrivé de traverser plus d'une fois la salle d'un café où se réunissaient les officiers badois, au nombre de cinquante à soixante. Inutile de dire que pas un soldat ni un sous-officier ne se hasardait à franchir le seuil, excepté pour apporter une dépêche ou pour chercher un ordre. Figurez-vous un salon où il serait permis de fumer le cigare en buvant force bière : voilà d'un mot le coup d'œil de l'assemblée. Nul éclat de voix, nul geste un peu vif; pas de ces interpellations brusques qui volent de table en table, excitent les causeries, allument la gaîté. Un ton moyen de conversation tranquille, sans notes suraiguës, se soutenait jusqu'à la fin avec une sorte de gravité animée. C'était de la gaîté classique et selon les règles, de l'entrain mesuré, un sérieux qui se déride et s'éclaircit. Quelques allées et venues, de rares échanges de propos ou de politesses, reliaient à peine les groupes distincts et séparés. Chacun demeurait parmi les siens, et, pour ainsi dire, assis à son foyer; rien n'y ressemblait à une mêlée, à une fusion : il y avait simple voisinage, et comme une confédération germanique de buveurs attablés. Le survenant reconnaissait dès la porte ses amis et ses pairs; il s'approchait correctement, et prenait place après force saluts et complimens, ainsi qu'il se pratique entre gens bien appris, mais un peu guindés. Le départ était aussi cérémonieux que l'arrivée. Entrait-il un chef d'un grade élevé, vous eussiez vu l'assemblée, comme poussée par un ressort, se mettre sur pied, et se tenir dans un respect silencieux jusqu'au moment où le personnage, en s'asseyant lui-même, faisait signe à tout le monde de l'imiter. Ces officiers, d'une mise sévère et irréprochable, rasés de frais, avec de longs favoris, ayant l'air *gentleman* et non l'air cavalier, figuraient à nos yeux des hommes du monde en habits militaires bien plus que de vrais hommes de guerre par état et par vocation. Si braves qu'ils soient, il ne saurait venir à l'esprit de leur appliquer, en les voyant, cette expression familière qui chez nous va bien, même au général, quand il la mérite : « voilà un rude soldat! »

Les jours s'écoulaient, et l'occupation allemande, pareille aux mauvais gouvernemens, loin de se consolider, s'affaiblissait par sa durée. La défense, un instant languissante, avait pris l'offensive. Une nuée d'assaillans invisibles infestait les routes, harcelait les convois, menaçait de couper à l'ennemi sa ligne de retraite. Les expéditions qui sortaient de la ville, semblables aux sorties d'une troupe assiégée, rentraient avec des succès très légers et des pertes très graves. Les crêtes boisées dont ce département montagneux est hérissé pétillaient d'une fusillade incessante; tous les jours, on entendait le canon gronder. Garibaldi, vainqueur des Allemands à

Autun, lançait des éclaireurs jusqu'en vue de Dijon. Le général Cremer, avec une division avancée de l'armée de l'est, campait à Beaune, à Nuits, à Gevrey. Les envahisseurs, envahis à leur tour, se tenaient sur un perpétuel qui-vive, et je me souviens encore de ces prises d'armes subites qui, nuit et jour, mettaient la ville en émoi. Je vois encore, sur une nouvelle apportée à fond de train par des estafettes dont le galop sonore ébranlait les rues désertes, un mot d'ordre courir de porte en porte à dix heures du soir, réveiller les soldats endormis, puis, en moins d'une demi-heure, la garnison entière, infanterie, cavalerie, artillerie, rouler avec ses caissons et ses équipages à travers la ville obscure par un ciel pluvieux, et aller camper sur une route stratégique tracée par elle, pour éviter le péril d'une insurrection populaire combinée avec un coup de main du dehors, qui semblait imminent. Comme tous les pouvoirs qui se sentent malades, l'ennemi prenait de l'humeur. Devenu ombrageux et colère, il molestait l'habitant, il emprisonnait les curieux inoffensifs, il interdisait la circulation passé neuf heures : le Badois aigri tournait au Prussien.

C'est dans ces circonstances qu'eut lieu, le 18 décembre, l'affaire de Nuits, diversement racontée par les journaux du temps. Résolu de sonder une situation que chaque jour empirait, le général Werder dirigea sur trois colonnes contre la division Cremer un mouvement offensif et convergent, qu'il appelle dans son rapport « une forte reconnaissance. » Il y engagea près de 15,000 hommes. Les Français en comptaient 8 ou 9,000 au plus. La vérité est que ce ne fut pour personne un franc succès. Un bataillon de mobiles lâcha pied; nous perdîmes 500 prisonniers, qui ne tardèrent pas, dit-on, à s'échapper. Le reste de la division française tint ferme; l'artillerie, habilement manœuvrée, écrasa l'ennemi. Une charge à la baïonnette, exécutée dans un faubourg de la ville, fut un des incidens heureux et brillans de la bataille. On cite aussi 150 francs-tireurs qui, barricadés dans une ferme voisine, tuèrent 600 Badois. Il fallut deux régimens et quatre pièces de canon pour les réduire. C'est là que fut blessé grièvement le prince Guillaume de Bade. Les Français évacuèrent Nuits, mais les Allemands n'y restèrent pas. Des deux côtés, après le choc, on se replia. Nous avions perdu en tués et blessés environ 3,000 hommes : la perte de l'ennemi était double. J'ai vu revenir à Dijon les troupes allemandes dont les bulletins chantaient victoire; ces prétendus vainqueurs étaient consternés. Dans toutes les maisons où logeaient les soldats, il manquait des hommes à l'appel. Les survivans rapportaient du champ de bataille une impression terrible. Par des gestes expressifs, ils essayaient de peindre à nos yeux le sang versé à flots et les cadavres amoncelés dans leurs rangs. Les rares offi-

ciers qui parurent à leur café le soir étaient mornes et silencieux. Pour soutenir leurs soldats qui pliaient, ils avaient dû payer énergiquement de leur personne; le feu des Français embusqués sur les hauteurs qui dominent la ville les avait décimés. Il n'y a jamais eu de victoire aussi lugubre et d'un aspect aussi peu triomphant. Personne ne s'y trompa; l'occupation prusso-badoise en Bourgogne se sentait frappée à mort; ses jours étaient comptés.

Le 27 décembre, à neuf heures du matin, il n'y avait plus dans la ville un seul ennemi. On apercevait à 2 kilomètres les dernières colonnes, qui s'éloignaient dans la direction de l'est. Dijon, en s'éveillant, se retrouvait libre et redevenait français. C'était le premier résultat du mouvement stratégique de Bourbaki. Werder, informé à temps, se dérobant au péril certain d'être enveloppé et pris, franchit la Saône, grâce à une avance de trente-six heures au plus, évacua rapidement Gray, Vesoul, Villersexel, et ne s'arrêta, comme on sait, qu'à Héricourt.

Pour nous, à qui l'avenir échappait, tout entiers au présent et à la délivrance, la scène allait brusquement changer. Tenue au secret depuis deux mois par 30,000 Allemands, la ville allait retentir pendant plusieurs semaines du défilé de 100,000 Français et Italiens. La jeune armée de la république allait déployer sous nos yeux ses uniformes bigarrés, son ardeur patriotique, ses bataillons variés et nombreux, son inexpérience en partie couverte et rachetée par sa valeur. On rentrait dans la vie, dans la noble activité du patriotisme, et, nous le pensions du moins, dans la joie durable de légitimes espérances.

II.

D'heure en heure, les présages favorables se multipliaient. Les inquiétudes, qui, après la secousse de ce bonheur inattendu, restaient au fond de notre émotion, allaient en se dissipant. Rien de ce qui annonçait la patrie recouvrée et le territoire affranchi ne nous trouvait indifférens. Les moindres objets, les plus vulgaires, dès qu'ils reparaissaient après une longue absence, transformés par nos sentimens intimes et, si je puis dire, par le ciel nouveau qui brillait sur nos têtes, avaient le don de nous intéresser et de nous plaire. Il n'était pas jusqu'à la vue des campagnards accourant en famille sur leurs charrettes, ou des lourdes pataches et des omnibus rustiques venus des arrondissemens voisins, qui ne fût agréable au regard, comme un indice de renaissance et de facile circulation. Ils étaient à leur manière des courriers de bonnes nouvelles, des messagers de victoire, des hirondelles de liberté. — Vers midi, le clairon se fit entendre; il précédait les francs-tireurs.

L'agile garnison de la montagne avait aperçu, du milieu de ses fourrés, le départ précipité et la longue traînée de l'émigration badoise couvrant les routes de l'est. Aussitôt ces guetteurs infatigables, nuit et jour à l'affût des défaillances de l'ennemi, ces loups de la forêt, nourris de frimas, guidés par l'instinct d'une haine infaillible, tous ces rusés et ces intrépides qui avaient semé de cadavres allemands les défilés de la Bourgogne et rougi du sang de l'envahisseur les neiges de décembre, descendirent en foule des hauteurs voisines, et vinrent, pour quelques heures du moins, se ravitailler et se réconforter dans la ville. Ils accouraient de tous les points de l'horizon, de tous les bois du département: ours de Nantes et des Pyrénées, chasseurs de l'Isère, de la Drôme et de l'Ardèche, tirailleurs républicains, volontaires du Rhône et de l'Allier, éclaireurs marseillais, fédérés de la mort, les contrastes les plus frappans du costume, de l'âge, de la taille, du pays, du drapeau, de l'opinion, s'y trouvaient représentés. Le colonel Bombonel, par son ascendant accepté bien plus que par son titre, maintenait un certain ordre et une apparence d'unité dans ces bataillons disparates, dans cet ensemble plein de vie, mais incohérent. Ils se succédaient du matin au soir sur la place semi-circulaire qui fait face au vieux Palais-des-Ducs : notre curiosité sympathique les y passait en revue. La campagne d'hiver les avait moins éprouvés qu'on ne pouvait le craindre. Ce qui dominait au contraire dans ce mouvant panorama militaire étalé sous nos yeux, c'était la vigueur, la santé, la bonne mine. Tout respirait l'ardeur et la résolution sur ces visages hâlés par le bivac et fouettés par la bise. Bien armés, suffisamment équipés, beaux à voir sous les armes avec leur tournure martiale, avec leur vive et alerte façon de manier la luisante carabine, ils avaient déjà quelque chose de l'aplomb des vieilles bandes. Quels magnifiques élémens d'infanterie légère la France possédait là! L'instinct profond de la Prusse ne s'y est pas trompé, et les ressentimens dont elle a poursuivi les francs-tireurs nous doivent être un avertissement. Dans cette rancune de l'ennemi, voyons tout ensemble une colère contre le passé et une crainte pour l'avenir. On a compris qu'il y avait là une force d'une supériorité toute française, inimitable à la Prusse, et qui, développée avec soin, organisée avec intelligence, pourrait nous fournir une première compensation à nos récens désavantages. L'Allemand, né fantassin et « lignard, » excellent tireur, est un détestable franc-tireur. La vie d'aventures et de privations lui répugne. Lourd, méthodique et gastronome, il faut qu'il trouve le comfortable dans la guerre pour y déployer tous ses moyens. L'Allemand, c'est le type réussi et perfectionné du sédentaire.

Le repos des francs-tireurs à Dijon n'était qu'une halte. A peine

avaient-ils respiré dans la ville un air plus doux, que Bombonel les lançait dans l'est comme enfans-perdus de Bourbaki. — Moins de quarante-huit heures après le départ de Werder, le général Cremer faisait son entrée avec 12,000 hommes d'infanterie et 42 pièces de canon. Notre impression fut médiocre. Il y avait là de l'infanterie régulière trop jeune, des mobiles trop turbulens, et des mobilisés sans enthousiasme. Le commandement, surtout dans les grades inférieurs, était verbeux et dépourvu d'autorité. L'incohérence, l'oubli des ordres, la lenteur et la maladresse à les exécuter, se trahissaient dans les moindres détails. Mille ressorts secondaires de la vaste machine jouaient mal, ou ne jouaient pas du tout. J'en conçus dès lors un fâcheux augure, et les discours que j'entendais tenir le soir aux soldats n'étaient pas faits pour dissiper mes craintes. L'armement était bon, l'artillerie en parfait état; mais quelle armée court-vêtue! Quand le pâle soleil de Noël s'éclipsait, quand la bise, sifflant dans le ciel noir, durcissait la neige amoncelée, on avait le cœur serré en voyant ces pauvres gens grelotter sous leurs minces vareuses et dans leurs pantalons d'été! Quelques-uns, les plus riches, portaient des couvertures sur leur sac ou des capuchons rabattus sur leur tête; j'aperçus même des houppelandes garnies de fourrures. Le plus grand nombre, ouvriers et paysans de la veille, s'enveloppaient la tête ou les mains de leurs gros mouchoirs rouges ou bleus, et piétinaient la neige en guêtres grises jusqu'au moment du défilé. Que de fois, pendant la terrible première quinzaine de janvier, ce douloureux spectacle ne s'est-il pas renouvelé sous nos yeux! Que de fois j'ai rencontré nos jeunes soldats, à toute heure du jour ou de la nuit, dans les rues de la ville, les uns revenant de la distribution avec un quartier de pain gelé au bout de leur baïonnette, les autres, fraîchement débarqués, sans billet de logement, arrêtant les passans à dix heures du soir, et réduits à leur dire : « Monsieur, voulez-vous nous loger? Nous ne demandons pas de lit; un endroit clos, avec de la paille, nous suffira. » Par un froid de 12 degrés, il nous arrive un beau matin trois bataillons de turcos. Vêtus à la mode africaine, pour une température de Tlemcen ou de Mascara, sans bas, le col nu, la plupart sans chemise ou n'en possédant qu'une qu'ils portaient depuis un trimestre, ces hommes de fer, secoués de rhumes violens, toussaient à fendre l'âme. Ils prirent d'assaut, mais l'argent à la main, la boutique d'un pharmacien. Dijon, bien qu'épuisé par le séjour des Allemands, trouva dans son patriotisme de suprêmes ressources. Les plus pauvres habitans partageaient leur repas avec les soldats, les riches en nourrissaient de dix à quinze par jour : on lavait leur linge, on garnissait leur sac. Enfin chacun, selon ses moyens et son inspiration, s'employait à les réchauffer et à les ravitailler.

Gardons-nous ici de ce penchant à l'exagération, si naturel à l'esprit français, surtout au lendemain d'un revers, et quand la passion politique vient s'en mêler. Tout n'était pas défectueux dans le vaste effort qui improvisa en hiver 600,000 soldats; à côté des misères que je n'ai pas dissimulées, il se dégageait de cet ensemble si compliqué des motifs d'espoir et des élémens de vigueur qu'il faut reconnaître et constater. Malgré les privations, le moral n'était pas atteint sérieusement. En tenant compte des défaillances partielles, il y avait dans la masse un sentiment réfléchi du devoir, un amour raisonné du pays qui, suppléant en une certaine mesure à l'imperfection de la discipline et à la faiblesse du commandement, donnait à l'armée nouvelle un degré de consistance déjà sensible, et qui, sur plus d'un point, lui a permis d'ébaucher la victoire. N'est-ce rien que cette expérience tentée dans d'aussi tristes conditions sur l'énergie de la nation? Parmi les troupes qui ont succédé à la division Cremer, nous avons pu voir des bataillons de mobilisés, — ceux du Jura par exemple, — dont la tournure martiale et la robuste apparence offraient un coup d'œil consolant. Formés d'hommes vigoureux et de haute taille, solidement équipés, on eût trouvé difficilement dans leurs rangs quelques soldats chétifs et de petite mine. La qualité physique des troupes y était bien supérieure à notre infanterie de ligne, même régulièrement constituée.

Vers le 10 janvier, les dernières troupes de l'armée de l'est avaient quitté Dijon. On attendait l'armée des Vosges. — Forte d'environ 30,000 hommes, elle venait avec son chef occuper la ville et s'y établir pour défendre la ligne de Lyon contre les entreprises des troupes prussiennes qui, détachées du centre, filaient par Auxerre, Avallon, Montbard, Châtillon, et couraient au secours de Werder. Nous étions impatiens de voir Garibaldi. Bien qu'un peu blasés sur le pittoresque et la couleur, « les chemises rouges, » poétisées depuis vingt ans par les journaux, avaient conservé à nos yeux le prestige de la nouveauté. Ma curiosité, vivement excitée, subit pour commencer un court désenchantement. C'est l'ordinaire éclipse de l'idéal dans sa première rencontre avec la réalité. Je m'étais toujours représenté le garibaldien comme un type de la force inculte et négligée; je me figurais que j'allais voir des visages balafrés, cicatrisés, noircis par la poudre et par l'inclémence du ciel, quelque chose de sauvage et de hérissé, sentant la guerre d'embuscade et l'existence aventurière; je m'apprêtais à saluer des loques héroïques, ou tout au moins des habits rouges par la victoire « usés. »

Quelle ne fut pas ma surprise quand je me trouvai face à face avec le superbe état-major des légions garibaldiennes! Frais et roses, le teint légèrement enluminé, la moustache cirée et lustrée, les officiers garibaldiens portaient avec majesté des manteaux d'é-

carlate d'une rare finesse et d'un éclat immaculé. La pourpre d'un cardinal n'a pas de plus purs reflets. Un pantalon gris bordé de rouge et les bandes grises du manteau complétaient le costume. Un bonnet rouge à large galon d'or, avec une courte aigrette, était posé élégamment sur les boucles de leurs cheveux noirs. A cet aspect, devant le groupe imprévu, les conversations cessèrent; l'éclair d'une même pensée jaillit de tous les yeux : ce luxe italien se fourvoyait dans notre dénûment français. Je ne sais si les garibaldiens le comprirent; mais à leur contenance pénible il était évident que leur succès les gênait. Heureusement les Prussiens leur fournirent une prompte occasion de rentrer en grâce auprès de l'armée française, et de se faire pardonner la richesse intempestive de leurs uniformes. Je veux parler de l'attaque tentée contre Dijon les 21, 22 et 23 janvier.

Voilà encore un de ces événemens militaires à double face où, selon le point de vue, les uns aperçoivent un succès et les autres découvrent un échec. C'est comme la bataille de Toulouse, que le maréchal Soult perdit et gagna pendant quarante ans dans les journaux. J'exprimerai, si l'on veut bien, mon avis, très incompétent, mais sincère. D'abord nous fûmes surpris; c'est la règle. Les Prussiens, enlevant les postes de francs-tireurs disséminés dans les gorges boisées où coule le petit ruisseau du Suzon, débouchèrent tout à coup vers midi, à une portée de chassepot, des villages fortifiés de Fontaine et de Talant, qui dominent la ville. Ces hauteurs, garnies d'artillerie, les arrêtèrent. Pendant ce temps-là, les clairons sonnaient à tous les coins de rue, et la garnison, rassemblée à la hâte, accourait. L'action s'engagea vivement. Il y eut de part et d'autre beaucoup de morts et de blessés. Indécise le premier jour, la bataille recommença le lendemain, et l'on croyait l'ennemi en retraite lorsque, reparaissant pour la troisième fois et évoluant du nord à l'est, il vint tâter la position sur un point plus faible. C'est là qu'on lui prit un drapeau que j'ai vu porter triomphalement dans la ville. Dans toutes ces rencontres, les légions garibaldiennes se battirent avec intrépidité, et nos mobilisés les imitèrent. Garibaldi en personne dirigeait tout. Assis sur une chaise, — ses infirmités ne lui permettant pas de monter à cheval, — il gouvernait la bataille du haut du plateau de Talant, que balayait le canon ennemi. Un boulet faillit emporter sa voiture. Plusieurs fois il reforma ses troupes sous le feu et donna l'exemple de ce mépris des balles qui, dans un chef, électrise le soldat. Tel est l'aspect des choses et leur noble apparence; mais ici se pose une question. L'attaque des Prussiens n'était-elle pas une feinte, une démonstration ayant pour but de masquer un mouvement plus important? Dès le second jour, cette idée me traversa l'esprit. Dans la conduite de l'affaire, je ne recon-

naissais pas l'ordinaire prudence de l'ennemi. Inférieur en nombre et en artillerie, — il n'avait guère que douze pièces de canon, — comment s'opiniâtrait-il contre une position si bien gardée? On sait d'ailleurs que pendant ces trois jours le général de Manteuffel était à Fontaine-Française, et que son corps d'armée exécutait des marches forcées par des chemins de traverse dans la direction de Dôle pour couper la ligne de Besançon et cerner Bourbaki. Garibaldi a-t-il donc été joué? J'incline à croire que ses instructions se bornaient à la défense de Dijon, et il les a remplies. L'état des forces dont il disposait ne lui permettait point une expédition importante en rase campagne; il eût fallu un second corps d'armée pour arrêter Manteuffel, et le succès de l'ennemi doit être, ce me semble, imputé beaucoup plus au vice de la situation qu'aux erreurs accidentelles de certains hommes. Ajoutons que l'affaire de Dijon, sans être poussée à fond, ne laissa pas que d'être chaude; dans mon opinion, l'ennemi poursuivait un double résultat : prendre la ville et détourner par cette attaque l'attention des stratégistes français. Des deux avantages qu'il espérait, il en est un qui lui a manqué.

Dijon, fort ému pendant ces trois jours et en grand danger d'être pillé, si l'ennemi eût réussi, acclama Garibaldi comme un sauveur. Je vis, peu de jours après, le général au moment où, descendant le perron de l'hôtel de la préfecture, il gagnait sa voiture pour aller passer la revue de ses troupes. Il marchait péniblement, et tous ses gestes étaient difficiles. Sa figure fatiguée accusait une souffrance intérieure. L'effectif des légions garibaldiennes en garnison à Dijon équivalait à une division d'infanterie française. Notons un point qui a son importance : sur 100 « chemises rouges, » on comptait 75 Français, soit engagés volontaires, soit soldats incorporés par ordre du gouvernement. L'élément italien ne dominait que dans les hauts grades. L'uniforme était la vareuse ou chemise écarlate, le képi de même couleur et le pantalon à volonté, ordinairement gris. Une foule d'estafettes et d'éclaireurs à cheval tenait lieu de cavalerie. La discipline des légions était celle d'une armée régulière; l'obéissance y présentait ces deux caractères essentiels : la promptitude silencieuse et le respect. L'ascendant prodigieux de Garibaldi communiquait de l'autorité aux moindres chefs, et se faisait sentir à tous les degrés du commandement. En vrai soldat, Garibaldi attachait un haut prix à la bonne renommée de ses troupes, et, pour l'assurer, il ne négligeait aucun détail. En voici une preuve que le hasard m'a fait connaître. Depuis que la ville était rentrée au pouvoir des troupes françaises, nos soldats allaient, venaient, entraient partout sans quitter leur fusil, qui était fort souvent chargé. De là des détonations intempestives et des accidens. Saisi d'une plainte, Garibaldi interdit le port des armes en dehors des exercices, et le soir

même du jour où avait paru la défense, ses aides-de-camp parcouraient les établissemens publics pour veiller à la stricte exécution des ordres du général.

Nous en étions là en Bourgogne, vivant dans une sécurité conquise par la valeur de notre garnison, lorsque la nouvelle de l'armistice tomba au milieu des espérances excessives qu'une victoire, très importante pour la ville, mais sans résultat pour la France, avait excitées. Quel désappointement et que de colères dans les légions! Mais l'heure était venue où le dénoûment fatal, si longtemps suspendu, et qui avait pu sembler conjuré par l'effort d'une volonté héroïque, devait se précipiter avec une puissance irrésistible. Le 31 janvier, l'armée des Vosges, menacée d'être coupée sur la Saône, quittait Dijon à la hâte avec son artillerie et ses bagages; le lendemain matin 1er février, la malheureuse ville, occupée par l'avant-garde de Manteuffel, voyait reparaître sur ses places et rentrer dans ses foyers le tenace ennemi dont elle se croyait à jamais délivrée. Je serai bref sur cette seconde occupation, qui d'ailleurs n'a pris fin qu'après mon départ. Il me suffira d'en marquer d'un trait le caractère. Malgré l'armistice, dont nous étions exceptés, il est vrai, malgré le sentiment général d'une paix prochaine et la détente des esprits, cette invasion, non plus badoise, mais très prussienne, fut plus insolente et plus dure que la première. Elle commença par un essai de pillage. Le premier régiment qui entra dans la ville était celui qui avait perdu son drapeau le 23 janvier; sans doute, en prévision d'une résistance nouvelle, des promesses avaient été faites aux soldats, et, le départ de Garibaldi ayant supprimé la lutte, il leur en coûtait de renoncer au butin espéré. On avait ordonné aux habitans de leur servir à déjeuner; nos hôtes firent ce qu'ils purent pour emporter le couvert. Malheur à l'argent trop visible, aux tables bien garnies et aux tiroirs mal fermés! Pénétrant en bande chez les marchands pendant que quelques-uns discutaient les prix, la troupe faisait main basse sur les objets et dévalisait le magasin. Heureusement ils partirent ce même jour, laissant l'œuvre ébauchée : le temps avait fait défaut; ils n'avaient pu qu'effleurer du bout des doigts le bien d'autrui. Les régimens qui suivirent se montrèrent plus retenus, la propriété fut respectée des soldats; en revanche, leurs généraux l'attaquèrent. Quand je partis, le 15 février, l'alarme était dans le département; à Beaune, à Nuits, au relais des diligences, on entourait les voyageurs venant de Dijon, on les questionnait avec anxiété : l'ennemi méditait un nouveau coup de finance, et le préfet, avec une louable énergie, s'efforçait de le parer ou de l'adoucir. On parlait d'une capitation de 25 francs, de 50 francs par personne, ou tout au moins par électeur; puis cela se réduisait à une contribution générale de plusieurs millions dont on

devait frapper un département qui pendant trois mois avait nourri 30,000 Allemands! Je ne sais ce que cela est devenu, si l'on a payé en numéraire ou en nature, et si les grands crus de la Bourgogne, comme le bruit en a couru, ont servi de garantie. Le moyen d'opposer à ce brigandage une résistance efficace? Le génie de la rapine était couronné par la victoire.

A l'instant même où je montais en voiture pour quitter cette ville tant éprouvée, je venais d'apercevoir le chef de la seconde occupation, le général de Manteuffel, entouré d'un brillant état-major; il allait de l'hôtel de la préfecture à la place d'armes pour y passer une grande revue, et, tout en marchant, il considérait le vieux Palais-des-Ducs avec une extrême attention. Était-ce convoitise? était-ce curiosité? Si pénible que fût pour moi ce dernier coup d'œil, il se mêlait pourtant à cette amertume un sentiment viril et consolant qui saisissait l'âme, au milieu de ses tristesses, pour la raffermir et la relever vers l'espérance. Un séjour de quatre mois en pleine invasion m'avait du moins permis d'observer de près et d'étudier le cœur du peuple envahi. Là j'avais vu, à côté du spectacle navrant de la domination étrangère, la vigueur morale d'une population qui, sous la menace de l'occupant, sous l'insulte du bonheur implacable de l'ennemi, n'avait cessé de protester contre les échecs d'une guerre dont la France était innocente, et qui, tout en se résignant aux pertes matérielles de la défaite, en rejetait avec horreur l'outrage immérité. Là aussi, pendant les cinq semaines où la liberté nous fut rendue, j'avais été, comme tant d'autres, le témoin ému du dévoûment de la vaillante jeunesse accourue de tous les points du territoire pour nous défendre. Combien de fois, dans les revues et les défilés de cette armée inexpérimentée, mais brave, n'avais-je pas entendu ce cri arraché à l'orgueil des spectateurs : « ah! si le temps ne nous manquait pas! » Le temps, de tous nos alliés le plus indispensable, et celui qui nous a le plus cruellement trahis! Partout sur la route, aux stations nombreuses que nous imposait un dernier caprice des Allemands, je retrouvais la conscience profonde de la nécessité d'une paix immédiate, comme aussi une protestation indignée contre la fatalité, qu'on sentait inexorable. Cette révolte généreuse des âmes, cette vigueur morale, latente et invincible sous des ruines dont le fardeau ne suffisait pas à l'opprimer, ce principe de vitalité qui se dégageait du milieu de nos désastres retrempé en quelque sorte par cet apparent affaiblissement, ce sont là des signes qui doivent nous faire attendre un avenir meilleur pour le pays.

CHARLES AUBERTIN.

LES

RÉCENTES EXPLORATIONS

DE LA CHINE

VOYAGE DE PÉKIN A L'OURATO EN MONGOLIE.

I.

Les professeurs-administrateurs du Muséum d'histoire naturelle avaient exprimé le désir de voir s'effectuer un voyage d'exploration dans les provinces occidentales de la Chine. La science ne possédait aucune donnée sur cette région, et le Kan-sou avec les pays limitrophes était particulièrement désigné par la situation géographique; mais de ce côté toute entreprise devait être ajournée, la rébellion s'étant propagée dans les campagnes. D'ailleurs le père Armand David tenait beaucoup à visiter l'Ourato, un massif de montagnes de la Mongolie dont on lui disait merveille (1). En Asie comme en Europe, lorsqu'on semble rechercher les beautés de la nature, les gens ignorans ne manquent jamais d'affirmer qu'il faut aller plus loin, si l'on veut être satisfait. Le pays éloigné, c'est plus ou moins l'inconnu, et l'inconnu ouvre la carrière à l'imagination, toujours prompte à grossir ou à embellir les objets. A Pékin même, il était impossible de se procurer des renseignemens exacts sur un territoire situé à la distance de 200 lieues. Les Chinois ne comprennent pas les plaisirs du touriste; ils regardent avec une égale indifférence les sites les plus monotones et les paysages les plus gracieux, et ils ne prennent pas le moindre souci des productions naturelles. Si plusieurs centaines de plantes et quelques animaux se trouvent

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

mentionnés dans les livres, c'est exclusivement au point de vue de la médecine qu'on s'en occupe, et le choix n'est pas dicté par l'expérience. Comme autrefois parmi nous, on attribue des propriétés curatives à certains végétaux d'après l'idée seule qu'il doit exister des remèdes efficaces contre toutes les maladies. Le médecin chinois n'a jamais observé la plante dont il ordonne l'usage; il connaît la racine ou la fleur sèche qu'on livre au consommateur, et au céleste empire c'est faire preuve d'une grande science.

Un voyage à l'Ourato offrait un attrait particulier, car, aucun Européen n'ayant encore pénétré dans ce pays, on avait la certitude d'ajouter un nouveau chapitre à l'histoire du monde physique. L'Ourato est à peine cité par les géographes, et les lettrés de Pékin ne possèdent qu'une notion absolument vague de cette partie de la Mongolie, située au nord-ouest de la grande capitale et tout à fait au nord de l'Ortous (1). Ainsi l'abbé David n'aura d'autre guide qu'une carte manuscrite dressée par des lamas, indiquant plusieurs villes entre le Fleuve-Jaune et l'Oula-chan ou les *deux montagnes*. Parmi ces villes, Sartchi est le point visé par notre missionnaire, pour se livrer ensuite à l'exploration de la contrée.

Le voyage étant décidé, on entretient le savant lazariste d'une insurrection qu'il faut redouter, du brigandage qui s'exerce avec l'audace qu'inspire l'assurance de l'impunité. Attendre le retour de la tranquillité dans un pays où la rébellion se renouvelle sans cesse, où le vol à main armée se pratique d'une manière permanente, serait renoncer à toute entreprise. Heureusement le père Armand David ne se trouve pas disposé à subir l'intimidation : s'il est attaqué, il compte soutenir l'assaut, sachant par expérience que d'ordinaire le sang-froid suffit pour écarter le danger. Dans une excursion à Jéhol, il s'était vu assailli par huit bandits : c'était beaucoup pour un seul homme; mais cet homme, tenant à n'être pas dépouillé, avait menacé du fusil et du revolver, et les voleurs, ne voulant pas trop exposer leurs personnes, avaient promptement tourné bride. Ils se dédommagèrent dans une auberge voisine par le pillage et l'incendie de la pauvre habitation; ces braves, respectant la vie des propriétaires, qui les avaient laissés agir en toute liberté, se contentèrent de donner des coups de sabre à des malheureux qui avaient osé apporter de l'eau pour éteindre le feu. Les Européens imposent d'une façon remarquable aux Asiatiques qui les connaissent seulement de réputation, ou qui les rencontrent pour la première fois; par une sorte d'instinct, ces Orientaux accordent une supériorité incontestable aux hommes de l'Occident. Le père

(1) L'abbé David écrit l'*Ortous* ou le *pays des Ortous;* — sur la plupart des cartes, cette même région est appelée le *pays des Ordos*.

Armand David a eu l'occasion d'en acquérir la certitude, et il n'en faut pas plus, avec sa résolution habituelle et sa foi dans la Providence, pour lui donner confiance.

On approche du milieu du mois de mars, et c'est le moment de songer au départ. L'hiver de 1865 à 1866 se prolonge sans être aussi rigoureux qu'à l'ordinaire; le dégel du Peï-ho s'est effectué dès la fin de février, mais la neige tombe encore sur les montagnes. Notre missionnaire, qui doit s'aventurer dans des lieux inconnus, a la joie de trouver, avec l'assentiment de ses supérieurs, un compagnon dans M. Louis Chevrier, frère coadjuteur de la congrégation des lazaristes; il prendra pour guide l'homme qui, vingt-cinq ans auparavant, alla dans le Thibet avec MM. Huc et Gabet, le fameux Sambdatchiemda, que l'abbé Huc a présenté à ses lecteurs dans le récit de son voyage. Avec un domestique chinois, le personnel de l'expédition sera complet. Le plus grand ennui provient de la nécessité de traîner un bagage un peu considérable. Pour séjourner dans une contrée froide et privée des ressources qui existent dans les pays civilisés, le naturaliste ne peut se dispenser d'emporter beaucoup d'objets. Après les vêtemens chauds et les couvertures destinées à servir de lit, afin de ne pas coucher sur la terre ou sur la brique nue, ce sont les ustensiles de chasse, les boîtes et les flacons pour conserver les animaux, les masses de papier pour mettre les plantes, sans compter le nécessaire ecclésiastique, que le bon prêtre ne saurait oublier. Certains voyageurs s'occuperaient d'une grosse affaire dont ne s'inquiète pas le père Armand David. « Quant à la nourriture, dit-il, je m'en rapporte aux Chinois; je pense qu'avec un peu de bonne volonté un homme peut vivre partout où vit un autre homme, je ne me charge donc d'aucune provision de bouche. » Ceux qui, ayant visité la Chine, parlent avec horreur des mets les plus estimés en ce pays ne comprendront pas cette indifférence.

Le jour fixé pour le départ est venu: c'est le 12 mars (1). Sept heures du matin sonnent; cinq mulets, le cou enguirlandé de clochettes à faire rêver de l'Espagne, arrivent devant la porte avec les conducteurs. Les pauvres bêtes n'ont rien de brillant; mais elles sont robustes, et, pesamment chargées, elles feront 10 ou 12 lieues par jour. Trois porteront les bagages; les deux préférées porteront les cavaliers. Il y a un instant d'émotion, le cœur est oppressé; allant dans des régions lointaines que personne ne connaît, on craint de ne plus revoir les amis qui adressent des souhaits pour une heureuse campagne, on songe aux parens et à la patrie. Malgré tout, le pieux lazariste, animé d'une ferme résolution, est plein d'ardeur; le temps rassérène l'âme, la matinée est belle, l'atmosphère presque

(1) Le père Armand David a tenu un journal quotidien pendant son voyage en Mongolie. C'est à cette source que nous puisons pour raconter cette campagne.

tiède. On s'engage dans les rues de Pékin en accélérant le pas, car il faut atteindre avant la nuit l'endroit où l'on trouvera un gîte; les étapes sont déterminées par l'usage, et en Chine chacun est obligé de se soumettre aux règles établies. Au reste, c'est plaisir de voir cheminer les mules sans qu'on ait la peine de les stimuler. Chez ce peuple, dont les défauts et les vices ont été l'objet de tant de critiques amères, on est rempli d'humanité envers les animaux. Anes, chevaux, mulets, bœufs, ne sont pas dressés, mais vraiment apprivoisés; ils montrent une douceur et une docilité qui étonnent les étrangers. Entre les mains d'un Chinois, les oiseaux les plus sauvages, les plus timides deviennent familiers dans l'espace de quelques jours. A chaque pas, dans les rues de Pékin, on rencontre des gens ayant au poing des faucons, des aigles, des moineaux et des fauvettes; on voit des faisans qu'on lance dans l'air au milieu de la foule, et qui reviennent sur la main ou sur l'épaule de leur maître.

Notre petite caravane a plus d'une lieue à parcourir pour sortir de la ville par la porte du nord; elle traverse le faubourg, qu'un Européen ne peut voir sans éprouver une sorte de dégoût et sans être frappé de la singularité du spectacle. Une multitude de petits marchands étalent confusément des objets utiles aux voyageurs; une foule de mendians presque nus, au regard cynique, assiégent les passans. On aurait tort, paraît-il, de s'apitoyer à l'excès. Ces mendians, avilis par la paresse et par tous les vices, succombent rarement à la misère; ils exercent une profession, et personne ne voudrait affirmer que cela se voit seulement en Chine. A Pékin, comme à Londres, il y a pour la nuit des refuges ouverts aux misérables, — des chambres garnies d'amas de plumes de poules, — des endroits où l'on débite des alimens à très bas prix, des distributions gratuites faites par l'état et les familles riches. Les pauvres forment une association qui a des lois, des chefs, une hiérarchie, et qui rappelle la *cour des miracles* pendant le moyen âge. A l'occasion, tous ces gueux se louent pour quelque service. Aux mariages et aux funérailles, ils tiennent les écriteaux et les enseignes, dont il est fait grand usage dans les cérémonies. Revêtus d'un costume de circonstance, ils vont remettre les cadeaux de noce; quand, selon la formule chinoise, la fiancée *doit passer la porte*, ils exécutent la musique sur le parcours du cortége, ou ils marchent avec les écriteaux près de la litière rouge dans laquelle reste cachée la jeune fille allant de la maison maternelle à la demeure de l'époux. La représentation peut être simple ou magnifique; jamais on n'apercevra la nouvelle mariée, que l'époux lui-même n'a pas encore vue. Seulement on vous dira que le jeune visage est couvert d'une couche de peinture où le blanc, le rose et le noir sont associés de façon à satisfaire le goût le plus raffiné.

Le moment de s'occuper de la ville est passé, car voici la porte du nord. Celle-ci, comme toutes les autres portes de Pékin, est dans cet état pitoyable dont on a beaucoup parlé depuis notre expédition militaire. Le sol est pavé d'énormes pierres, et les dalles usées, complétement détachées en divers endroits, laissent des trous profonds où les voitures tombent lourdement. Nos voyageurs ont franchi l'enceinte de la capitale, et les vrais muletiers apparaissent; les premiers conducteurs étaient les gens d'une auberge du faubourg. D'après l'usage consacré, les muletiers ne traitent pas directement; ce soin appartient aux maîtres du logis où les hommes et les animaux se sont arrêtés. L'auberge chinoise est avant tout, dit le père Armand David, l'étable connue du temps du bon Samaritain de l'Évangile. Dans ce pays, où la loi et la coutume sont toujours respectées, les contrats, d'importance petite ou grande, se font au moyen d'entremetteurs qui s'approprient l'argent du vendeur et de l'acheteur dans une proportion déterminée. Personne ne songe à se plaindre d'un pareil procédé; seuls, les étrangers se récrient sans qu'on les comprenne. Si les Chinois étudiaient l'Europe, ils s'étonneraient peut-être aussi de voir l'opulence et la considération acquises par des gens médiocrement utiles à la société.

Une fois dans la campagne, ce n'est pas l'instant de s'endormir. De tous côtés, ce sont des ornières, et une monture trop abandonnée à elle-même, venant à trébucher, pourrait jeter le cavalier dans la poussière. On n'entend plus que le bruit des clochettes pendues au cou des mulets; — en Chine, le silence est de règle en voyage. Le muletier guide l'animal, comme le charretier mène la voiture, d'après certaines habitudes qui, de génération en génération, se transmettent invariables depuis trente siècles. Malavisé serait le voyageur voulant indiquer un meilleur passage ou signaler un obstacle que le conducteur n'aperçoit pas; il aurait bien inutilement compromis sa dignité, car il ne recevrait aucune réponse. Le Chinois, interpellé, continue à marcher en silence, les yeux baissés vers la terre et cachés sous d'énormes paupières, jusqu'à ce qu'il vienne toucher du nez quelque autre conducteur de voiture ou de bêtes de somme également impassible. Alors les deux hommes relèvent la tête : la dispute s'engage, les reproches s'entre-croisent, et, comme il est difficile de rebrousser chemin, ce n'est pas tout de suite qu'on prend le parti de reculer. Pendant ce temps, le voyageur a tout loisir pour méditer sur les choses qui l'intéressent. Il ne doit ni montrer d'impatience ni se mêler de la querelle, ce n'est pas son affaire; chacun connaît les règles de son métier.

Depuis le matin, la petite caravane chemine vers le nord sur la grande route impériale; les inégalités de terrain, les trous, se succèdent sans interruption, et rendent la marche fort pénible; le can-

tonnier n'a pas encore été inventé. Quand une ornière est devenue trop profonde, charrettes et bêtes de somme se détournent, et bien ou mal on se tire du mauvais pas, surtout au printemps et en été. Après les pluies, la situation devient plus grave : la voie n'est qu'un immense bourbier rempli de fondrières; les voitures se brisent, les mulets et les chameaux s'embourbent jusqu'au ventre, se cassent les jambes et parfois périssent. Améliorer l'état de la route ne vient à l'idée de personne; du reste les Chinois se montrent pleins d'adresse dans la conduite des véhicules et des convois d'animaux.

Au bout de deux ou trois heures de marche dans la plaine, on aperçoit du côté de l'ouest de petites collines et les féeriques constructions du Palais d'Été. Plus au nord, la vue s'arrête sur une chaîne plus haute et particulièrement sur le flanc nu et blanchâtre d'une montagne d'où l'on extrait un beau granit, dont on porte quelquefois des blocs à Pékin. Tout près de la montagne se voit le village de Cha-ho (fleuve de sable), que l'on atteindra en traversant une rivière sur un pont jadis magnifique et construit dans des proportions grandioses. La saison n'est pas avancée, aucune feuille sur les arbres, aucune fleur dans les champs n'annonce encore le printemps; mais le soleil est chaud dans la journée, et déjà commence le passage des oiseaux pressés de regagner les pays du nord. C'est plaisir de voir l'animation qui règne au milieu de la campagne triste et monotone : des troupes d'oies des moissons partent pour aller édifier leur nid dans les régions arctiques, et sillonnent l'air bruyamment; des bandes de hérons cendrés se dirigent vers la Mongolie. Dans les endroits humides, passent d'un vol rapide des canards de plusieurs sortes. Les jolis choucas gris sont dans une extrême agitation, ils se réunissent en grand nombre, des choucas noirs se mettent de la compagnie, et des colonnes serrées se hâtent de remonter vers le nord. Après une heure de repos dans le village, nos voyageurs se remettent en route; le terrain devient plus accidenté, de petites collines se détachent comme des îlots sur l'Océan. Dans la direction de l'est se dessine le chemin qui conduit aux sépultures impériales de la dynastie des Ming. Bien des fois, on a cité cette merveille de l'art des Chinois, aujourd'hui, paraît-il, fort délabrée. Une avenue bordée de statues gigantesques d'éléphans, de chameaux, de chevaux, mène à ces monumens adossés à des montagnes. Ce sont des enclos entourés de murs où s'élèvent des pagodes plus ou moins en ruines. La plus curieuse est soutenue par une colonnade faite d'énormes troncs de bois d'une seule pièce. Elle a des escaliers de marbre blanc parfois veiné de gris qu'on tire des montagnes voisines, et des ornemens en marbre saccharoïde d'une extrême blancheur, dont la carrière, au rapport des gens du pays, est épuisée. Sur les vastes terrains incultes où sont bâties les sépul-

tures croissent épars et comme plantés au hasard, de vieux thuias, des pins, de grands genévriers et des chênes aux larges feuilles.

La caravane s'est mise en retard, et la nuit est venue avant que l'on ait atteint la petite ville où il faudra coucher. On marche dans l'obscurité, sur de gros cailloux, au milieu d'un torrent desséché; mais le père Armand David ne s'inquiète pas : en d'autres temps, il a traversé cette gorge où il existe surtout des pierres calcaires bleuâtres, du granit et des fragmens de porphyre. Au lendemain, le départ a lieu dès le point du jour; une tasse de thé sans sucre est tout ce qu'on peut se procurer. En Chine, l'usage est de ne pas déjeuner quand on voyage. La journée sera pénible; un épouvantable vent de nord-ouest souffle sans relâche, jetant au visage de la poussière et du sable. Cependant la campagne offre un charme qu'on n'a pas encore rencontré. Au sortir de la petite ville de Nan-keou se montre, dans un coin abrité par des rochers, un abricotier tout épanoui. Entre les cailloux s'étalent des touffes d'un daphné à fleurs jaunes (*Wilstrœmia chamædaphne*); mais ailleurs rien n'indique le réveil de la végétation : on n'a point ici les primevères et les jonquilles, qui promettent en Europe la fin de l'hiver. Sur les collines, on ne voit que des tiges flétries en partie cachées dans les fentes du terrain; entre les fissures des pierres où s'est conservé un peu d'humidité, les frondes jaunies ou brisées de quelques fougères propres à la contrée. Aux flancs arides des montagnes, les graminées desséchées n'ont pas disparu, et languissent encore des sarmens de la clématite de Mongolie. L'orméau de la Chine et le frêne commun sont répandus en assez grande abondance et partout disséminés, tandis que le charme (*Carpinus Turczaninowii*) est confiné dans les vallons.

Il faut quatre ou cinq heures pour franchir la vallée qu'on nomme *la passe de Nan-keou*. Les routes sont toujours mauvaises, mais celle-ci est affreuse. Par bonheur, les mulets connaissent si bien le chemin qu'ils demeurent fermes sur leurs jambes. Du reste notre missionnaire s'en embarrasse peu; voulant tout observer, il voyage à pied. Néanmoins l'ennui est grand parfois, les caravanes de chameaux sont nombreuses et le chemin est étroit; il n'y a pas de place suffisante pour se croiser sans de graves difficultés : toute rencontre de ce genre devient une calamité. Les chameaux qui descendent sont chargés la plupart de grands prismes de natron (carbonate de soude) provenant des lacs de la Mongolie; ceux qui remontent, se dirigeant sur Kiatcha, portent d'immenses quantités de thé pour la Russie, le fameux thé de caravanes. Autrefois le trafic se faisait directement par Koui-hoa-tcheng et la Mongolie; maintenant il s'effectue avec plus de facilité par Tien-tsing, Pékin et Kalgan. La nature des roches varie dans le trajet de l'étroite gorge; près de

Nan-keou, le calcaire domine, puis viennent les roches cristallines; en plusieurs endroits apparaissent des porphyres verts et rouges, et dans la dernière partie des masses volcaniques soit bleuâtres, soit rousses ou tachetées. Un ruisseau court dans la vallée, et les petits oiseaux prennent leurs ébats : ce sont des bruans, la fauvette de montagnes, l'alouette huppée, l'alouette pispolette, une sorte de merle particulier à l'Asie, le pomathorin sifflant (*Pomathorinus stridulus*), et le choquart des hautes montagnes de l'Europe et de l'Asie. On aperçoit aussi le petit écureuil gris dont le bout de la queue est blanc, qu'on cessera de rencontrer plus au nord, tandis qu'on verra en abondance dans toute la Mongolie l'écureuil rayé. A l'endroit où finit la vallée de Nan-keou se trouve le village de Tcha-tao, — une auberge permet aux voyageurs de dîner. Des musulmans sont les maîtres du lieu, et ceux-ci, d'une propreté qui manque chez les Chinois païens, témoignent plus de sympathie aux Européens, pensant avoir à peu près la même religion; mais, si leur accueil est excellent, leurs services coûtent cher : le dîner composé de quelques œufs doit être payé comme un repas magnifique.

Au-delà du village commence une plaine stérile, couverte de sable et de cailloux amenés par les torrens grossis des pluies d'orage. Une ligne de grandes tours en terre complétement délabrées rompt la monotonie de l'espace aride. De la chaîne que traverse la passe de Nan-keou se détache, à 12 ou 15 lieues plus loin, une autre chaîne se dirigeant vers le sud-ouest, et dans l'intervalle s'élèvent d'autres montagnes qu'on dit être les plus hautes de la province. En suivant la route, on rencontre quelques bourgades, puis la ville de Sin-pao-gnan, entourée de rizières, et bientôt la montagne à charbon dite Ki-ming-chan s'offre aux regards. Sur le point culminant est bâtie une pagode en partie ruinée, mais nullement abandonnée; un bonze, inébranlable comme le roc, séjourne sur le sommet, d'où l'on découvre tous les pays d'alentour. Le Yang-ho baigne le pied de la montagne. D'abord on ne distingue que des roches calcaires fissurées et culbutées en tout sens; en remontant la rivière, on trouve des roches basaltiques d'un brun rouge.

Depuis le jour du départ de Pékin, le beau temps a continué; mais il est devenu plus froid, il y a de la glace sur les bords de la rivière. Aussi, en passant près d'un village nommé Chang-hoa-yuen, nos voyageurs s'étonnent de voir des herbes fraîches couvrant de vastes marais; la cause du phénomène est promptement reconnue : une abondante source d'eau chaude entretient une température assez élevée, même en hiver. La tourterelle de Chine, ravissante dans son vêtement d'un lilas pâle, vole sur ces marais et vient se percher sur les arbres du village, vivant tranquille à côté des habitans, qui ne l'inquiètent jamais. Aux premiers rayons de

soleil du matin, des nuées de colombes rupicoles, aisément reconnaissables à la barre blanche de la queue, disparaissent successivement dans le nord-ouest. Près de la rivière, encaissée dans une longue gorge, vient s'abattre une compagnie de bartavelles; la belle cicogne au manteau noir, au bec et aux pieds rouges, plane à une grande hauteur. Les jujubiers, les abricotiers, les ormes rabougris, sont épars sur les coteaux arides, et seulement dans les grandes crevasses remplies par des dépôts d'alluvion se montrent des éphèdres verdoyantes, jolis arbrisseaux de la famille des conifères dont les baies ont parfois une valeur inestimable pour les voyageurs altérés qui traversent les steppes de la Mongolie.

Pour atteindre Suen-hoa-fou, l'ancienne capitale des empereurs mongols, il reste à parcourir de trente à quarante kilomètres sur une route souvent très pénible à travers les montagnes; mais il y aura un instant de plaisir en gravissant les dernières collines : la plaine aride s'étend au loin, et l'on découvre la ville, qui ne peut manquer de produire une certaine impression, parce qu'elle rappelle des souvenirs historiques. Le père Armand David a un autre motif de joie : il y a ici une maison de missionnaires desservant les chrétientés d'alentour ; l'hospitalité la plus cordiale l'attend, les fatigues seront vite oubliées, les entretiens familiers dans la langue maternelle donneront l'illusion de la patrie retrouvée dans le désert. Le savant lazariste congédie les muletiers et se fait aisément généreux; il est satisfait des services des hommes qui l'ont accompagné, et il est content d'être au milieu de confrères et d'amis. Suen-hoa-fou est une grande cité dont les habitans n'occupent qu'une portion, ainsi qu'il arrive dans toutes les villes déchues d'une ancienne splendeur. C'est un quadrilatère flanqué de murailles en briques qu'on a eu l'intention d'orienter sur les points cardinaux, de même que les quatre grandes portes; seulement le résultat ne répond pas précisément à l'intention. Les principaux bâtimens sont construits en pierre de taille d'un gris violet : des basaltes remplis de petits cristaux, provenant des montagnes voisines. Un ruisseau coule près de la ville, traversant des rizières disposées en carrés comme un immense damier, et le Yang-ho passe à quelque distance vers le sud. Du côté occidental, les vents accumulent des sables contre le mur en telle abondance qu'on pénètre dans l'enceinte sans la moindre peine. Les loups et les renards profitent souvent de cette facilité pour entrer dans la ville. C'est à huit lieues environ dans le nord-ouest que se trouve, sous la dernière et véritable grande muraille, Tchang-kia-keou ou Kalgan, entrepôt d'un commerce considérable, le passage ordinaire des caravanes qui s'acheminent vers l'empire russe ou qui en reviennent. De Suen-hoa-fou, la vue s'étend au loin sur un pays d'aspect sombre. La plaine est entourée de collines crevassées et

ravinées par les eaux de pluie. De l'est à l'ouest court une petite chaîne de montagnes formées principalement de calcaire mêlé de silice, et vers le sommet de porphyre rouge ou jaune, que les Chinois exploitent pour les constructions; en arrière s'élèvent des montagnes volcaniques. Vers le nord, l'horizon est borné par une chaîne de pics plus ou moins aigus, où il existe encore des vestiges de la grande muraille marquant la limite entre la Chine et la Mongolie. Suen-hoa-fou étant beaucoup plus élevé que Pékin, l'hiver se prolonge davantage, et la température est souvent si basse que chaque année des gens meurent de froid sur les chemins; néanmoins l'été est assez long et assez chaud pour permettre la culture du riz. La population se compose de véritables Chinois et de musulmans originaires de l'Asie centrale (1) qui s'attribuent une supériorité et s'arrogent des priviléges, entre autres le monopole de certains commerces. Cependant le type primitif de ces musulmans s'est tellement altéré par les mariages avec les Chinoises qu'on ne les distinguerait pas, s'ils ne conservaient l'usage de signes extérieurs. Dans la ville, et plus encore dans la partie occidentale du pays, on remarque des visages qui rappellent ceux des Européens. Le teint est clair, le nez saillant, la chevelure blonde; seuls, les yeux conservent le caractère chinois ou mongol.

Dans la vieille cité des empereurs mongols, comme dans toute la contrée, le froid est encore bien intense au mois de mars. Le Yang-ho, gelé sur les bords, charrie d'énormes glaçons; mais les campagnes ne cessent d'offrir un curieux spectacle : il y a un monde de créatures qui s'agitent et paraissent vivre heureuses sans souci de l'état de l'atmosphère. Les oies et les canards abondent sur la rivière, et dans la foule on distingue des cygnes et des pluviers; des alouettes et des vanneaux courent dans les prés humides, les choucas et les freux viennent par nuées chercher leur nourriture sur les guérets. Les freux nichent jusque sur les arbres de la ville, et le nombre en est si prodigieux que de tous côtés on est assourdi par des croassemens qui se font entendre dès le point du jour pour ne finir qu'avec la nuit. Notre savant lazariste parcourt le pays, et au milieu de cette nature âpre il trouve constamment des sujets d'étude, quelquefois même une satisfaction qui touche le cœur. Dans plusieurs villages, il y a des chrétiens qui ont manifesté le désir de le voir. Si l'on peut se fier à l'apparence, les Chinois convertis ont de la vénération et même de l'attachement pour les missionnaires; ils admirent ces hommes qui, après s'être éloignés de leur famille et de leur patrie, se résignent à une vie fort dure.

Une excursion jusqu'à 40 ou 50 kilomètres au sud de Suen-hoa-fou

(1) On les regarde comme les descendans des anciens *Houy-houy*.

fera connaître le caractère de la contrée, et donnera l'occasion de voir Chen-tching, une ville de quelque importance. Chen-tching, résidence du mandarin du district, est renommée pour la foire aux ânes, et un voyageur ne traverse pas les rues de la petite cité sans rencontrer de ces animaux, qui se distinguent par la taille, par la beauté des formes et l'allure fière. En sortant de Suen-hoa-fou, on passe la rivière peu profonde, mais très large en hiver, sur un pont de bois couvert de terre; ce pont, d'une extrême longueur, est si étroit que deux personnes ne pourraient y marcher de front. Après la vallée sablonneuse du Yang-ho, on s'engage entre des collines, et le chemin conduit à un groupe de maisons posé entre deux torrens, dont le lit est presque toujours desséché. Le village est dominé par une montagne escarpée consistant en une masse désordonnée de calcaire, mêlé de quartz, d'agate, de jaspe, de porphyre de plusieurs couleurs et de brèches siliceuses. Le pied seul, comme tous les contours de la plaine, est couvert d'une épaisse couche de terre jaune formée par les alluvions. Plus loin, c'est un massif de montagnes, et sur l'un des sommets une construction gracieuse d'un effet pittoresque attire l'attention : c'est une pagode dédiée au diable, sans doute avec l'espoir de conjurer le génie du mal. Bientôt les montagnes rocailleuses s'abaissent, les collines se montrent de nouveau, et l'on découvre, dispersés et cachés dans les replis ou dans les déchirures du terrain, des villages où les missionnaires ont fait de nombreux prosélytes. Au-delà, c'est le territoire de Chen-tching, qui a la figure d'un bassin avec une ceinture de montagnes peu élevées. Un lac sans écoulement, de 4 ou 5 lys de longueur (1), en occupe le milieu. Le blé, le maïs, le sorgho, le millet, la pomme de terre, sont cultivés dans la plaine, où il n'y a nulle part d'arbres fruitiers. A quelques lieues dans le nord-est, il existe des terrains carbonifères qui fournissent de la houille. Le soufre est en abondance, et les Chinois savent l'extraire par le procédé simple usité en Europe. Le pays, dépourvu des charmes qui ravissent les amis de la nature, offre donc des ressources suffisantes pour rendre la vie facile aux habitans. La population est robuste, et n'est pas affectée de goîtres comme en d'autres parties de la Chine. L'abbé David, retournant à Suen-hoa-fou pour continuer sa route vers l'ouest, est surpris dans les montagnes par une tempête abominable; il fait froid, la pluie tombe accompagnée de neige, on glisse sur les roches polies, et tous les efforts pour hâter la marche n'empêchent point la souffrance. Le lendemain, un spectacle rare, étrange, saisissant, arrête le voyageur parvenu au sommet d'une colline : le soleil descend sur l'horizon, et des nuages paraissent

(1) De 2 kilomètres 1/2 à 3 kilomètres. — Le ly chinois équivaut à 575 mètres.

s'étendre d'une manière uniforme sur toute la plaine; cette masse de brouillards commence à se mouvoir et se partage en divers endroits, puis les nuages montent lentement, s'arrêtent à la hauteur de la crête des montagnes et forment un rideau, tandis que le vent souffle dans la direction des rayons solaires. La campagne, vivement illuminée par le soleil, se trouve alors bornée d'un côté par un fond opaque, et l'observateur voit sur cette sorte de muraille, comme dans un miroir, l'image de son corps entourée de deux arcs-en-ciel, ou plutôt de deux cercles complets où les raies de la lumière décomposée se peignent concentriquement et dans un ordre inverse sur un champ jaune d'or. Le phénomène ne s'évanouit qu'à l'instant où le soleil disparut derrière l'horizon. « Je n'ai pas besoin de dire si cela était beau, s'écrie le père Armand David, c'était à se croire dans un autre monde. » Un semblable mirage a quelquefois été observé en Écosse, en Calabre et en Sicile.

Au plaisir et à l'émotion causés par la magnificence d'un spectacle sans pareil, succède l'heure pénible et même douloureuse : le voyageur, approchant de la plaine du Yang-ho, est soudain enveloppé par les nuages dont l'aspect venait de le remplir d'étonnement. A distance, c'était un épais brouillard; en réalité, c'est un immense courant de poussière et de sable poussé par un vent impétueux. Sous les pieds du cheval, le sol semble couler comme les eaux d'un torrent, et si grande est la violence de l'ouragan que l'homme, aveuglé par les tourbillons de poussière et transi de froid, se cramponne au cou de l'animal pour n'être point lancé au hasard et brisé sur le sol. « C'est une des plus vilaines heures que les élémens m'aient encore fait passer, » soupire le digne lazariste, qui a pris l'habitude de supporter les intempéries de l'atmosphère avec une parfaite résignation.

Enfin l'abbé David rentre à Suen-hoa-fou, et ne songe plus qu'à gagner l'Ourato, bien contrarié cependant de l'abaissement excessif de la température. Chaque matin, le thermomètre marque 6 ou 7 degrés au-dessous de zéro. Le froid inattendu en cette saison a produit un curieux effet : les oiseaux, surpris pendant leur passage, sont redescendus de la Mongolie, afin d'attendre des jours plus doux. Les choucas et les freux vont par bandes innombrables, et paraissent dans de continuelles alertes. A la faveur du clair de lune, ils volent d'une manière incessante d'un bout de la ville à l'autre avec des cris assourdissans; un grand-duc, attiré par la certitude du butin, fait quelques victimes dans cette foule. Les alouettes fourmillent dans la campagne; la huppe crie, la tourterelle roucoule sur les arbres des jardins, et de magnifiques canards de cinq ou six espèces différentes prennent leurs ébats sur la rivière. Le temps ne tarde pas à s'adoucir; les oiseaux partent, et c'est un

avis donné au voyageur. Plus que jamais, il devient difficile d'obtenir des renseignemens sur le pays qu'il s'agit de traverser; mais la présence des voleurs sur les chemins est certaine : plusieurs personnes ont été dévalisées, d'autres tuées.

Cependant on ne s'inquiète pas du danger : l'isolement n'est pas encore complet; le père Armand David aura la compagnie de plusieurs confrères jusqu'à Eul-che-san-hao, à trois journées de marche dans la direction qu'il faut suivre pour atteindre l'Ourato. Désormais peu assuré de rencontrer soit une auberge, soit une habitation ouverte à l'étranger, il achète une tente mongole qui sera sa maison dans le désert. Aux derniers jours de mars, tout invite au départ, le temps est devenu agréable, l'air presque tiède; des papillons commencent à voltiger, des aigles planent sur les montagnes, des grues et des goëlands passent en grand nombre; les bartavelles se montrent sur les rochers, ainsi que la fauvette de montagne et le traquet leucomèle, les choucas gagnent le nord, et les freux, qui sont sédentaires, coupent de petites branches d'ormeaux pour construire leurs nids.

Le 2 avril, l'infatigable lazariste se remet en route, marchant à pied; le chemin côtoyant la rive nord du Yang-ho est fort mauvais, et les charrettes chargées des bagages subissent des accidens; l'une verse, l'autre s'enfonce dans la glace. On passe sur la rive méridionale, qui appartient à la province de Chan-si, et bientôt apparaît le village de Sin-pin-keou, qui éveille l'attention, car c'est ici la frontière de la Chine. Des soldats demandent les passeports, que nos missionnaires se dispensent de montrer en déclinant leur qualité. On franchit la dernière muraille, aujourd'hui presque entièrement détruite en cet endroit : seules, des tours en terre disséminées sur le versant des montagnes restent debout, marquant la place où fut le monument que les siècles et la main de l'homme n'ont pas respecté.

II.

Toute la région montagneuse qui occupe la partie septentrionale des provinces de Pe-tche-li et de Chan-si a le même caractère et les mêmes productions naturelles que la Mongolie; — la limite est donc purement artificielle. Après avoir dépassé la frontière, nos voyageurs laissent au sud le Yang-ho, qui n'est plus qu'un misérable torrent, et remontent vers le nord-ouest à travers une petite chaîne de montagnes volcaniques. Encore une vallée couverte par les alluvions, et l'on entre à Eul-che-san-hao, situé sur un plateau entouré de collines. Le village est occupé par des Chinois originaires du Chan-si; devant l'invasion des peuples du céleste empire, les Mongols se sont retirés et ont déserté de vastes espaces.

Eul-che-san-hao est aujourd'hui un point central des missions; on y a fondé un établissement pour les enfans abandonnés. « C'est, dit le père A. David, une des œuvres de charité les plus belles des missions catholiques. Des femmes dévouées donnent des soins maternels à ces pauvres petits, souvent atteints de défauts physiques qui ont motivé l'abandon par les parens; on les instruit quand ils sont en âge, et plus tard on assure l'avenir de ces déshérités en les plaçant dans de bonnes maisons et en mariant les jeunes filles. » La contrée, aujourd'hui parsemée de villages, est traversée par un ruisseau formant un vaste marais où viennent s'ébattre les oiseaux aquatiques. Le pays, presque entièrement volcanique, est déboisé : des peupliers et quelques ormeaux plantés en taillis composent toute la végétation arborescente. La région était couverte de forêts lorsque le sol n'était guère foulé que par les cavaliers mongols.

Le climat du nord de la Chine est parfois bien dur pour le pauvre voyageur. En quittant Suen-hoa-fou, on avait salué le printemps, et le 9 avril on a dans la matinée 7 degrés de froid, tandis qu'à la même heure à Pékin le thermomètre marque 6 degrés au-dessus de zéro; par intervalles, la neige tombe, le vent, qui souffle par rafales, est chargé de grésil. La végétation est moins avancée qu'elle ne l'était autour de la capitale un mois auparavant; les bourgeons des peupliers commencent à peine à se développer, et quelques petites graminées à sortir de terre. Pourtant les rats-taupes (*Spalax talpinus*), qui abondent, se sont mis à travailler : on remarque beaucoup de taupinières fraîches, deux ou trois fois grosses comme celles de nos taupes et souvent disposées en longues files. Les lièvres de Mongolie (*Lepus tolai*), les seuls qu'on trouve au nord de la Chine, courent la campagne, ainsi que les gentilles gerboises, qui sautillent sur la neige. Pour la première fois, le savant lazariste observe la jolie fauvette à dos bleu (*Nemura cyanura*), découverte au Japon. L'avoine, le millet, le sarrasin, la pomme de terre, avec un peu de blé, constituent les ressources alimentaires des habitans. Le lin, également cultivé, n'est employé qu'à fournir de l'huile pour les besoins de la table et pour l'éclairage. Jusqu'ici le père Armand David a traversé des régions déjà passablement connues des missionnaires; à certains jours, il s'est trouvé parmi des confrères, et par instans il a pu oublier les ennuis d'une route pénible dans une saison encore mauvaise. Maintenant, avec son unique compagnon, M. Louis Chevrier, il doit marcher sur la foi d'indications vagues ou inexactes, et s'aventurer chez des peuplades dont on ignore absolument les dispositions. Il s'agit de poursuivre la route vers l'ouest, et d'atteindre Koui-hoa-tcheng, qu'on dit être à 5 ou 600 lys : 75 ou 80 lieues. Après mille difficultés, le fameux guide parvient à louer une charrette; on va s'engager dans le désert, parce que c'est

le chemin le plus court. Il ne faut plus compter sur les auberges; une petite provision de farine, un peu de viande, quelques pains mis sur la voiture, doivent assurer les voyageurs contre la faim. On pénètre dans un pays couvert de collines, puis dans une région de volcans anciens qui se prolonge vers le couchant, et bientôt près d'un village on découvre des champs cultivés annonçant que le sol, formé en grande partie de la décomposition de roches basaltiques, est très fertile. Du reste pas un arbre, pas un arbrisseau sur cette terre; de ce côté, la misère est si complète que des pies ont édifié le berceau de leur couvée à l'extrémité de grandes perches plantées près d'une habitation. On quitte le dernier village chinois; les hauts plateaux sont occupés par des Mongols originaires de la Mantchourie, et sur les montagnes se dressent des autels élevés par les lamas. Tout à coup le paysage change d'aspect; une vaste plaine s'étendant au loin, un lac de plusieurs lieues de longueur, avec les bords blanchis par une couche de natron, les tentes mongoles éparses, produisent un effet nouveau. Des antilopes à goître, au nombre d'une trentaine, broutent l'herbe à peu de distance de la route sans se déranger à la vue de la petite caravane; comme des animaux habitués à vivre en paix, elles ne songent pas à fuir. Nos voyageurs s'arrêtent près d'une sorte de hameau composé de quelques tentes et de trois ou quatre maisonnettes, et reçoivent des habitans le meilleur accueil : l'hospitalité est une vertu des Mongols. Une femme et ses deux jeunes fils, des enfans de dix à douze ans, déjà revêtus du costume des lamas, s'empressent d'allumer le feu pour préparer le repas.

La plaine est humide et salée; les chameaux et les moutons paissent à côté des antilopes. Les uns libres, mais à peine sauvages, les autres en état de domesticité, semblent jouir de la même indépendance. Les oiseaux, réunis en grand nombre, offrent un merveilleux tableau tel qu'il n'en existe jamais en Europe. On voit voleter la belle calandre fauve aux ailes blanches; l'alouette commune et l'alouette pispolette, des aigles et d'autres rapaces donnent la chasse aux sousliks, tout gentils quand ils se dressent sur les pattes de derrière pour regarder à l'entour; des canards s'abattent sur le lac; quelques grues demoiselles gracieusement empanachées forment un groupe charmant; des outardes viennent se poser à terre; le corbeau, le milan, le sacre, le goëland à manteau bleu, font partie de ce monde.

Au milieu de la plaine, le charretier s'égare par un chemin sans issue; on marche au hasard avec l'espoir de rencontrer un habitant qui indiquera la bonne voie; mais la solitude est complète et inspire bientôt la crainte d'errer longtemps encore. Enfin un vieil arbre rabougri est aperçu, le seul qu'on ait vu de la journée : c'est

la délivrance, le conducteur se reconnaît, et avant la nuit on atteint un petit groupe d'habitations. Les voyageurs commencent à respirer; le temps est mauvais, le vent soulève la poussière, et il faut toujours s'inquiéter des rencontres fâcheuses, car la contrée est infestée de voleurs courant la campagne à cheval. Au village, une maisonnette est offerte par un aimable propriétaire qui a visité Pékin, qui parle chinois, et qui estime les Européens.

Continuant à marcher vers le couchant, on rencontre une auberge qui n'offre aux passans qu'un abri et de l'eau; néanmoins le maître consent à vendre du millet et un peu d'eau-de-vie à la petite caravane, dont les provisions s'épuisaient. Le pays s'élève toujours, les habitations deviennent plus rares, on sent que les ressources fournies par le sol diminuent; partout ce ne sont que des collines volcaniques arrondies. Dans les gorges, on entend gazouiller les petits oiseaux; à la vue des hommes disparaissent un aigle et un renard qui se guettaient mutuellement dans les intentions les plus hostiles. Au sommet d'une montée rapide, un grand cône formé de pierres entassées et couvert de broussailles attire le regard : c'est un autel bouddhique, bâti sans doute, comme à l'ordinaire, sur le point le plus élevé de la route. La nuit surprend les voyageurs exténués de fatigue et presque glacés dans les gorges désertes et silencieuses; ils marchent dans les ténèbres, déjà renonçant à l'espoir de trouver un abri. Le guide s'écarte, essayant encore d'apercevoir un être humain. Un rugissement, peut-être celui d'une panthère, fait craindre un instant pour la vie du malheureux. On finit par découvrir quelques habitations; mais tout le monde dort, et les gens troublés dans leur repos reçoivent mal les visiteurs, ils ne consentent à céder à prix d'argent donné d'avance qu'une affreuse cabane.

Le 21 avril, la neige couvre tout le pays, marquée de nombreuses traces de loups, de renards et de lièvres. Après deux heures de chemin, on entre dans une vallée tansversale qui partage les collines côtoyées par un ruisseau venant du nord. A l'heure du déjeuner, la petite caravane a la bonne fortune de rencontrer un hameau. Un air d'aisance règne en cet endroit; les tentes sont propres, plusieurs sont ornées à l'intérieur de dessins à l'aiguille. Quelques maisonnettes ont bonne apparence. La terre est un peu cultivée aux environs; des poules et des porcs se promènent dans le voisinage des habitations. Les enfans et les jeunes filles ont la mine fraîche et paraissent pleins de santé; ils viennent sans la moindre timidité demander une bagatelle européenne ou chinoise.

En montant encore vers l'ouest, la nature des collines change; les basaltes sont remplacés par des roches granitiques : des gneiss, des pegmatites blanches, des micaschistes. Le grenat est associé à diverses roches et mêlé au sable d'un torrent, il donne à l'eau une

teinte rose. Les calandrelles et d'autres alouettes abondent; les belles calandres mongoles sont innombrables. Une descente rapide conduit dans une large vallée, et la vue s'arrête sur plusieurs villages chinois dont la propreté contraste avec l'aspect misérable des tentes mongoles. Les hauts plateaux franchis, on est sur le territoire de Koui-hoa-tcheng : une plaine fertile, bien cultivée, arrosée par une petite rivière et coupée par des places sablonneuses dont les habitans sont de petits rongeurs du genre des gerbilles (1), gambadant près de leurs terriers quand la journée est belle. On est à la fin d'avril, le temps est devenu agréable, et la chaleur déjà forte. La verdure commence : les graminées et les armoises entrent en végétation; une iris bleue à longues feuilles étroites est en fleurs, et près d'un ruisseau il y a des pissenlits, que nos voyageurs récoltent avec une tout autre préoccupation que celle de la science.

Koui-hoa-tcheng est une sorte de capitale qui se compose de la ville des lamas et de la ville militaire, occupée par les Tartares vexillaires. De vastes terrains plantés de saules et d'ormeaux sont réservés à la sépulture des soldats et de leurs familles; les pierres qui en font l'ornement sont des marbres blancs ou veinés en général mal polis, et des pierres volcaniques noirâtres. Dans la campagne, il y a des fours à chaux où le marbre est cuit avec de la houille apportée d'une localité voisine. Dans une vallée située au nord-est de la ville, un large ruisseau fait mouvoir plusieurs moulins de construction primitive, ce qui est une rareté en Chine. Dans la plupart des maisons, le grain se moud sous une meule à bras; les femmes, surtout les jeunes mariées, sont chargées de ce pénible travail. « On se sent le cœur serré, dit le père A. David, en voyant ces pauvres femmes condamnées à cette fatigue excessive, souvent suivie d'accidens; mais c'est un usage général en Asie depuis des milliers d'années... » Il existait dans la Judée au temps de Jésus-Christ. Notre missionnaire se donne des peines infinies pour bien étudier le pays de Koui-hoa-tcheng : il examine la configuration et la nature du sol, il recueille partout les plantes et les animaux; mais la moisson est pauvre, et quelques sujets observés pour la première fois viennent seuls donner une petite satisfaction au naturaliste. Maintenant c'est à Sartchi qu'il faut se rendre, en marchant toujours vers l'occident. La chaîne de montagnes qui court dans cette direction, près de Koui-hoa-tcheng, s'en écarte un peu plus loin et forme un coude en se repliant au nord. Sur ce point, une grande lamaserie construite à mi-côte, de façon à dominer toute la contrée, produit un effet vraiment pittoresque. Au-delà, on rencontre de nouvelles montagnes escarpées, où les schistes, les grès verts, le granit, sont mêlés à des porphyres; c'est le séjour,

(1) *Gerbillus unguiculatus* et *Gerbillus brevicaudatus*.

paraît-il, de nombreux chevreuils et d'argalis que personne ne songe à inquiéter. Nos voyageurs suivent lentement la lourde charrette qui porte les bagages; on est au mois de mai, l'air est chaud, la végétation se développe, les saules étalent leurs fleurs. Au loin, ils aperçoivent le Hoang-ho, le fameux Fleuve-Jaune, et il n'en faut pas davantage au milieu de la solitude pour ressentir une petite émotion, pour éprouver un instant de plaisir. Celui qui tiendrait beaucoup aux aisances de la vie serait malheureux sur la route de Sartchi; à l'auberge, on ne trouve pour accommoder un pauvre repas que de l'huile de chènevis, dont le goût est abominable et l'usage d'un effet souvent fâcheux.

En avançant encore vers l'ouest, les montagnes s'abaissent, et le chemin demeure à quelque distance au nord du Hoang-ho et de la ville de Tchang-kouren, où MM. Huc et Gabet, avec grand péril, traversèrent le fleuve pour entrer dans le pays des Ortous (1). Sur la route passent des files de voitures chargées de grains allant dans le nord du Kan-sou. Le sol n'a pu être ensemencé depuis plusieurs années, et la disette est venue dans cette province, où campent des soldats impériaux afin de tenir en respect les musulmans rebelles. Plus on approche de Sartchi, plus la population semble misérable, ce que le père David attribue à l'habitude de fumer l'opium, très répandue dans le district. Enfin le savant lazariste atteint la bourgade placée au pied d'une montagne abrupte, couverte sur le versant méridional de thuias et d'ormeaux et portant sur les contre-forts une vaste lamaserie qui consiste en un groupe de maisons à plusieurs étages, selon la mode thibétaine, et peintes en rouge. Notre missionnaire est presque à la joie : en quittant Pékin, il avait en vue Sartchi pour en faire le centre de ses explorations. Il va s'installer; n'ayant plus le souci du transport d'un lourd bagage, il aura le loisir d'entreprendre des courses, d'étudier le pays, de recueillir une multitude d'objets, de former des collections. Naturellement il faut avant tout s'arrêter à l'auberge; la nouvelle de l'arrivée des étrangers se propage en quelques minutes, et les voyageurs ne tardent pas à être entourés d'une façon assez gênante. Les habitans de Sartchi n'ayant jamais vu d'Européens, chacun veut examiner les hommes d'Occident. La population, composée de Chinois et de Mongols dont la nationalité s'est éteinte au contact de ces derniers, jouit d'une certaine aisance. De petits ruisseaux fertilisant les champs, la culture est productive. En divers endroits, il y a des moulins, et, sujet de surprise, plusieurs sont occupés à moudre de l'écorce d'ormeau : c'est un mets en faveur dans cette partie de la Mongolie.

(1) *Souvenirs d'un voyage dans la Tartarie, le Thibet et la Chine*, par M. Huc, t. Ier, chap. VI.

L'abbé David parvient à louer une petite cour contenant deux maisonnettes, ou, pour parler avec exactitude, deux cabanes couvertes en terre; ce n'est pas brillant, mais on est chez soi, et c'est l'essentiel. La première pensée en allant battre la campagne est de saluer le Hoang-ho; c'est bien le *Fleuve-Jaune*, — l'eau boueuse coule avec lenteur, emportant des fragmens de terre meuble. Les oiseaux en foule sur les flaques d'eau du voisinage se livrent à tous les caprices; les fleurs paraissent de divers côtés, et le naturaliste trouve à cueillir diverses espèces de plantes qu'il n'a jamais observées dans le Pe-tche-li : une violette, un liseron, une ancolie (*Aquilegia viridiflora*), dont la fleur toute verte à l'intérieur est à peine tachetée de pourpre à l'extérieur.

Les Européens, qui d'abord n'avaient excité que de la curiosité, ne tardent pas à causer de l'inquiétude. Les autorités viennent s'enquérir; les habitans de Sartchi craignent d'avoir affaire à des espions, à des chercheurs d'or ou d'argent, à des hommes capables d'appauvrir le pays. On s'efforce de les tranquilliser en les assurant que le but scientifique est le seul motif du voyage; ils comprennent sans doute assez mal ce langage, mais ils s'en contentent. A la distance de 3 ou 4 lieues vers le nord, il y a sous de petites montagnes des mines de houille qui méritent une visite. Les couches de terrain carbonifère, reposant sur le granit et le gneiss, sont tourmentées d'une manière remarquable; les couches de grès, de schistes et de houille se répètent sur le même point plus de quarante fois et toujours dans le même ordre. La houille extraite par blocs est portée à dos d'homme, et une partie de ce charbon excellent et bitumineux est aussitôt brûlée dans d'énormes foyers pour être convertie en coke qui se vend à un prix double de celui de la houille. Selon toute apparence, cette exploitation remonte à une époque fort ancienne. De tous côtés, la végétation charme les yeux; après les ornithogales, la violette à odeur de rose, les églantiers jaunes formant de magnifiques buissons sur les montagnes, ce sont les genévriers épineux, les corydales, les astragales à fleurs roses, de nouveaux liserons. Dans les lieux sablonneux, l'air est embaumé par une espèce de la famille des pavots (*Hypecoum*) et par une borraginée qui croît également dans le Pe-tche-li (1); dans les anfractuosités des roches, se montrent des chèvrefeuilles, des légumineuses du genre caragana, un prunier épineux, l'érable de tartarie, l'ormeau, une épine-vinette à larges feuilles, un coteonaster, des thuias, plusieurs sortes du genre des spirées dont le type est connu chez nous sous le nom vulgaire de *reine des prés*. Le passage des oiseaux continue encore, et quelques-uns d'entre eux tombent sous les coups des chasseurs.

Le père Armand David a reçu l'invitation de visiter la lamaserie;

(1) La *Tournefortia argyzia*.

il ne regrettera pas d'avoir pris la peine de gravir la côte escarpée; la position est charmante, elle domine la vallée du Fleuve-Jaune et tout le plat pays des Ortous. Les lamas sont au nombre d'une centaine, et le supérieur appartient à une famille princière de la Mongolie. Sambdatchiemda, le fameux guide, a figuré autrefois dans l'asile au nombre des cénobites, et il a le bonheur de retrouver d'anciens amis. De retour à Sartchi, on entend résonner le *tam-tam;* le mandarin de Tchang-kouen est venu publier la prohibition de semer le pavot en ordonnant d'arracher les plantes déjà germées. C'est, paraît-il, un manége bien connu dont ne s'inquiètent guère les cultivateurs; ils apportent un peu d'argent au mandarin, et tout finit à la satisfaction générale. Notre infatigable lazariste se prépare pour une grande excursion dans l'Ourato, et les ennuis commencent. Personne ne veut consentir à louer une bête de somme pour un prix raisonnable; on craint de se compromettre en rendant un service aux Européens. Le propriétaire qui a fourni le logement a été menacé par les mandarins, et les voyageurs sont gardés à vue. Aux soupçons, que les paroles ne suffisent point à calmer, ils opposent une patience inaltérable et une extrême retenue, car il est impossible d'aller ailleurs sans risquer de perdre les résultats de la campagne. C'est ici que les vieilles relations du guide peuvent être appréciées; — par les soins d'un lama, on réussit à se procurer un baudet, et de nouveau le digne missionnaire se met en route.

III.

L'Ourato est un royaume contenu dans des limites très resserrées de l'orient à l'occident et très étendu du nord au midi; il est borné à l'est par le pays de Koui-hoa-tcheng ou le Toumet, au sud par le Fleuve-Jaune, à l'ouest par l'Alachan et au nord par des principautés distinctes dans lesquelles les Chinois ont pénétré, et où ils cultivent la terre : les principautés de Targam-pei-li et de Maoming-ngnan. De petits ruisseaux coulent seuls dans les vallées; il n'y a point de cours d'eau un peu considérable dans toute la contrée. La chaîne nommée Oula-chan par les Chinois s'étend vers l'ouest, et demeure séparée de l'Alachan par une vaste plaine humide. Au nord, d'immenses terrains fournissent des pâturages aux troupeaux mongols; mais les meilleures terres sont cultivées par les Chinois, qui chaque jour empiètent davantage en payant une rétribution annuelle en grains. Quelques Mongols, abandonnant le soin des troupeaux, se livrent également au travail plus productif de la culture, car ils se trouvent réduits à une affreuse misère lorsqu'une partie du bétail vient à succomber par le froid d'un hiver rigoureux. Les Mongols qui s'adonnent à l'agriculture ont adopté les

vêtemens chinois; les femmes néanmoins conservent la coiffure nationale, et elles ont les tempes chargées de bijoux de verre ou de métal reliés à leurs boucles d'oreilles. Chez les habitans de l'Ourato qui ont résisté à l'influence étrangère, les hommes et les femmes sont habillés de la même façon, et le costume ne manque ni d'originalité ni d'élégance. C'est un large pantalon, une longue robe avec une ceinture attachée sur le côté droit par cinq gros boutons en cuivre, et de grandes bottes. La coiffure consiste en une jolie toque de forme conique, faite de peau fine ou de velours, et ornée de rubans rouges qui pendent sur le dos. Les hommes, en général très vigoureux, ayant souvent la barbe rousse et assez bien fournie, portent des moustaches et une petite mouche au menton. Les femmes, qui montent merveilleusement à cheval, exécutent les travaux les plus pénibles; elles gardent les troupeaux, elles ramassent les argols, — la fiente des animaux herbivores, qui est le seul combustible des plaines et des montagnes déboisées; — elles traient les vaches, les brebis et les chèvres, elles fabriquent du beurre et un fromage détestable au goût des Européens. Les Mongols ne sont pas difficiles à contenter sous le rapport de la nourriture; cependant ils n'auraient pas de quoi vivre, s'ils n'échangeaient avec leurs voisins les Chinois des bestiaux contre du millet et du sarrasin. Un peu de farine de blé ou d'avoine bouillie est un grand luxe chez les indigènes de l'Ourato; le mets le plus ordinaire se compose de thé noir mélangé avec du millet et assaisonné avec du beurre ou du lait. Pendant l'hiver, ils chassent le chevreuil, l'antilope à goître, dans les plaines de la Mongolie, et alors viennent les jours de grands festins.

L'Ourato est divisé en trois principautés, l'est, le centre et l'ouest, gouvernées par autant de petits princes qui se réunissent tous les ans avec les chefs des deux principautés voisines pour traiter des affaires générales du pays. Tous les trois ans, ils sont tenus d'aller à Pékin rendre hommage à l'empereur, et ils n'en éprouvent sans doute aucun déplaisir, car ils reçoivent du souverain des cadeaux en argent. Au point de vue de la configuration du sol, l'Ourato peut être également divisé en trois parties : la région méridionale, plaine longue d'une centaine de lieues resserrée entre le Fleuve-Jaune et la chaîne de l'Oula-chan, — la région centrale couverte de hautes montagnes, ayant encore des vallées boisées du côté de l'ouest, — enfin la région septentrionale avec des montagnes peu élevées et des plaines très étendues occupées par les troupeaux où l'on voit des yaks amenés autrefois du Thibet.

Tel est dans l'ensemble le pays que va explorer le père A. David en compagnie de ce guide dont l'esprit est d'une fécondité de ressources inépuisable. M. Chevrier reste à Sartchi pour garder la maison contre les maraudeurs et pour recueillir les plantes et les

animaux des environs. Le savant lazariste part le 28 mai; le voyage s'annonce tout de suite comme devant être pénible et périlleux. Le vent est très frais pour la saison; le chemin, courant dans une vallée tortueuse, est déplorable, et la nécessité de passer un ruisseau à gué presque à chaque instant est une cause de fatigue. Le petit âne, qui a été loué avec tant de difficulté, porte une charge trop lourde; il plie sous le faix, et il faut absolument le soulager. Sambdatchiemda prend pour son compte un poids d'une quarantaine de livres, l'abbé David une masse d'objets à peine moins lourde; malgré le fardeau, les deux hommes ne perdent ni le courage ni la gaîté dont ils ont besoin pour s'aventurer à travers des montagnes sauvages, où la rencontre de brigands et de bêtes féroces est regardée comme certaine. Ils se consolent en pensant qu'une partie du bagage, composée de millet, de farine de haricots et d'orge grillée, ne tardera pas à diminuer. Le premier repas a lieu en plein air : le soir, on trouve une auberge dans un village, mais le propriétaire refuse de recevoir un Européen et manifeste des dispositions hostiles : on a signalé les étrangers comme des gens dangereux. Cependant, avec de la ténacité, notre missionnaire obtient une place sur la plate-forme en briques sous laquelle passe la fumée du foyer, le *kang*, où dorment tous les hommes de la maison, enveloppés dans des couvertures. En quittant la large vallée, que sillonne un torrent, on s'engage entre des collines; le pays est habité exclusivement par des Mongols, et désormais il n'y a plus d'auberges. On rencontre une multitude de lamas, reconnaissables à la robe jaune ou rouge et à la tête rasée, les uns à cheval, les autres à dos de chameau; c'est que la plus renommée et la plus considérable lamaserie de l'Ourato est proche. Avant la nuit, l'abbé David aperçoit en effet les constructions d'Ou-thang-djao : une foule de maisonnettes carrées, surmontées de plates-formes et disposées autour des temples. Plus de 1,500 lamas, paraît-il, sont réunis en cet endroit sous l'autorité d'un grand lama. Ces braves cénobites, très nombreux dans toute la Mongolie, restent dans un état d'ignorance incroyable, et vivent tranquilles avec les subsistances que fournissent les familles.

Notre voyageur dresse sa tente non loin de la lamaserie, en un lieu très sauvage; des pins disséminés sur les coteaux servent d'abris aux loups, qui sont répandus à profusion, et la crainte de ces animaux oblige à donner au petit âne une place sous la tente déjà étroite pour deux hommes. La végétation est assez abondante aux environs de Ou-thang-djao. Les rosiers jaunes et les genévriers forment d'épais buissons; des saules à grandes feuilles, des ormeaux, de petits chênes, des bouleaux réduits à la condition d'arbustes, une espèce d'aubépine, des abricotiers et des cerisiers sauvages, une sorte de pommier du genre *Amélanchier*, couvrent les flancs

des montagnes. Des arbrisseaux du genre corylopsis, qui est très représenté dans la flore du Japon, remplacent les coudriers, de même qu'un groseillier à petites feuilles, atteignant la hauteur de 3 ou 4 mètres, remplace les petites espèces des vallées du Pe-tche-li. La pivoine à fleurs odorantes (*Pæonia edulis*) abonde dans les ravins et sur le bord des sentiers.

Tandis que le naturaliste fait sa récolte de plantes, les pèlerins affluent à la lamaserie, et une vieille princesse mongole tout habillée de drap rouge passe, chevauchant au milieu d'un groupe de mandarins. Elle salue d'un air plein de bienveillance; mais les personnages formant le cortége rient de bon cœur en voyant l'accoutrement de l'Européen et du guide. Vers la fin du jour, notre explorateur se trouve dans une large vallée couverte de pâturages, et s'arrête près d'une misérable habitation, afin d'avoir de l'eau et des argols pour cuire le millet. Pendant que se prépare le repas, une vieille femme vient, selon la coutume du pays, offrir une cruche de lait. C'est un présent agréable pour des gens condamnés à vivre de bouillie cuite à l'eau; mais c'est aussi une cause d'embarras : la convenance exige qu'on rende une valeur au moins égale à celle qu'on a reçue, et les sapèques n'ont pas cours dans l'Ourato, — les Mongols n'acceptent pas d'argent monnayé; — la seule ressource est de donner quelques poignées de la petite provision de millet. Heureusement les lièvres et les bartavelles ne sont pas rares, la faim n'est pas à craindre. Il y a, il est vrai, d'autres souffrances à supporter; pendant les derniers jours du mois de mai, la pluie, le vent et la neige se succèdent sans interruption. Le père Armand David ne continue pas moins sa récolte de plantes et d'animaux, et c'est avec un plaisir extrême qu'il observe à l'état sauvage le xanthocère à feuille de sorbier, un charmant arbuste cultivé à Pékin comme plante d'ornement.

Après les instans de joie viennent les heures douloureuses. L'infatigable lazariste, très incertain sur la direction qu'il doit suivre, marche une journée entière sans rencontrer un seul homme. Le soir, dans une étroite vallée, il aperçoit des bestiaux s'abreuvant à un puits; mais les pâtres fuient à l'approche de l'Européen. Il est obligé de camper dans la vallée déserte de Tchouktgirgol; il gravit ensuite des montagnes escarpées, à peine couvertes de broussailles, et se trouve dans une région de collines arrondies dont le sommet est souvent formé de quartz très blanc : de loin, on croit voir des montagnes couvertes de neige. Notre voyageur est arrivé dans une plaine tout émaillée d'iris bleues ou violettes, de scrofulaires, de sophoras, d'astragales roses, de caraganas. La matinée est belle et semble promettre une journée charmante; tout à coup le ciel est obscurci par des nuages de poussière, le vent d'est, précurseur de pluie et d'orage, commence à s'elever,

les antilopes jaunes descendent par centaines dans la plaine pour être moins exposées; bientôt le tonnerre gronde, la pluie tombe, l'ouragan est épouvantable; la tente est difficilement maintenue dans une gorge, la provision de millet est inondée de sable, et durant tout le reste du voyage il faudra croquer les petits grains de silex. Le lendemain au point du jour, des lamas mongols qui étaient campés dans le voisinage viennent féliciter l'Européen de n'avoir pas été emporté par l'ouragan. — Où allez-vous? demandent-ils. — A l'Ourato occidental. — Combien d'hommes êtes-vous? — Comme vous voyez, deux et notre âne. — Vous ne craignez donc pas les brigands? Ils ont dévalisé avant-hier et criblé de coups de sabre de pauvres lamas qui passaient sur leurs chameaux devant la gorge de Hatamel. — Pauvres gens! c'est là précisément que nous allons. — Et vous n'avez pas peur, vous deux hommes seuls et à pied? — Nous ne connaissons pas ce sentiment-là, et nous irons partout. Malgré ce langage, les Mongols ne paraissaient pas le moins du monde rassurés sur le sort des voyageurs; mais le père Armand David, qui a bravement jeté la parole au vent du désert, estime toujours qu'un peu de sang-froid, une barbe européenne et des armes peuvent défier des centaines de malfaiteurs chinois ou mongols.

On se remet en marche en passant devant la lamaserie, qui est très belle et composée d'une centaine de petites maisons blanches bâties sur une colline côtoyée par un torrent. Au bout de la plaine, couverte en plusieurs endroits d'innombrables liserons, s'ouvre une jolie vallée que traverse un clair ruisseau : c'est la fameuse gorge de Hatamel. Nos voyageurs cheminaient silencieusement au milieu d'épaisses et hautes broussailles, lorsque soudain un homme d'aspect rébarbatif, bien vêtu et armé d'un fusil, interpelle Sambdatchiemda; l'accueil qu'il reçoit l'intimide, et comme au détour on remarque cinq beaux chevaux, il répond en s'éloignant : « nous sommes en effet cinq cavaliers. » Bien certainement l'abbé David venait de passer à côté d'une troupe de brigands qui ne tardèrent pas à disparaître, n'osant attaquer deux hommes résolus. Un endroit sauvage entouré de montagnes, très propice pour un campement, permet encore au naturaliste de faire une ample moisson de plantes, d'insectes et d'oiseaux. La provision de millet et de farine est épuisée et le retour à Sartchi, devenu pour quelques mois une patrie adoptive, est indispensable. De nouveaux incidens se produisent : l'orage dans la montagne, l'absence d'eau, — sur une étendue de vingt lieues, il n'existe pas plus de trois ou quatre ruisseaux et quelques mares, — et enfin les rencontres désagréables. En approchant de la ville de Pao-thou, centre commercial de la région, l'abbé David tombe au milieu d'un groupe de soldats tartares qui tiennent garnison pour protéger le pays contre les musulmans

rebelles. L'apparition d'un Européen armé cause grand émoi, « bien, dit le savant lazariste, que nous n'ayons pas l'aspect guerrier, Sambdatchiemda, l'âne et moi, chargés de paperasses remplies d'herbes, de boîtes de carton, de filets à insectes et autres objets tout aussi peu effrayans. » Néanmoins la foule curieuse s'amasse, les soldats veulent conduire au général l'étranger suspect. Celui-ci, du reste sans s'émouvoir, refuse d'obéir et ordonne même qu'on aille montrer le passeport au grand chef et qu'on revienne aussitôt. Le moyen réussit; il faut dans ces pays-ci, remarque le père Armand David, avoir l'air de commander pour n'être pas écrasé.

Après deux semaines d'absence, le digne missionnaire retrouve intacte la petite maison de Sartchi. C'est à qui s'efforcera de faire sentir à l'entreprenant explorateur l'imprudence de s'engager au milieu de tels périls et de pareilles fatigues. Malgré tout, le naturaliste est assez content de son expédition; il a examiné la constitution géologique d'une région assez vaste, il a pris une idée de la flore et de la faune de l'Ourato central, il a recueilli quelques animaux et bon nombre de plantes d'espèces intéressantes, et la santé n'a pas trop souffert du régime du millet et de la farine de haricots. Pendant une partie du mois de juin, l'infatigable lazariste explore les montagnes situées au-delà du Fleuve-Jaune, c'est-à-dire dans le pays des Ortous, et maintenant la chaleur est terrible, la sécheresse désole la contrée; les cultivateurs assurent que le blé et l'orge vont être perdus. Aux environs de Sartchi, les pavots couvrent de vastes champs et les fleurs magnifiques et variées à l'infini sont d'un effet superbe; de larges espaces sont plantés d'ail et de piment. Près des petits cours d'eau, on cultive le chou, le maïs, le sorgho, les pastèques. Au pays des Ortous, les légumineuses sont en faveur : la plaine est couverte de champs de haricots, de petits pois et de lentilles.

Une seconde excursion dans l'Ourato occidental est résolue; il faut nécessairement visiter les restes des grandes forêts dont on parle à deux cents lieues à la ronde. Cette fois, M. Chevrier accompagnera l'abbé David; un chameau que consent à louer le lama, ami et compatriote du fameux guide, remplacera avantageusement le petit baudet. Deux jours de pluie ont donné à la végétation une fraîcheur qu'elle avait perdue. La petite caravane presse sa marche dans le pays déjà parcouru pendant la première expédition sans échapper à la curiosité gênante et parfois à l'hostilité des habitans. Après avoir campé au sud de Hatamel, nos voyageurs cheminent dans une atmosphère brûlante à travers une grande plaine sablonneuse absolument déserte. Par bonheur, la vie animale et végétale ne manque pas dans ce désert et le naturaliste recueille des plantes et des insectes; — les réglisses répandues en abondance permettent d'apaiser la soif; plus tard, on passe devant des groupes de tentes

mongoles et l'on vient camper près d'une lamaserie. C'est un endroit délicieux; un torrent limpide roule sur des cailloux, il y a des bois touffus. On ne voit pas, il est vrai, de grands arbres, mais on admire une foule d'arbrisseaux. Sur des mûriers agrestes, on trouve des *vers à soie* à l'état sauvage. Des ombellifères bordent le ruisseau, et voltigent des papillons qui n'ont pas été vus ailleurs. Les désagrémens ne peuvent jamais être entièrement évités : un soir, l'abbé David perd le guide conduisant le chameau, M. Chevrier se met à la recherche et perd l'un et l'autre; heureusement on se retrouve après avoir subi toutes les angoisses de l'inquiétude. Nos voyageurs se fatiguent par des courses incessantes, mais la grande souffrance provient du manque d'eau. Un soir ils se résignaient à se passer de boire et de manger quand on fit la découverte d'un petit trou rempli d'eau.

L'Ourato occidental est vraiment un beau pays, formant contraste avec les autres régions de la Mongolie. Ce sont des taillis frais au milieu de grands saules délabrés par l'âge, des montagnes boisées et parsemées d'anémones, de pivoines à fleurs blanches ou roses, de polémoines, de valérianes, de grands géraniums à fleurs violettes, de trolles à grosses fleurs d'or, de clématites du genre atragène (*Atragena florida*), de plusieurs sortes de potentilles ligneuses formant des buissons entre les roches granitiques qui couronnent les hauteurs. Puis ce sont de vertes prairies au milieu d'un système de collines arrondies. « C'est magnifique, s'écrie le père Armand David, on se croirait sur les fraîches montagnes sous-alpines de l'Europe. » Au-delà, c'est un plateau très élevé, mamelonné et herbu, d'où l'on découvre tout le pays, au sud la plaine avec une longue bande de sable jaune, à l'ouest la plaine avec des flaques d'eau, restes probables d'un ancien lac, et au loin les montagnes bleuâtres de l'Alachan. Ces hautes prairies sont émaillées de ravissantes fleurs : lis rouges, amaryllis jaunes, borraginées bleues et tant d'autres. Les bartavelles caquettent sur la cime des rochers, les faisans et les perdrix grises de Daourie cherchent la pâture dans les herbes.

La région des fleurs est contenue dans des limites assez étroites. En se dirigeant un peu au nord, on franchit une vallée où se montrent le granit et ensuite les porphyres et les roches basaltiques; on descend un chemin boisé très-rapide, et alors c'est la plaine sablonneuse n'ayant qu'une végétation pauvre où rares sont les insectes et les oiseaux. Le pays est à peine habité; seuls, quelques troupeaux de bœufs et de moutons, sous la garde de bergères mongoles, troublent la solitude. Plus loin, c'est la grande plaine de Teleinoor, au milieu de laquelle le Fleuve-Jaune semble avoir plusieurs fois changé son lit. Presque partout les forêts sont détruites, les vieux pins n'existent plus que sur les sommets élevés et les vallons inaccessibles. La prohibition de toucher aux bois de l'Ou-

rato n'est plus respectée; on voit continuellement des Mongols traînant des troncs de pins vers la plaine.

Après la chaleur, les explorateurs se trouvent assaillis par un orage si épouvantable que le père David craint pour le sort de ses collections, fruit, dit-il, on peut le croire, de peines incroyables. L'herbier est sauvé; mais les boîtes d'insectes ont été si rudement ballottées qu'il y a des dégâts irréparables. Nos voyageurs sont transis de froid et d'humidité, et il est impossible d'avoir du feu. Les provisions ayant beaucoup diminué, on revient au point de départ. L'abbé David avait touché les limites occidentales de l'Ourato; mais il tenait encore à visiter les plaines et les montagnes du nord. Une troisième excursion est décidée, et le 24 juillet, par un temps pluvieux, la petite caravane se remet en marche avec une nouvelle provision de millet et de farine de haricots. On traverse des collines carbonifères, de hautes prairies, et alors apparaissent les montagnes de Tchangini-Oula, qui séparent l'Ourato de la principauté de Mao-ming-ngnan, montagnes sèches couvertes de graminées, dépourvues d'arbres, à peine couvertes de broussailles. Au-delà, une plaine presque stérile que les Chinois cultivent est bornée par un autre massif de montagnes. Le sol est jonché d'ossemens humains, car les Mongols n'enterrent pas les morts. Sur de hautes collines verdoyantes se dresse l'habitation du grand lama d'Outhang-djao, composée de belles tentes arrondies; de brillantes cavalcades de lamas, aux éclatans habits jaunes et rouges, passent en jetant un regard dédaigneux sur les Européens qui cheminent paisiblement à la suite du chameau. Un extérieur misérable n'est pas plus une recommandation à l'Ourato qu'ailleurs. — Au reste, les jours difficiles se succèdent pour nos voyageurs, qui rentrent à Sartchi le 1er août avec une nouvelle récolte de plantes et d'animaux. Pendant plusieurs jours encore, l'abbé David fait des excursions vers deux lacs situés à une vingtaine de lieues dans le pays des Ortous; il voudrait mieux explorer cette dernière région, mais le guide est malade : il doit y renoncer. Quittant Sartchi, le 27 août, le savant lazariste reprend le chemin de la capitale du céleste empire, et après deux mois encore sur la route que l'on connaît, il rentre à Pékin, ayant conservé la santé malgré les plus dures fatigues et les plus grandes privations. Les résultats scientifiques pouvaient seuls les faire oublier. C'est lorsque nous aurons comparé le caractère des productions naturelles dans les diverses provinces de la Chine qu'on pourra surtout les bien apprécier.

ÉMILE BLANCHARD.

(*La troisième et dernière partie à un prochain n°.*)

LA VEILLÉE DU PRINCE

(Le prince dans son cabinet, lisant des dépêches. — Minuit.)

LE PRINCE, s'arrêtant au milieu de sa lecture.

Encore une journée illustre pour nos armes,
Et que d'autres suivront indubitablement!

Jetant là sa dépêche, et après un silence.

Où me conduisent-ils en leur aveuglement?
Héritage de deuil et de sang et de larmes,
Que je ne puis, de loin, entrevoir sans effroi!
O mon père, je sais quels desseins sont les vôtres,
Je sais quel idéal vous vous faites d'un roi;
Mais je suis de mon temps, et mes dogmes sont autres,
Et ce que vous croyez n'est déjà plus ma foi.
Ce sang que vous versez, ce sang intarissable,
Vous n'y songez donc pas? j'en serai responsable,
Et si je règne un jour...

UNE VOIX.

Salut, tu régneras,
Macbeth!

LE PRINCE.

Qui vient ici?

LA VOIX.

Ne me connais-tu pas?

Regarde! ce n'est pas un rêve;
Non! c'est bien moi qui t'apparais;
Les tempes ceintes de cyprès,
Et le cœur traversé du glaive!

Blessée au front, blessée au sein,
Pleurant tous les sanglots d'Électre,
Je viens visiter, comme un spectre,
Mon vainqueur,... non,... mon assassin!

Tu pâlis à me voir vivante,
Moi, morte au gré de tes amis!
Rassure-toi, Dieu l'a permis,
Je vivrai pour ton épouvante,

Pour votre infamie à jamais,
Car avec mes races futures,
Nous aurons d'autres aventures,
Vous et moi, je vous le promets!

LE PRINCE.

Que vient chercher ici ta colère obstinée?
Accuse qui de droit, blasphème ton césar;
Est-ce ma faute à moi, femme de Putiphar,
Si tes vices t'avaient dès longtemps condamnée?
Toi qui ne crois à rien, crois à la destinée;
La tienne est de mourir sous les coups du Germain;
Meurs donc joyeusement et la coupe à la main,
Et plutôt que vomir la rage et l'anathème,
Couronne-toi de fleurs pour ce banquet suprême;
Reprends ton ironie et tes airs d'autrefois,
Laisse la harpe en deuil suspendue aux vieux saules,
Évoque tes farceurs, tes baladins, tes drôles,
Tous ces représentans du bel esprit gaulois,
Ceux à qui tu donnais l'or et la renommée
Pour bafouer ton Dieu, ton honneur, ton armée,
Et fière, au milieu d'eux, tombe comme il te sied,
En niant le vainqueur qui t'écrase du pied!

LA FRANCE.

Ta victoire, grand capitaine,
Quand tu la fais sonner si haut,
Ton cœur en sait bien le défaut,
Et c'est là que t'attend ma haine.

Ma vengeance est dans ton remords!
Un jour viendront d'autres batailles,
Un jour, j'aurai mes représailles,
Un jour, je vengerai mes morts!

Mais, d'ici que Dieu le ramène,
Ce jour réparateur pour moi,
Prince et chrétien, je laisse en toi
Parler la conscience humaine!

Ton cœur à toi n'est point imbu
Du fétichisme dynastique

De ce vieux caporal mystique
Qui rêve sang lorsqu'il a bu.

Si tu parles comme Guillaume,
C'est aux soldats, devant le feu;
Ton Dieu n'est déjà plus son Dieu,
Ni son royaume ton royaume.

Tu sais, même au sein des combats,
En restant prince légitime,
Distinguer l'honnête du crime,
Ce que ton père ne sut pas.

L'esprit des temps à ta jeune âme
Parle nuit et jour, et lui dit
Que son Bismarck est un maudit
Et son Moltke un pillard infâme,

Et que tu seras puni, toi,
Pour avoir, sans horreur ni peine,
Signé ce pacte de la haine
Liée à la mauvaise foi.

Il te dit que l'âge où nous sommes
A des lois qu'on ne franchit point,
Et que mettre le sabre au poing
Ne fait pas qu'on cesse d'être hommes!

Or se complaire méchamment
A multiplier les tueries,
N'avoir jamais pour théories
Que pillage et bombardement,

Activer à flots de résine
Les toits qui ne flambent assez,
Enterrer vivans les blessés,
Voler celui qu'on assassine,

Non, quand devraient tous les soudards
Rassemblés au camp de Versailles
Faire sonner mes funérailles
Et me rendre morte aux césars,

Quand devraient, dans leur clameur vaine,
Tous vos métaphysiciens,
Les jeunes comme les anciens,
Hurler : l'Alsace et la Lorraine!

Quand, par ruse et par trahison,
Devraient tomber toutes mes villes,

Quand devraient vos cohortes viles
Infecter l'air de ma maison,

Vrai Dieu! cette guerre est impie;
C'est ignoble et c'est déloyal,
Et tu sauras, prince royal,
Un jour comment cela s'expie!

LE PRINCE.

Quel crime est donc le mien? Soldat de mon pays,
Du mieux que je le puis, je me bats et commande.
Tu déplores tes champs et tes bois envahis;
Que serait aujourd'hui la patrie allemande,
Si le sort de la guerre eût prononcé pour toi?
Au fond, la vérité, — qu'on triomphe ou qu'on cède, —
N'est que dans le devoir; qui s'y tient la possède;
J'obéis et je sers, et laisse faire au roi.

LA FRANCE.

Non, ton cœur se sent moins à l'aise
Que tu ne veux le laisser voir;
Non, tu n'as point fait ton devoir,
Et c'est le remords qui te pèse!

Tu n'as rien vu, rien pressenti,
Dans cette abominable guerre,
Bon soldat, mais prince vulgaire,
Incapable d'un grand parti.

Quand cet homme par qui je pleure,
Et par qui j'ai dû tant souffrir,
A Sedan tombait sans mourir,
Le Destin te marquait ton heure.

Il te criait : « N'hésite pas,
Ici, ta mission commence,
Arrête cette horde immense,
Interviens, prince, plus un pas!

La victoire appuie et seconde
La querelle que tu défends,
Rentre tes drapeaux triomphans,
Et que la paix renaisse au monde!

Ces chemins où, pour ton malheur,
Bismarck, que sa haine exaspère,
Et Moltke entraînent ton vieux père,
Prince, à tout prix ferme-les-leur!

Car c'est par là que la victoire
S'appelle extermination,
Et que cesse une nation
De valoir aux yeux de l'histoire.

Là sont les champs du désespoir,
Là sont les routes mal famées
Où ne passent point les armées
D'un chef qui connaît son devoir!

LE PRINCE.

Ah! voilà le grand mot : nous sommes les barbares,
Les Vandales, les Huns, les Cimbres, les Teutons,
Proie immonde vouée aux éternels Ténares!
Et sur la route ouverte où nous vous combattons,
Il n'eût tenu qu'à moi, dis-tu, qu'à mon génie,
D'arrêter d'un seul mot toute la Germanie;
Mais, pauvre France, où donc va ton illusion?
Que peut un philosophe, et fût-il roi lui-même,
Contre un peuple entraîné par son impulsion,
Contre une race entière en son effort suprême?
Vois où ta propre erreur te pousse maintenant:
Nous sommes des Teutons, des barbares, des hordes,
Des Mohicans sans âme et sans miséricorde,
Des ravageurs pillant, brûlant à tout venant!
Et c'est quand tu me fais une telle querelle,
Quand ta bouche d'airain parle comme cela,
Que tu viens demander l'esprit d'un Marc-Aurèle
Où ne suffirait pas le bras d'un Attila!

LA FRANCE.

La tâche était pourtant sublime :
Arrêter leurs desseins affreux,
Sur l'amour des peuples entre eux
Fonder ton règne légitime!

Ta jeunesse, l'humanité,
T'y conviaient! — Courbe la tête,
Ame impuissante, âme inquiète,
Tu mourras pour avoir douté.

Qui, de deux devoirs, prend le moindre
A jamais s'annule et se tait;
Mon étoile qui me quittait
A mon front recommence à poindre!

Et c'est à toi que je le dois,
A tes lansquenets, à tes reîtres,
A toutes ces bandes de traîtres
Qui m'ont lâchement mise en croix.

Comme le martyr de Judée,
Il me fallait ma passion;
Après la flagellation,
J'aurai le nymbe, ayant l'idée.

Et tant que vibrera ma voix,
Fût-ce au fond des nuits funéraires,
Je crierai : Les peuples sont frères,
Et leurs ennemis sont les rois !

Ah! tu pouvais être un Sévère,
Un Marc-Aurèle dans leur camp,
Et ta conscience, abdiquant,
Se laisse briser comme un verre.

Jusqu'en leur conseil irrité,
Au nom de tes droits qu'on expose,
Dieu t'ordonnait de prendre en cause
La justice et l'humanité.

Pauvre prince dont le cœur saigne
A des pleurs qu'il peut empêcher,
Et qui, plutôt que les sécher,
Obéit à Bismarck, qui règne,

A cet ours du pays d'Odin,
Moltke, aussi cruel qu'invisible,
Atroce en sa haine impassible,
Et qui lui parle avec dédain!

Vous parlez d'Attila, sauvages,
Vous vous nommez fléaux de Dieu;
Laissez donc ! je connais ce jeu
Et le sens de tous vos ravages.

Vous n'êtes que des Allemands
Grossiers, jaloux, fils de Guillaume !
Il vous plaît d'évoquer Sodome
Et de parler de châtimens!

Eh bien ! soit, j'accepte l'outrage
Et ce désespoir infini :
Dieu me frappe, qu'il soit béni!
Sous sa main renaît mon courage,

Mon élégance et mon esprit,
Péchés inconnus du Vandale!
L'empire et son affreux scandale,
Dont nul plus que moi ne souffrit,

M'ont valu cette honte énorme,
Après tant de maux endurés,
De voir, dans mes champs labourés,
Reparaître votre uniforme.

Déployez-les donc, vos drapeaux,
Que vos clairons sonnent leurs fêtes;
Je suis la victime, et vous n'êtes,
Vous barbares, que les fléaux!

Penses-y bien, toi qui m'opprimes,
Prince arrogant et sans pitié,
Le ciel, quand il a châtié,
Relève parfois les victimes;

Mais Dieu brise les instrumens
De sa souveraine vengeance;
Malheur à toi, sinistre engeance,
Malheur à tous ces Allemands!

LE PRINCE.

Sans trop me soucier, ma sœur, de la menace,
Je sais combien ta vie est profonde et tenace;
Ni le fer ni le feu ne peuvent rien sur toi.

Plus bas et se parlant à lui-même.

Voilà ce que jamais ne comprendront le roi,
Ni Moltke, ni Bismarck, ni les autres... l'idée!
Oh, l'idée! un éclair venu l'on ne sait d'où,
Une électricité qui rend le monde fou,
Une force en secret maintenue et gardée,
Qui va bravant la mort et son noir cavalier!
Tuez l'individu, vous ne tuerez point l'âme,
Elle s'échauffera — pour se multiplier —
Par la béante plaie, et vous serez infâme!
L'idée! est-elle donc ce chardon du désert?
Qui s'y frotte se blesse et se tue et se perd!

LA FRANCE.

Songe au destin mélancolique
De l'empereur Othon second,
Ce fier Souabe jeune et blond
Resté sur le sol italique.

Entouré de chefs aguerris,
Il vint, le superbe jeune homme,
Installer son camp devant Rome,
Comme toi, Fritz, devant Paris.

Heure terrible et solennelle!
L'éclair déchirait l'horizon;
C'était l'an mil! — la trahison
Lui livra la ville éternelle.

Il y mit le pied en vainqueur,
Après soi traînant ses barbares;
Mais en vain sonnaient les fanfares,
L'ennui déjà rongeait son cœur.

Une nostalgie inconnue
Le consumait jusqu'à la mort.
« Malheur à toi, l'homme du nord! »
Lui criaient les voix de la nue.

Il languissait, il se mourait,
Lui si vaillant et si superbe!
Sous ses pieds se desséchait l'herbe,
Ce sol sacré le dévorait.

Hohenzollern, prince néfaste,
Songe au Souabe couronné;
Le même sort t'est destiné :
Celui-là périt qui dévaste!

Celui-là sombrera qui vient,
Au mépris du saint et du juste,
Démembrer une terre auguste,
Un grand peuple qui s'appartient!

Prince, l'histoire a son génie
Que nul ne brave sans danger;
On peut un moment l'outrager,
Mais l'injure sera punie.

Et plus tard viennent les retours,
Plus lourde sur vous sa main tombe!
Ton père sera, dans sa tombe,
Étendu depuis de longs jours;

Bismarck et ses boucs émissaires,
Et Moltke et Charles-Frédéric,
Dormiront avec Genseric
Dans les humides ossuaires,

Quand toutes les calamités
Sur toi fondront et sur ta race;
Alors n'espère plus de grâce,
Pense aux responsabilités,

Pense aux morts pourris dans la fange,
Aux bombardemens d'autrefois,
Pense à Guillaume roi des rois,
Et dis-toi : L'histoire se venge!

LE PRINCE.

Viennent ces jours prédits pour y penser ou non,
Mais certes, en attendant qu'un pareil sort m'accable,
Du livre des vivans j'aurai rayé ton nom.

LA FRANCE.

Adieu! je laisse en toi le remords implacable,
Et le pressentiment des tragiques destins.

LE PRINCE.

Vive Dieu! j'aime à voir aussi tes airs hautains,
Et devant ton vainqueur comme tu t'émancipes!

LA FRANCE.

Tu railles, Frédéric!

LE PRINCE.

Non, car tu parles d'or!

LA FRANCE.

Adieu! malheur sur toi!

LE PRINCE.

Quand te verrai-je encor,
Fantôme de César?

LA FRANCE.

La veille de Philippes!

HENRI BLAZE DE BURY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mars 1871.

Le dernier et triste mot de la plus affreuse des aventures est donc prononcé définitivement. Il a été dit à Versailles, il a été dit à Bordeaux par nos députés réunis pour le suprême sacrifice, et certes jamais la destinée d'un pays ne fut agitée au milieu de telles émotions, jamais scène parlementaire ne fut plus dramatique, plus entrecoupée de péripéties, mieux faite pour rester dans la mémoire d'un peuple comme le souvenir d'un grand deuil et comme un éternel enseignement. C'en est donc fait, une assemblée française a été obligée de voter la mutilation de la France, de ratifier cette paix que par une cruelle ironie nous sommes forcés d'appeler une délivrance, puisque ces préliminaires qui sont l'expression de nos désastres ont du moins pour résultat d'arrêter l'invasion étrangère prête à déborder de toutes parts, de nous rendre notre liberté livrée à la soldatesque allemande, d'épargner à un pays déjà dévasté des malheurs plus irréparables encore, une ruine plus complète. Cent sept députés ont refusé de souscrire aux conditions du vainqueur, quelques-uns ont protesté tout haut par des discours retentissans, pas un n'a dit comment on aurait pu se dérober à l'implacable nécessité, quel moyen il y avait de continuer la guerre. Protester, protester, qui donc n'a protesté? Qui donc ne s'est dit au plus profond de son âme que ces pactes d'iniquités imposés par la force étaient dénués de toute sanction morale, qu'il n'était pas permis d'arracher les membres palpitans d'une nation et de s'en faire un butin de victoire? Mais il ne suffisait pas de protester contre la paix, de demander à grands cris la continuation de la guerre; il fallait pouvoir la continuer, cette guerre, et aucun de ceux qui proposaient à la France de reprendre ce gigantesque combat, aucun n'a pu répondre à cette parole désespérée que M. Thiers a jetée plus d'une fois au courant d'une discussion douloureuse : « le moyen, le moyen, indiquez-nous le moyen! » C'est qu'en effet tout était là.

Le moyen, il n'existait plus; on sentait bien que ce ne serait désormais qu'une lutte inégale et sans espoir, que la France souffrait d'une désorganisation profonde, d'une désorganisation morale autant que matérielle, que prolonger la guerre dans de telles conditions c'était aller au-devant d'inévitables désastres dont on ne pouvait plus mesurer l'étendue. L'ennemi, cet ennemi que nous connaissons, aurait certainement exécuté jusqu'au bout son programme; il serait allé partout, comme il le disait; il n'aurait pas conquis la France sans doute, il l'aurait ravagée, pressurée, épuisée. On l'aurait combattu encore, on n'aurait pas pu l'arrêter dans son œuvre de dévastation méthodique, et le pays tout entier serait resté livré à l'invasion meurtrière, sans pouvoir sauver les malheureuses provinces pour lesquelles il eût bravé ces suprêmes extrémités. M. Thiers a eu le courage de le dire, de montrer que la guerre ne pouvait plus désormais qu'aggraver les malheurs de la France. Il a eu ce courage de prendre pour tous la cruelle responsabilité d'une paix nécessaire, et en le voyant, ému, mais toujours ferme, accepter cette incomparable épreuve, s'efforcer jusqu'au bout de sauver l'avenir de la France au prix du plus douloureux sacrifice, on se souvenait involontairement de cette séance du corps législatif où il prodiguait les avertissemens inutiles, où il était obligé de subir les colères, les outrages d'une majorité qui allait jusqu'à mettre en doute son patriotisme, et où, saisi d'une sorte de pressentiment prophétique devant tant de fureurs, il s'écriait avec une tristesse fière : « Offensez-moi, insultez-moi, je suis prêt à vous subir pour défendre le sang de mes concitoyens que vous êtes prêts à verser si imprudemment... Quant à moi, je suis tranquille pour ma mémoire, je suis sûr de ce qui lui est réservé pour l'acte auquel je me livre en ce moment; mais pour vous je suis certain qu'il y aura des jours où vous regretterez votre précipitation... » Ces jours sont malheureusement venus. Il y a huit mois, M. Thiers était la clairvoyance patriotique, aujourd'hui il a été l'abnégation et le dévoûment, venant réparer les fautes des autres, autant que ces fautes peuvent être réparées. C'est justement ce qui donnait une émouvante autorité à la parole de M. Thiers, lorsque dans cette terrible séance du 1er mars il suppliait l'assemblée de ne point céder à des illusions nouvelles, d'avoir le courage du bon sens, le courage de regarder en face une situation dont elle n'était pas coupable, mais devant laquelle on n'avait pas le droit de reculer. Il ne manquait plus à cette scène, pour lui donner tout son caractère, qu'une sorte d'apparition du vrai coupable, de l'empire, se montrant tout à coup sous la figure d'un des serviteurs intimes du dernier empereur, et venant presque réclamer ses droits. L'empire a eu peur sans doute d'être oublié, il a voulu, lui aussi, protester; on lui a répondu en proclamant sa déchéance définitive, en le laissant enseveli sous les ruines accumulées par son imprévoyance; sa condamnation, c'était cette paix

même qu'on subissait, qui était le déplorable fruit de sa politique, qui allait infliger à la France cette poignante séparation des députés de l'Alsace, protestant jusqu'à la dernière minute de leur inviolable attachement à la nationalité française.

Tout se réunissait dans cette discussion haletante, dans ce drame du patriotisme aux prises avec l'impossible, le deuil qui était dans les cœurs, le sentiment d'une nécessité inexorable, la dernière convulsion d'un empire tombé dans la honte, le maire de Strasbourg mourant de douleur, M. Keller quittant l'assemblée avec ses collègues en s'écriant que rien au monde n'empêchera les Alsaciens d'être Français, en faisant appel « à Dieu vengeur des justes causes,... à tous les peuples, qui ne peuvent pas indéfiniment se laisser vendre comme un vil bétail, à l'épée de tous les gens de cœur, qui, le plus tôt possible, déchireront le détestable traité ! » Détestable et inévitable, voilà le mot. Et pendant ce temps, pendant qu'on discutait à Bordeaux cette question de vie ou de mort pour la France, Paris subissait la dernière épreuve ou le dernier outrage. Les Allemands entraient dans la grande cité frémissante et en quelque sorte hérissée dans son deuil. A dire vrai, on ne voit pas bien quel genre de gloire les chefs de l'état-major prussien ont cherché dans cette entrée subreptice, équivoque et limitée, ce qu'ils ont trouvé de flatteur dans cette occupation assez mesquine d'une avenue de la ville. Les soldats du roi Guillaume se sont promenés au nombre de 30,000 dans les Champs-Élysées, et après? La ville est restée fermée devant eux; on aurait dit qu'ils se sentaient eux-mêmes étonnés de leur action. Non, décidément, ces conquérans ne sont pas encore accoutumés à leurs triomphes; ils ne savent être ni audacieux jusqu'au bout, ni généreux pour le vaincu. Ils ont infligé à Paris cette injure d'une occupation sournoise, sans se donner une bien éclatante satisfaction d'orgueil. Ils peuvent aller faire leur entrée triomphale à Berlin, ils n'ont eu assurément rien de semblable à Paris, et pour une démonstration vaine, presque humiliante pour eux-mêmes, ils ont bravé le péril de pousser au désespoir une ville sur laquelle leurs armes n'avaient aucun droit, qu'ils auraient dû se faire honneur de respecter; ils ont empoisonné d'une dernière et inutile amertume cette paix déjà si amère et si dure, à laquelle le patriotisme français avait bien assez de peine à se soumettre, et que M. Thiers a caractérisée justement en disant que souvent la victoire n'était pas plus sensée que la défaite.

Elle est donc maintenant entrée dans l'histoire comme un fait accompli et subi, cette impitoyable paix qui n'offre à notre fierté qu'une dernière compensation, c'est que la puissance de notre malheureux pays s'y révèle encore à la crainte de l'ennemi, aux efforts qu'il fait pour nous affaiblir, aux précautions qu'il multiplie contre un réveil qu'il redoute visiblement. Les préliminaires signés à Versailles et ratifiés à Bor-

deaux sont l'ébauche du traité définitif qui va être négocié à Bruxelles, et qui n'est plus qu'une formalité. Ainsi tout est consommé, le sacrifice est accompli, nous subissons comme une fatalité les conditions qui nous sont faites par nos ennemis. Ils ne nous prennent pas seulement Metz et Strasbourg, l'Alsace et ce qu'ils appellent la Lorraine allemande, comme si Metz avait eu jamais rien d'allemand; ils ne nous demandent pas seulement 5 milliards d'indemnité de guerre que nous avons à payer en trois ans; ils prennent des gages contre nous, ils resteront en Champagne jusqu'à notre libération complète, ils sont encore sur la rive droite de la Seine, dans les départemens les plus voisins, jusque dans nos forts, et ils ne commenceront leur mouvement de retraite qu'après la ratification du traité définitif et le paiement du premier demi-milliard d'indemnité. Pendant cette occupation, qui ne se repliera que par degrés, notre armée ne pourra dépasser la Loire, Paris seul pourra conserver une garnison de 40,000 hommes. En d'autres termes, pour quelque temps encore, jusqu'à ce que nous ayons pu payer notre rançon, nous restons sous l'œil, sous la menace de l'ennemi. Voilà pour nous le prix de la guerre de 1870, voilà la situation créée à la France par une politique dont l'assemblée de Bordeaux a pu justement décliner la responsabilité en déclarant qu'elle subissait « les conséquences de faits dont elle n'était pas l'auteur. » C'est assurément une douleur immense, et ceux qui se sont résignés au sacrifice savaient bien que, sans être la honte, comme on l'a dit, la paix ainsi faite était un pesant fardeau. Ils ont vu l'état de la France, son état militaire, son état financier, surtout son état moral, selon la parole aussi juste que courageuse de M. Vacherot, et ils se sont soumis à l'inexorable nécessité. Puisqu'il le fallait, puisque la France ne pouvait être sauvée que par la paix, il faut l'accepter, cette paix, telle qu'elle est, avec la résolution qui a été, il y a soixante-cinq ans, pour la Prusse elle-même le commencement d'une résurrection. C'est par le malheur qu'ont commencé toutes les régénérations nationales. C'est sous le coup du malheur le plus accablant et le plus pressant que la France est condamnée aujourd'hui à chercher en elle-même les causes de son désastre et les élémens de sa propre régénération, sans se perdre sans cesse dans des récriminations stériles.

Disons le mot, si cruel qu'il soit : ce malheur de la France, que nous n'avons pas vu venir, n'est point l'œuvre du hasard; cette victoire de nos ennemis, c'est le triomphe de l'ordre, de la discipline, de la suite dans les idées, de la science, de la méthode sur la confusion, la légèreté, l'indiscipline, la suffisance et l'insuffisance. Il s'agit de savoir si nous voulons perpétuer les causes qui nous ont conduits là où nous sommes. Rien n'est plus aisé que d'expliquer toutes les défaites par la trahison, et de parler aussitôt d'une revanche. La trahison, elle n'a été nulle part, et elle a été partout; elle a été dans l'illusion universelle,

dans notre ignorance des conditions d'une lutte où nous entrions sans nous douter ni de nos faiblesses ni des forces de nos adversaires. La revanche, ce n'est guère le moment d'en parler, quand le sang coule encore de toutes les blessures de la France, quand ces richesses dont nous tirions vanité vont passer entre les mains de l'ennemi; cette revanche, on la prendra lorsqu'on aura su s'y préparer, lorsqu'on l'aura méritée, et M. Thiers lui-même, au moment où il proposait à une assemblée française une paix si douloureuse, M. Thiers traçait le programme de cette œuvre nouvelle qui s'impose désormais à tout le monde dans notre pays. Non certes, la France n'est pas près de périr; elle retrouvera des destinées meilleures, si elle le veut; mais c'est « à la condition que nous aurons enfin du bon sens, que nous ne nous paierons plus de mots, que sous les mots nous voudrons mettre des réalités. » Tant que nous nous paierons de mots et de déclamations, nous ne serons pas une nation sérieuse, nous ne mériterons pas d'être pris au sérieux. Être une nation sérieuse, c'est là toute la question telle que M. Thiers l'a résumée d'un trait, et on n'est incontestablement une nation sérieuse que par le travail, le respect de la vérité, le sentiment de tous les devoirs publics, la discipline volontaire dans la liberté. Cette république même qu'on veut fonder, elle n'est possible que si, après avoir épuisé jusqu'au bout la fatalité d'un désastre dont elle n'était pas responsable, elle devient l'instrument des grandes réparations nationales qui sont aujourd'hui l'unique, la souveraine obsession de toutes les âmes.

Il faut s'accoutumer à faire simplement, modestement, des choses utiles pour apprendre à faire virilement de grandes choses, lorsque l'heure reviendra. Il faut bien se dire que nous avons toute une éducation publique à recommencer, notre puissance militaire à reconstituer, nos finances à réorganiser de façon qu'elles puissent porter sans fléchir le fardeau d'une rançon sans exemple, — et la première condition, c'est l'ordre dans les idées comme dans la rue, c'est la paix dans les esprits et dans la cité. Sans l'ordre moral et la paix intérieure, rien n'est possible, et tout ce qui prolonge ou entretient l'agitation ne met pas seulement en péril la sécurité de tous les jours, c'est une véritable déviation, une défection de sentiment national devant l'ennemi. Nous ne sommes sortis que d'hier d'une lutte gigantesque qui a laissé des traces profondes; le pays avant tout a besoin de reprendre son équilibre, et d'étranges patriotes nous convieraient, s'ils le pouvaient, aux douceurs du chaos. Ils nous offriraient pour nous régénérer la révolution après la guerre. Nous n'avons pas assez souffert des dictatures, à ce qu'il paraît, chacun de ces grands patriotes veut se faire dictateur. Une assemblée élue par le pays, par le suffrage universel, existe à peine, on conteste ses droits et son autorité, on la déclare dissoute, on se fait un jeu d'avilir la souveraineté nationale. Un gouvernement sorti de cette assemblée

souveraine est à peine formé, on s'amuse à fabriquer des gouvernemens de fantaisie; on fait des proclamations, on dicte des lois, on organise des résistances, et par un étrange renversement de tous les rôles on provoque la garde nationale elle-même à former une sorte de pouvoir prétorien; bref, c'est la confusion universelle, si bien qu'une foule d'esprits simples finissent eux-mêmes par ne plus savoir où ils vont, ni ce qu'ils doivent faire. Eh bien! est-ce en propageant ou en laissant se propager ce désordre qu'on peut réaliser cette réforme intérieure des institutions qui peut rendre au pays sa force d'action, qui est assurément aujourd'hui un intérêt national de premier ordre?

Ce n'est pas seulement notre administration intérieure qui est à refondre; notre puissance militaire est à recomposer tout entière. Il est malheureusement trop clair aujourd'hui que ces désastres auxquels nos soldats étaient si peu accoutumés sont le triste fruit d'une sorte de décomposition progressive accomplie sous un régime qui avait la prétention d'être le gardien privilégié de l'honneur militaire du pays, et qui n'a réussi qu'à énerver tous les ressorts de notre ancienne puissance. La loi d'exonération faite en 1855 a contribué surtout à cette décomposition. La loi de réorganisation de 1867, loi médiocrement conçue et plus médiocrement exécutée, n'a été qu'un impuissant palliatif. Il y a quatre ans déjà, le général Trochu lisait des revers inévitables dans la constitution de notre armée et dans l'altération de nos mœurs militaires. Notre ancien attaché militaire à Berlin, le colonel Stoffel, dans ces rapports si curieux, si instructifs, qu'il adressait au gouvernement de l'empire et dont ce gouvernement tenait si peu de compte, le colonel Stoffel traçait le plus saisissant parallèle du travail énergique de la Prusse pour organiser ses forces et de la décadence de notre armée. Tout ce qu'il entrevoyait de malheurs possibles s'est réalisé avec une effrayante exactitude. Chose étrange, malgré l'énormité de nos budgets militaires, nous n'avions pas même le nombre; nous avons eu à peine 200,000 soldats à mettre en ligne contre l'avalanche allemande il y a six mois, et ce phénomène singulier, ce signe de décadence militaire, avait été déjà entrevu par plus d'un observateur dès la guerre d'Italie, pendant cette campagne où le désarroi de nos forces commençait à devenir sensible, où nous aurions pu à peine envoyer des renforts suffisans, si un revers un peu sérieux nous avait frappés. La vérité est que notre armée était atteinte dans son essence; elle en était venue à ce point où elle n'avait plus ni le nombre, ni l'instruction, ni la forte cohésion de la discipline. La légèreté, le favoritisme, l'ignorance, l'infatuation, avaient tout détruit. L'esprit militaire n'existait plus, selon le mot du colonel Stoffel. Il ne faut certes pas accuser le courage de ces soldats; beaucoup se sont battus intrépidement, ils auraient mérité de vaincre, si l'héroïsme eût suffi. Malheureusement l'instruction, la confiance, manquaient aux anciens eux-mêmes,

l'organisation a manqué aux nouveaux. Aujourd'hui il n'y a plus qu'à licencier cette armée éprouvée et incohérente pour reconstituer une armée nouvelle. Tout est à refaire. Comment résoudra-t-on ce problème? Il n'est point douteux qu'il faudra plus ou moins s'inspirer du système prussien, organiser une armée identifiée avec la nation; mais ce qui est moins douteux encore, c'est que cette armée ne deviendra une vraie force que par l'instruction, par le sentiment du devoir, par l'acceptation de toutes les sévérités de la vie militaire, par une énergique discipline. Ce n'est plus seulement ici un intérêt de parti, c'est l'intérêt patriotique le plus élevé. Et cette œuvre, l'accomplira-t-on par la confusion et le désordre, par toutes les fantaisies révolutionnaires? Il est bien clair qu'on ne fera rien, s'il y a des journaux et des clubs qui se croient permis de prêcher l'insubordination, d'exciter les soldats contre leurs chefs, si on se fait un jeu de la discipline, si tout ce qui porte une arme, fût-ce la garde nationale, se met à délibérer. Les malheurs qui viennent de nous accabler n'auront servi à rien, ou plutôt ils n'auront fait que préparer de nouveaux et plus effroyables désastres au lieu d'être le commencement de cette régénération dont tout le monde parle sans en accepter quelquefois les conditions les plus simples.

S'il est enfin un point où l'ordre soit une nécessité absolue, c'est la reconstitution de nos finances. C'est ici surtout que les illusions et les déclamations ne servent à rien, elles ne peuvent changer un seul chiffre. La vérité est que nous restons après la guerre sous le poids d'une charge accablante. Nous avons à payer tout ce que le vainqueur nous arrache par la force, tout ce que nous a imposé pendant vingt ans le régime qui a préparé nos désastres. Notre dette consolidée était à la fin du premier empire de 63 millions de rente; elle s'élevait en 1830, après toutes les dépenses de l'invasion, après l'indemnité des émigrés, à un peu plus de 160 millions. La monarchie de juillet n'ajoutait en réalité à ce chiffre que peu de chose, 12 millions effectifs. Depuis vingt-trois ans, cette dette s'est singulièrement enflée, d'abord sous la république, puis sous l'empire, surtout sous l'empire. D'après le dernier budget, sans tenir compte des intérêts de la dette flottante, des fonds de cautionnemens ou des dettes viagères, la rente consolidée était arrivée au chiffre annuel de 363 millions. Dans son ensemble, le capital de la dette française dépassait déjà 10 milliards. Maintenant il faut ajouter à ceci d'un seul coup les 5 milliards imposés par la Prusse. Ce n'est pas tout, les recettes publiques ont un déficit de 1 milliard au moins. Les dépenses qui ont été faites, et qui restent à liquider, s'élèvent sans doute à près de 3 milliards. En d'autres termes, d'un seul bond la dette française va monter à près de 20 milliards, avec un intérêt qui absorberait une moitié de nos ressources budgétaires telles qu'elles existaient jusqu'ici. L'angleterre, il est vrai, on nous l'a dit, et on nous le dit encore, l'Angleterre

sortait des guerres de l'empire avec une dette de plus de 20 milliards; les États-Unis, à la fin de la guerre de la sécession, se sont trouvés en face d'une dette qui prenait tout à coup des proportions immenses, et ces deux grands pays n'ont pas fléchi sous le poids, ils n'ont rien perdu de leur force et de leur prospérité. Malheureusement il y a une différence : les Anglais et les Américains sortaient de ces luttes gigantesques qu'ils venaient de soutenir surchargés de dettes, mais vainqueurs. Pour nous, nous sortons de la guerre vaincus et réduits encore à payer notre défaite. Cette différence est une aggravation cruelle pour nous, on ne peut le méconnaître. La victoire est un énergique cordial, même pour aborder les grandes et difficiles liquidations financières. N'importe, une nation comme la France, avec ses ressources, ses dons, son génie, ne s'abandonne pas pour une affaire d'argent; vaincue, elle saura bien encore suivre l'exemple de l'Angleterre et des États-Unis victorieux, elle paiera afin de purger le plus tôt possible son sol du dernier envahisseur; sur ce point, il n'y a aucun doute.

Comment arrivera-t-on à surmonter cette crise? Il faut évidemment mettre en jeu tous les ressorts; il faudra tout à la fois recourir au crédit, remanier nos impôts, alléger nos dépenses de tout ce qui ne sera pas strictement nécessaire, refaire un budget plus conforme aux circonstances. Ce budget, c'est l'œuvre du nouveau ministre des finances, de M. Pouyer-Quertier, qui ne manquera pas sans doute de résolution. De toute façon, nous avons à résoudre un problème qui ne laisse pas d'être épineux, celui de trouver une organisation militaire qui puisse servir de cadre à notre armée rajeunie sans coûter aussi cher que par le passé. Nous pouvons dès ce moment biffer de notre livre de finances presque tout un chapitre, celui des dotations, qui approchait de 50 millions; nous pouvons, par une étude attentive et par des combinaisons nouvelles, diminuer les frais de perception des impôts; nous avons à réviser les traitemens qui dépassent un certain chiffre, sans parler de ceux qu'on pourra supprimer entièrement. Qu'on ne s'y méprenne pas toutefois; sur ce dernier point, les économies possibles dépendront beaucoup moins peut-être de réductions partielles que du remaniement, de la simplification de cette immense machine administrative qui depuis si longtemps en France est la pompe aspirante et refoulante de l'activité universelle. Tout se tient, et notre première obligation est désormais de dégager toutes nos ressources, de porter toutes nos forces sur le point douloureux, la délivrance du sol français; mais pour résoudre ce problème, qui n'est pas seulement un problème financier, la première condition est évidente. Pour avoir du crédit, il faut inspirer de la confiance, et la confiance est la compagne de l'ordre, du travail renaissant, de l'activité industrielle et commerciale reprenant son essor. Croyez-vous que tout cela soit bien facile, si l'on s'amuse à faire des manifes-

tations, à promener sans cesse devant les yeux du pays tous les spectres révolutionnaires, si l'état est obligé longtemps encore de payer des ouvriers gardes nationaux pour aller en faction auprès des canons de la butte Montmartre? Que ceux qui passent leur temps à semer ces agitations se demandent un moment ce qu'ils pourraient faire de mieux pour plaire à nos ennemis. Certainement M. de Bismarck ne pourrait que les encourager à continuer. De cette façon, la France ne pourrait se racheter, elle s'épuiserait dans des convulsions stériles, elle aggraverait d'elle-même l'impuissance momentanée où la guerre l'a laissée; pendant ce temps, 50,000 Allemands resteraient en Champagne, vivant à nos dépens. Tout serait pour le mieux au gré de M. de Bismarck, qui pourrait être fort tranquille. Ah! ce sont là d'étranges patriotes, d'étranges serviteurs de la France, de singuliers défenseurs de la république elle-même; d'un seul coup, ils font tout à la fois les affaires de l'ennemi extérieur et de la réaction. Ils ne voient pas que, même s'ils triomphaient un instant, même s'ils parvenaient à s'imposer pour quelques mois, c'est alors que la république serait plus que jamais perdue, car enfin un pays comme la France ne se résigne pas à vivre bien longtemps sous le joug des passions subalternes. On se jette dans la réaction pour échapper à l'anarchie; c'est l'éternelle histoire. Si les révolutionnaires ne le voient pas, il faut le leur faire voir, il faut le voir pour eux, et dans tous les cas aujourd'hui il faut les contraindre à respecter cette paix intérieure qui seule peut permettre à la France de respirer, de se relever enfin de tant de malheurs.

Après tout, les destinées de la France ne peuvent rester à la merci d'une faction; les partis violens n'ont que le degré d'influence qu'on leur laisse, et ne nuisent le plus souvent qu'à leur propre cause. L'essentiel est qu'on ne s'attarde pas dans cette confusion, que chacun se hâte de prendre son rôle dans ce travail de réorganisation où nous sommes engagés, et que cette assemblée qui était hier à Bordeaux, qui sera demain à Versailles, sente bien elle-même l'immensité de la tâche qui lui est imposée. C'est par elle et par le gouvernement qu'elle a choisi qu'un certain apaisement peut renaître, et que notre situation peut se raffermir. Que les passions s'agitent encore et profitent de ces frémissemens qu'une longue et douloureuse épreuve laisse dans toute une population, ce n'est pas bien surprenant; la pire des choses serait de répondre à des passions par des passions, et de faire de la politique avec des préjugés, des ressentimens ou des fantaisies. Assurément elle est très patriotique, cette assemblée, elle a l'instinct du bien public; elle n'a qu'un malheur qui tient peut-être à son inexpérience, elle ne sait pas toujours où elle va, elle a de l'incohérence, de l'indiscipline, et l'initiative parlementaire y fleurit sous la forme de toute sorte de propositions individuelles qui prouvent plus d'imagination que d'esprit po-

litique. L'un demande qu'on proclame l'indignité de tous les complices de l'empire; il n'oublie qu'un détail, il ne dit pas en quoi consiste cette complicité, à quel signe on peut la reconnaître, si l'indignité qui frapperait par exemple un député devrait aussi atteindre ceux qui l'ont nommé. Un autre dépose gravement une pétition demandant que la Corse soit exclue de la république française! Un troisième, et celui-ci sûrement avec les meilleures intentions, veut qu'on provoque une vaste émigration des Alsaciens, qu'on offre à nos malheureux compatriotes des terres en Algérie. Rien de mieux; la France doit toutes les compensations à ceux de ses enfans dont elle est condamnée à se séparer; seulement rien ne sourirait mieux sans doute à M. de Bismarck, qui se montrerait tout prêt à encourager cette émigration : ce serait le moyen le plus infaillible pour favoriser la germanisation de l'Alsace. Et si la France, après avoir été impuissante à garder cette vaillante province, avait le droit de parler à ces Français d'hier, qui veulent rester Français, elle ne pourrait que leur dire d'accepter cette épreuve qui leur est infligée, de ne point se séparer de leur sol et de leurs foyers, de raviver sans cesse leurs espérances dans le malheur par le souvenir fidèle de la patrie, qui ne les oublie pas. Ce projet irréfléchi serait évidemment peu politique, et des députés français devraient être aussi embarrassés pour l'approuver que pour le repousser; c'est l'inconvénient de toutes ces propositions.

Il y a deux dangers pour cette assemblée, le danger de toutes ces motions inutiles qui vont se perdre dans le tourbillon parlementaire, et le danger des excitations violentes, de ces irritations qui sont le stérile triomphe de l'esprit de parti. Cela n'est pas douteux, l'assemblée nationale se ressent des conditions où elle a été élue. Elle est pleine de malentendus orageux; elle porte en elle-même des idées, des tendances, des préjugés, qui se sont déjà heurtés bruyamment, et qui sont destinés à se heurter plus d'une fois encore. Les instincts de réaction s'entrechoquent avec les instincts révolutionnaires, et les uns ne sont peut-être pas plus raisonnables que les autres. On dirait au contraire que les événemens qui ont un instant interrompu la vie commune de la France ont rendu ces luttes d'opinions plus irréconciliables en les compliquant d'élémens nouveaux, de passions plus ardentes. Chose plus grave, ces luttes d'opinions, toujours périlleuses par elles-mêmes, se précisent et se concentrent aujourd'hui dans cet antagonisme entre l'esprit provincial et Paris qui vient de se manifester en pleine assemblée. Oui, à toutes les questions qui nous divisaient déjà est venue se joindre une question plus délicate et certainement plus dangereuse que toutes les autres, celle de la capitale et du siége du gouvernement de la France. La province s'insurge contre la domination de Paris; elle répugne visiblement à revenir siéger parmi nous, et M. Thiers a eu en vérité quelque peine à convaincre cet honnête provincialisme qu'on ne gouverne pas la

France de Bordeaux ou de Tours. Il a été obligé de faire des concessions pour en obtenir, et tout a fini par une transaction. L'assemblée ne restera pas à Bordeaux, ou n'ira pas à Fontainebleau, comme on le proposait; elle ne viendra pas non plus à Paris, elle ira à Versailles; tout est sauvé! Voilà où nous en sommes, et c'est là peut-être le résultat le plus clair de ces agitations révolutionnaires qu'on se plaît à entretenir depuis quelques jours, qui sont venues bien à propos pour donner un prétexte de plus aux susceptibilités provinciales.

Que l'assemblée ne veuille pas être à la merci d'une émeute, soit; mais c'est aussi véritablement oublier trop vite que depuis cinq mois, par le siége qu'il a soutenu, par les souffrances auxquelles il s'est résigné, par l'énergie de son attitude devant l'ennemi, Paris a fait l'honneur de la France, et méritait bien sans doute quelques égards. On méconnaît de plus deux faits également graves : le premier, c'est qu'on ne change pas à volonté une capitale qui est en quelque sorte l'œuvre de l'histoire d'un peuple, qui est devenue le centre de la vie publique, de l'activité intellectuelle, de la science, des arts, de l'industrie. Un autre fait qu'on semble méconnaître, c'est que ces révolutions faites par Paris et si étrangement redoutées, elles ne sont pas l'œuvre de Paris seul, elles ont été le plus souvent préparées par la province. Que prétend-on faire expier à Paris aujourd'hui? Est-ce la révolution du 4 septembre? Ce serait assez singulier de la part d'une assemblée qui prononçait, il y a quelques jours à peine, la déchéance de l'empire. Est-ce la guerre? Les députés parisiens ont voté contre la guerre, et ce sont les députés de la province qui l'ont sanctionnée de leurs acclamations. — La situation de Paris est troublée et périlleuse, dit-on. Le motif serait réellement étrange, et, si cela était vrai, ce serait au contraire une raison pour que l'assemblée accourût là où est le danger, comme l'ont fait remarquer justement des esprits politiques tels que M. Vitet. On comprend bien sans doute que la France veuille disposer d'elle-même, qu'elle tienne à ne point subir la domination d'une ville, si grande qu'elle soit, et à ne point recevoir périodiquement des révolutions par le télégraphe; mais ce n'est point en attaquant Paris ou en cherchant à le découronner qu'on changera cette situation : le jour où assemblée et gouvernement seront à Orléans ou à Tours, le même phénomène se reproduira bientôt, les passions et les partis se donneront rendez-vous sur ce nouveau théâtre. Il n'y a qu'un moyen de trancher ce problème, bien grave en effet, c'est de décentraliser la vie politique et administrative, d'assurer aux provinces une participation plus directe et plus efficace aux affaires communes, sans prétendre enlever à Paris sa grandeur et ses droits de capitale intellectuelle de la France.

Ce qui apparaît le plus clairement à travers toutes ces discussions d'une douteuse opportunité, c'est qu'il y a incontestablement dans l'assemblée, à droite et à gauche, deux opinions extrêmes toujours prêtes

à se livrer bataille sur cette question de la capitale comme sur bien d'autres, sur la question de la république ou de la monarchie notamment, et ce qui est vrai aussi, c'est qu'entre ces deux camps extrêmes il se forme de plus en plus une masse sensée, modérée, libérale, honnêtement patriotique, qui ne demande pas mieux que de suivre sans parti-pris cette politique définie l'autre jour par M. Thiers dans un des plus éloquens et des plus merveilleux discours de sa longue carrière. Quelle est cette politique? C'est tout simplement d'éviter ce qui pourrait diviser, d'ajourner les questions constitutionnelles qui mettraient subitement aux prises toutes les passions, et de s'en tenir franchement, résolûment, à ce qui doit être l'objet de toutes les pensées et de toutes les volontés. Il s'agit de réorganiser le pays, de ramener nos prisonniers d'Allemagne, de reconstituer une force militaire, de remettre l'administration tout entière en mouvement en restituant aux départemens, aux communes, leurs conseils électifs, remplacés par des commissions dictatoriales, de rendre des bras à l'agriculture et à l'industrie, de préparer les combinaisons financières qui doivent nous délivrer, de refaire en un mot de cette France qui saigne par toutes ses blessures une France se reprenant à la vie. L'œuvre est certes assez laborieuse, assez belle, et elle a bien de quoi tenter tous les dévoûmens. M. Thiers s'y est mis avec une généreuse passion, et il ne pouvait choisir des hommes mieux faits pour le seconder dans sa politique que le général d'Aurelle de Paladines, qui est aujourd'hui à la tête de la garde nationale de Paris, M. Roger du Nord, qui devient le chef d'état-major de cette garde, et M. Calmon, le nouveau sous-secrétaire d'état du ministère de l'intérieur.

Qu'arrivera-t-il plus tard? Ce sera au pays libre, apaisé et ranimé, de se prononcer définitivement. Pour le moment, cette œuvre de réparation s'accomplit sous la république; si elle réussit, elle sera accomplie au profit de la république, et le chef du pouvoir exécutif n'a point hésité à dire aux républicains éclairés et sincères de l'assemblée que la république était entre leurs mains, qu'elle serait le prix de leur sagesse, comme aussi ils lui porteraient sans doute le coup le plus funeste en soulevant sans cesse des questions irritantes ou inopportunes, en acceptant des apparences de complicité avec tout désordre, avec toute violence. M. Thiers n'a pas été seulement habile, il ne s'est pas montré seulement un tacticien consommé; il a parlé avec un accent de sincérité, une puissance de raison, une décision lumineuse de jugement, qui ont entraîné tous ces esprits indécis et embarrassés de trouver leur chemin à travers les obscurités de l'heure présente. L'assemblée s'agite, M. Thiers la conduit, c'est certainement ce qu'il y a de plus rassurant, et c'est la bonne fortune de la France, après tant de déceptions et d'angoisses, de sentir ses affaires entre les mains d'un homme qui réunit dans une si juste et si merveilleuse combinaison la fierté patriotique et la prudence, l'expé-

rience profonde et la raison persuasive, à qui il était réservé d'illustrer le soir de sa vie par de nouveaux et plus éclatans services, en prouvant que le pouvoir de faire le bien appartient à celui qui sait avoir des idées nettes dans le trouble de toutes les idées, une volonté ferme dans l'incohérence de toutes les volontés.

La France est une grande convalescente qui exige bien des soins, et l'Europe elle-même en vérité ne semble pas des mieux portante. C'est à se demander si, après avoir assisté à ce terrible drame, « auquel elle n'a apporté qu'une main trop réservée, » selon le mot de M. Thiers, elle n'est pas aussi vaincue que nous sans avoir combattu. L'Angleterre du moins se consolait en se persuadant à elle-même que c'était elle qui par sa politique avait contribué à limiter la lutte. Pas du tout : cette dernière consolation ou cette illusion ne lui est plus permise. Le roi Guillaume renvoyait tout récemment l'honneur à qui de droit, il remerciait l'empereur Alexandre de Russie d'avoir empêché « la guerre de prendre des proportions extrêmes, » et tout indique aujourd'hui qu'il y avait dès la première heure un traité entre Saint-Pétersbourg et Berlin. La Prusse a pu faire ce qu'elle a voulu, la Russie de son côté y a gagné de biffer ce qui restait de la guerre d'Orient en reprenant sa liberté dans la Mer-Noire. L'Angleterre sait à quoi s'en tenir, et l'Autriche, elle aussi, ne peut plus ignorer maintenant qu'elle avait, pour nous servir d'une expression vulgaire, la main sur le collet. C'est un étrange rôle pour des puissances qui ont quelque sentiment d'elles-mêmes. L'Europe recueille aujourd'hui le fruit de son indifférence pour nous et de ses faiblesses. Elle a vu sans rien dire passer triomphant le droit de la force, et sait-on ce qu'elle y gagne?

Certes la paix était toujours précaire avant la dernière guerre, elle l'est bien plus encore désormais. On s'épuisait de toutes parts en armemens ruineux; mais cela ne suffit plus, à ce qu'il semble, dans la situation nouvelle créée par le système prussien. L'Angleterre s'est hâtée de proposer au parlement des mesures pour la reconstitution et l'augmentation de ses forces. La Russie s'occupe de réorganiser son armée dans des proportions formidables. Le ministre de la guerre, le général Milutine, soumettait récemment à l'empereur deux mémoires, l'un sur le développement des forces militaires, l'autre sur l'obligation personnelle au service. L'Italie elle-même en est à s'imposer des dépenses de 350 millions pour reconstituer ses défenses militaires. Allons, l'Europe peut se réjouir de la situation qu'elle s'est faite : la paix est en sûreté, puisqu'elle est sous la garde de M. de Bismarck! CH. DE MAZADE.

C. BULOZ.

trer
vant
des
dans

, et
C'est
elle
elle
e du
i par
nière
ume
'em-
e des
ès la
sse a
er ce
Mer-
si, ne
e ex-
r des
ueille
esses.
sait-

e l'est
emens
uation
le pro-
menta-
e dans
Milu-
sur le
person-
nses de
Europe
sûreté,
DE.